



Les saisons de la mode

AU MOMENT où les créateurs du prêt-à-porter présentent à Paris leurs collections pour l'été 1998, nous consacrons un supplément de 16 pages aux tendances de la mode. Urbaine et sophistiquée, l'humour de la saison, en vint pour l'hiver, est illustrée dans ce cahier aussi bien au rayon vêtements qu'à ceux des accessoires. Avec des coups de flash sur la frénésie d'images de New York et sur le retour de Beyrouth sur la scène internationale.

Lire notre supplément et pages 25 et 29

La guerre au Congo

Apparemment appuyés par l'Angola, les partisans de l'ancien président Denis Sassou Nguesso sont en passe de contrôler la « capitale » économique du Congo, Pointe-Noire.

p. 4

Bizutage à l'Ensam

A la suite de violentes séances de bizutage dénoncées dans un rapport de l'éducation nationale, l'École nationale supérieure des arts et métiers a fermé deux de ses centres.

p. 9

Procès Papon : les accusations

La lecture de l'acte d'accusation de Maurice Papon s'est achevée mardi 14 octobre devant la cour d'assises de la Gironde.

p. 8

Un Africain contre la faim

Dimanche 19 octobre est la Journée mondiale de l'alimentation. Jacques Diouf, le directeur général de la FAO, veut mobiliser les entreprises contre la famine.

p. 12 et un point de vue p. 13

OPA en série

L'année 1997 affiche un record absolu de fusions et d'acquisitions d'entreprises.

p. 15

Une banque pour l'emploi

Le conseil régional du Nord - Pas-de-Calais a créé une banque, la Caisse Solidaire, pour soutenir l'emploi.

p. 11

Abonnement : 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Arabie, 25 ATG ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,56 CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Royaume-Uni, 5 F ; Serbie, 250 F CFA ; Suède, 10 KRS ; Suisse, 2,50 FS ; Tunisie, 1,2 Dir ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1016 - 7,50 F



Les magistrats interpellent Lionel Jospin

● Deux syndicats demandent ensemble au premier ministre de respecter ses engagements sur l'indépendance de la justice ● L'USM (modérée) et le SM (gauche) représentent 86 % des magistrats ● Ils mettent en garde le pouvoir contre « la tentation de l'immobilisme »

DANS UNE DÉCLARATION commune qui a été rendue publique mercredi 15 octobre, les deux principaux syndicats de magistrats expriment « leurs inquiétudes devant les apparentes hésitations du gouvernement en matière de réforme de la justice ». L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui représentent à eux deux 86 % des voix lors des élections professionnelles, « mettent en garde les pouvoirs publics contre la tentation de l'immobilisme, à l'heure où l'opinion publique attend une justice indépendante et impartiale ».



ment démontré que ces interventions ne concernent en réalité que les dossiers à connotation politique et portent gravement atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant la loi. Quant à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, elle doit permettre, selon eux, « de mettre la carrière des magistrats du parquet à l'abri des influences politiques ».

Paris et Bonn proposent la création d'un Conseil de l'euro

PARIS ET BONN ont enterré mardi 14 octobre à Münster, en Westphalie, leur conflit sur la coordination des politiques économiques après le lancement de la monnaie unique européenne, en 1999. Lors de la réunion du conseil économique et financier franco-allemand, les ministres des finances, Dominique Strauss-Kahn et Theo Waigel, ont annoncé qu'ils proposeraient à leurs partenaires la création d'un Conseil de l'euro, instance informelle regroupant les responsables des finances des pays adoptant la monnaie unique. Après l'annonce que sans doute onze pays satisfont en 1998 aux critères de convergences et le dénouement de la crise politique italienne, d'où le gouvernement Prodi sort renforcé, un nouvel écu est ainsi levé sur la voie de l'euro.

Lire page 2 et notre éditorial page 14

Didier Schuller fuit la justice française aux Bahamas

PARADISE ISLAND : la dernière adresse connue de Didier Schuller à un parfum de vacances de luxe. C'est sur cette île des Bahamas, à moins d'une heure d'avion de la Floride, que la justice a retrouvé la trace du plus célèbre fuyard de France. Au mois de février 1995, l'ancien conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine avait précipitamment quitté son domicile de Clichy-la-Garenne, ville dont il convoitait la mairie, parce qu'il se savait sous la menace de poursuites judiciaires. Visé par un mandat d'arrêt international délivré le 23 juin 1995, il n'avait plus reparu depuis lors, cependant que des rumeurs toujours démenties le prétendaient un jour en Norvège, un autre en Israël, voire en Amérique du Sud.

Jeunes enfants. Cette découverte, à laquelle les enquêteurs français ne croyaient plus vraiment, a conduit la chancellerie et le Quai d'Orsay à transmettre, dans les plus brefs délais, une demande d'arrestation provisoire et d'extradition de M. Schuller aux autorités bahamiennes. Mais, en l'absence de toute convention bilatérale liant la France et l'Etat des Bahamas, l'exécution de cette requête est soumise au bon vouloir du gouvernement local. Selon les informations du Monde, aucune réponse de l'archipel n'est encore parvenue à Paris. Informé des recherches le concernant, M. Schuller, lui, aurait abandonné sa villa, mais se trouverait toujours sur l'une des sept cents îles des Bahamas.

Objet d'un mandat d'arrêt international pour « soustraction d'enfants », son ancienne épouse, Marie-Laurence Bataillon, s'efforce en effet de récupérer son fils et sa fille (Le Monde du 17 septembre). Rien ne prouve que M. Schuller et Campion aient été en relation, mais les policiers ont établi que leurs enfants fréquentaient la même école. Interrogée par les enquêteurs français le 1^{er} octobre, M^{me} Bataillon leur a confirmé avoir aperçu l'ancien conseiller général et sa compagne aux Bahamas.

Philippe Broussard et Hervé Gattegno

L'Europe face à la loi commerciale américaine

« ON A FAIT MONTER un chameau en haut du minaret, maintenant on essaye de le faire redescendre ! » L'image, utilisée par un universitaire américain, traduit bien l'extrême embarras que suscitent, aux Etats-Unis autant que chez leurs principaux partenaires

commerciaux, les lois américaines à portée extraterritoriale. Elles sont, aujourd'hui, au nombre de deux : la loi Helms-Burton, qui vise les entreprises étrangères qui « trafiquent » avec Cuba et la loi D'Amato-Kennedy, celles qui investissent en Iran ou en Libye. Le pétrolier français Total qui vient de conclure, avec les Russes et les Malaisiens, un important contrat avec l'Iran pour exploiter un champ de gaz offshore risque, au titre de la seconde, de se trouver pénalisé. Des tractations sont en cours

entre l'Union européenne (UE) et l'administration Clinton afin de trouver un compromis - avec une échéance mercredi 15 octobre. La virulence du Congrès, troisième personnage de la querelle, complique la tâche des diplomates.

La loi Helms-Burton, de mars 1996, a été approuvée après que le régime cubain eut entrouvert ses portes aux investisseurs étrangers. Soucieuse de durcir l'embargo contre Cuba, elle autorise les citoyens ou les entreprises américaines spoliés par le régime de Castro à attaquer devant les tribunaux des Etats-Unis les investisseurs étrangers qui, d'une manière ou d'une autre, accaparaient un bien exproprié. Les Européens ont immédiatement protesté contre cette loi, contraire, à leurs yeux, aux règles du commerce international. Ils ont adopté une réglementation antiterrorisme, afin de permettre à leurs entreprises de se défendre et, surtout, ont porté l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Son organe de règlements des différends a décidé, en novembre 1996, la création d'un panel, c'est-à-dire d'une instance chargée d'arbitrer le litige.

Philippe Lemaître
Lire la suite page 14

Cinéma contre intégrisme

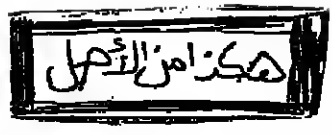


YOUSSEF CHAHINE

DANS LE DESTIN, le cinéaste égyptien Youssef Chahine, lauréat d'un prix spécial à Cannes pour l'ensemble de son œuvre, livre sa bataille contre les intégrismes avec allégresse. Egalement au sommaire des pages cinéma, la critique, entre autres, du cinquantième film de Claude Chabrol, Rien ne va plus, et le Salon du livre de cinéma.

Lire pages 26 à 28

International	2	Finances/marchés	20
France	3	Asipen/Ind	21
Société	3	Jour	24
Carrel	10	Météorologie	25
Régions	11	Culture	26
Horizons	12	Abonnements	29
Entreprises	15	Économie	29
Communication	19	Radio-Télévision	30



UNION EUROPÉENNE La marche vers l'euro a connu, mardi 14 octobre, une journée faste, marquée par trois développements positifs pour l'entrée en vigueur de la

troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM), en janvier 1999. ● À BRUXELLES, la commission a dressé une série de statistiques particulièrement opti-

mistes quant aux perspectives de croissance en Europe et au nombre de pays devant satisfaire en 1997 au critère de Maastricht sur le niveau autorisé du déficit public. ● EN ALLE-

MAGNE, à Münster, les ministres allemand et français de l'économie ont conclu un accord sur la création d'un Conseil de l'euro, groupe informel de coordination des politiques écono-

miques des pays participant à la monnaie unique. ● À ROME, enfin, la crise est évitée, et Romano Prodi, soutenu par les communistes, fera voter son budget, favorable à l'euro.

La marche vers la monnaie unique paraît chaque jour plus assurée

Alors que les chiffres de la croissance et de l'évolution des déficits publics vont dans le bon sens en Europe, Theo Waigel et Dominique Strauss-Kahn s'apprentent à proposer aux Quinze la création d'un Conseil de l'euro ; à Rome, Romano Prodi va reconduire une majorité de centre-gauche

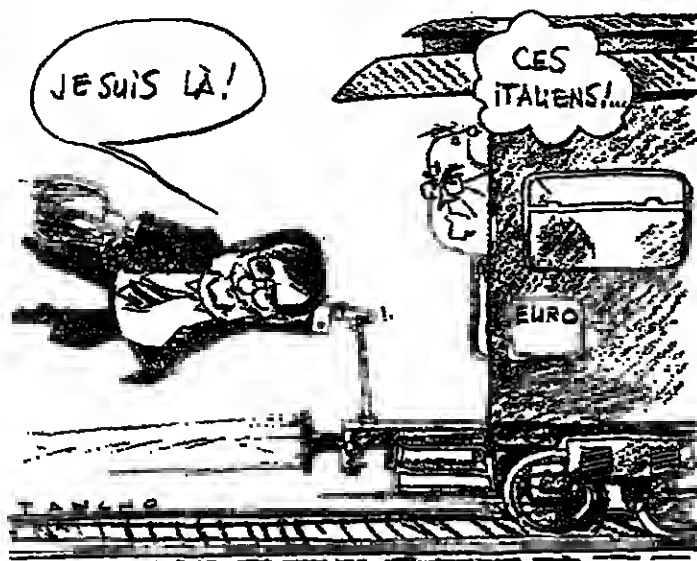
D'A-COUPS en à-coups, le lourd convoi de la monnaie unique progresse, inexorablement. Le déroulement de la crise italienne, la confirmation d'un budget d'austérité qui doit permettre, à l'Italie de figurer au nombre des pays prêts pour participer dans les délais, au 1^{er} janvier 1999, au lancement de l'Union monétaire européenne, sont un soulagement pour Bruxelles et tous ceux qui souhaitent une zone euro la plus large possible. Paris, qui n'a pas fait mystère ces derniers temps de sa volonté d'aider Rome à franchir les derniers obstacles, ne fera pas la fine bouche sur un accord qui, de surcroît, lui permet de faire valoir qu'il n'est pas seul en Europe à se fixer pour cap les 35 heures.

Le gouvernement l'ospin, qui a confirmé ses ambitions pour l'euro lors de la présentation de son propre budget à l'Assemblée nationale, en fin d'après-midi, a connu ce mardi 14 octobre une journée faste pour sa politique européenne. Le matin même, à l'oc-

casation du conseil économique et financier franco-allemand, à Münster, le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, et son partenaire allemand, Theo Waigel, ont conclu les discussions engagées depuis des mois entre Paris et Bonn sur la manière de coordonner les politiques économiques et financières des pays de la future zone euro.

LE « MAILLON MANQUANT » Sous l'œil vigilant des présidents de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, et de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, les deux ministres sont convenus de proposer aux Quinze d'écarter, lors du Conseil européen de Luxembourg, en décembre, la création d'un futur Conseil de l'euro, qui aura des attributions précises pour coordonner les politiques des pays membres de l'Union monétaire.

Tant qu'il n'existe pas un document précis, qui reste à finaliser, précisant dans le détail ces attributions, chacun, sans doute, s'efforcera de le commenter à sa manière. A Paris, où l'on n'est pas fâché de clore le débat sur le « gouvernement économique », on estime qu'un grand pas a été franchi par



rapport au projet initial de Conseil informel de stabilité, sur lequel M. Waigel s'était étendu au début de l'année à Lyon avec Jean Arthuis, sous le gouvernement Juppé. On souligne qu'après l'adoption, en juin à Amsterdam, du Pacte de stabilité budgétaire, l'accord d'aujourd'hui permet de

mettre en place le « maillon manquant » de la future zone euro.

Cet optimisme vient conforter celui de la Commission devant l'issue de la crise italienne et les prévisions économiques d'automne, présentées mardi par Yves-Thibault de Silguy. « La tâche est exaltante, les échéances sont proches. La

situation économique n'a jamais été aussi favorable », exultait le commissaire chargé de l'euro, observant qu'« une majorité d'États membres devrait être capable de respecter les conditions nécessaires pour passer à l'euro le 1^{er} janvier 1999 ». Selon les estimations de la Commission, 13 des 15 pays de l'Union devraient respecter en 1997, l'année de référence, le critère clé d'une limitation du déficit public à 3 % du produit intérieur brut. Cette liste comprend l'Allemagne et l'Italie, mais pas la France – seule exception avec la Grèce. Le gouvernement français ayant officiellement annoncé un déficit de 3,1 % pour cette année, la Commission s'en est tenue à ce chiffre.

La tendance est tout aussi favorable puisque, pour 1998 aussi, seule la Grèce reste en dehors. Le déficit du budget français sera ramené sur la ligne, à 3 %, et les réformes annoncées par Romano Prodi devraient permettre de stopper le dérapage prévu des finances publiques italiennes et de maintenir le déficit à 2,7 %.

Ces chiffres ne sont que des estimations et ne préjugent pas de l'avis que la Commission et l'insti-

tut monétaire européen doivent rendre en début d'année prochaine sur la capacité de chaque pays à tenir ses engagements dans le long terme. Les gouvernements seront jugés non seulement sur des chiffres mais aussi sur la crédibilité de leurs programmes. La crise que vient d'éviter de justesse l'Italie devrait conforter ceux qui, en Allemagne notamment, estiment que c'est prendre un risque que d'accepter dans la zone euro, au moins lors de la phase initiale, des pays dont le comportement politique n'est pas complètement stabilisé.

Ce n'est pas l'avis du président de la Commission, qui a salué le succès de Romano Prodi : « C'est la confirmation », a dit Jacques Santer, de la vocation européenne de l'Italie, digne d'un État fondateur, et une inspiration pour nous tous ». A ceux qui se méfieraient des chiffres de déficit avancés par les gouvernements, la Commission fait valoir que la conjoncture est exceptionnellement favorable en raison de la reprise de la croissance, qu'elle estime à 2,6 % pour 1997 et 3 % pour 1998.

Henri de Bresson

L'Allemagne et la France jettent les bases d'un gouvernement économique

MÜNSTER

de notre envoyé spécial

Les ministres allemand et français de l'économie et des finances, Theo Waigel et Dominique Strauss-Kahn, ont jeté, mardi 14 octobre à Münster, les bases de ce qui pourrait être un gouvernement économique européen. Ils ont annoncé leur intention de créer une instance informelle, un conseil de l'euro, regroupant les seuls pays participant à la troisième phase de l'Union économique et monétaire, qui se réunirait avant chaque conseil économique et financier (Ecofin) des ministres de l'Union européenne. Les deux pays soulignent leurs propositions à leurs partenaires européens lors du conseil Ecofin du 5 novembre. Le conseil européen de Luxembourg devrait adopter début décembre une résolution formalisant la création de cet organe informel.

Selon M. Waigel, ce conseil permettra l'échange de données économiques, la surveillance de l'évolution économique gé-

rale et la préparation des sommets du G7. On y parlera de politique budgétaire, de l'évolution des coûts salariaux, de la politique structurelle. Y seront aussi donnés des conseils économiques concrets aux États membres, comme le prévoit le traité de Maastricht. M. Strauss-Kahn a ajouté que « ce groupe informel de la zone euro du G7 » traiterait aussi des questions de change. « Il s'agit d'un très grand pas vers le bon fonctionnement de la monnaie unique en Europe à partir du 1^{er} janvier 1999 », s'est réjoui le ministre.

Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, a confirmé que le conseil pourrait s'exprimer sur les taux de change, « mais seulement à titre exceptionnel ». Pour renforcer le clou et montrer qu'il voulait conserver un rôle prééminent en la matière, M. Tietmeyer a fait un commentaire sur l'évolution des taux de change, jugeant ceux-ci « plus adaptés qu'ils ne l'étaient cet été ». Les variations de devises pouvant avoir un effet sur l'inflation, M. Tietmeyer

veut laisser aux gouvernements une marge de manœuvre minimale en la matière.

Pour les Français, l'essentiel est atteint : ils sont parvenus à vaincre les réticences des Allemands, qui voyaient dans le « gouvernement économique » de l'Europe un moyen de contrecarrer l'indépendance de la banque centrale européenne et de s'affranchir de l'orthodoxie budgétaire imposée par le pacte de stabilité. Les Allemands ont été rassurés par la conversion du premier ministre, Udoel Jospin, qui avait déclaré lors du sommet franco-allemand de Weimar que « la banque centrale n'a pas besoin d'être accompagnée par un quelconque conseil » et que la France avait intégré « cette idée qui ne nous était pas familière au départ, d'une indépendance de la banque centrale » (Le Monde du 23 septembre).

Le conseil de l'euro peut apparaître minimal : il ne sera pas un organe de décision économique, mais un lieu d'échange de vues et d'informations. A très long terme,

un gouvernement économique ne peut avoir de pouvoirs réels que s'il dispose de moyens financiers. On en est loin, d'autant que l'Allemagne est partie en croisade, comme Margaret Thatcher dans les années 80, pour réduire sa contribution au budget européen. Ces revendications réveillent une certaine contradiction allemande : si M. Waigel refuse de payer pour l'Europe, Hans Tietmeyer passe son temps à mettre en garde sur les risques de la monnaie unique, parce que l'Europe n'a pas de budget fédéral ni de gouvernement politique.

M. Strauss-Kahn s'est montré compréhensif : « Je comprends le problème que pose le solde net de la contribution allemande », a déclaré le ministre français, qui propose, non pas de réduire la contribution de l'Allemagne, mais de « faire en sorte que la dépense communautaire n'augmente pas ». Le plafond de dépense de 1,27 % du PIB défini par la commission ne doit pas nécessairement être atteint, a-t-il dit.

Le troisième sujet abordé a été la hausse des taux intervenus ce Europe jeudi 9 octobre, censée inciter la concertation des Européens en matière monétaire. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, a vanté la coopération entre les banques centrales. « Nos décisions précises ont été prises par chacun des États membres indépendamment », mais les deux conseils avaient des « moyens de communication en temps réel qui ont très bien fonctionné ». Dans la réalité, la Bundesbank avait prévenu, mercredi soir, la Banque de France de l'imminence d'un resserrement monétaire. A la suite de cette information, le conseil de l'institut d'émission a décidé de se réunir exceptionnellement jeudi matin et a travaillé sur l'hypothèse d'une hausse de 0,3 % des taux allemands, qui s'est vérifiée. La concertation consiste à se rallier, certes volontairement, aux décisions allemandes.

Arnaud Leparmentier

Italie : Romano Prodi s'engage sur les 35 heures en 2001

ROME

de notre correspondant

« Dans cette affaire, il n'y a ni vainqueur ni vaincu. L'Italie et le bon sens l'ont emporté », a affirmé, magnanime, Romano Prodi, mardi 14 octobre, après un accord été rédigé avec Fausto Bertinotti, secrétaire de Rifondazione comunista. Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a pris acte de la réconciliation et de la reconnaissance de la majorité pour rejeter la démission du président du conseil présentée jeudi 9 octobre et le renvoyer devant les Chambres afin que l'activité gouvernementale puisse redémarrer. En principe, vendredi 17 octobre, les débats devant le Parlement devraient être terminés et la crise oubliée.

« Il faut reprendre la route et non pas les polémiques », a insisté Massimo D'Alema, secrétaire du PDS (Parti de la gauche démocratique), pour qui « il faut désormais consolider cette entente afin d'aboutir à un programme à plus long terme avec Rifondazione comunista ».

Car, en principe, tout rentre dans l'ordre jusqu'à la fin de 1998, puisque les alliés communistes acceptent désormais de voter le projet de budget dans lequel les dépenses seront réduites de 500 milliards de lires et compensées par des rentrées provenant de la lutte contre la fraude fiscale. Mais il n'est pas impossible que l'entente retrouvée se poursuive au-delà de 1998 puisqu'un pacte de consultation a été établi afin de définir, par une consultation permanente, une

action commune sur les principaux problèmes politiques et économiques entre le gouvernement, la coalition de l'Olivier et Rifondazione – tel le deuxième point de l'accord qui en comporte quatre. En troisième lieu, le gouvernement s'est engagé à présenter, en janvier 1998, un texte de loi prévoyant la réduction de la semaine de travail à 35 heures au 1^{er} janvier 2001. Une commission tripartite (gouvernement, parti et partenaires sociaux)

sera chargée de sa mise au point. D'ores et déjà, il est prévu que la réduction horaire s'appliquera à toute entreprise ayant plus de quinze employés.

Enfin, en ce qui concerne la délicate question des retraites d'ancienneté, qui permet aux Italiens ayant travaillé trente-cinq ans de toucher leur retraite quel que soit leur âge, celle des ouvriers et de tous les salariés « équivalents » ne sera pas modifiée. Reste à savoir

quelles catégories professionnelles recouvrent la notion d'« équivalents » afin de déterminer qui sera exonéré des restrictions apportées à ce régime.

Telle est la base du nouveau pacte scellé entre les communistes et le gouvernement, qui permet d'éviter de nouvelles élections pour que l'Italie ne soit pas freinée dans sa marche vers la monnaie unique. Fausto Bertinotti s'est déclaré « très satisfait », tout en affirmant qu'il maintiendra « son rôle critique ».

M. Bertinotti n'a pas caché qu'il subsistait « des différences stratégiques entre Rifondazione et le centre-gauche, qui ont abouti non pas à un accord organique mais à un désistement. Si nous avions une coalition de l'Olivier semblable ou Parti socialiste français et un accord comme celui existant entre Robert Hue et Lionel Jospin, nous serions dans la même situation que les communistes français ».

Il n'est donc pas question de rentrer au gouvernement. Selon Fausto Bertinotti, cela n'aurait même pas été envisagé. La déclaration d'armistice et les propositions retenues ont été adoptées par quarante-sept voix contre sept, qui représentent la minorité trotskiste. Deux membres de la direction communiste ont démissionné. L'opposition de droite a durci le ton : Silvio Berlusconi estime que M. Prodi est « entre les mains des communistes ».

Propos recueillis par Michel Bôle-Richard

M. B.-R.

Lire aussi notre éditorial page 14

Cartier

organise une vente de bijoux et d'objets à prix exceptionnels au profit de



LA VOIX DE L'ENFANT
FÉDÉRATION D'ASSOCIATIONS POUR L'AIDE À L'ENFANCE EN DÉTRESSE

Vendredi 17 et Samedi 18 Octobre de 10h à 19h

à l'hôtel Marriott

70, Avenue des Champs Élysées 75008 Paris

L'opération de désamiantage du « Berlaymont » mise en cause à Bruxelles

BRUXELLES
de notre correspondant
Depuis août 1995, l'immeuble du Berlaymont, siège de la Commission européenne à Bruxelles, a été vidé de ses occupants et « emballé » façon Christo dans une immense bache blanc cassé pour être désamianté. Une année d'ouvriers en combinaisons étanches est censée s'affairer à débarrasser cet immense de treize étages des 4 000 tonnes de flocages d'amiante qui assuraient jusque-là l'insonorisation du bâtiment.

Depuis quelque temps il se murmure que tout n'allait pas pour le mieux sur ce chantier piloté par l'association Berlaymont 2000, pour le compte de la Régie des bâtiments de l'Etat. Ces soupçons ont été confirmés, et au-delà, dans un rapport demandé par Berlaymont 2000 au bureau d'études français Technip, dont de larges extraits viennent d'être révélés par l'incidence, une lettre d'information sur l'environnement.

RECONTAMINATION
Cette étude fait la liste des négligences et des incidents de chantier, démontrant que les travaux sont effectués au mépris de toutes les normes exigées en la matière. « La maîtrise d'ouvrage n'a jamais pu contrôler efficacement le travail des entreprises en zone de désamiantage, où un laxisme et un laisser-aller se sont progressivement installés », indique le rapport de Technip. En effet, une dizaine d'entreprises sous-traitantes se sont vu confier des parties de l'immeuble et ont opéré sans coordination suffisante. Résultat : les mesures de sécurité ont été négligées, les équipements, non seulement à une décontamination insuffisante, mais, en plus, à une recontamination des zones, déjà désamiantées : « Chaque entreprise pratique ses propres méthodes de manière anarchique », ajoute le rapport.

Le rapport constate également des négligences dans le confinement des zones à désamianter et, plus grave, d'importantes déchirures dans la bache destinée à isoler le chantier de l'extérieur. Selon l'incidence, des témoins en fibres d'amiante cinquante fois supérieures aux normes admises ont été constatées dans l'atmosphère du quartier européen de Bruxelles, situé à proximité immédiate du chantier.

Une analyse contestée par Didier Gosuin, ministre de l'environnement de la région bruxelloise, qui déclarait vendredi 10 octobre au quotidien Le Solr : « Rien ne permet d'affirmer avec certitude que tel jour, à telle heure, le chantier a complètement dérapé et que la capitale de l'Europe a été contaminée. Je rappelle qu'à la suite des incidents de l'an dernier, où des dépassements avaient été mesurés, nous avions déjà renforcé les mesures de précaution entourant le Berlaymont. » Didier Gosuin va néanmoins faire effectuer un contrôle a posteriori des données fournies par le système de contrôle de l'air extérieur financé par la Communauté européenne, et qui est tenu de communiquer toute constatation de pollution à l'Institut bruxellois de gestion de l'environnement. S'il se révélait que des dissimulations ont été faites, le ministre assure qu'il mettrait en marche une procédure judiciaire.

Luc Rosenzweig

■ **EUROPE** : le commissaire européen à l'agriculture Franz Fischler a plaidé pour la biotechnologie, qu'il a qualifiée de « créatrice d'emplois », mardi 14 octobre, lors d'un colloque scientifique à Vienne. « Si un climat anti-biotechnologie s'installe en Europe, le marché actuel se réduira de moitié, et cela engendrera une perte d'environ 200 000 emplois », a estimé M. Fischler. Les entreprises de biotechnologie en Europe enregistrent des chiffres d'affaires d'environ 1,84 milliard de dollars (10,8 milliards de francs), alors qu'ils sont dix fois plus élevés aux Etats-Unis, a-t-il précisé. (AFP.)

Levon Ter-Petrosian, président de la République d'Arménie « Il faut trouver un compromis sur la question du Haut-Karabakh »

En visite à Paris, Levon Ter-Petrosian, le président de la République d'Arménie, rappelle, dans un entretien au Monde, la nécessité d'un

règlement avec l'Azerbaïdjan sur l'enclave du Haut-Karabakh. M. Ter-Petrosian s'est entretenu avec M. Chirac et M. Jospin. La France fait

partie avec la Russie et les Etats-Unis du groupe de médiation qui s'efforce de dégager un règlement.



LEVON TER-PETROSSIAN

LE PRÉSIDENT de la République d'Arménie, Levon Ter-Petrosian, en visite de travail à Paris, a été reçu, mardi 14 octobre, par le président français, Jacques Chirac, et par le premier ministre, Lionel Jospin. En présence de la République d'Arménie en octobre 1991, réçu en septembre 1996, Levon Ter-Petrosian, orientaliste de formation, devait recevoir, mardi, les insignes de docteur honoris causa de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

« Les négociations menées dans le cadre de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) en vue d'un règlement de la question du Haut-Karabakh — cette enclave d'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens et qui empoisonne vos relations avec Bakou depuis 1988 — sont entrées dans une phase active. Quels progrès ont été accomplis ?

— Il y a trois mois, les trois coprésidents du groupe de Minsk (le secrétaire d'Etat adjoint américain Strobe Talbott, le diplomate français Jacques Biot et le vice-ministre russe des affaires étrangères Boris Pastoukhov) nous ont présenté un plan en deux parties pour un règlement global. La première partie concernait la restitution réciproque des terres occupées ; le déploiement d'une force d'interposition de l'OSCE, le retour des réfugiés sur leurs terres et le déblocage des voies de communication. La deuxième partie, portant sur le statut futur de l'enclave, a été repoussée par l'Arménie et par l'Azerbaïdjan.

— Prenant acte de ce que la première partie du plan était acceptée, les médiateurs ont tout simplement renvoyé la discussion sur le statut à plus tard, une fois que la première étape aura été réalisée. Pour l'instant, l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont tombés d'accord pour accepter les principes de cette première étape comme base de négociations. Dès que nous aurons la réponse du Haut-Karabakh, nous pourrons entamer les pourparlers, avant la fin de cette année, j'espère.

— Pourquoi cette amorce de règlement intervient-elle maintenant ?

— Avant 1997, le Haut-Karabakh

ne semblait pas être la priorité. La Bosnie, la Tchétchénie, Chypre, ou le processus de paix israélo-palestinien occupaient l'attention de la communauté internationale. L'implication des trois puissances du groupe de Minsk, plus la question du pétrole d'Azerbaïdjan et des ressources gazières et pétrolières d'Asie centrale — exploitables seulement si une certaine stabilité existe dans la région et si les voies de communication deviennent sûres — favorisent cette avancée vers une phase active des négociations.

— Vous avez dit récemment que la voie la plus courte pour l'acheminement du pétrole azéri passait par l'Arménie. Votre pays est-il candidat à la construction du troisième oléoduc, sachant que les deux premiers, le russe qui arrive à Novorossiïsk sur la mer Noire via la Tchétchénie et le géorgien jusqu'à Soumpsa, plus au sud sur la mer Noire, souffrent seulement au transit de la production initiale ?

— Ce n'est pas moi qui le dis mais la géographie. Selon les experts, la voie arménienne est non seulement la plus courte mais aussi la plus économique. Trois tracés sont envisageables : par le Nord de l'Arménie — c'est la voie la plus courte — ou par l'enclave du Haut-Karabakh ou encore à la frontière avec l'Iran, le long du fleuve Araxe. Nous ferons valoir nos arguments mais je considère qu'il est trop tôt pour en parler. Si, par miracle, nous parvenons à résoudre d'une façon ou d'une autre le problème du Haut-Karabakh, l'Arménie se portera candidate.

— Les oléoducs sont-ils un facteur de stabilisation dans la région ?

— A l'avenir oui, mais à l'heure

actuelle, c'est plutôt le contraire. Il y a une concurrence excessive entre les Etats-Unis et la Turquie d'une part, la Russie de l'autre, ainsi qu'entre la Géorgie et la Russie. Si l'Arménie venait à entrer sérieusement dans le jeu, cela ferait un concurrent de plus. Mais je pense très sérieusement que, si en Russie et en Transcaucasie (NDLR : Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan), les conflits se perpétuent, l'acheminement du pétrole azéri a de grandes chances de se faire par l'Iran, un pays plus stable intérieurement. Pour le moment, le facteur pétrole engendre plutôt de l'instabilité, mais une fois les oléoducs construits, quand le pétrole coulera, cela créera une interdépendance qui renforcera les relations entre les pays de la région.

Si les conflits se perpétuent en Transcaucasie, l'acheminement du pétrole azéri a de grandes chances de se faire par l'Iran

— Vos relations avec la Turquie semblent s'être réchauffées. De plus en plus souvent, des hommes d'affaires turcs se rendent en Arménie ; le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, appelle à la réouverture de la frontière entre les deux pays. A quand la normalisation ?

— En Turquie, les milieux d'affaires et le gouvernement reconnaissent qu'il faut normaliser les relations avec notre pays. Pas seulement d'un point de vue économique : plus largement, il faut lever les antagonismes psychologiques. Nous ne cachons pas que nous avons besoin d'établir des relations avec la Turquie. Pour les Turcs, nous représentons un marché, une voie de transit vers l'Azerbaïdjan, l'Asie centrale et même vers la Géorgie. L'unique chemin de fer reliant la Turquie au reste de la Communauté des Etats

indépendants (CEI) passe par l'Arménie. » Nous avons conclu récemment avec Gazprom [le géant du gaz russe] un contrat pour la fourniture de gaz russe à l'Arménie. Le gazoduc arménien pourrait être prolongé jusqu'en Turquie (NDLR, en 1997, la Turquie a doublé ses achats de gaz à la Russie). Les Turcs sont, en quelque sorte, pris au piège entre leur obligation de solidarité avec l'Azerbaïdjan et leur volonté de normaliser leurs relations avec nous. Mais le fait qu'ils abordent en moyenne tous les trois mois la question de la réouverture de la frontière prouve qu'ils ne veulent pas totalement rompre avec nous. Là encore, je suis convaincu que la Turquie réouvrira sa frontière à la moindre ébauche de règlement de la question du Haut-Karabakh.

— Vous avez récemment qualifié d'« irréalistes » les revendications d'indépendance totale ou de rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. A vos yeux, qu'est-ce qui est réaliste pour l'enclave du Haut-Karabakh aujourd'hui ?

— Ça n'est pas tout à fait ça. J'ai dit que si l'on se fixe pour objectifs des exigences maximalistes du type « l'indépendance ou le rattachement du Karabakh à tout prix », alors il faut se demander si c'est réalisable ou pas. En prenant en compte les capacités de l'Arménie, le blocus économique qui l'étrangle, les pressions de la communauté internationale, d'éventuelles sanctions, je suis arrivé à la conclusion que ces objectifs ne sont pas réalistes et que nous ne tiendrons pas le coup. La seule solution à mes yeux, c'est le compromis. L'opposition et la diaspora s'élèvent contre ce qu'elles qualifient de « concessions ». Je préfère parler de compromis parce que je vois le compromis comme quelque chose de réciproque.

— Il nous faut trouver une harmonie entre le principe de l'intégrité territoriale, défendu par l'Azerbaïdjan, et le droit du peuple arménien à l'autodétermination que nous défendons. Je ne sais pas encore sous quelle forme, mais nous la trouverons.

Propos recueillis par Marie Jégo

Les « certificats de révolutionnaire » font scandale en Roumanie

BUCAREST

correspondance
Près d'un an après son arrivée au pouvoir en Roumanie, le gouvernement chrétien-démocrate a décidé de faire le ménage au sein des associations de « révolutionnaires » regroupant plus de faux que de vrais combattants anticomunistes qui, attirés par les privilèges qui leur étaient accordés depuis décembre 1989, se sont multipliés.

« Nous devons plutôt remercier Dieu de nous avoir laissé la vie sauve et abandonner les honneurs aux vraies victimes », a déclaré le ministre de la culture, Ion Caramitru, au lendemain de l'adoption, fin septembre, par le gouvernement, d'un texte modifiant la loi qui offrait jusque-là d'importants avantages à ceux qui avaient participé à la chute du couple Ceausescu, à Noël 1989. Dorénavant, seuls « les héritiers de ceux qui ont été tués pendant la révolution et ceux qui ont été blessés, emprisonnés ou maltraités pourront encore bénéficier d'avantages matériels ». Ce qui signifie la fin des exemptions d'impôts, des facilités pour obtenir des espaces commerciaux ou des terrains, de la gratuité sur les transports publics, pour la plupart des 40 000 « révolutionnaires » inscrits dans les très nombreuses associations.

L'acteur Ion Caramitru, l'un des promoteurs du nouveau texte de loi actuellement en débat au Parlement, fut directement impliqué dans les événements de décembre 1989. Choisi par le gouvernement roumain pour annoncer cette décision, il fait aujourd'hui figure de « Monsieur Propre ». « Il a été par-

mi les premiers à refuser tout privilège lié à sa participation aux manifestations de décembre 1989 », affirme un de ses collègues du gouvernement.

A plusieurs reprises, la presse roumaine avait dénoncé le nombre croissant de « certificats de révolutionnaire » accordés durant le mandat de l'ancien président Ion Iliescu. Il suffisait alors, pour en obtenir un, de fournir le témoignage de deux personnes attestant de la présence du demandeur sur les barricades, voire, disent les rumeurs, d'acheter le certificat auprès des membres de la commission gouvernementale spécialisée. Plusieurs personnes ayant participé à la répression s'étaient ainsi brusquement transformées en victimes. « C'était une immense et une sale affaire. Je connais des « révolutionnaires » qui étaient à l'étranger en décembre 1989 », a expliqué le poète Florin Iaru, lui-même arrêté et maltraité pendant le soulèvement.

UN MARCHÉ FLOISSANT

Le marché des « révolutionnaires » était tellement florissant que, la veille de l'annonce de la décision gouvernementale, une « ligue nationale » bucarestoise continuait d'inscrire de « nouveaux anciens combattants ». Une démarche inutile, puisque tous les certificats de « révolutionnaire » seront annulés. « Ce sont des imposteurs qui ont terni les idéaux pour lesquels nos enfants sont morts », s'indigne une femme endeuillée, allumant une bougie au pied d'une croix au cimetière des martyrs de la capitale.

Deux mois environ avant le huitième anniversaire du soulèvement anti-Ceausescu, cette affaire n'est que le dernier avatar d'une « révolution » passablement trouble. Les réactions des associations de « révolutionnaires » sont d'ailleurs partagées. Certaines se sont dites prêtes à renoncer aux privilèges, d'autres ont posé comme condition qu'il en soit fait de même avec les passe-droits offerts aux anciens résistants communistes de la seconde guerre mondiale.

Quant à la Fédération nationale des « révolutionnaires », proche

de Ion Iliescu, elle conteste vivement la position du nouveau pouvoir. Une dizaine de membres de cette fédération sont, depuis le début du mois d'octobre, en grève de la faim sous les fenêtres du Sénat, pour protester contre l'abolition annoncée de leurs avantages. Une décision qui, selon eux, « accélèrera l'idée qu'en décembre 1989 il s'est agi d'un coup d'Etat et non pas d'une révolution ». Les historiens roumains n'ont pas encore tranché.

Andrei Neacsu

Isabelle Vichniac

Une enquête de l'ONU dénonce la corruption de fonctionnaires internationaux

GENÈVE

(Nations unies)

de notre correspondant
La corruption existe aussi dans les rangs des fonctionnaires internationaux des Nations unies. Certains cas de fraude ont même dépassé le demi-million de dollars. Telles sont les conclusions d'une enquête menée par l'ancien diplomate allemand Karl Theodor Paskhke, nommé en août 1994 secrétaire général adjoint de l'ONU au service des contrôles internes. Les recherches ont permis de déceler 159 cas d'escroquerie, 41 cas de malversations et divers détournements de fonds, ainsi qu'un important gaspillage. Parmi les plaintes dont ont été saisis les services de M. Paskhke figurent les accusations contre un ancien haut fonctionnaire du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), originaire d'Oman, suspecté de harcèlement sexuel, de diffusion pornographique et de trafic de mineures.

Après une longue enquête, un autre fonctionnaire, attaché à la Conférence internationale pour le commerce et le développement (Cnuced), Gustavo Soler Artecona, a été condamné, le 24 septembre, par le tribunal correctionnel genevois, à une peine de dix-huit mois de prison avec sursis. Il a effectué neuf mois d'internement préventif. Reconnu coupable d'un détournement de fonds à son profit d'un montant de 500 000 dollars, M. Artecona a remboursé 342 000 dollars. Contraincé de quitter son emploi et expulsé de Suisse, il jouit néanmoins d'une pension de retraite que l'ONU ne peut en droit de lui supprimer. « Avant, la tendance était de passer sous silence ce genre d'affaires et de se satisfaire d'une démission », déclare un signal clair pour tout le personnel de l'ONU », déclare M. Paskhke. C'est la première fois que l'ONU poursuit un des fonctionnaires internationaux en Europe.

C'est surtout dans le domaine de l'action humanitaire et celui des opérations du maintien de la paix, ainsi qu'au cours des règlements de commandes considérables effectuées par les Nations unies, que l'on constate les détournements les plus importants. Il n'est pas exclu, selon M. Paskhke, que certains des anciens hauts responsables de l'ONU puissent être frappés de mesures disciplinaires.

On explique qu'une certaine impunité a prévalu durant des décennies en raison de la complexité des mécanismes de l'immunité diplomatique ajoutée à celle des systèmes de coordination avec les tribunaux nationaux. M. Paskhke reconnaît que, par le passé, les contrôles financiers de l'organisation internationale étaient insuffisants et que certaines irrégularités sont toujours à déplorer. L'ONU n'est, dans son ensemble, « ni pire ni meilleure que les autres administrations de la même importance », conclut M. Paskhke.

Louis Begley



Mr. Schmidt

roman

Grasset



Attentat à la voiture piégée meurtrier au Sri Lanka

COLOMBO. Au moins 17 personnes ont été tuées et une centaine blessées, pour la plupart des touristes étrangers, dans un attentat à la voiture piégée perpétré mercredi matin 15 octobre dans le parking de l'hôtel Galadari, dans le centre de Colombo, et dans la fusillade qui a suivi l'attentat. Les forces de sécurité, qui ont bouclé tout le quartier, ont abattu une douzaine de séparatistes suspects d'appartenir au mouvement des Tigres de l'Eelam tamoul (LTTE). Plusieurs d'entre eux étaient encore réfugiés en fin de matinée au siège d'un journal pour échapper à la police. Des combats de rue ont eu lieu entre séparatistes et troupes de sécurité pendant environ une heure, alors que, selon certains témoins, des tirs semblaient provenir de l'immeuble de 39 étages hébergeant le tout nouveau World Trade Center. - (AFP)

Motion de censure à l'ordre du jour de la Douma russe

MOSCOU. Les députés de la Douma devaient se prononcer, mercredi 15 octobre, sur une motion de censure du gouvernement déposée par le groupe communiste et les apparentés, ainsi que par les réformateurs de l'obolok. S'ils détiennent une majorité suffisante pour le vote, des tractations étaient toutefois en cours avec le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine. Des concessions sont déjà acquises sur le budget 1998 et sur le projet controversé de code fiscal. Accentuant sa pression, M. Tchernomyrdine a annoncé, mardi, que s'il était mis en minorité, il lancerait immédiatement - et pas dans trois mois, comme il peut le faire - les procédures constitutionnelles prévues pour obliger les députés soit à se dédire, soit à subir une dissolution. Ces procédures laissent à Boris Eltsine le choix de la décision, tout en lui permettant de remanier éventuellement le gouvernement. - (Corresp.)

Regain de tensions entre la Turquie et la Grèce

ANKARA. Les autorités grecques ont annoncé, mardi 14 octobre, leur intention de porter plainte contre la Turquie après une série de violations de leur espace aérien par des avions de chasse turcs. De son côté, Ankara a affirmé que les exercices militaires organisés conjointement par Athènes et l'administration grecque de Chypre constituent une dangereuse provocation. Le négociateur américain pour Chypre, Richard Holbrooke, a quitté Ankara, mardi, sans convaincre les deux parties d'interdire leurs avions de combat de survoler l'île. Traditionnellement tendues, les relations entre la Grèce et la Turquie se sont encore détériorées au début de cette année après la décision des autorités grecques chypriotes d'acheter des missiles sol-air russes S-300. La Turquie, qui a annoncé qu'elle organiserait prochainement des exercices militaires à Chypre, affirme qu'elle s'opposera, par la force si nécessaire, au déploiement des fusées russes. - (Corresp.)

Nouveaux dommages en Italie après une forte secousse sismique

ROME. Des monuments historiques et des habitations ont été à nouveau endommagés après la forte secousse qui a frappé, mardi après-midi 14 octobre, l'Italie centrale, selon un premier bilan de la protection civile. La secousse, d'une magnitude de 4,9 sur l'échelle ouverte de Richter, n'a fait aucune victime. Elle a été nettement ressentie à Rome et jusqu'à Naples (sud). L'épicentre de la secousse a été localisé à environ 130 km au nord de la capitale, dans la zone de Sillano, à la frontière entre l'Ombrie et les Marches. Les séismes du 26 septembre et du 3 octobre avaient fait 12 morts. Quelque 40 000 personnes vivent depuis dans des centres d'accueil d'urgence. Les dégâts matériels ont été évalués à plus d'un milliard de dollars, sans compter les dommages subis par les monuments historiques. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE: Frank Gifford, le frère d'une infirmière australienne assassinée en Arabie saoudite en 1996, a renoncé à son droit de réclamer la peine de mort contre l'infirmière britannique Deborah Parry, jugée dans le royaume pour ce meurtre. Dans un communiqué publié mercredi 15 octobre, il a déclaré accepter la somme promise de 1,2 million de dollars américains en compensation du meurtre de sa sœur, précisant que la majeure partie de ce montant sera versée à l'hôpital de femmes et d'enfants d'Adelade, ville dont il est originaire. - (AFP)

■ IRAK: Les États-Unis vont réduire leur dispositif militaire dans la région du Golfe, renforcé au cours des dernières semaines après des violations par l'Irak des zones d'interdiction aérienne du sud et du nord de son territoire et des manœuvres de la marine iranienne. « Nous n'avons eu aucun élément tendant à montrer qu'il (l'Irak et l'Iran) souhaitent un quelconque affrontement avec nous », a déclaré, mardi 14 octobre, le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon. - (AFP)

■ ISRAËL/PALESTINIENS: un émissaire du grand rabbin d'Israël a eu entretien sans précédent, mardi 14 octobre à Gaza, avec le guide spirituel du mouvement intégriste Hamas, cheikh Ahmad Yassin, qu'il a appelé à arrêter les violences et à promouvoir un dialogue judéo-musulman. Cheikh Yassin a offert à l'envoyé du grand rabbin Eliabou Bakshi-Doron une « trêve » si Israël permettait la création d'un Etat palestinien indépendant dans les territoires. - (AFP)

ASIE

■ CHINE: un chrétien évangélique a été condamné à dix ans de travaux forcés le 25 septembre à Zhengzhou, dans la province du Henan. Xu Yongse est responsable d'un mouvement protestant clandestin appelé Nouvelle naissance, qui regroupait 3 millions de fidèles. Il avait été arrêté le 16 mars avec sept autres chrétiens chinois.

AFRIQUE

■ ALGÉRIE: quatre des principales organisations de défense des droits de l'homme ont réclamé, mercredi 15 octobre, une réunion extraordinaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU sur la question des massacres en Algérie. Amnesty International, Human Rights Watch, Reporters sans frontières et la Fédération internationale des droits de l'homme appellent à « la mise en place d'une enquête internationale pour établir les faits, examiner les allégations de responsabilité et formuler des recommandations concernant les massacres et autres violations commises par toutes les parties en Algérie ». - (Reuters)

AMÉRIQUES

■ CHILI: le séisme qui a affecté le nord et le centre du Chili, notamment Santiago, la capitale, mardi soir 14 octobre, a fait sept morts et un nombre indéterminé de blessés, a indiqué le ministre de l'Intérieur. Le séisme a touché une région s'étendant sur plus de 1 000 kilomètres, où vivent 14,5 millions de personnes, soit la moitié de la population du Chili. A Santiago, la secousse a été ressentie avec une intensité de 5 degrés sur l'échelle de Mercalli, qui en compte 12. - (AFP)

Les forces de l'ex-président congolais M. Nguesso auraient pris Brazzaville et trois villes du Sud

Des soldats seraient entrés dans Pointe-Noire, la capitale pétrolière

Les forces de Denis Sassou Nguesso ont affirmé avoir gagné la bataille de Brazzaville, avoir conquis le palais présidentiel et l'aéroport, et

annoncé l'arrivée de l'ancien président « dans les soixante-douze heures ». Pointe-Noire, où des soldats seraient entrés mercredi 15 octobre,

est aussi menacée. L'ONU veut imposer un embargo sur les armes et réfléchir à l'envoi d'une force multinationale.

LA CAPITALE congolaise, Brazzaville, serait entièrement tombée, mardi 14 octobre dans la soirée, aux mains de l'ancien président Denis Sassou Nguesso, alors que la guerre civile gagne le reste du pays, notamment la région de la capitale pétrolière Pointe-Noire, et que l'Angola est entré dans la bataille.

Le camp de Denis Sassou Nguesso, qui fut chef de l'Etat congolais de 1979 à 1992, a affirmé tenir tous les quartiers jusqu'à présent contrôlés par les troupes gouvernementales, les miliciens « Zoulous » du président Pascal Lissouba et les « Ninjas » du premier ministre Bernard Kolélas. Les Forces démocratiques populaires (FDP) de Denis Sassou Nguesso ont « pris le contrôle total de Brazzaville et sont massés sur le pont du Djoué », à la limite sud de la ville, a affirmé, mardi, à Libreville (Gabon), un porte-parole des Forces démocratiques unies (FDU, coalition de l'opposition), Isidore Mvoubi.

« La dernière poche de résistance résiduelle » des troupes du président Pascal Lissouba et du premier ministre Bernard Kolélas « a été éliminée », a indiqué M. Mvoubi, qui précise que les forces de l'ex-chef d'Etat « ont pris les quar-

tiers de Baongo et de Makélé-Kélé » tenus auparavant par les « Ninjas » de M. Kolélas. « Nos forces, soutenues par de nombreux « Ninjas » ralliés à nous, ont été accueillies en libérateurs dans ces quartiers, où il n'y avait plus grand monde », a-t-il assuré.

« Le palais présidentiel était déjà tombé » la veille, selon Isidore Mvoubi. « Il y a eu des dizaines de morts parmi l'ennemi, mais peu parmi les civils grâce à l'appel que les FDP avaient lancé à la population, leur demandant d'évacuer les prochaines zones de combat », a-t-il dit. « De notre côté, les pertes sont pratiquement nulles, car nos hommes étaient précédés de plusieurs chars de combat », a-t-il ajouté. M. Mvoubi a également revendiqué les raids effectués par un Mig-21, « qui est à nous », et qui a fait une vingtaine de morts, en majorité des militaires pro-gouvernementaux. Le bilan officiel est de 4 000 morts depuis le début des combats en juin, mais les FDP de M. Sassou Nguesso estiment le bilan à 10 000 morts.

Des sources indépendantes à Brazzaville ont confirmé mardi dans la soirée que les « Cobras » de M. Sassou Nguesso contrôlaient « probablement » Brazzaville. La radio et la télévision gou-

vernementales ont, par ailleurs, cessé leurs émissions en début de soirée, tendant à accréditer la thèse d'une perte de contrôle par le camp du président congolais.

TROIS LOCALITÉS STRATÉGIQUES

On ignore le sort de Pascal Lissouba qui, selon le porte-parole des rebelles, ne se trouvait pas dans son palais au moment de la prise de l'édifice. Un des chefs de guerre de l'ancien président, Jean-Marie Tassoua, a pour sa part affirmé que la victoire finale était imminente et que « le président Sassou Nguesso sera à Brazzaville pour célébrer la victoire dans les soixante-douze heures ».

Les soldats de Denis Sassou Nguesso avaient lancé, il y a une semaine, une violente offensive sur trois fronts, dans le centre-ville, à proximité du palais présidentiel et autour de l'aéroport de la capitale. L'annonce de la signature d'un accord de cessez-le-feu par l'ONU n'avait signifié aucune pause dans les combats, laissant présager que les « Cobras » entendaient prendre l'avantage, alors que la menace d'une implication directe de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) de Laurent-Désiré Kabila se précisait. Après les tirs d'obus qui ont frap-

pé Kinshasa, M. Kabila avait annoncé l'envoi d'observateurs militaires à Brazzaville, du côté de Pascal Lissouba.

Les partisans de M. Sassou Nguesso affirment, en outre, avoir pris le contrôle de trois localités stratégiques situées dans la région de Pointe-Noire, la capitale économique et pétrolière du Congo: Dolisie, Loudima et Bouanza. Les informations émanant de Pointe-Noire, où des soldats seraient entrés mercredi matin, sont toutefois contradictoires. Les partisans de M. Lissouba affirment avoir contrôlé et mis en retraite les forces angolaises, alors qu'une source locale évoque une « faible résistance » des soldats gouvernementaux.

S'il est confirmé que des combats agitent cette région, elle pourrait être la prochaine zone de déstabilisation susceptible d'entraîner le Congo dans une guerre totale, principalement basée sur la division ethnique nord-sud. Le général Sassou Nguesso contrôlant déjà les principales localités du nord dont il est originaire, la pression sur Pointe-Noire lui donnerait un atout capital pour couper définitivement les forces de M. Lissouba de leur base de ravitaillement, tant en matériels qu'en recettes pétrolières.

Le porte-parole de M. Sassou Nguesso, en appelant mardi les « forces encore fidèles à M. Lissouba et M. Kolélas » à « déposer les armes pour éviter plus de souffrances au peuple congolais », a mis en garde contre toute tentative de partition du pays. « Les FDP entendent maintenir l'unité du Congo », a déclaré M. Mvoubi.

Le camp Lissouba a dénoncé, de son côté, « l'agression » de l'Angola, qui soutiendrait les partisans de M. Sassou Nguesso, alors que ceux de M. Lissouba soutiendraient, selon Luanda, les indépendantistes de l'enclave pétrolière de Cabinda. A Kinshasa, les chancelleries européennes déclarent suivre « avec la plus grande attention » les développements de la situation à Pointe-Noire, zone de champs pétroliers, où travaillent plus de 2 000 expatriés, dont environ 1 500 Français. La compagnie italienne AGIP aurait déjà rapatrié trente-cinq personnes. Le premier pétrolier de Pointe-Noire, Elf Congo (filiale d'Elf Aquitaine), n'a pas encore donné de consigne à son personnel. - (AFP Reuters)

L'ONU menace le Congo d'un embargo sur les ventes d'armes

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Le conflit au Congo exige une action urgente de la communauté internationale. La tête a été le message de Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies aux quinze membres du Conseil de sécurité réunis mardi 14 octobre en session urgente. « Le Conseil a desormais l'obligation d'agir devant l'internationalisation du conflit congolais », a-t-il dit, avertissant qu'il y avait « davantage de risques découlant de l'inaction que de l'action ». Il a menacé d'imposer « un embargo sur les ventes d'armes au Congo » et soutenu « le déplacement possible » dans ce pays d'une force de maintien de la paix des Nations unies.

C'est à la demande des autorités de Brazzaville et de Kinshasa que le Conseil de sécurité s'est réuni pour entendre le secrétaire général. Les deux pays ont fait

état d'agressions militaires extérieures, Brazzaville se plaignant de l'implication de troupes angolaises dans le conflit au Congo, et Kinshasa dénonçant les pluies d'obus qui s'abattaient sur la ville, tirés depuis Brazzaville.

A la suite de sa réunion, mardi soir, le Conseil a demandé un nouveau rapport au secrétaire général pour la mise sur pied d'un état-major au Gabon, tête de pont d'une future force de maintien de la paix. Ce quartier général considéré par certains - dont la France - comme une force militaire avancée, comprendrait une centaine d'observateurs et une soixantaine de « personnels de liaison » entre les parties. Selon des diplomates accrédités à l'ONU, la délégation américaine a refusé de donner son « feu vert » à cette initiative, qui serait le premier pas vers le déploiement d'une force de 5 000 hommes au Congo. En juillet, un mois après le

début du conflit, les médiateurs internationaux avaient réussi à obtenir des deux belligérants un cessez-le-feu qui a duré trois semaines, mais le Conseil de sécurité avait refusé de déployer, ne serait-ce qu'un seul bataillon à Brazzaville.

Kofi Annan a estimé que le Conseil adopterait « très rapidement » l'embargo, envoyant ainsi un signal fort aux belligérants pour leur manifester la « détermination de la communauté internationale » et leur faire « envisager sérieusement un cessez-le-feu et la réconciliation nationale ». S'adressant à la presse, le président en exercice du Conseil de sécurité, le Chilien Juan Somavia, a exprimé la « grave préoccupation du Conseil ». Il a demandé aux belligérants de faire taire les armes et exigé la fin de toute ingérence étrangère.

Afsané Bassir Pour

Les Nations unies reviennent à Beyrouth par la grande porte

BEYROUTH

de notre correspondant

Le retour de l'ONU à Beyrouth se fait par la grande porte. A la mi-octobre, les principaux organismes et agences de l'organisation internationale doivent occuper un bâtiment de 43 000 mètres carrés sur neuf étages et cinq sous-sols, mis à leur disposition par le gouvernement moyennant une livre libanaise symbolique.

Travaux mais harmonieux avec sa passerelle qui lui donne un petit air d'Arche de la Défense, l'immeuble, destiné à l'origine à servir de siège à la société Solidere, promotrice de la reconstruction du cœur de Beyrouth ravagé par la guerre, a été achevé en neuf mois. Un défi insensé comme aime à le dire le premier ministre millardaire, Rafic Hariri, qui a bâti sa fortune sur un pari similaire en Arabie saoudite.

Cette fois encore, la gageure a été tenue, ce qui fait l'affaire de tout le monde. L'ONU trouve à bon compte un siège prestigieux regroupant une grande partie de ses services ré-

gionaux et locaux et façonné sur mesures, selon les normes des immeubles dits « intelligents », avec des équipements et une finition remarquable malgré les délais.

MAISON D'AVANT-GARDE

Cela fait aussi l'affaire du gouvernement libanais, pour qui la portée politique de cette réinstallation refait, de facto, de Beyrouth, le centre principal des Nations unies au Proche-Orient. Avec, dans la foulée, de multiples conférences et autres manifestations. Cela fait enfin l'affaire de Solidere, qui relance ainsi en fanfare le centre-ville, où se côtoient vieux bâtiments en cours de restauration et tours ultramodernes, dont la « Maison de l'ONU » est l'avant-garde.

L'organisation internationale n'a, en réalité, jamais totalement quitté Beyrouth, mêmes aux pires jours de la guerre du Liban. L'Unicef (Organisation des Nations unies pour l'enfance) et le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en particulier, y ont été

continuellement actifs. L'Unrwa, l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens, n'a cessé de s'occuper de ces derniers.

D'autres organismes avaient en revanche fui l'enfer de la guerre, notamment l'ESCWA - Comité économique pour l'Asie de l'Ouest, regroupant treize pays -, qui s'était déplacée à Bagdad puis à Amman après la guerre du Golfe de 1991. L'ESCWA revient. Le BIT (Bureau international du travail) et l'Unesco l'ont précédée en installant à Beyrouth leurs bureaux régionaux. Le gouvernement tente de ramener le bureau régional de l'Unicef et celui du PNUD, le programme de l'ONU pour l'environnement.

Après New York, Genève, Vienne, Bangkok, Santiago et Addis Abeba, Beyrouth devient ainsi la septième ville du monde disposant d'une « Maison de l'ONU » de taille régionale. Quatre cents à quatre cent cinquante fonctionnaires onusiens vont s'y installer, dont cent quarante internationaux.

Lucien George

Le fils du président sud-coréen a été condamné à trois ans de prison

KIM HYUN-CHUL, le fils du président sud-coréen Kim Young-sam, a été condamné, lundi 13 octobre, à trois ans de prison pour corruption et fraude fiscale. Arrêté en mai, celui que la presse avait surnommé « le prince héritier » avait transformé la machine électro-

torale qui avait permis à son père de remporter les élections de 1992 en un véritable système de pouvoir parallèle fonctionnant à coups de pot-de-vin. L'opposition avait affirmé que le parti gouvernemental avait dépensé trente fois

plus qu'il ne l'avait admis lors de la campagne. L'équivalent de 650 millions de francs était tombé dans l'escarcelle de Kim Hyun-chul.

Cette condamnation marque une première dans la jeune démocratie coréenne, où l'entourage direct des hommes de pouvoir était resté jusque-là largement épargné par les poursuites relatives aux multiples scandales politico-financiers. Cette fois, la justice a tranché et démontré que plus personne n'est à l'abri de la loi. Agé

de trente-sept ans, le fils préféré de Kim Young-sam est un ancien conseiller de son père, poste qui lui a permis de se livrer à de nombreux trafics d'influence pour l'attribution de nominations et la signature d'importants contrats publics.

Après l'arrivée au pouvoir de M. Young-sam, la presse sud-coréenne avait eu vent des malversations commises par Kim Hyun-chul, ce qui n'avait pas empêché ce dernier d'intenter des procès en diffamation aux médias qui

avaient osé écorner sa réputation: Le Monde, Los Angeles Times et le quotidien indépendant sud-coréen Hangyareil avaient fait les frais du courroux du « prince ».

Le président de la République n'a toujours pas réagi à la condamnation de son fils, mais on le sait catastrophé par la nouvelle. Outre les trois ans d'emprisonnement - l'accusation avait requis une peine de sept ans -, la cour a également ordonné à Kim Hyun-chul de verser une amende de près de 6 millions de francs.

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

ÉTRANGERS Le conseil des ministres a adopté, mercredi 15 octobre, les deux projets de loi, présentés par Jean-Pierre Chevènement et Elisabeth Guigou, sur l'immigration et la nationalité.

Depuis la remise du rapport de Patrick Weil au premier ministre, le 31 juillet, ces textes ont suscité de vives critiques à gauche. LE GOUVERNEMENT a néanmoins réussi à cir-

conscrire les réserves émises par sa majorité et compte rallier quelques parlementaires de droite. Ainsi Gilles de Robien, député UDF-PR de la Somme, parle d'« un texte de qualité,

dont [il] n'approuve pas tous les aspects mais dont [il] apprécie l'esprit républicain ». ■ DANS UN ENTRETIEN au Monde, Simone Veil, présidente du Haut Conseil à l'intégration,

constate que le projet de loi sur la nationalité « adopte une démarche pragmatique et propose des solutions très habiles ». Sur l'immigration, « le projet est cohérent », ajoute-t-elle.

M. Jospin n'a pas cédé aux critiques émises à gauche sur l'immigration

Après leur adoption en conseil des ministres du 15 octobre, l'examen des deux projets de loi sur les étrangers et la nationalité débutera en décembre au Parlement. Hormis la durée de rétention, le gouvernement a choisi, malgré les contestations, de ne pas modifier ses textes

UNE DROITE quasi-silencieuse, une partie de la gauche qui renoue et pétitionne. En matière d'immigration, la météorologie politique n'est pas une science exacte. Qui aurait cru, voici quelques semaines encore, que les projets de Lionel Jospin sur les étrangers et la nationalité conduiraient certains de ses électeurs dans la rue, tandis que l'opposition observait une réserve qu'on ne lui connaît guère dans ce domaine réputé explosif ?

Ainsi se présente pourtant le paysage alors que le conseil des ministres a adopté, mercredi 15 octobre, les deux projets de loi issus du rapport remis au premier ministre par le politologue Patrick Weil, l'un sur l'immigration et le droit d'asile, présenté par Jean-Pierre Chevènement, l'autre sur la nationalité défendue par Elisabeth Guigou. Soucieux d'en finir au plus vite avec ce dossier empoisonné, le gouvernement a strictement tenu les délais qu'il s'était fixés. Deux mois et demi se sont écoulés entre la publication du rapport Weil et le conseil des ministres du 15 octobre. Mais il n'est pas certain qu'en aile de même pour l'adoption définitive des deux textes, dont la discussion parlementaire doit avoir lieu de décembre à février. A l'encombrement du ca-

lendrier parlementaire pourrait s'ajouter le poids des états d'âme d'une partie de la gauche « plurielle », sans parler des chaussetrappes posées par une opposition que ce vacarme finira bien par réveiller.

Cette situation inédite résulte sans doute de l'application de la méthode douce Weil-Jospin sur un terrain plutôt habitué à d'incessants remèdes de cheval. La recherche affichée d'un consensus, d'une attitude à la fois « digne et ferme » mais aussi la promesse, non plus d'« abroger » les lois Pasqua et Debré mais de les modifier « profondément », ont conduit le gouvernement à préparer des textes de compromis très proches de l'« équilibre » prôné par le rapport Weil, et à conserver ce cap, en dépit des critiques venues de son camp.

Cette modération, qui avait conduit Lionel Jospin à garder ses distances vis-à-vis du mouvement des sans-papiers et des pétitions de l'hiver dernier, traduit sa volonté de ne pas désespérer ses électeurs des quartiers populaires. Elle s'est confirmée lorsqu'en septembre le chef du gouvernement a reçu des arbitres systématiquement respectés, au cours de la préparation des projets de loi. Elle a été réitérée,

lundi dernier, lorsque M. Jospin a précisé, dans *Le Parisien*, que les sans-papiers ne réguliers devaient « quitter le territoire ».

PING-PONG PÉTITIONNAIRE

Ces choix ont heurté de plein fouet la partie de la gauche qui, depuis le succès de sa mobilisation contre la loi Debré, voit dans la politique d'immigration le principal baromètre des véritables inclinaisons gouvernementales. L'appel en faveur de la régularisation de tous les sans-papiers, signé par 1 300 artistes et intellectuels (*Le Monde* du 3 octobre), a donné le coup d'envoi d'une partie de ping-pong pétitionnaire à

l'intérieur même de la gauche. Cette controverse se poursuit, jeudi 15 octobre dans *Libération*, avec un texte qui reproche au gouvernement de faire des « concessions » à la droite en prétendant contenir une pression migratoire en réalité stable, et chasser les sans-papiers.

Qualifiés d'« irresponsables » par le ministre de l'intérieur, les intellectuels rebelles ont été traités avec plus de diplomatie par M. Jospin qui a rappelé son « grand respect » pour les défenseurs des droits de l'homme tout en repoussant leurs critiques. Entretemps, d'autres intellectuels de gauche avaient volé au secours du ministre de l'intérieur,

accusant les protestataires de « provocation manipulatrice ou de naïveté caritative ».

La contestation a été alimentée par la réflexion d'associations de défense des droits des étrangers que les incessants serrages de vis de ces dernières années ont porté vers des positions radicales. Fatiguées de se battre, souvent vainement, pour insuffler l'esprit des droits de l'homme dans une législation de plus en plus inhumaine, elles réclament aujourd'hui la refondation totale de la loi sur la base du principe de la liberté d'aller et venir, voire de la perspective d'une ouverture totale des frontières.

ANGLES D'ATAQUE

De ce point de vue, construit sur une autre logique, la conciliation avec les textes gouvernementaux apparaît presque impossible. Ainsi, l'avis de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, très critique et bâti sur cette autre logique, n'a nullement été pris en compte par le gouvernement. Finalement, la seule modification importante à l'avant-projet de loi résulte de l'intervention du conseil d'Etat sur l'un des points les plus controversés du texte sur l'immigration : la durée de la rétention pour les étran-

gers en instance de reconduite à la frontière. Alors que le gouvernement souhaitait porter de dix à quatorze jours cette durée, la haute juridiction a souhaité la limiter à douze jours, ce que le gouvernement a accepté pour ne pas encourir les foudres du Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 11 octobre).

Pourtant, Elisabeth Guigou et Jean-Pierre Chevènement gardent en réserve quelques armes pour la discussion parlementaire. A la gauche pourraient être concédés le rétablissement des commissions du séjour, qui permettent à des juges de contrôler le renouvellement des titres de séjour, ainsi que la suppression des certificats d'hébergement, jugés inutilisés par M. Chevènement lui-même. Mais rien ne dit que le fer ne sera pas croisé sur d'autres thèmes, comme la nationalité des enfants d'étrangers mineurs, la rétention ou les visas. Rien ne dit non plus que l'opposition ne trouvera pas, à quelques semaines des élections régionales et capitales, des angles d'attaque dans le rétablissement de la nationalité « automatique » à 18 ans, l'extension du droit d'asile et l'assouplissement du regroupement familial.

Ph. B.

Les principaux points des projets de loi

● **Visas** : la non-motivation des refus de visa infirme la règle. Toutefois une exception est introduite pour quelques catégories (parents ou conjoints de Français travaillant dans des zones à risque), pour lesquelles le refus devra être motivé par le consulat.

● **Vie familiale** : une carte de séjour de un an, portant la mention « situation personnelle et familiale », est créée. Elle sera attribuée à certaines catégories particulières d'étrangers (parent d'enfant français, jeune entré hors regroupement familial avant l'âge de 10 ans, étranger vivant en France depuis plus de 15 ans...), et plus généralement au regard de la « vie familiale » des personnes concernées.

● **Retraites** : les retraités étrangers qui souhaitent rentrer dans leur pays d'origine conserveront une carte de séjour de dix ans, sans droit au travail.

● **Reconduite à la frontière** : les irréguliers en instance de reconduite pourront être maintenus en rétention administrative pour une durée maximale de douze jours au lieu de dix. Après les premières quarante-huit heures, le juge pourra, à deux reprises, prolonger cette rétention de cinq jours. En contrepartie, l'étranger disposera de deux jours au lieu d'un pour faire appel d'un arrêté de reconduite à la frontière.

● **Certificat d'hébergement** : le projet redonne aux maires le soin de signer les certificats d'hébergement, nécessaires pour une visite privée. Tout refus sera transmis au préfet auprès de qui l'hébergeant pourra déposer un recours.

● **Asile** : deux nouvelles voies d'asile sont créées : l'« asile constitutionnel », sera réservé aux personnes « persécutées en raison de leur action en faveur de la liberté » ; l'« asile territorial » sera plus largement accordé à ceux qui encourrent des « risques majeurs » en cas de retour dans leur pays d'origine.

● **Nationalité** : tout enfant né en France de parents étrangers sera français de plein droit à 18 ans, à la seule condition d'avoir résidé en France pendant cinq ans au cours des sept dernières années. Il pourra accéder à la nationalité française entre 16 et 18 ans à condition d'en faire la demande.

Les députés de l'opposition demeurent dans une prudente expectative

LES DÉPUTÉS attendent le projet de Jean-Pierre Chevènement dans une relative expectative. Pour l'heure, le gouvernement semble être plutôt à l'écoute de la droite à un relatif silence, tout en contenant les ardeurs de la « gauche morale ».

La personnalité du ministre de l'intérieur tout comme la fermeté affichée dans le texte incitent l'opposition à la prudence. Tant et si bien que le gouvernement ne désespère pas de convaincre certaines figures emblématiques de la droite du bien fondé de son texte. « Notre but n'est pas le nombre [des ralliements] mais leur symbolique », affirme ainsi l'entourage du ministre de l'intérieur, qui se dit particulièrement attentif au « positionnement de la sensibilité démocrate-chrétienne ». Gilles de Robien, ancien président du groupe UDF de l'Assemblée, qui s'était illustré lors de l'affaire Saint-Bernard en acceptant de recevoir au Palais Bourbon une délégation de sans-papiers, fait partie des « cibles » visées par le gouvernement. Tout en indiquant qu'il aurait « préféré qu'on n'aborde pas ce sujet, qui fait grimper le Front national », le député UDF-PR de la Somme évoque aujourd'hui « un texte de qualité, dont [il] n'approuve pas

tous les aspects mais dont [il] apprécie l'esprit républicain ». « Très violent avant l'été, Claude Gosselin, secrétaire général de l'UDF, serait presque discret aujourd'hui. Tout en affirmant que « la réalité du projet Chevènement n'est pas du tout consensuelle, contrairement à son discours », le député UDF-PR de Paris résume par avance tous « dramatisations ». « A partir du moment où la « ligne Chevènement » semble avoir emporté sur la « ligne Saint-Bernard », nous avons laissé le débat s'installer à gauche », reconnaît-il, tout en affirmant que le débat « pourrait monter de ton si le gouvernement acceptait des amendements de sa majorité ».

Jean-Louis Debré avait tenu ce même langage à Saint-Jean-de-Luz, début octobre, lors des journées parlementaires du RPR. Après avoir estimé, le 29 août, qu'il n'était « pas impossible » qu'il vote le projet de loi Chevènement, l'ancien ministre de l'intérieur, devenu président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a refusé tout « compromis politique » sur le sujet.

Ces mises en garde tombent à point nommé pour le gouvernement : elles signifient que l'opposition ne conteste pas l'ossature du

projet ; il peut en tirer argument pour contenir les ardeurs de la majorité. Car si la droite est silencieuse, le débat a été vif à gauche. Frustrés de ne pas avoir été consultés lors de l'élaboration de l'avant-projet de loi, certains parlementaires de la majorité ont cherché à reprendre l'initiative. Au débat sur l'abrogation de la non-abrogation des lois Pasqua et Debré ont succédé des revendications plus ponctuelles : suppression du certificat d'hébergement, rétablissement de la commission de séjour, non-augmentation du délai de rétention administrative, etc.

VOLONTÉ D'OUVERTURE

Après avoir laissé passer l'orage - et notamment la contestation publique de Robert Badinter -, le gouvernement semble être parvenu, pour l'instant, à canaliser le mécontentement de la « gauche morale » au Parlement. En donnant des signes d'ouverture parallèlement à la mise en place d'un groupe de travail composé de députés et de sénateurs socialistes, le ministre de l'intérieur a évité des défections au sein du PS. « L'opposition radicale s'est réduite mais l'opposition de travail s'est agrandie », constate, non sans une pointe

de soulagement, l'entourage du ministre de l'intérieur. Ainsi, aucun député socialiste n'a participé à la conférence de presse du 8 octobre, organisée par deux élus Verts ; Noël Manière et Guy Hascocq. Tout en mettant son absence à cette manifestation sur le compte de pressions exercées par le président du groupe PS, le député de la Gauche socialiste, Yann Galut, qui a rejoint le groupe de travail du PS, estime le ministre de l'intérieur d'une réelle volonté d'« ouverture ».

Restée circonscrite, pour l'essentiel, aux Verts et aux communistes refondateurs (un tiers du groupe PC), la contestation interne à la majorité subit également les effets de l'ouverture affichée place Beauvau : ainsi Yves Cochet (Vert, Val-d'Oise) estime-t-il que le texte du gouvernement pourra être amendé grâce au « dialogue ». Dans le même temps, Alain Bocquet, président du groupe communiste, s'emploie à tempérer les ardeurs de ses troupes. Si le texte est fortement « amendé à gauche », il tentera d'émouvoir, a-t-il expliqué mardi 14 octobre, ses députés vers le « oui », ou à tout le moins vers l'abstention.

Jean-Baptiste de Montvalon

Simone Veil, présidente du Haut Comité à l'intégration « Une démarche pragmatique et un projet de loi cohérent »



SIMONE VEIL

« Le Haut Conseil à l'intégration, que vous présidez, a rendu un avis globalement favorable sur les projets de loi portant sur la nationalité et l'immigration. Pensez-vous qu'au Parlement ces textes peuvent rassembler au-delà de l'actuelle majorité ?

— Sur la nationalité, le projet de loi adopte une démarche pragmatique et propose des solutions très habiles : elles tiennent compte à la fois de la tradition française d'un droit du sol, sous condition d'un délai de résidence, et de la démarche volontaire instaurée en 1993 par la loi Méhaignerie. Sur l'immigration, le projet est cohérent et devrait résoudre des situations difficiles, notamment pour les familles. Je ne suis pas parlementaire mais tout dépendra, sans doute, des amendements adoptés. Le gouvernement cherchera-t-il des solutions qui peuvent rassembler, ou utilisera-t-il l'immigration et le code de la nationalité comme des bristols idéologiques ?

— Si vous étiez parlementaire, quelle serait votre attitude ?

— Le Haut Conseil à l'intégration a donné, à l'unanimité, un avis globalement favorable aux projets, sauf pour ce qui concerne l'automatisme de l'acquisition de la nationalité. Comment pourrais-je me déjuger, à moins que l'esprit des textes soit

modifié ? Mais ne faisons pas d'angélisme ! Un projet dont on approuve les grandes lignes peut être présenté dans un contexte politique de radicalisation ou de récupération qui justifie que l'opposition ne le vote pas. J'observe, au demeurant, que ces projets soulèvent des objections plus fortes à gauche que dans l'opposition.

— Vous étiez ministre de la ville et de l'intégration au moment de l'adoption de la loi sur la nationalité en 1993. Quel bilan dresser-vous de l'application de ce texte ?
— En 1993, le texte sur la nationalité traduisait les conclusions du rapport de la commission de la nationalité présidée par Marcel Long. Elle avait considéré qu'une démarche volontaire avait l'avantage de conférer à l'acquisition de la nationalité une valeur d'engagement. Les études montrent que la plupart des jeunes n'ont pas attendu les délais de forclusion pour faire cette déclaration, alors qu'on pouvait craindre que, mal informés, ils s'abstiennent. Mais, pour des raisons politiques, la réforme a été présentée de façon biaisée. La gauche a fait croire à certains que le droit du sol avait été abandonné, ce qui est faux. Plus grave, elle a donné à penser qu'au-dessus de tous les mineurs nés de parents étrangers

étaient français dès leur naissance et que c'est la loi de 1993 qui avait reporté à 16 ou 18 ans l'acquisition de la nationalité.

— Pourtant vous-même avez semblé regretter certaines conséquences de la nouvelle loi, notamment le risque d'exclusion de la nationalité des jeunes les plus marginaux.

— C'est vrai. J'avais eu une hésitation car j'avais peur que des jeunes, des jeunes femmes, moins bien informés, soient pénalisés. C'est pourquoi j'avais tenu à ce que la loi prévoie des mesures d'information. L'actuel projet de loi, tout en conservant la possibilité pour les jeunes de choisir dès 16 ans la nationalité indépendamment de leurs parents, évite le risque que certains omettent de faire cette démarche et perdent leur droit à la nationalité.

— Le garde des sceaux, M^{me} Guigou, proposait le rétablissement partiel du droit des parents étrangers d'obtenir la nationalité pour leurs enfants mineurs nés en France, droit qui a été supprimé en 1993. Le premier ministre ne l'a pas suivie. Pourquoi ces enfants élevés en France retourneraient-ils étrangers ?
— Au moment où l'on parle tant de la convention des droits de l'enfant et du respect de sa volonté dans les procédures judiciaires, pourquoi en irait-il autrement dans le domaine capital de la nationalité ? Quand les parents font pour eux-mêmes une demande de naturalisation, il est normal qu'elle concerne l'ensemble de la famille. Mais qu'ils puissent, sans leur accord, décider d'acquiescer la nationalité française pour leurs enfants tout en restant eux-mêmes étrangers, cela m'a toujours choqué. En revanche, on pourrait abaisser de 16 à 15 ans la possibilité d'acquiescer la nationalité.

— Sur l'immigration, fallait-il le nouveau légiférer ?

— Je regrette qu'on légifère si souvent sur la question. Certaines difficultés d'application de la loi Pasqua ont conduit à laisser en situation irrégulière des étrangers protégés contre l'expulsion. Des circulaires auraient dû suffire pour

corriger ces difficultés. Cela n'a pas été le cas. La reconnaissance des liens familiaux par la création d'un titre de séjour spécifique va clarifier la situation. L'idée d'accueillir plus facilement des étrangers dont la présence constitue un enrichissement pour la France, favorisant ainsi la francophonie et le développement des échanges universitaires, répond à une préoccupation légitime.

— Une opération de régularisation des sans-papiers est en cours. Certains craignent qu'elle ne provoque un « appel d'air ». Qu'en dites-vous ?

— La circulaire de régularisation me paraît raisonnable. Elle concerne des cas précis, notamment de familles qui sont là depuis longtemps et qui doivent avoir la possibilité de vivre dignement. Les maintenir dans des situations de précarité absolue sans possibilité de travailler régulièrement ne peut avoir que des effets pervers pour tous. En revanche, répéter une opération générale de régularisation comme en 1981 serait non seulement une provocation mais une grave erreur. N'oublions pas que la montée du FN a eu lieu juste après.

Propos recueillis par Philippe Bernard

Lionel Jospin répond au patronat et à la droite en invoquant le respect de ses engagements

Le premier ministre a réuni les principaux responsables socialistes à Matignon

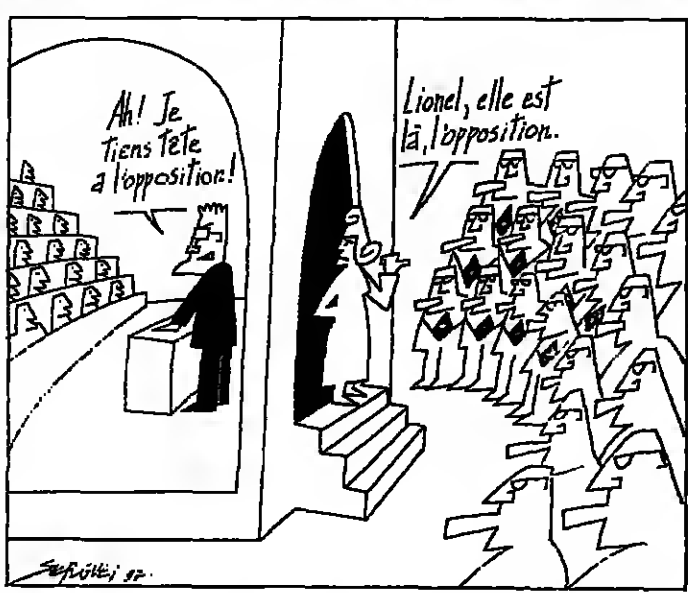
La démission de Jean Gandois de la présidence du CNPF et la polémique qui a suivi la conférence sociale du 10 octobre ont eu leur prolongement, mar-

di 14 octobre, à l'Assemblée nationale. Interrogé par le président du groupe communiste, Alain Bockuet, Lionel Jospin, qui avait réuni les principaux

responsables socialistes le matin, a répondu en fait à la droite, en soulignant qu'il entendait respecter les engagements de sa campagne électorale.

BIEN DÉCIDE à ne pas se laisser impressionner par la posture de « combat » du CNPF, mais conscient qu'il lui faudra convaincre les entreprises d'engager des négociations, Lionel Jospin a procédé, mardi 14 octobre, à une explication en trois temps de sa décision sur le passage aux 35 heures de durée légale hebdomadaire au 1^{er} janvier 2000 : le matin, à Matignon, avec un aréopage de ministres et de responsables socialistes ; l'après-midi, à l'Assemblée nationale, lors des questions au gouvernement ; en fin de journée, devant le bureau national du Parti socialiste. Devant cette dernière instance, le premier ministre a goûté la saveur des appréciations de François Hollande, premier secrétaire délégué, faisant part de la « fierté » des socialistes et de l'immense dévouement en faveur de « sa » démarche sur les 35 heures.

Aux habitués du petit déjeuner du mardi à Matignon - Daniel Vailant, ministre chargé des relations avec le Parlement, François Hollande, Jean-Marc Ayrault et Claude Estier, présidents des groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat - se sont associés cinq autres ministres - Martine Aubry, Claude Allègre, Pierre Moscovici, Alain Richard et Christian Sautter - ainsi que Laurent Fabius, Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, Claude Bartolone et Didier Migard. Il a été question d'Alain Bockuet, président du groupe communiste, le premier ministre a répondu, en fait, à l'opposition, qui lui reprochait de s'être livré à un simulacre de négociation pour faire passer une décision idéologique. « Il faut s'habituer à ce que le gouvernement tienne ses engagements devant le peuple français », a affirmé M. Jospin, en expliquant sa décision par plusieurs éléments : « Respect des engagements, prise en compte de la réalité économique,



proposer la négociation sociale, et souhaiter que la France joue un rôle d'initiative dans l'Europe que nous voulons construire. »

CAMPAGNE D'EXPLICATIONS

A l'Assemblée nationale, M. Jospin a adopté une attitude plus combative. En se saisissant d'une question d'Alain Bockuet, président du groupe communiste, le premier ministre a répondu, en fait, à l'opposition, qui lui reprochait de s'être livré à un simulacre de négociation pour faire passer une décision idéologique. « Il faut s'habituer à ce que le gouvernement tienne ses engagements devant le peuple français », a affirmé M. Jospin, en expliquant sa décision par plusieurs éléments : « Respect des engagements, prise en compte de la réalité économique,

proposer la négociation sociale, et souhaiter que la France joue un rôle d'initiative dans l'Europe que nous voulons construire. »

peuple, je préfère que cela soit sur ma politique que sur l'abandon de ma politique. »

L'ambiance était totalement consensuelle au bureau national du PS. Pierre Mauroy s'est montré lyrique. L'opposition interne a salué les 35 heures, qu'il s'agisse de Jean-Luc Mélenchon et de Marie-Noëlle Lienemann pour la Gauche socialiste ou de Marie-Thérèse Muth pour les héritiers de Jean Poperen, tout en ne parlant que de « premier pas ». Selon son entourage, M. Jospin a redit à ses amis qu'il voulait tenir ses engagements « sans vision notariale et dans un monde réel ». Il s'est appliqué à démentir « les différences de posture » au sein du gouvernement, en faisant état d'une « décision partagée par tous ». Le premier secrétaire du PS a aussi insisté sur le fait que le passage aux 35 heures n'est « pas seulement une décision politique, mais une démarche économique et sociale », en faisant allusion à l'adoption par l'Italie d'un projet sur la semaine de 35 heures.

M. Jospin a évoqué la crise du CNPF en notant qu'il faut « reprendre les fils, engager des négociations ». Il a assuré qu'un « certain nombre de dirigeants d'entreprise » ne partagent pas la « vision idéologique » du CNPF. Tandis que le bureau national se félicitait, dans un communiqué, de ce « choix du dynamisme social et de la réhabilitation de la politique », et fustigeait l'« attitude bellérophante » du CNPF, M. Hollande a annoncé trois initiatives. Le PS va entreprendre une campagne d'explication. Il va rencontrer les syndicats, « se mobiliser » contre le « discours guerrier » du CNPF et, enfin, dénouer l'attitude de la droite, accusée d'avoir rejoint « le camp du conservatisme, du dogmatisme et, même, de l'ultra-libéralisme ».

Michel Noblecourt

Emile Zuccarelli reste flou sur la réduction du temps de travail des fonctionnaires

Le discours du ministre est diversement interprété

MÉCONTENTES de ne pas avoir été associées à la conférence du 10 octobre sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, les fédérations de fonctionnaires espèrent prendre leur revanche, mardi 14 octobre, lors du conseil supérieur de la fonction publique d'Etat. Lionel Jospin avait annoncé que les questions les concernant seraient, « en raison de leur spécificité », traitées à l'occasion de la réunion de cette instance consultative, dont l'ordre du jour était, au départ, consacré à la réforme du recrutement des universitaires et aux handicapés.

Nombre de syndicalistes ont dû se livrer à une exégèse des propos du ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, qui n'a pas annoncé que la fonction publique passerait aux trente-cinq heures en l'an 2000. Il a seulement affirmé que, « compte tenu de leur spécificité et de leur complexité, les questions relatives à la durée de travail et à son organisation dans les fonctions publiques nécessitent une phase préalable d'étude et d'analyse ». Il a ajouté : « Je désignerais dans les semaines à venir une mission pour m'aider à mieux appréhender le sujet et ses prolongements possibles. »

Certaines organisations, comme la CFDT, l'UNSA ou FO, estimaient que les trente-cinq heures étaient présentes de manière implicite dans son discours. « Le ministre n'a pas dit que les fonctionnaires ne seront pas concernés par la réduction du temps de travail », faisait valoir Michel Périé, représentant des fonctionnaires à la CFDT. « Il ne peut pas annoncer, avant la négociation, ce qu'il est prêt à négocier », expliquait Roland Gaillard, son homologue de Force ouvrière.

Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, premier organisation représentative de la fonction publique d'Etat, trouvait pour sa part que les choses étaient « floues ». Bernard Lhuibert, patron des fonctionnaires CGT, premiers sur les trois fonctions publiques, déplorait que le gouvernement ne montre pas « l'exemple ». M. Gaillard estimait lui aussi qu'« après la démission du président du CNPF le

gouvernement devrait donner l'exemple dans la fonction publique ». La plupart des représentants syndicaux ont estimé qu'il ne fallait pas attendre l'an 2000 pour réduire le temps de travail, mais commencer dès 1998.

De source gouvernementale, il se confirme que seront concernés par le passage aux trente-cinq heures les seuls fonctionnaires qui travaillent sur une durée de trente-neuf heures actuellement (*Le Monde* du 15 octobre). Ceux qui font déjà trente-cinq heures ne bénéficieront pas nécessairement d'une réduction supplémentaire de quatre heures. Un bilan sera dressé des différentes situations, qui sont extrêmement disparates, d'un ministère à l'autre, d'un métier à l'autre et d'un corps à l'autre (*Le Monde* du 16 septembre).

Sur les salaires, les annonces du ministre ont été plus explicites. M. Zuccarelli a affirmé que cette question doit être examinée en « priorité », cela « afin de réformer une poignée de quatre années sans accord ». Elle donnera lieu, a-t-il dit, à une négociation « pour 1998 et pouvant être pluriannuelle ». En fait, cette négociation salariale porterait sur 1998 et 1999. Le ministre a ajouté qu'« à cette occasion » pourront être abordés des sujets tels que l'action sociale interministérielle ou l'insertion des handicapés.

Toutes les organisations syndicales se disent satisfaites sur ce point. Jean-Pierre Gualezzi, secrétaire général de l'UNSA-FO, approuvait la « méthode » gouvernementale, qui donne la priorité à la négociation salariale traditionnelle, avant d'aborder la question du temps de travail, compliquée, et susceptible d'imposer des contreparties salariales. À partir de l'an 2000, M. Zuccarelli s'est dit « persuadé » que « les conditions » seront « réunies » pour ouvrir cette négociation : les syndicalistes estiment qu'une telle formule permettrait d'entrevoir un rattrapage pour 1996, année où les augmentations générales avaient été gelées.

Rafaële Rivals

Le représentant d'un million et demi d'entreprises

● **CNPF.** Le Conseil national du patronat français (CNPF) est créé le 12 juin 1946 par une assemblée des fédérations patronales préexistantes. Il est composé de 27 fédérations professionnelles (métallurgie, textile, services, etc.), qui regroupent plus de 700 syndicats primaires et de 170 unions patronales locales, départementales et régionales. Le CNPF représente environ un million et demi d'entreprises qui cotisent aux fédérations et aux unions.

● **Président.** Il est élu par l'Assemblée générale du CNPF. Elu en décembre 1994, Jean Gandois est le sixième président. Il succède à Georges Villiers (1946-1966), Paul Huvelin (1966-1972), François Ceyrac (1972-1981), Yvon Gattaz (1981-1986) et François Perigot (1986-1994).

● **Conseil exécutif.** Il assiste le président et forme le « gouvernement » du CNPF. Il est composé de 36 membres (dont le président) désignés par l'Assemblée générale. Il comporte 18 vice-présidents exécutifs.

● **Assemblée.** Elle réunit une fois par an ses 565 membres, soit 380 représentants des fédérations, 150 délégués des unions patronales, 5 membres du conseil exécutif et 30 délégués des membres associés (CID, Ethic, Femmes chefs d'entreprises, notariat, etc.). Chaque

mois, une assemblée permanente réduite de 225 membres se réunit pour faire le point sur la politique menée par l'organisation.

● **Paritarisme.** Le CNPF délègue 35 000 mandataires patronaux dans les organismes paritaires et notamment 4 500 dans les caisses de Sécurité sociale, 4 300 dans la gestion de l'assurance-chômage, 3 400 dans les organismes de retraites complémentaires, 1 800 dans le logement social. Il présente des candidats aux élections prud'homales.

Les syndicats invitent le CNPF au dialogue

CE SONT deux ovations debout que les 225 membres de l'Assemblée permanente du CNPF reçoivent par les permanents de l'organisation patronale ont réservé, le 14 octobre, à Jean Gandois. Dans les mêmes termes que devant le conseil exécutif la veille, leur président, démissionnaire depuis la veille, a rappelé qu'il s'agit d'un « acte de confiance » par le gouvernement et qu'il avait décidé de passer la main à quelqu'un de plus combattif qui lui pour lutter contre la réduction obligatoire du temps de travail à trente-cinq heures.

Les intervenants de l'Assemblée permanente ont tous critiqué le gouvernement et approuvé l'attitude de combat adoptée par le CNPF sans jamais aborder la question des candidatures à la présidence. Cette unanimité dans les louanges a trouvé une expression publique dans le communiqué de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) qui « salue le courage de Jean Gandois » et qui considère, « comme le président du CNPF, que ce n'est pas la loi mais l'effort et le développement du dialogue social qui permettront à l'économie française de maintenir sa place et de promouvoir l'emploi dans un monde ouvert à la concurrence ».

L'Assemblée permanente a approuvé la suspension de toute négociation avec les syndicats sur

l'extension de la préférence contre embauches et sur le relèvement des minima salariaux. Pour autant, il n'est pas question que les délégués patronaux se retirent des organismes paritaires comme Denis Kessler, vice-président du CNPF, en avait agité la menace. De même, a été confirmée la préparation des Etats généraux des entreprises destinés, le 16 décembre, à démontrer l'unité du patronat ainsi que la validité de ses thèses et de ses propositions pour faire reculer le chômage autrement que par les trente-cinq heures obligatoires. Un

espère que « cet électrochoc donnera l'opportunité de redresser le CNPF ».

Face à cette offensive du patronat, les dirigeants syndicaux multiplient les appels à la négociation. Ainsi, Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a déclaré, mardi 14 octobre sur France 3, que les négociations pouvaient commencer « assez vite », car « tous les chefs d'entreprise n'ont pas le même état d'esprit » que le CNPF qu'il accuse de se satisfaire du chômage. Dans *Le Parisien*, Marc Blondel soulève que le futur président du CNPF

M. Gandois évoque des divergences au sein du patronat

Le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publie dans son édition du 15 octobre un entretien avec Jean Gandois, dans lequel le président du CNPF affirme qu'il aurait été favorable à une loi sur la réduction du temps de travail si « elle avait simplement incité patronat et syndicats à négocier ». Il répète qu'il est « un homme de dialogue » et « un bon négociateur », mais qu'il n'est pas « l'homme de combat qui est désormais nécessaire » au CNPF. Il estime que son successeur devra se montrer « beaucoup plus dur » que lui-même ne l'a été, mais qu'il devra se garder de n'être qu'un « simple propagandiste d'une idéologienéolibérale ». Il conclut en soulignant l'unité du patronat contre les 35 heures obligatoires, mais en reconnaissant que certains jugeaient nécessaire un conflit ouvert avec le gouvernement et d'autres non.

appel de fonds sera adressé aux fédérations professionnelles et aux unions locales pour permettre la tenue de cette manifestation qui devrait rassembler plusieurs milliers de patrons, mais aussi pour financer une vaste campagne de communication.

Quelques voix se sont fait entendre, par ailleurs, pour poser le problème de la représentativité du CNPF. Le Syndicat du patronat moderne et indépendant (SPMI) la conteste en déclarant qu'après « avoir perdu le main, le CNPF - déjà associé à tant de plans illusoire pour l'emploi - ouvre publiquement son impuissance à proposer des solutions originales et crédibles pour l'emploi ». De son côté, Jean-Marie Gorse, président du Centre des jeunes dirigeants (CID), regrette le départ de M. Gandois qui « avait une vision globale de la société » et

« reprenne les dossiers bloqués par Jean Gandois et notamment celui de la réduction du temps de travail » qui « provoquera une montée du travail à temps partiel » et qui nécessitera « des garanties au niveau interprofessionnel ».

Seule discordance dans cette unité syndicale, l'affirmation par la fédération CFTC du textile-cuir-habillément que la réduction du temps de travail « peut tuer notre industrie ». Au cours d'une conférence de presse, mardi, Jean-Pierre Ouilhon, son secrétaire, a constaté : « Il n'est pas question pour des salariés qui touchent déjà des bas salaires d'accepter trente-cinq heures payées trente-cinq et les entreprises ne sont pas en mesure de faire travailler trente-cinq heures sans perte de salaire ».

Alain Faujas

Jean-Pierre Denis quitte ses fonctions à la présidence de la République

C'EST ce que l'on appelle une habile gestion du temps. Annonce mardi 14 octobre, le départ de Jean-Pierre Denis de ses fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence de la République apparaît clairement, selon les termes du communiqué officiel, comme « un choix personnel » pour « rejoindre le secteur privé », qui a été fait « en parfaite concertation avec le président de la République ». Ce départ est pourtant l'épilogue de la longue période de rumeurs qui a agité, depuis le printemps, les milieux proches de l'Elysée et qui a atteint son paroxysme au lendemain de la dissolution.

L'échec de la droite aux élections législatives, en effet, vicié les relations déjà tendues entre deux hommes-clés de l'Elysée : le secrétaire général, Dominique de Villepin, et son adjoint, Jean-Pierre Denis. Collaborateur de M. Chirac à la Mairie de Paris - où il était entré en qualité de directeur adjoint du cabinet, en 1992, dans le sillage de Nicolas Sarkozy, responsable de la cellule présidentielle - et, à ce titre, principal rédacteur de l'argumentaire économique du candidat, M. Denis n'apprécie guère de se voir relégué au deuxième rang par M. de Villepin. Ce dernier s'irrite, aussi, du lien privilégié que le secrétaire général adjoint entretient avec le président, son épouse, Bernadette, et sa fille, Claude.

Au-delà de ces rivalités d'hommes, un dossier va publiquement et durement les opposer, celui de la privatisation de Thomson. Diplômé d'HEC, inspecteur des finances, M. Denis, chargé par M. Chirac des affaires économiques et industrielles, plaide en faveur d'Alcatel, tandis qu'Alain Juppé et

M. de Villepin défendent la solution Lagardère. Leur lutte d'influence auprès du président de la République prend ensuite une tout autre dimension politique, dans les semaines qui précèdent la dissolution.

Resté proche de Nicolas Sarkozy - même si M. Denis avait été fort dépité de ne pas avoir été choisi comme son directeur de cabinet à Bercy de 1993 à 1995 - et entretenant des relations amicales avec certains grands dirigeants d'entreprise, tel François Pinault, le secrétaire général adjoint prône un virage libéral... en l'absence de M. de Villepin, qui a pris quelques jours de vacances. La riposte de celui-ci sera d'autant plus dure qu'il est convaincu que derrière le changement de ligne défendu par M. Denis se profile un changement de premier ministre.

Chaque semaine apporte son lot de rumeurs : aux suppositions sur le départ de M. Denis pour le secteur privé répondent les allégations sur une nomination de M. de Villepin dans une lointaine ambassade. Durant l'été, M. Chirac s'est efforcé de ramener les deux hommes au calme pour ne pas ajouter à la défaite de la droite une fragilité accrue de l'équipe Elysée. Mais si la fonction de secrétaire général garde son importance en période de cohabitation, il n'en va pas de même des dossiers industriels dont M. Denis, âgé de trente-sept ans, a la charge.

Au cours de longues heures de conversation avec M. Chirac, il lui a fait part de son souhait de partir. Le chef de l'Etat lui en a donné, en privé, l'« autorisation », en se disant « redoublant et comptable » de leur collaboration.

Pascal Robert-Diard

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Régisseur O.S.P.
138, av. Charles de Gaulle
92023 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL. : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

Par arrêt du 10 Juin 1997, la Cour d'Appel de REIMS a condamné solidairement Valéry GISCARD d'ESTAING et l'éditeur COMPAGNIE 12 à réparer le préjudice causé à Colette BOULIN par la publication d'un écrit fautive son égard dans le livre « LE POUVOIR ET LA VIE ».

René BOYER, Avocat à la Cour.

L'opposition dénonce « une chasse à l'épargnant modeste » dans le projet de budget pour 1998

En présentant sa loi de finances aux députés, M. Strauss-Kahn prévoit une croissance durable

L'Assemblée nationale a entamé, mardi 14 octobre, la discussion budgétaire en séance publique. Le ministre de l'économie et des fi-

nances, Dominique Strauss-Kahn, a confirmé l'intention du gouvernement de réformer la fiscalité locale et la fiscalité du patrimoine en 1998.

De son côté, l'opposition a contesté le chiffrage par le gouvernement des hausses d'impôt et dénoncé les mesures fiscales sur l'épargne.

DE LA FISCALITÉ et de la croissance en général, de l'arbitrage budgétaire, mardi 14 octobre, à l'Assemblée nationale, gouvernement et opposition ont chacun revêtu la toge professorale, pour s'administrer - tantôt avec compassion, tantôt avec ironie - des leçons voulues cuisantes de calcul et d'économie. Le thème majeur était les prélèvements obligatoires. Les principaux orateurs à droite n'ont eu de cesse d'en dénoncer l'augmentation, quand le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, contestait le mode de calcul retenu.

« Ce premier budget, a expliqué M. Strauss-Kahn, traduit la volonté du gouvernement de respecter les engagements contractés. L'emploi doit être la finalité de la croissance. La solidarité doit en être le moteur tant il est vrai que la France n'est forte que quand elle est juste. » Le ministre a confirmé la prévision de croissance de 3 % en 1998, « la plus forte de la décennie » a-t-il souligné, avant d'estimer « raisonnable » la permanence d'un tel chiffre sur l'ensemble de la législature. Après s'être employé à apaiser les critiques socialistes sur la récente hausse des taux - « la reprise est assez saine et solide pour, cette hausse ne l'atteigne pas », a-t-il certifié - M. Strauss-Kahn a dit sa volonté de « poursuivre la réduction des déficits, afin d'inverser, à partir de l'an 2000, la spirale de la dette ». « Si nous voulons réduire les déficits, a-t-il indiqué, c'est d'abord parce que nous voulons faire l'euro ».

Le ministre de l'économie a confirmé la volonté du gouvernement de « réformer en 1999 la fiscalité locale et la fiscalité du patrimoine », précisant, pour cette dernière, qu'elle devrait se faire

« à prélèvements constants ». Tandis que le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, défendait « le modèle français qui combine qualité du service public et solidarité nationale », le rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS, Isère), lançait le débat. « Chacun convient que le niveau de prélèvements obligatoires est devenu insupportable à la majorité des Français, mais que le projet de loi de finances ne prévoit pas de le réduire », déclarait-il, s'attirant les protestations de l'opposition, sous

tendre que les prélèvements obligatoires n'augmenteront pas en 1998, chiffrant à plus de 50 milliards de francs les « charges fiscales et sociales supplémentaires qui vont s'abattre sur les Français ». M. Strauss-Kahn défait M. Auberger de parier avec lui sur les prévisions de croissance et pointait « les inexactitudes » contenues, estimait-il, dans l'intervention de l'ancien rapporteur général auquel il expliquait le principe de « cette opération élémentaire qu'on nomme une division ! ».

Après s'en être pris vigoureusement

M. Strauss-Kahn veut modifier la procédure budgétaire

Répondant au souhait exprimé par Laurent Fabius le 23 septembre, Dominique Strauss-Kahn a proposé, mardi 14 octobre, aux députés, une modification de la procédure d'élaboration du budget afin d'associer davantage le Parlement à la préparation des lois de finances. Le ministre de l'économie suggère de soumettre un document précis sur l'état des finances publiques en juin ; de préciser avant la fin juillet le « cadrage » général des finances publiques pour l'année suivante (niveau des déficits et des prélèvements) ; d'avancer le dépôt du projet de loi de finances au Parlement au début septembre.

Dans un sondage identique, le gouvernement d'Alain Juppé avait institué un débat d'orientation budgétaire en juin. Philippe Auberger (RPR, Yonne) s'est plaint, mardi, du fait que le gouvernement n'avait pas respecté les délais de dépôt du projet de budget pour 1998. Dans le sondage, il a demandé de créer un second poste de rapporteur, réservé à un député de l'opposition.

L'œil impassible d'Alain Juppé, présent dans les travées. C'était, alors, au tour de l'opposition de s'exprimer. Philippe Auberger, ancien rapporteur général RPR du budget, défendait une exception d'irrecevabilité. Il dénonçait un nettoyage des niches fiscales « qui touche la loi Pons, les quiris », mais épargne les SOFICA mises en place par Jack Lang pour aider le cinéma français. Il accusait le gouvernement de se livrer à « une chasse à l'épargnant modeste » et jugeait « faux, orchidées de pré-

ment à la politique « anti-famille » contenue dans le budget, Marc Laffitte (UDF, Maine-et-Loire) assurait que le gouvernement s'attaquait, « par une ponction fiscale de 20 milliards de francs », non pas « aux grands spéculateurs », mais « aux épargnants les plus modestes ». Les nouvelles dispositions fiscales « rétroactives » en matière d'assurance-vie, selon M. Laffitte, vont faire perdre toute confiance dans la parole de l'Etat. Jean Tardito (PC, Bouches-du-Rhône) et Yves Cochet (RCV-Vert,

« Le Canard enchaîné » prend ses distances avec « L'Affaire Yann Piat »

DANS UN EDITORIAL intitulé « La chasse aux canards » et publié dans *Le Canard enchaîné* daté du 15 octobre, Michel Gaillard, directeur de la publication, prend nettement ses distances avec *L'Affaire Yann Piat*, le livre d'André Rougeot, collaborateur de l'hebdomadaire, et de Jean-Michel Verme, journaliste indépendant. « Ne tournons pas autour de la mèche : à travers le livre *L'Affaire Yann Piat* (...), c'est *Le Canard enchaîné* que certains voudraient plumer », écrit M. Gaillard. Fustigeant l'« amalgame » qui aurait été fait entre le livre et l'hebdomadaire, il rappelle que ce « potin n'a pas été publié par *Le Canard* et ne l'aurait pas été sous cette forme ». Assumant « pleinement » le contenu des six articles parus en 1996 sur cette affaire, l'hebdomadaire publie une nouvelle enquête intitulée « Des pans entiers de l'affaire Piat laissés de côté par la justice ».

Première réunion commune des députés RPR et UDF

LES DÉPUTÉS du RPR et de l'UDF se sont réunis, mardi 14 octobre, pour la première fois en intergroupe. De pareilles réunions auront lieu désormais une fois par mois et, dans l'intervalle, des délégations plus restreintes se rencontreront chaque semaine pour examiner les textes inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Le président du groupe RPR, Jean-Louis Debré, a déclaré, à cette occasion, que la droite a « un devoir d'opposition, un devoir d'unité et un devoir de proposition ». François Bayrou, président du groupe UDF, a affirmé de son côté : « L'opposition sera reconnue à travers ses projets. On ne nous attend pas seulement sur nos critiques ».

DÉPÊCHES

■ ÉDITION : François Léotard, président de l'UDF, prépare, en poste à *L'Affaire Yann Piat*, d'André Rougeot et Jean-Michel Verme, un livre pour revenir sur le mécanisme et les effets de la « colonie ».

■ RPR : Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, a été nommé chargé de mission pour la fédération RPR de ce département, en remplacement de l'ancien ministre Pierre Pasquini.

■ 35 HEURES : l'ancien premier ministre Raymond Barre a critiqué, mardi 14 octobre, la décision prise par le gouvernement en matière de réduction du temps de travail en affirmant que « dans la compétition mondiale où laquelle elles doivent faire face, nos entreprises n'ont pas besoin de ce handicap qui leur est imposé par idéologie ». « Les sommes dépensées par l'Etat pour inciter les entreprises à négocier les 35 heures seraient mieux employées à la baisse des charges fiscales et sociales qui pèsent sur elles », a ajouté le maire de Lyon.

■ BANQUE DE FRANCE : la commission des finances de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 14 octobre, à l'unanimité, de demander à l'entendre prochainement Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, et le Conseil de la politique monétaire. La date de cette audition n'a pas été encore arrêtée.

■ EAU : le maire de Grenoble, Michel Destot (PS), a annoncé, mardi 14 octobre, qu'il avait demandé au ministre de l'intérieur de saisir le Conseil d'Etat sur les conséquences à tirer de l'arrêt par lequel il a annulé la délibération autorisant la privatisation de l'eau de Grenoble, mais pas le contrat de privatisation (*Le Monde* du 3 octobre).

Fabien Roland-Levy et Caroline Monnot

M. Hollande souhaite que le gouvernement « rétablisse » l'AGED

SOUS LA PRESSION de l'opposition, du PS et d'une partie du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le gouvernement est prêt à assouplir sa décision de réduire de moitié l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED). Mais on indique, de sources gouvernementales, que le premier ministre n'a encore pris aucune décision en ce sens et qu'il est « peu probable » que cette allocation soit maintenue dans son intégralité (12 800 francs de prise en charge des cotisations sociales par trimestre pour l'emploi d'une garde d'enfant à domicile). Mardi 14 octobre, devant le bureau national du PS, auquel assistait Lionel Jospin, la question de l'AGED n'a pas été abordée.

Ce dossier sensible - même s'il ne concerne que 67 000 familles, souvent aisées - a été relancé, mercredi, par François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, dans la perspective du débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998, fin octobre à l'Assemblée nationale. « Je pense qu'on rétablira

cette allocation », a déclaré M. Hollande sur Europe 1, estimant que l'AGED répond « à des besoins légitimes des familles ». Il a ajouté que « le groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au Sénat fera entendre sa voix ».

Le président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone (PS), avait annoncé, mardi, le dépôt « dans les heures qui viennent » par le groupe socialiste d'un amendement sur l'AGED. M. Jospin et Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, sont prêts à des assouplissements. Il est probable que le gouvernement va couper la poire en deux et qu'il réduira moins que prévu la prise en charge des cotisations sociales des « nounous ». Ainsi, l'AGED pourrait, par exemple, être maintenue à hauteur de 9 000 francs environ par trimestre, alors que le gouvernement envisageait de la ramener à 6 400 francs seulement à partir de 1998.

Jean-Michel Bezat

M. Jospin ouvre la concertation sur le cumul des mandats

APRÈS le sommet social sur les 35 heures, qui a provoqué une déflagration au CNPF, Lionel Jospin commence, jeudi 16 octobre, sa concertation avec les partis politiques républicains sur le cumul des mandats. A droite, des voix minoritaires se font entendre pour approuver l'objectif du premier ministre. Favorable à une stricte limitation qui, selon lui, est « une priorité », le chef du gouvernement aura comme premier interlocuteur l'un des plus farouches opposants à ce principe, qui veille aux destinées de la chambre du Parlement qui y est la plus hostile : René Monory (UDF-FD), président du Sénat.

Le 16 septembre, un mois exactement avant d'être reçu à l'hôtel Matignon, M. Monory, président du conseil général de la Vienne et maire de Loudun (7 854 habitants au recensement de 1990) manifestait son opposition à l'interdiction de l'exercice simultané d'un mandat parlementaire et d'une fonction exécutive locale - projet défendu par le Parti socialiste -, en jugeant qu'un système « dérogatoire » est souhaitable pour les sénateurs. « Résolument contre » cette limitation, mais hostile à un

traitement de faveur pour les élus du Palais du Luxembourg, Charles Pasqua (RPR) se rangeait à la ligne de Jacques Larché (UDF-DL), président de la commission des lois du Sénat.

Deuxième interlocuteur de M. Jospin, vendredi, Laurent Fabius (PS), président de l'Assemblée nationale, pourra se référer - comme François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, qui sera reçu le 20 octobre - à la convention du PS sur la démocratie de juin 1996. Celle-ci avait admis que « la suppression ou, tout au moins, la limitation drastique du cumul des mandats et des fonctions apporterait aussi de l'oxygène à la vie politique ». Elle propose, notamment, une « interdiction absolue » de cumul entre un mandat parlementaire national et un mandat parlementaire européen, ainsi qu'un mandat parlementaire et une fonction exécutive locale. C'est au Sénat, assemblée qui représente les collectivités locales, que les présidents de conseil général sont les plus nombreux : trente-neuf dont vingt-quatre sont en même temps maires.

Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, qui viendra

lui aussi à Matignon, et Jean-Luc Barnaud, secrétaire national des Verts, qui le suivra, se classent aussi dans le camp des « anti-cumulards », comme Jean-Michel Baylet, président du Parti radical-socialiste, ou Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur et président du Mouvement des citoyens, qui sera le dernier interlocuteur de M. Jospin, le 5 novembre. Les positions de ces partis ne sont pas totalement calées.

A droite, Philippe Séguin (RPR), Alain Madelin (Démocratie libérale), François Léotard (UDF), François Bayrou (Force démocrate), André Rossinot (Parti radical), Philippe de Villiers (MPF) et Hervé de Charette (PPDF), défendent une ligne hostile, car l'unanimité n'existe pas au sein de leur parti. Ainsi, au RPR, Pierre Mazeaud et Robert Pandraud ont déposé, en juillet, une proposition de loi organique visant à renforcer la limitation du cumul, tandis que Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, considère qu'il s'agit d'une réforme « indispensable ».

Olivier Biffaud

18H00 / 19H00
RTL 60 MINUTES
UNE HEURE pour faire LE TOUR
complet de l'ACTUALITÉ.

"L'INVITÉ du Jour"

"Les CONFIDENTIELS RTL"

"Regards sur le MONDE"

"Laser ECONOMIE"

"Les Coulisses de la POLITIQUE"

"Les Avancées de la MÉDECINE
et de la SCIENCE"

"MegaSPORTS"

Jean-Pierre
DEFRAIN

RTL
www.rtl.fr

Jean-Marie
LEFEBVRE

Emile Zuccarelli reste flou
sur la réduction du temps
de travail des fonctionnaires

Emile Zuccarelli, ministre de l'Éducation nationale, a été interrogé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, mardi 14 octobre, sur la réduction du temps de travail des fonctionnaires. Le ministre a déclaré qu'il n'avait pas encore pris de décision sur ce sujet, mais qu'il était conscient de l'importance de la question. Il a souligné que le gouvernement était en train de réfléchir à une réforme globale du statut des fonctionnaires, qui pourrait inclure la réduction du temps de travail. Cependant, il a insisté sur le fait que cette réforme doit être équilibrée et ne pas entraîner de coupes dans les services publics. Il a également mentionné que le gouvernement était en train de négocier avec les syndicats sur la question.

Pierre-Denis Guillemin ses fonctions
à la présidence de la République

Pierre-Denis Guillemin, directeur général de la présidence de la République, a été interrogé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, mardi 14 octobre, sur la réduction du temps de travail des fonctionnaires. Le directeur a déclaré qu'il n'avait pas encore pris de décision sur ce sujet, mais qu'il était conscient de l'importance de la question. Il a souligné que la présidence de la République était en train de réfléchir à une réforme globale du statut des fonctionnaires, qui pourrait inclure la réduction du temps de travail. Cependant, il a insisté sur le fait que cette réforme doit être équilibrée et ne pas entraîner de coupes dans les services publics. Il a également mentionné que la présidence de la République était en train de négocier avec les syndicats sur la question.

JUSTICE La cinquième journée du procès de Maurice Papon, mardi 14 octobre, a été consacrée, pour l'essentiel, à la lecture des cent soixante-neuf pages de l'acte d'accusation.

● **SELON L'ARRÊT** de la chambre d'accusation, l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde « a commis des crimes contre l'humanité » en s'étant rendu

complice d'arrestations illégales et arbitraires, de séquestrations illégales et arbitraires, de meurtres avec préméditation (...), effectués ou commis par les représentants et les

agents du gouvernement allemand à l'encontre de personnes d'origine juive ». ● **EN MARGE** du procès, s'est poursuivie la polémique sur les conditions d'hébergement de M. Pa-

pon. ● **CITÉS** par la défense, un historien, Henry Roussio, et un ancien déporté, Maurice Rajfus, ont décidé « par principe » de ne pas venir témoigner.

Maurice Papon répond de l'accusation de crimes contre l'humanité

L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde « savait » que l'arrestation, la séquestration et la déportation des juifs « les conduisaient inéluctablement à la mort », estime l'arrêt de renvoi lu, mardi 14 octobre, devant la cour d'assises de Bordeaux

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
La faigue, sûrement, mêlée à l'émotion, qu'une diction monotone, malgré les accents chantants, parvient mal à filtrer. Près de sept heures après avoir commencé la lecture d'un acte qui recèle, en droit, la plus grave des accusations, Josianne Sanchez, greffière titulaire, médaille du Mérite et ruban bleu épinglé sur sa robe noire, trébuche anormalement sur les mots, des noms, un chapelet d'identités disparues : «... Fogiel Albert, Haddad Monique, Haddad Jeanine, Benaim Paulette Rachel, Drai Michel, Drai David, Drai Léon, Drai Jacqueline, Torres Georges, Torres Simone, Torres Rachel, Torres Louise, Torres Marcel, Torres Raymond... ». A l'entendre, on comprend : des familles entières de disparus.

La greffière, aidée par une collègue, vient à bout, mardi 14 octobre, de l'arrêt de cent soixante-neuf pages qui, un an auparavant, a renvoyé Maurice Papon devant la cour d'assises de la Gironde. Dans le prétoire, où les familles de victimes semblent avoir finalement aplani leurs dissensions, suscitée par la mise en liberté de l'accusé, la voix porte les conclusions

de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux. Selon celle-ci, Maurice Papon a commis des crimes contre l'humanité « en s'étant rendu complice d'arrestations illégales et arbitraires, de séquestrations illégales et arbitraires, de meurtres avec préméditation (...), effectués ou commis par les représentants et les agents du gouvernement allemand à l'encontre de personnes d'origine juive ». L'ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux aurait « fourni sciemment aux auteurs de ces crimes l'aide et l'assistance nécessaires à la préparation ou à la consommation de leur action, en l'espèce en participant par des actes personnels et des instructions données à ses subordonnés aux opérations nécessaires ».

● **SANS ATTENDRE LES INSTRUCTIONS** Dans le box désormais vide de policiers, le langage juridique et les lourdes incriminations semblent laisser de marbre l'ancien haut fonctionnaire. On sait déjà qu'il rejette, en bloc, l'accusation. Son procès commence. « Le procès d'un homme et non d'un régime », a tenu à préciser, dès le premier jour, le procureur général Henri Desclaux, soucieux de clarté

en ces temps de repentances.

Or c'est toute la responsabilité du fonctionnaire qui, dans cet acte d'accusation, est précisément en jeu. Nommé secrétaire général de la préfecture de la Gironde en mai 1942, Maurice Papon avait reçu, un mois plus tard, du préfet régional Maurice Sabatier délégation de signature pour les services « nés de la guerre », dont celui des affaires juives. A ce titre, l'accusation estime que l'ancien haut fonctionnaire avait « la totale maîtrise » de ce service, qui participa matériellement à l'organisation d'une dizaine de convois de déportés juifs entre le camp de Mérignac, près de Bordeaux, et le camp de transit de Drancy (Seine-Saint-Denis), l'antichambre d'Auschwitz : « Maurice Papon ne saurait soutenir qu'il n'était qu'un fonctionnaire subalterne n'agissant que par délégation et dépourvu de pouvoir sur les camps de Mérignac (...). L'instruction montre qu'il intervenait auprès des services de police et de gendarmerie en donnant des ordres d'arrestations et d'internement » et application des lois antijuives.

Et l'accusation d'appuyer tout d'abord sur le zèle, selon elle, du fonctionnaire obéissant : « Même lorsque les instructions des autorités

centrales du gouvernement de Vichy étaient sollicitées, cela n'empêchait pas Maurice Papon et le service des questions juives d'anticiper leur réponse et d'exécuter sans attendre les instructions de l'occupant ». Puis d'insister : « Il apparaît que, dans le domaine des persécutions antijuives, Maurice Papon a réagi en technicien, cherchant à faire preuve en toutes circonstances de son incontestable compétence et de son efficacité ».

Cependant, les magistrats qui ont renvoyé M. Papon devant les assises précisent : « Maurice Papon ne saurait invoquer l'état de contrainte dans lequel il se serait trouvé ». En effet, disent-ils, si l'on peut tenir pour acquis que les exigences allemandes ont été exprimées avec énergie et détermination, avec des menaces de représailles contre les fonctionnaires de police français, il ne ressort pas de l'instruction que les pressions aient été d'une telle intensité qu'elles aient pu constituer une contrainte ayant aboli le libre arbitre de Maurice Papon. De même, affirme-t-il, « Maurice Papon ne peut se prévaloir ni de l'ordre ou de l'autorité de loi, ni de l'ordre de son supérieur hiérarchique, l'illégalité

d'un ordre en matière de crime contre l'humanité étant toujours manifeste ».

« CONNAISSANCE DU DESSEIN »

C'est en brossant ce contexte de responsabilité - qui sera fort controversé par la défense - que les accusateurs estiment par ailleurs que « Maurice Papon savait » que l'arrestation, la séquestration et la déportation des juifs - en elles-mêmes déjà constitutives de crimes contre l'humanité - « les conduisaient inéluctablement à la mort ». L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, indigent-ils, a eu, dès avant sa prise de fonctions, une connaissance claire, raisonnée, circonstanciée et continue du dessin formé par les nazis (...), même s'il a pu demeurer dans l'ignorance des conditions exactes de leurs souffrances ultimes et des moyens techniques utilisés pour leur donner la mort.

Encore plus controversée par la défense, cette affirmation est étayée par les magistrats sur deux points : le « parcours socio-professionnel » de Maurice Papon, qui l'a mis au contact de sources d'informations privilégiées, multiples et concordantes sur le déroulement de l'Europe du programme hitléri-

d'extermination des juifs ; et sa connaissance des « conditions dégradantes du traitement imposé aux juifs de tous âges, entassés dans des wagons à bestiaux, dépourvus d'hygiène, enchaînés si nécessaire, ne s'expliquant pas autrement que par l'intensité du mépris dans lequel les juifs étaient tenus et qui n'annonçait pas autre chose que leur annihilation physique, une fois qu'ils avaient été dépossédés de leurs biens matériels et vendus à l'encan, des outils de travail indispensables à leur simple survie (...), tout ayant été fait comme si d'ores et déjà les juifs n'existaient plus ».

Mais, avant que soient examinés au fond les faits, l'ordonnancement du procès suit son cours. Comme pour tout procès d'assises, un expert-psychiatre vient témoigner. Cette première déposition est brève. Quasiment de principe. En 1989, Maurice Papon a refusé de se prêter au jeu de l'expertise. « Il m'a dit que les hautes fonctions qu'il avait occupées étaient peu compatibles avec des désordres mentaux », dit l'expert. Donc, si l'on est fou, m'a-t-il dit, c'est d'avoir été longtemps au service de l'Etat et préfet de police du général de Gaulle.

Jean-Michel Dumay

INSTANTANÉ L'ACCUSÉ, LE REGARD FIXÉ SUR L'ARRÊT DE RENVOI

Le 14 mai de Nuremberg n'a pas gagné Maurice Papon. Ce « mal » évoqué par M. Jean-Marc Varaut, « cette somnolence qui guette lors des interminables lectures de documents écrits », n'a pas encore saisi l'accusé. Impassible, l'ancien ministre est demeuré tout ouïe, lundi 13 et mardi 14 octobre, durant les sept heures de lecture des cent soixante-neuf pages de l'acte d'accusation.

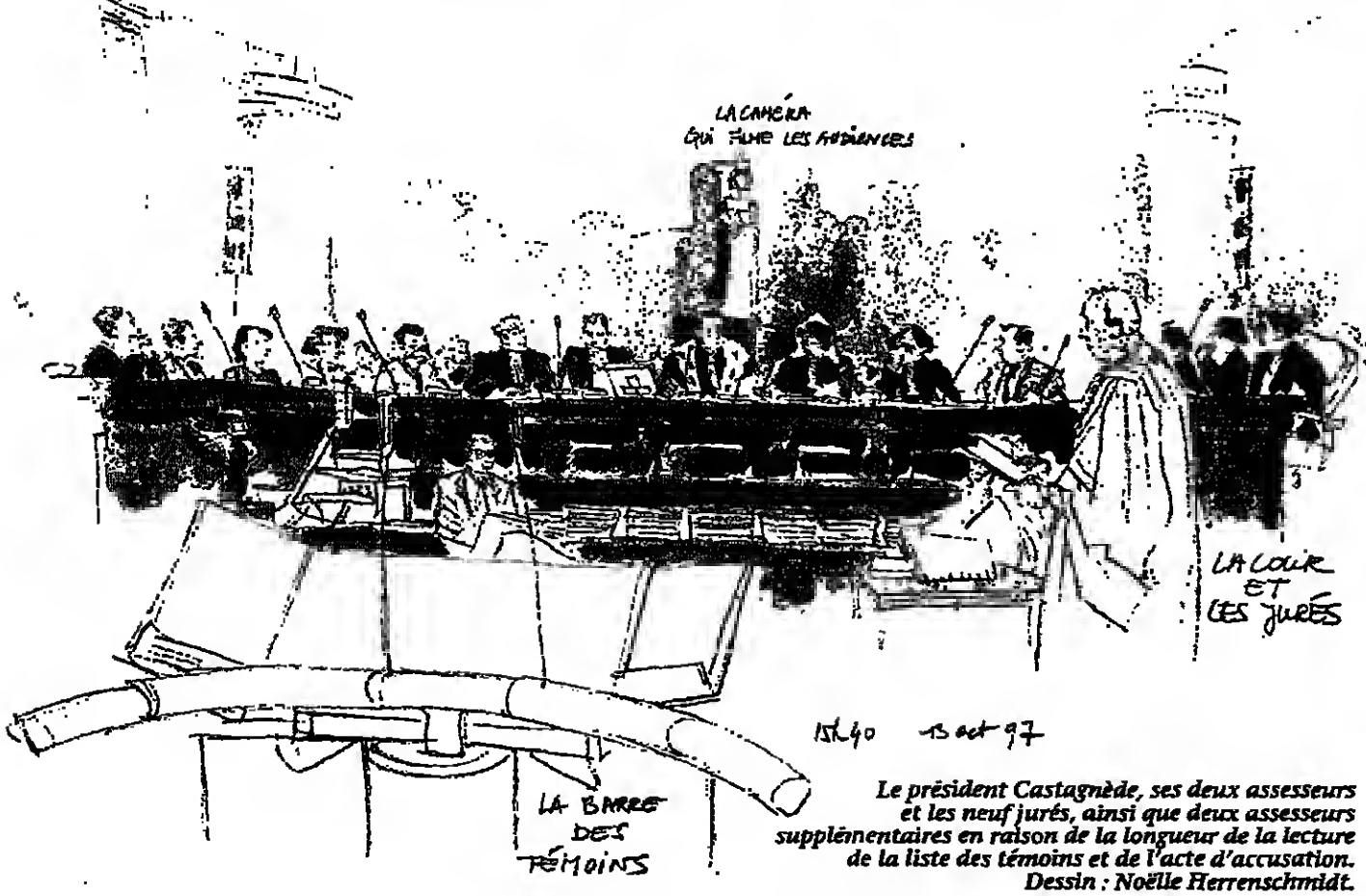
Calé sur sa chaise, bras croisés, l'ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux a tout d'abord écouté le rappel de la procédure, lunettes au repos, couchées sur la copie de l'arrêt que les deux greffières lisaient. Puis, au « rappel des faits », il s'est penché sur son dossier, a chaussé sa monture, cette fois, pour accompagner la lecture. « A la suite de l'armistice signé entre la France et l'Allemagne... » L'ancien fonctionnaire écoute. Attentif. Stylo en or à la main, il souligne consciencieusement une phrase, corrige une virgule, sans trembler. Longtemps, son visage demeure dans sa main gauche, qui,

parfois, glisse en arrière pour caresser les cheveux blancs. Rarement, en signe de dénégation, il secoue la tête. Mais lorsque cela se produit il entoure calmement le passage, pour repérer. Plus tard, il y reviendra.

En dehors du texte accusateur, Maurice Papon n'a point de regard. Des jurés l'observent, des magistrats le fixent. Mais il n'y prête pas attention. On évoque les convois : « 18 juillet 1942, 161 personnes ; 26 août 1942, 443 personnes ; 21 septembre 1942, 71 personnes... » Stylo sur les lèvres, les yeux cloués sur les mots, il ne bronche pas.

Puis viennent les pages de la responsabilité. « Maurice Papon ne saurait soutenir qu'il n'était qu'un fonctionnaire subalterne... » L'ancien secrétaire général de la préfecture annote encore, corrige, souligne un mot. Ou bien, délicatement, feuillette la copie. « Par ces motifs (...) dit en conséquence qu'il résulte de l'instruction charges suffisantes contre Maurice Papon d'avoir commis des crimes contre l'humanité... » Mais, déjà, l'ancien ministre a fermé son dossier, rebouché son stylo et rangé ses lunettes. Comme pour quitter son bureau. Sans une once d'inquiétude, sans plus d'énervement.

J.-M. Dy



Le dilemme des historiens cités à comparaître

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Y aller ou pas : tel est le dilemme que pose aux historiens la citation à comparaître, à titre de témoins, au procès de Maurice Papon. Au sein d'un même laboratoire du CNRS - en l'occurrence l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), le plus directement concerné par la période - diverses attitudes se font jour. Tandis que Marc-Olivier Baruch, auteur d'une thèse magistrale sur l'administration française sous Vichy, sera entendu, à la demande du ministère public, le 28 octobre, Henry Roussio, directeur de l'IHTP, cité par la défense pour le 24, a opposé, par lettre, un « refus de principe » fondé « sur des considérations d'éthique ». « Je ne condamne pas le procès, dit l'auteur du Syndrome de Vichy, mais j'adapte la même attitude que lorsque certaines parties civiles du procès Toubert m'avaient demandé de témoigner. Ce qu'on attend des historiens - suppléer au fait que les jurés n'ont pas connu cette époque en restituant un contexte - est selon moi une responsabilité écrasante. »

Pourquoi, dès lors, avoir participé cet été, dans les colonnes de Libération, à une table ronde d'historiens afin de discuter du cas de Raymond et Lucie Aubrac - débat que d'autres historiens ont pu considérer comme formant une sorte de tribunal ? « Primo, répond Henry Roussio, je ne connais pas beaucoup de tribunaux où c'est l'accusé lui-même qui convoque la cour (...), comme l'a fait Raymond Aubrac. Il s'agissait d'un échange même vif entre des historiens et des résistants sans qu'il n'y ait ni jugement ni verdict et qui a permis, de surcroît, de réfuter des calomnies totalement infondées ».

M. Roussio considère-t-il le fait d'être cité par la défense comme une forme d'instrumentalisation ? « Avoir été cité sans en avoir été informé au préalable et avec publicité me pose un problème, reconnaît-il. Plus généralement, si je ne me présente pas devant la cour d'assises, c'est parce que le travail des historiens sur Vichy a consisté depuis près de vingt-cinq ans à sortir de la rhétorique, de la condamnation et du plaidoyer. Etant donné qu'il n'existe

pas de déontologie écrite de l'historien, je précise qu'il s'agit d'une éthique. Je ne cherche nullement à l'imposer à d'autres. »

« Ce qu'on attend des historiens est, selon moi, une responsabilité écrasante »

Pour sa part, Maurice Rajfus, auteur de plusieurs livres sur le camp de Drancy ainsi que sur l'Union générale des Israélites de France (UGIF), lui aussi cité à la demande de M. Jean-Marc Varaut, l'un des avocats de Maurice Papon, estime qu'il y a quelque indécence à faire témoigner un fils de déporté. « Que penser alors de l'utilité des procès pour l'avancement de la recherche historique ? » Parce qu'il est encore inscrit dans l'événement de la deuxième guerre mondiale, Nurem-

berg est un cas à part, estime Henry Roussio. Les grands procès de Vichy - à commencer par celui de Pétain - ont donné matière à des ouvrages, soit sur le mode du réquisitoire, soit sur le mode du plaidoyer. Il faudra attendre les années 70 - notamment le livre de Robert Paxton [qui sera entendu à Bordeaux le 27 octobre, NDLR] - pour ramper avec cette vision des choses et permettre une analyse beaucoup plus approfondie du régime et une mise au jour de ses responsabilités que la logique des procès d'épuration n'avait pu permettre. »

Plusieurs historiens devaient cependant venir témoigner : Philippe Burin (le 24 octobre), René Rémond (le 10 novembre), André Kaspi (le 28 novembre), Michel Bergès (le 1^{er} décembre), Henri Amouroux viendra le 25 octobre. Le témoignage de Denis Peschanski a été annulé. Elle Wiesel (le 28 novembre) et Samuel Pizar (le 26 novembre) ainsi que le grand rabbin Joseph Sitruk (le 8 novembre) devraient également être entendus lors du procès de Maurice Papon.

Nicolas Weil

Une errance en suspens

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Christophe Lacroix, le directeur de l'hôtel La Réserve, de Pessac, ayant notifié, par avocats interposés, à Maurice Papon de quitter la chambre qu'il occupait depuis dimanche 12 octobre, la question de l'hébergement de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde s'est posée tout au long de l'après-midi du mardi 14 octobre, en marge et à l'intérieur du palais de justice. M. Lacroix a justifié sa décision par l'insécurité et les troubles engendrés par la présence de M. Papon dans son établissement. En plus des deux manifestations organisées, lundi, devant La Réserve, le directeur de l'hôtel fait état des nombreux coups de téléphone anonymes aux membres de son personnel, les traitant de « colabros », « fascistes », « nazis ».

Dès son arrivée devant le palais de justice, M. Jean-Marc Varaut, l'un des défenseurs de Maurice Papon, a lancé une annonce à destination des journalistes présents : « Cherchez maison isolée, quatre chambres pour le service de sécurité

et un minimum de restauration. » Au début de l'audience, M. Varaut a évoqué « la situation quasi dramatique » de son client. « Il faut que cela cesse, avertissait alors le président de la cour. Laissons dehors tout ce qui peut troubler la sérénité des juges (...) Ce qui est clair dans l'esprit des juges, c'est que Maurice Papon doit comparaître et que les difficultés matérielles doivent être surmontées. »

A la sortie de l'audience, M. Varaut a mis en cause les manifestations « organisées par le Parti communiste et les parties civiles » pour « transformer une fois de plus la présomption d'innocence en présomption de culpabilité ».

J.-A. F.

L'Ecole des arts et métiers ferme deux centres à la suite de séances de bizutage

Un rapport de l'inspection décrit les nombreuses violences intervenues à la rentrée

Deux des sept centres de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (Ensam), à Cluny et à Lille, ont été fermés, mardi 14 octobre. Une mis-

sion de l'inspection générale de l'éducation nationale fait état de violentes séances de bizutage intervenues fin septembre : « pompes,

hurlements et vociférations, cérémonies rituelles avec feu purificateur, le tout dans un climat de gigantesque chahut et de beuveries ».

GUY GAUTHERIN, directeur général de l'Ecole nationale des arts et métiers (Ensam), a décidé, mardi 14 octobre, de fermer temporairement deux des sept centres de l'établissement, ceux de Cluny (Saône-et-Loire) et de Lille (Nord), qui accueillent chacun environ trois cents étudiants, pour non-respect des instructions ministérielles concernant le bizutage, appelé « usinage » dans cette grande école. A l'issue d'une mission menée à Cluny, l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (Igaen) conclut dans un rapport en date du 10 octobre : « Suite à une période récente d'usage, une décision de fermeture temporaire peut être considérée comme justifiée. Une telle décision pourrait constituer un "électrochoc" salutaire ».

Le rapport de l'inspection précise que « cette décision devrait être assortie de la réouverture du centre, avec l'engagement formel de ne plus participer en aucune façon aux pratiques réprouvées de l'usage, sous peine de sanctions disciplinaires immédiates et éventuellement de poursuites pénales ».

Les inspecteurs de l'Igaen soulignent que, du 25 septembre au 4 octobre, les étudiants de première année ont été « usinés » par les secondes années : « Pompes, hurlements et vociférations, troubles

répétés et prolongés apparus au sommeil des élèves, longéage des murs, séances variées d'initiation » ; mais aussi « cérémonies rituelles avec cagoules et feu purificateur, séances de demande d'intégration, séances de pardon, le tout dans un climat de gigantesque chahut et de beuveries ».

« PRISE DE CONSCIENCE »

« Il faut qu'une prise de conscience intervienne », nous a déclaré Sébastien Royal, ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire, qui a obtenu la création d'un délit de bizutage dans le projet de loi sur la délinquance sexuelle (Le Monde du 3 octobre). « M. Gautherin a toujours désapprouvé le bizutage. Aujourd'hui, il est soutenu par le ministère », ajoute M. Royal, qui regrette que la Société des anciens élèves de l'Ensam continue de cautionner les pratiques de l'usage considérées comme partie intégrante de la « culture gad'zarkie » (les élèves de l'Ensam sont surnommés « gad'zarks »).

Dans une lettre adressée le 7 octobre à la Société des anciens, les enseignants du centre de Cluny dénoncent la pression exercée sur les nouveaux étudiants et l'utilisation de la violence comme forme de sélection : « Les élèves de nos centres Ensam ne peuvent pas se résoudre à orter leurs usinages parce qu'ils

sont persuadés qu'ils ne pourront bénéficier d'aucun des services de votre association si d'aucun des effets de la "fraternité" s'ils n'ont pas été usinés. Les enseignants de mandent, en vain, à la Société des anciens « de déclarer publiquement qu'il n'est pas nécessaire d'avoir été usiné pour être admis parmi les membres de la Société et que vous refuserez l'adhésion à votre Société de tout élève qui aura organisé et participé à des usinages après le 7 octobre ».

Le numéro vert SOS-bizutage, mis en place par le ministère de l'éducation nationale, a reçu ces dernières semaines de nombreuses plaintes de victimes ou de parents de victimes de l'usage. Pour M. Gautherin, « la fermeture doit durer le temps que les élèves réfléchissent réellement à une modification de la transmission des valeurs Arts et Métiers de façon à éviter tout amalgame et toute confusion ». En revanche, Jean-Paul Prachet, directeur du centre de Lille dit « ne pas avoir constaté de faits répréhensibles. Je ne comprends pas pourquoi

le ministère nous a choisis ». Pourtant, des élèves indiquent que des séances d'usage ont encore eu lieu lundi 13 octobre. « Il y a une véritable pression psychologique, on est obligé d'accepter, sinon on est exclu de toute la vie associative et de l'annuaire des anciens », explique un étudiant.

Le rapport de l'Igaen sur le centre de Cluny note « des positions diverses » parmi les élèves : « Parmi les premières années, certains se déclarent prêts à se révolter ouvertement si l'on prétend leur imposer à nouveau des pompes et autres exercices. On rencontre aussi des élèves justifiant l'usage et même le revendiquant comme un droit et un moyen d'accéder à une véritable supériorité, une fois sortis de l'école. On sent également des lignes de partage chez les élèves de deuxième année y compris parmi les "grands maîtres". Il est certain que le débat ouvert sur l'usage et la tradition peut faire se lézarder une solidarité et une unité que l'on aurait pu croire naguère sans faille. »

Sandrine Blanchard

Perquisition à l'hôtel de région des Pays de la Loire

LA POLICE JUDICIAIRE DE NANTES a effectué, mardi 14 octobre, une perquisition dans les bureaux de l'hôtel de région des Pays-de-la-Loire, à la demande du juge d'instruction Jean-Pierre Pétillon. Cette opération a été conduite dans le cadre de l'information judiciaire contre X pour faux et usage de faux, abus de confiance, prise illégale d'intérêts et octroi d'avantages injustifiés ouverte, en juin, à l'issue d'une enquête préliminaire consécutive au rapport de la chambre régionale des comptes des Pays-de-la-Loire portant sur la gestion du conseil régional entre 1994 et 1996. Les magistrats avaient relevé deux types d'irrégularités : la passation de marchés publics sans appel d'offres pour l'impression du Journal des Pays de la Loire et la prise en charge de dépenses personnelles du président, Olivier Guichard (RPR), et du directeur général de l'époque, Jean Cuvelier. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ HÔPITAUX : l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (Anaes) a été officiellement installée, mardi 14 octobre, par Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. L'Anaes a pour mission de mettre en place un système d'accréditation de tous les établissements de santé publics et privés et d'élaborer des normes de bonne pratique médicale, pour la médecine de ville et hospitalière.

■ UNIVERSITÉS : les étudiants de la section d'activités physiques et sportives (Staps) de l'université Paul-Sabatier de Toulouse ont décidé, mardi 14 octobre, de reconduire le mouvement de grève illimitée engagée depuis une semaine. Ils s'insurgent contre certaines « anomalies » relevées dans les résultats aux examens. La coordination, qui regroupe 2 000 étudiants à Toulouse et à Rodez, proteste également contre les « moyens insuffisants » attribués à l'UFR-Staps. Par ailleurs, plus d'un millier d'étudiants en Staps à Montpellier sont eux aussi en grève, depuis le 6 octobre, pour dénoncer leurs conditions d'études et obtenir la construction de nouveaux bâtiments, bloquée à la suite d'un conflit entre le maire de la ville, Georges Frêche, et le président de l'université, Yves Loubatières.

■ HARKIS : Abdelkrim Klech, le porte-parole des fils de harkis en grève de la faim sur l'esplanade des Invalides à Paris, a été emmené, mercredi 15 octobre dans la matinée, à l'Hôtel-Dieu par le SAMU en raison de son « état de faiblesse », a indiqué la préfecture de police. M. Klech avait poursuivi, avec trois autres personnes, le mouvement de grève de la faim arrêté, le 6 octobre, par six fils de harkis après quarante-cinq jours de jeûne.

« Le double jeu » supposé de Michel Junot, sous-préfet à Pithiviers en 1942 et 1943

MICHEL JUNOT, ancien adjoint de Jacques Chirac à la mairie de Paris de 1977 à 1995, poursuivait plusieurs organes de presse, dont Le Monde, mardi 14 octobre, devant le tribunal correctionnel de Paris. M. Junot, âgé de quatre-vingt-un ans, entendait se défendre des soupçons pesant sur lui à propos de son rôle sous l'Occupation. Parmi les organes de presse poursuivis, figuraient également Libération, Le Parisien, La République du Centre, Le Courrier de l'Ouest, Sud-Ouest, Le Maine libre, ainsi que France-Info. M. Junot avait en outre engagé des poursuites contre un élu communiste de la capitale, Henri Malberg, qui l'avait mis en cause devant le Conseil de Paris.

La dix-septième chambre, présidée par Martine Ract-Madoux, s'est longuement penchée sur le passé de M. Junot, sous-préfet à Pithiviers (Loiret) en 1942 et 1943. A l'époque, deux camps d'internement fonctionnaient dans la région, Beaune-la-Rolande et Pithiviers. Les juifs étaient ensuite conduits, par convois ferroviaires, vers le camp de Drancy, en Seine-Saint-Denis, ou directement à Auschwitz.

POINT D'HISTOIRE

Le haut fonctionnaire supervisait-il la « bonne marche » des camps ? Jouait-il un rôle quelconque dans l'organisation des convois ? Dans son édition du 14 février, Le Point avait publié une enquête consacrée à ce sujet. Cette enquête s'appuyait en partie sur des documents de 1942, issus des archives locales. Mais Le Point avait par la suite publié un éditorial nettement en retrait et M. Junot n'avait pas poursuivi l'hebdomadaire. En revanche, il avait porté plainte contre d'autres médias, prévenus d'avoir repris ces informations.

Devant le tribunal, il s'est dit victime d'un « lynchage médiatique ». S'adressant au journaliste de France-Info Bertrand Gallicher, M. Ract-Madoux a elle-même reproché aux médias d'avoir repris les affirmations de l'hebdomadaire : « On ne suspecte jamais le travail des confrères, a-t-elle regretté. Petit à petit, la rumeur gagne tous les médias et il n'y a plus moyen de l'arrêter. » En l'occurrence, il ne s'agissait pas d'une rumeur mais d'un point d'histoire, qui fait l'objet de multiples recherches. Dans un article publié dans Le Monde (daté 2-3 février), notre collaborateur Régis Guyotat avait fait une synthèse

de cette affaire. Il avait notamment rappelé qu'en 1991 un procès en diffamation avait opposé M. Junot à La République du Centre. L'ancien haut fonctionnaire avait obtenu gain de cause.

Evocant de nouveau sa carrière de sous-préfet à Pithiviers, ce dernier a déclaré : « Les affaires de déportation sont abominables et tragiques. J'ai toujours été particulièrement sensible aux drames des persécutions raciales. Mes meilleurs amis étaient de ma juive et je suis allé en prison en 1940 pour aide et assistance à des juifs. » L'ancien haut fonctionnaire a indiqué qu'à l'époque il jouait en fait un « double jeu » et faisait partie d'un réseau de résistance lié au Bureau central de renseignements et d'actions (BCRA).

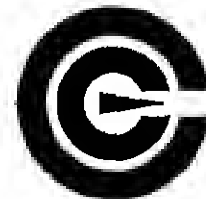
Cet argument est également contesté. Lucie Aubrac, figure de la Résistance, a rappelé au tribunal que la Libération un conflit très violent avait opposé M. Junot aux responsables de la nouvelle administration du Loiret. M. Junot avait alors été désavoué mais M. Aubrac a dit ignorer les raisons de cette mise à l'écart.

Concernant la déportation des juifs, M. Junot a assuré qu'il n'avait « rien à voir avec la gestion des camps », placés, selon lui, sous la responsabilité directe du préfet d'Orléans. M. Junot a souligné qu'il s'occupait « seulement » du maintien de l'ordre à l'intérieur. Mais ces propos ont été contestés par deux historiens, cités comme témoins. L'un d'eux, François Verry, a fait référence aux archives départementales pour certifier que M. Junot était bien en relations avec les responsables des camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande. « Je pense que M. Junot a essayé d'imposer son intervention dans ces camps », a insisté M. Verry. Il a également émis des doutes sur la théorie du « double jeu » avancée par le plaignant.

L'avocat du Monde, M. Yves Baudelot, a contesté le caractère diffamatoire de l'article incriminé. « A aucun moment, il n'y a un jugement de valeur sur M. Junot », a précisé M. Baudelot. Selon l'auteur, Régis Guyotat, il s'agissait juste d'un « compte-rendu », très « factuel ». Notre collaborateur était bien placé pour traiter ce sujet : il avait été à l'origine des articles parus en 1991 dans La République du Centre. Jugement le 25 novembre.

Philippe Broussard

CARMIGNAC GESTION



Madame, Monsieur,

Paris, le 14 octobre 1997

Confortant les craintes que je vous exprimais cet été, le Parlement s'apprête à adopter sans états d'âme dans les prochaines semaines le Plan Strauss-Kahn de Découragement de l'Épargne.

Sous le couvert de rééquilibrer la fiscalité entre le travail et l'épargne, ce plan lamine les économies constituées sur ressources individuelles pour suppléer à la faillite programmée des régimes de retraite. Il est en effet de notoriété publique que tant le régime général de la sécurité sociale que les différents régimes complémentaires ne pourront maintenir d'ici cinq ans les prestations à leur niveau actuel.

L'emploi repartira-t-il pour autant ? Nous en doutons. La perspective des 35 heures et du rétablissement de l'autorisation préalable de licenciement alourdira encore le coût du travail. Avant de financer sur fonds publics un programme de recrutement pour vingt-six tâches toutes plus fantaisistes les unes que les autres, notre Gouvernement devrait méditer sur les raisons pour lesquelles la France est le seul pays d'Europe où le secteur privé n'a pas créé d'emplois nets depuis plus de dix ans.

On continue à favoriser l'exode des cerveaux et des capitaux. C'est naturellement un gâchis déplorable pour tous. C'est aussi notre regret de ne pouvoir consacrer autant de capitaux que nous le souhaiterions au financement du talent entrepreneurial de notre pays.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Edmond CARMIGNAC

CARMIGNAC GESTION : 24, Place Vendôme, 75001 PARIS Tél. 01 42 86 53 53 - Fax 01 42 86 52 10

DISPARITIONS

■ **GEORGE MALCOLM**, clavicéliste, chef de chœur et chef d'orchestre anglais, est mort à Londres, vendredi 10 octobre, à l'âge de quatre-vingts ans. Né le 28 février 1917 à Londres, après des études au Royal College of Music de Londres, il est nommé en 1947 maître de musique de la cathédrale de Westminster. Son travail comme chef de chœur, consacré notamment au développement des voix de garçons, est admiré par Benjamin Britten qui lui dédie sa *Missa Brevis*. George Malcolm crée cette œuvre en juillet 1959, juste avant de démissionner de Westminster. Clavicéliste virtuose, il joue avec les plus grands artistes de son temps, comme Julian Bream ou Yehudi Menuhin, et participe au mouvement de renouveau de la musique baroque. Ses enregistrements de l'art de la fugue et des Concertos brandebourgeois de Bach sont de grands succès. Il grave aussi des œuvres chorales de Britten et des pièces de Purcell, Haendel et Poulenc. Comme chef d'orchestre, George Malcolm a été directeur artistique du Philomusica of London de 1962 à 1966, puis chef associé du BBC Scottish Orchestra de 1965 à 1967.

■ **ALBERT DÉROZIER** est mort jeudi 9 octobre à l'âge de soixante-quatre ans. Né à Lyon en 1933, il était un des spécialistes du XIX^e siècle espagnol. Professeur agrégé à l'université de Franche-Comté, il a encouragé et dirigé de nombreuses thèses de doctorat sur cette période. Il était lui-même auteur de plusieurs ouvrages dont *Histoire politique et histoire des idées aux XVIII^e et XIX^e siècles* (Belles Lettres, 1975) et *Manuel José Quintana et la naissance du libéralisme en Espagne* (Belles Lettres, 1970). Il avait été secrétaire général de la Société des Hispanistes Français de l'Enseignement supérieur de 1970 à 1977.

NOMINATIONS

AGROALIMENTAIRE
Dominique Chardon, secrétaire général de la FNSEA, a été élu, jeudi 9 octobre, président de la Société pour la promotion et l'exportation des produits agricoles (Sopexa) en

remplacement de Jacques Chambrault, démissionnaire.

JNé le 16 juin 1946 à Lignières-de-Touraine (Indre-et-Loire), Dominique Chardon est exploitant agricole (pêches, abricots, nectarines) dans le Gard. Il est secrétaire général de la FNSEA depuis mars 1996 et membre du Conseil économique et social. Il préside la Fédération départementale des syndicats agricoles du Gard ainsi que la coopérative fruitière et légumière Coviad. Il a contribué depuis quelques mois à faire évoluer la FNSEA vers une approche plus réaliste et plus redistributive des aides publiques, françaises et européennes, à l'agriculture.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le service de presse de l'Élysée a annoncé, mardi 14 octobre, la nomination, à compter du jeudi 16 octobre, d'Olivier Duthéillet de Lamotte comme secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Il remplace Jean-Pierre Denis (lire page 6).

JNé le 10 novembre 1949 à Neuilly-sur-Seine, Olivier Duthéillet de Lamotte est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Entré au Conseil d'État à sa sortie de l'ENA, en mai 1975, il est, de juillet 1979 à mai 1981, conseiller technique au cabinet de Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale. En avril 1985, il devient conseiller juridique à la direction générale de l'aviation civile avant d'être, en avril 1986, conseiller auprès de Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. En septembre 1987, il est nommé directeur des relations du travail au ministère de l'emploi en remplacement de Martine Aubry. Olivier Duthéillet de Lamotte a conservé cette fonction jusqu'au 19 mai 1995, où Jacques Chirac, au lendemain de son installation à l'Élysée, l'a nommé conseiller social à la présidence de la République.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 11 octobre sont publiés :

● **Droits de scolarité** : un arrêté fixant les taux des droits de scolarité dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie ; un arrêté fixant le taux du droit de scolarité dans les instituts universitaires de formation des maîtres.

● **Dissolutions** : un décret portant dissolution du conseil municipal de Puyvalador (Pyrénées-Orientales) ; un décret portant dis-

solution du conseil municipal de Vob (Nouvelle-Calédonie).

● **Catastrophe naturelle** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

● **CCI** : un décret relatif aux élections des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie en 1997.

● **Décentralisation** : un arrêté fixant les bases de calcul de la contribution due par les communes en contrepartie des missions d'aide technique à la gestion communale qu'elles confient aux directions départementales de l'équipement.

● **Tresor** : la situation résumée des opérations du Trésor au 31 août 1997.

Au Journal officiel du dimanche 12 octobre sont publiés :

● **Prélèvements** : un décret relatif aux règles de sécurité sanitaire applicables à tout prélèvement d'éléments ou toute collecte de produits du corps humain et à leur utilisation à des fins thérapeutiques, à l'exception des gamètes, du sang et de ses composants et de leurs dérivés, ainsi que des réactifs.

● **Longues maladies** : un arrêté modificatif relatif à la liste des maladies donnant droit à l'octroi de congés de longue maladie. Sont ajoutées : la tuberculose, les maladies mentales, les affections cancéreuses, la poliomyélite aiguë, le déficit immunitaire grave et acquis.

● **Sécurité sociale** : un arrêté portant nomination au conseil d'administration du Centre national d'études supérieures de Sécurité sociale.

Au Journal officiel daté lundi 13-mardi 14 octobre 1997 sont publiés :

● **Médecine** : un décret modificatif fixant l'organisation du troisième cycle des études médicales et relatif à l'épreuve pratique du certificat de synthèse clinique et thérapeutique.

● **Privatisations** : un décret modificatif pris pour l'application de la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisation. Il permet de procéder dans des conditions juridiques claires à la restructuration d'entreprises intéressant la défense nationale.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Jean-Louis RENAUD et M^{me} née Juliette FAVREUL ont l'immense joie de faire part de la naissance de

Gaspard et Tangy, le 4 septembre 1997, à Paris.

Décès

Le directeur, Et les membres du Laboratoire de psychologie clinique et de psychopathologie,

Le directeur, Et les personnels de l'Institut de psychologie, université René-Descartes-Paris-V, ont la profonde tristesse de faire part du décès brutal de

Roberta BETTINI-MOREAU, assistante en psychologie clinique, survenue le 13 octobre 1997.

La Fédération des internés et déportés résistants - Paris a le regret de faire part du décès de son président, le

général André BOUCHARDON, ancien commandant de la Garde républicaine de Paris, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palme, médaillé de la Résistance, ancien déporté résistant,

survenue le 11 octobre 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris-4.

FIDR, 2, place Baudoyer, 75004 Paris.

Georges Chamotet, son épouse, Josiane Atuel, recteur de l'académie de Dijon, chancelier des Universités, sa fille, Jean-Claude Amel, doyen de faculté à l'université Paris-XII, son gendre, Laurence-Armelle Amel, sa petite-fille, Les familles Chamotet, Bellegu, Amel, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne Edmonde CHARNOTET, née BELLEGU, le mercredi 8 octobre 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille, 51, rue Monge, 51000 Dijon.

M^{me} Paulette Harambourg, son épouse, Lydia et Philippe Scordia-Harambourg et leur fille Clotilde, Alain et Evelyne Harambourg et leur fille Pauline, Ses enfants et ses petits-enfants, André Moine, son beau-frère, Ses belles-sœurs, nièces et neveux, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Georges HARAMBOURG, violoniste, survenue à Paris, le 12 octobre 1997, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 16 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, à Paris-1^{er}.

Priez pour lui, 132, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, 3, place des Pyramides, 75001 Paris.

Les familles Helmbacher, Coriol, Ajoux, Besset, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne HELMBACHER, née AJOUX, survenue le 9 octobre 1997 et de

Xavier HELMBACHER, son époux, survenue le 10 octobre.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le président de l'université Joseph-Fourier-Grenoble-I, Et les membres du bureau, Le directeur de l'Institut Fourier de Grenoble-I, Et l'ensemble des personnels, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Joseph KLEIN, Professeur de mathématiques à l'université Joseph-Fourier-Grenoble-I de 1961 à 1982, vice-président de l'université Joseph-Fourier de 1977 à 1978 et membre du conseil de l'université pendant de nombreuses années, secrétaire-trésorier des Annales de l'Institut Fourier de 1965 à 1975.

Marguerite Laborde, née Bosson, son épouse, Françoise, Jean-Marie et Marie-Claire, ses enfants,

Laurent, François, Isabelle, Thomas, Sophie, Pierre et Nathalie, ses petits-enfants, Et les familles Laborde, Chaitin-Chaitin et Florence, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LABORDE, professeur de mathématiques, auteur des premières Tables numériques calculées par ordinateur, survenue dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le 8 octobre 1997, au cimetière du Grand-Sablon, à Grenoble.

Ni fleurs ni plaques mais des dons pourront être envoyés au Secours populaire français.

14, rue Blériot, 38100 Grenoble.

Daniel et Magdeleine Léon, Nicole et Michel Locquin, Françoise et Pierre Le Chevalier, ses enfants, Ses onze petits-enfants et ses vingt et un arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques LÉON, née Yvonne LAMBERT, chevalier de l'ordre national du Mérite, décédée le 3 octobre 1997.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

15, rue Anatole-France, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire, 54, avenue Diderot-Camus, 59290 Wasquehal, Puygauthier, 24750 Marsac-sur-Aveyron.

Le président, Et les personnels de l'université Paris-Dauphine, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Patrice LORET, enseignant de mathématiques et d'informatique, directeur du Centre informatique inter-UFV, survenue subitement, dans sa cinquante-deuxième année, le 17 août 1997.

Il s'associe à l'émotion ressentie par ses proches et ses nombreux étudiants et présente à sa famille leurs plus sincères condoléances.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Alexander A. MESSING-MIERZEJEWSKI, survenue le 27 septembre 1997, à Mamarnock (New York), après une longue maladie.

De la part de M^{me} Maryse Messing-Mierzejewski, née Quézé, ses enfants, M. et M^{me} Didier Jeanmaire, née Anyvonne Messing-Mierzejewski, et M^{me} Corbelle Messing-Mierzejewski, ses petits-enfants, Frédéric, Lorraine et Caroline Jeanmaire, Et de toute la famille, 360 East 55th Street, New York, NY 10022.

L'UFV de l'académie d'Alsace-Moselle se recueille dans une même pensée pour

Marie-Simone MORTIER-ROUAT, inspecteur de l'Éducation nationale. Elle demeurera pour tous un exemple de courage allié à l'humour. Notre globe-trotter vogue vers les étoiles.

Laurence Isabelle RAPPO nous a quittés le dimanche 5 octobre 1997, dans sa trentième année.

Elle repose au cimetière de Chanzy (Grenoble).

De la part de Michel et Jeanne Rappo (née Friedrich), Jean-Luc et Anne-Marie Pons (née Schmidt), Philippe, Natacha (née Rappo), Lisa et Alix Vanhoudaghem.

M^{me} Marie-Jeanne RUGGIU, survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité, le 13 octobre 1997.

La famille remercie très sincèrement les personnes qui prendront part à sa peine.

Avis de messe

La messe quotidienne célébrée en la cathédrale Notre-Dame de Paris le vendredi 17, à 12 heures, sera l'occasion de marquer la Dixième Journée mondiale du refus de la violence, initiée par le Père Joseph Wresinski, le 17 octobre 1987.

Anniversaires de décès

Il y a vingt-cinq ans, le 16 octobre 1972, A. Bernard LINDENBERG, directeur scientifique au CNRS, nous a quittés.

Basamie et ses enfants rappellent son souvenir.

Conférences

« La guerre et la ville : historique, actualité et perspectives » par le colonel (H) Jean-Louis DUFOUR, le lundi 20 octobre 1997, à 18 heures.

5, rue de l'Abbaye, Paris-VI. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La guerre et la ville à travers les âges ».

Colloques

XIV^e colloque « Ferret » Le XIV^e colloque annuel « Ferret » organisé par l'Ordre maçonnique mixte international « Le Droit Humain » a lieu les 18 et 19 octobre, à Mulhouse, sur le thème :

LES NOUVEAUX HORIZONS DE L'ÉTHIQUE

Propos sur l'éthique du vivant Participation sur invitation « Le Droit Humain » Fédération française, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

Expositions

Mémoire de timbre-poste Musée de la poste de Paris Jusqu'au 31 octobre

« Mémoire de timbre-poste » présente cent trente projets de timbres refaits et quarante maquettes originales acceptées de 1924 à 1938. Un éclairage original d'une époque à travers des œuvres montrées au public en majorité pour la première fois.

Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-42-79-23-00. Ouverture tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 18 heures. Entrée : 25 francs. Catalogue de 90 pages illustré en noir et blanc, 100 francs.

Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 16 octobre, à 20 h 30 : débat sur « Médias et pouvoir » avec Dominique Laury et C. Hampel, journalistes. Tél. : 01-42-71-68-19.

Lisez l'hébreu en deux heures : comprenez le langage biblique, dialoguez en israélien en dix séances (ou à distance). Toutes formations. Professeur Benadon : 01-47-97-30-22/06-60-57-30-22.

Thèses

Soutenance de thèse de M^{me} Kupfer Kury, sur : « Les personnages juifs dans La Comédie humaine de Balzac ». Université Paris-Sorbonne-Paris-IV, le 15 octobre 1997, à 15 heures, salle des Actes, sous la direction du professeur Jacques Neiray.

CARNET DU MONDE

Téléphones :

01-42-17-39-80

01-42-17-29-96

01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie 105 F

Abonnés et actionnaires 56 F

Mariages/naissances 70 F

Thèses étudiants 66 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde
EN POCHES

LES JEUNES

38 F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde
ÉDITIONS

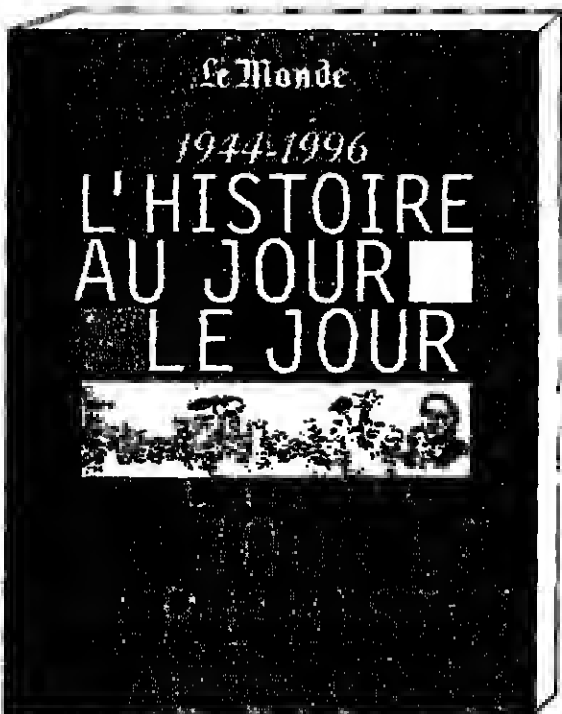
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944 - 1996

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE DU MONDE

La sélection des archives du *Monde* qui permet de revoir et de comprendre les événements qui ont fait l'histoire du demi-siècle, découpée sous trois rubriques : les relations internationales, les aires géopolitiques, la France.

Cette encyclopédie historique est composée des articles d'analyse les plus significatifs, d'une chronologie très détaillée, de nombreuses cartes en couleurs, et des illustrations tirées du *Monde*. L'index des noms de personnes, de lieux et des thèmes facilite les recherches du lecteur. Un livre de référence indispensable dans toutes les bibliothèques.

Les archives du quotidien au service de l'histoire



Le Monde
ÉDITIONS

1 242 pages - 400 F
En vente chez votre libraire
ou à défaut au Monde-Éditions,
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

Le Nord crée une banque pour l'emploi

La Caisse Solidaire vient d'ouvrir à Roubaix, sous l'impulsion du conseil régional. Chaque épargnant pourra soutenir le type de création d'entreprise de son choix

LILLE

de notre correspondant
Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, a inauguré, mardi soir à Roubaix, la Caisse Solidaire, premier établissement de crédit reposant sur des structures régionales et destiné à lutter contre le chômage et l'exclusion en aidant des projets ne pouvant bénéficier des circuits de financement classiques.

À la tête de cette banque, qui a pignon sur la grande rue de Roubaix, un ancien éducateur de quarante-neuf ans, Christian Tytgat, Roubaisien devenu par la suite formateur et aujourd'hui banquier. Le nouvel organisme, dont les principes avaient été établis en 1993, au moment de la réflexion sur le contrat de plan Etat-Région, débute avec un capital d'un peu plus de 15 millions de francs, le minimum pour un établissement de crédit, cinq salariés, et la bénédiction de tout le « who's who » économique, politique, associatif, culturel et sportif du Nord. Son objectif est de passer à 40 millions d'ici trois ans et de mobiliser cette épargne pour les porteurs de petits projets créateurs d'emplois.

A l'origine, il y a bien sûr la prise en compte d'une crise particulièrement dure dans une région où le chômage est 4 points au-dessus de la moyenne nationale. Pour compenser la perte des emplois industriels, les 7 000 créations annuelles d'entreprises ne suffisent pas. « Il en faudrait 11 000 », constate Christian Tytgat. Les aides à la création ne concernent que

20 % des projets. « Beaucoup jouent l'autonomie, peut-être par peur de se voir décourager », constate Christian Tytgat. Ce réseau d'aide repère chaque année 400 projets intéressants et viables, qui ne trouvent pas d'argent auprès des circuits classiques, ou ne le demandent pas, et travaillent dans une totale précarité. Ce sont ces gens-là qui nous intéressent, pourvu que leurs projets soient « labellisés » par nos réseaux et qu'ils acceptent aides et suivi. »

La réflexion a été engagée à partir d'exemples étrangers, comme la Compagnie Desjardins, au Québec, ou les sociétés à capital-risque montées par les syndicats québécois, l'Autobank des Verts à Francfort ou la Banque alternative suisse. Enfin, en France, l'exemple de la NEF (Nouvelle Économie fraternelle) à Bourdon-L'Archambault, près de Moulins (Allier), qui, avec un peu plus de 1 000 épargnants recrutés sur le plan national, a réussi à mobiliser plus de 30 millions de francs pour la lutte contre l'exclusion.

Christian Tytgat s'est aussi appuyé, et cela reste une des clés de voûte de l'édifice, sur les Cigales (Club d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne), particulièrement bien représentés dans le Nord (22 sur 150 en France), et enfin l'Autonomie et Solidarité, société à capital-risque qui regroupe 2 000 actionnaires et a réussi à mobiliser 8 millions dans une cinquantaine d'entreprises qui pèsent 700 emplois nouveaux.

La constitution du tour de table

de la Caisse Solidaire du Nord a été assez longue. Le Crédit coopératif, en s'engageant, a permis l'agrément de la Banque de France. Il fut le principal apporteur de capital (2,5 millions) après le conseil régional, qui a voté le dossier à la quasi-unanimité, le Front national étant seul à s'abstenir. La région a mis 6 millions dans la corbeille, dont 1 million de subvention pour l'aide au démarrage. D'autres organismes ont apporté le tiers de la dot par l'intermédiaire de la société à capital-risque Autonomie et Solidarité, de la Finorpa (société de reconversion des houillères), du Gipep (organisme paritaire pour l'emploi et le logement), pour les plus importants. Enfin, une quinzaine d'organismes universitaires, confessionnels, syndicaux ou de services ont pris des participations symboliques pour bien marquer leur engagement.

UN COMITÉ D'ÉTHIQUE VILLE

La Caisse Solidaire se lance donc à la recherche d'épargnants. Ceux-ci peuvent ouvrir un compte pour une période de deux ans minimum, et choisir un taux de rémunération entre 0 % et 2,5 %. Ils peuvent décider de l'affectation de leur capital entre quatre options : entreprises de services, artisanat ou industries ; développement en milieu rural ; associations ; libre affectation pour la banque. L'intégralité de leur capital est garantie par le Crédit coopératif, et la Caisse Solidaire s'engage sur une totale transparence de l'usage des capitaux. Enfin, un comité d'éthique sera chargé de veiller

chaque année au bon usage des fonds, à la transparence des investissements et à la bonne information des épargnants.

Une bonne cinquantaine de candidats au crédit se sont déjà présentés. Une petite vingtaine d'entre eux paraissent déjà éligibles. Ils ont tous été présentés par un membre du réseau. Ils peuvent prétendre à un crédit entre 30 000 et 150 000 francs à un taux de 8 %. Conditions à remplir : le passage du filtre des études et du comité d'engagement ainsi que l'acceptation du principe d'un suivi et la constitution d'un groupe de cinq à dix personnes qui se portent caution solidaire. « Nous pensons que pour ces petites sommes, ce n'est pas la mer à boire. Et il est difficile de croire qu'un qui ne serait pas capable de convaincre son entourage immédiat », plaide le nouveau banquier de Roubaix.

Le choix de cette ville ne doit évidemment rien au hasard. « Dans les nouveaux bâtiments d'Euralille, nous n'aurions pas eu l'air moulin. Ici, il y a 30 % de chômeurs, des besoins, mais aussi des moyens, une forte épargne, y compris populaire, et une forte créativité. » Le classement de la ville en zone franche a évidemment pesé dans ce choix, même si les bénéfices ne sont pas pour demain. Mais Christian Tytgat est prêt à engager les paris : « Au début du prochain millénaire, nous aurons des antennes ailleurs, à Valenciennes, à Lens-Liévin, à Calais, pour être plus près des réseaux et des besoins. »

Pierre Cherruau

L'Auvergne choisit la baisse des charges contre le chômage

CLERMONT-FERRAND

correspondant
« La réduction du temps de travail ne créera pas d'emploi. Il faut donc faire autre chose, c'est la vérité, c'est que le poids des charges dissuade les chefs d'entreprise d'embaucher », fort de ce constat, qu'il martèle depuis des mois, Valéry Giscard d'Estaing fait du conseil régional d'Auvergne un laboratoire à travers un programme « exceptionnel » d'aide à l'allègement des charges patronales sur les bas salaires. L'objectif affiché est de créer dans la région 2 000 emplois supplémentaires en deux ans. Présentant son projet lundi 13 octobre aux conseillers régionaux, réunis en session à Clermont-Ferrand, VGE n'a pas manqué d'ériger « les gouvernements successifs qui n'ont pris que des mesures partielles ». « La réalité, a-t-il déclaré, c'est que pour un salarié rétribué 6 600 francs au SMIC, l'employeur paie actuellement près de 3 000 francs de charges. Le mur du chômage tient à ce poids excessif. »

Le mécanisme d'aide régionale imaginé par VGE entend ramener à 10 % du SMIC les charges sociales pesant sur les bas salaires. La région ver-

sera une aide de 26 400 francs par emploi : 10 000 francs à la signature du contrat, 13 200 francs au bout d'un an, et enfin, deux ans plus tard, 3 200 francs, après avoir cependant vérifié le maintien de l'emploi. Avec ce système d'aide, les charges patronales s'atténuent plus que 10 % du coût du SMIC, c'est-à-dire 666 francs, la différence étant prise en charge par le conseil régional.

ÉVITER LA CHASSE AUX PRIMES

L'assemblée a posé quelques garde-fous pour s'assurer du succès de cette mesure : elle s'adresse aux entreprises de moins de cinq cents salariés, qu'elles soient industrielles, artisanales, commerciales, agricoles ou de services, à condition de recruter un salarié sous contrat à durée indéterminée et sans limitation d'âge. Pour Valéry Giscard d'Estaing, il faut cesser de diviser les gens au moment du recrutement : « Le chômage n'a pas d'âge. » Pour écarter toute tentative de chasse aux primes, l'aide se limitera à trois emplois par entreprise. Pour Bédic Hortefeux (RPR, Puy-de-Dôme), « l'Etat propose de créer 350 000 emplois

de sous-fonctionnaires avec tous les risques que cela suppose, la région, elle, a raison de choisir d'accrocher la création de 2 000 emplois-productifs dans les entreprises et non dans un secteur public déjà hypertrophié. »

Les socialistes auvergnats n'ont pas contrarié l'adoption de cette mesure expérimentale, une première dans une région française. Leur porte-parole, Albert Chabard (PS, Allier) s'est contenté de dénoncer « une mesure plus idéologique et électorale qu'économique à l'approche des échéances de 1998 ». Mais il a ajouté que, « partant du principe que rien ne doit être négligé en matière de création d'emploi, nous n'opposons pas de refus a priori ». La gauche plurielle (socialistes, communistes et une écologiste) s'est donc abstenue. De leur côté, les autres élus, Verts et Front national, ont voté contre le projet de la majorité UDF-RPR. Commentaire de Valéry Giscard d'Estaing, les yeux toujours rivés sur l'horizon national : « Si le résultat est bon, il pourra avoir une valeur d'exemple... ».

Brigitte Cante

Pas de leucémies infantiles excédentaires à la Hague

AUCUN CAS de leucémie infantile n'a été détecté sur le canton de Beaumoot-la Hague (Manche), entre 1993 et 1996. C'est ce qu'affirme l'épidémiologiste Alfred Spira (université Paris-Sud), qui présentait, lundi 13 octobre, aux ministres de l'environnement et de la santé les premiers résultats d'une étude épidémiologique portant sur le Cotentin. Cette conclusion relative à la leucémie a été publiée en janvier par le professeur Jean-François Viel (Le Monde du 11 janvier).

Après avoir constaté une augmentation des cas de leucémie infantile autour de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires de la Cogema à la Hague, sur la période 1978-1992, M. Viel avait trouvé une corrélation entre l'apparition de la maladie, la fréquentation des plages avoisinantes et l'ingestion de fruits de mer et en rendait directement responsable la radioactivité des lieux.

Cette conclusion fut vivement critiquée. Le gouvernement décida alors de confier à une commission des investigations complémentaires. Son rapport d'étape, rédigé sous la responsabilité d'Alfred Spira et de la radioécologiste Annie Sugier, de l'institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), sera rendu au printemps 1998. Toutefois, les informations recueillies par

l'Association du registre des cancers de la Manche montrent déjà que les excès de leucémie constatés s'inscrivent dans des fourchettes non significatives.

Sur le canton de Beaumoot-la Hague, quatre cas ont été enregistrés entre 1978 et 1996, contre 14 cas « attendus ». Une différence qui n'est pas probante. De même pour les dix cantons du Nord-Cotentin, où 33 cas ont été observés, contre 29,9 attendus. La commission va donc porter ses travaux sur d'autres types de cancers (thyroïdien notamment) et sur certaines malformations congénitales. A charge pour elle d'étendre ces recherches à l'ensemble des activités nucléaires françaises (civiles, militaires et médicales).

Par ailleurs, l'organisation écologiste Greenpeace a été déboutée, mardi 14 octobre, d'une plainte contre la Cogema, visant à faire cesser les rejets en mer de l'usine de la Hague. Le tribunal de grande instance de Cherbourg ayant estimé qu'elle n'avait pas d'intérêt à agir au civil, l'association a aussitôt déposé plainte au pénal. Le litige porte sur la taille - excessive pour les écologistes - des particules radioactives filtrées par Greenpeace au débouché de la canalisation.

H. M.

M. Gayssot souhaite rouvrir le débat sur le 3^e aéroport du Bassin parisien

LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, des transports et du logement, Jean-Claude Gayssot, a indiqué mardi 14 octobre devant la commission des finances de l'Assemblée nationale qu'il était favorable à la réouverture du débat sur la construction d'un troisième aéroport parisien décidée par le précédent gouvernement. Le site retenu était Beaulieu, près de Chartres. M. Gayssot, répondant à une question du député RPR du Val-d'Oise Jean-Pierre Delalande, a estimé qu'il fallait rouvrir la discussion du choix entre une meilleure utilisation des ressources existantes et la construction d'une troisième plate-forme. Sa collègue chargée de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, avait déclaré le 23 septembre, à la suite du feu vert donné à l'extension de Roissy, qu'« il serait vraiment tout à fait réaliste d'imaginer que la population puisse subir deux pistes supplémentaires dans quelques années ou un troisième aéroport dans cette région ».

DÉPÊCHES

■ ÉNERGIE : Six projets de centrales éoliennes d'une puissance totale de 645 mégawatts ont été sélectionnés par EDF pour la deuxième étape du programme Eole 2005, lancé en 1996 par le ministère de l'Industrie pour développer l'énergie éolienne en France. « Pour EDF, Eole 2005 est un moyen ambitieux d'élargir son offre, notamment à l'international. C'est le signe que nous nous intéressons à toutes les énergies, notamment renouvelables, lorsqu'elles sont compétitives ou en passe de le devenir », a déclaré mardi Edmond Alphandery, président d'Electricité de France. Les projets seront réalisés dans les trois ans et concernent les régions des côtes de la Manche, de la mer du Nord, du Finistère, de l'Aude, de Rhône-Alpes, de Corse et des départements d'outre-mer.

■ RHÔNE-ALPES : Le maire de Grenoble, Michel Destot (PS) a annoncé, mardi 14 octobre, qu'il avait sollicité l'avis du Conseil d'Etat pour obtenir « des éclaircissements sur les modalités d'exécution de son arrêt en date du 1^{er} octobre 1997 ». La haute juridiction avait annulé la délibération du conseil municipal du 30 octobre 1989, autorisant le maire de l'époque, Alain Carignon (RPR), à signer un contrat de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement au profit d'une filiale de la Lyonnaise (Le Monde du 3 octobre). Elle ne s'était pas prononcée sur la légalité des contrats eux-mêmes. (Corresp.)

JUSQU'OU SERVIR ?

MARC OLIVIER BARUCH

Servir l'État français

L'administration en France de 1940 à 1944

Préface de Jean-Pierre Azéma



742 p.
180 F

Beaucoup de science et de talent.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Figaro*

Une étude magistrale.

Vincent Jauvert, *Le Nouvel Observateur*

Une somme irrécusable, impressionnante, capitale... Son étude, portée par une passion de la transparence, évoque dans tous ses reliefs un monde où la défaite joua comme un révélateur, au sens photographique du mot.

Marc Lambron, *Le Point*

Cet ouvrage fondamental tombe à pic et comble une lacune en analysant l'attitude des hauts fonctionnaires face aux exigences de la politique de collaboration d'Etat choisie par Pétain.

Éric Conan, *L'Express*

L'œuvre de Marc Olivier Baruch est toute d'érudition et d'intelligence.

Olivier Wieviorka, *Libération*

Une somme historique sur l'administration française entre 1940 et 1944. On reste comme stupéfait devant l'imposant et dérangeant travail de Baruch.

Laurent Lemire, *La Croix*

FAYARD

FIN septembre, dans la «salle rouge» du siège de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), à Rome, Jacques Diouf présentait sa dernière arme dans la bataille contre la faim : Téléfood, une sorte de Téléthon destiné à éveiller les consciences et à encourager les dons à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, dimanche 19 octobre.

Ce qui était remarquable, ce n'était pas tant ce thème d'exercice de monodivision, avec stars et animation de circonstance, que la maîtrise avec laquelle le «patron» de la plus grande agence des Nations unies exposait son projet et répondait aux questions dans un anglais, un français et un espagnol parfaits. La veille, à peine rentré de Corée du Nord - où la FAO s'efforce d'enrayer la famine - de Chine et de Malaisie, ce Sénégalais débordant d'énergie s'était adressé avec la même aisance à la Conférence internationale sur la désertification. Un sujet qu'il connaît bien.

Sur fond d'incendies asiatiques, Jacques Diouf va ouvrir le Congrès forestier mondial en Turquie, avant d'enchaîner une campagne de lobbying à Washington, une escale à New York avec passage en coup de vent à l'ONU, un saut à Paris pour y rencontrer des banquiers privés et, peut-être, un crochet par Atlanta pour saluer Ted Turner, le fondateur de CNN, qui a apporté son soutien au Sommet mondial de l'alimentation et dont la générosité - il vient d'offrir 1 milliard de dollars aux Nations unies - est une aubaine en ces



Jacques Diouf, entre faim et moyens

temps de frugalité budgétaire. D'un bout à l'autre du village planétaire, Jacques Diouf poursuit tambour battant une trajectoire d'excellence qui l'a conduit, en soixante ans, des jardins potagers de son enfance jusqu'au sommet de la FAO. Du haut de ce pavé de marbre mouslinien qui fait face aux ruines de la Rome antique, il a la haute main sur l'alimentation et l'agriculture de la planète. Les thermes de Caracalla et le Palatin sont devenus ses jardins. Au loin, l'enfant de Saint-Louis (Sénégal) aperçoit Saint-Pierre de Rome où règne un autre globe-trotter polyglotte, lui aussi au service de l'humanité. Jean Paul II, le catholique, s'occupe des nourritures spirituelles. Jacques Diouf, le musulman, des nourritures terrestres.

Saint-Louis. Tout part de cette ancienne capitale de l'empire français d'Afrique occidentale où Jacques Diouf est né en 1938. C'est là, sur cet îlot d'architecture coloniale ancré dans le cours du fleuve, aux confins du ciel, de l'océan et du désert, qu'il faut, selon ses amis, chercher la «vraie personnalité» d'un homme aux multiples facettes. Dans cette cité légendaire où les peuples se sont mêlés, au cours des siècles, comme les eaux du fleuve et de la mer avec les sables du désert. Dans ces maisons

assez de lait. Saint-Louis, c'est aussi «une société de convivialité religieuse où les familles musulmanes apportent de la viande de mouton sacrifié aux familles chrétiennes le jour de l'Eid Al Adha (tabaski) et où celles-ci rendent la pareille, le vendredi saint, avec la bouillie de mil, d'arachide et de pain de singe». C'est, surtout, une société qui idéalise le succès dans les études. «Jadis, toute la ville se réunissait pour écouter les résultats des examens annoncés comme l'oracle du premier étage du collège Blanchot, se souvient-il. Ce fut une grande motivation dans mon itinéraire scolaire au Sénégal, puis universitaire en France.»

JACQUES DIOUF est un exemple de ce melting-pot et de ses valeurs : son père est sénégalais et sa mère wolof ; ses langues maternelles sont le wolof et le français ; fils de musulman convaincu, il n'en porte pas moins un prénom chrétien. Il est un élève brillant. Il sait, d'ailleurs, assez tôt ce qu'il veut. Voilà des années que ses escapades le conduisent au «jardin d'essais», doté d'une riche collection de plantes. C'est là, entre le lycée Faidherbe, la pépinière et le potager familial, que sa vocation d'agronome prend forme. Que le goût de l'action de

dans le Sénégal indépendant, les Jacques Diouf ne courent pas les rues. Léopold Sédar Senghor, l'universitaire poète et président, l'a repéré. En 1965, à vingt-sept ans, il est nommé à la tête du Conseil africain de l'arachide, première d'une longue série d'organisations régionales africaines. Au gré des succès et des «expériences douloureuses», il fait ses classes.

En 1978, à la demande du président Senghor, qui veut renforcer l'équipe gouvernementale et conforter l'emprise du Parti socialiste sénégalais sur Saint-Louis avant de passer la main à Abdou Diouf, Jacques Diouf (sans lien de parenté avec ce dernier) entre en politique. Le voilà secrétaire d'Etat à la recherche scientifique, puis député de Saint-Louis à l'Assemblée nationale en 1983-1984.

Mais il est plus technicien que politicien. Sa réputation de bureau de travail, son occidéalisme et son refus des compromis ne font pas l'unanimité. Une nouvelle fois, il quitte le Sénégal pour un horizon plus large. Pendant dix ans, au Centre de recherche pour le développement international, à Ottawa, à la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest, puis au poste d'ambassadeur du Sénégal à l'ONU, il va parfaire son parcours et peaufiner son image. Celle d'un gestionnaire hors pair doublé d'un bon père de famille qui consacre ses rares loisirs à sa femme et à leurs cinq enfants. Mais qui trouve quand même le temps d'écrire plusieurs livres sur le développement.

Pour Cheikh Hamidou Kane, ancien ministre sénégalais du plan et auteur de *L'Aventure ambiguë* (Flammario, 10-18), Jacques Diouf est «exemplaire de cette culture universelle et tolérante que Senghor appelait de ses vœux. De cette synthèse par laquelle l'Africain acquiert le meilleur de l'humanisme et des techniques occidentales dans la fidélité à la culture et aux valeurs africaines». A l'opposé de Samba Diallo, le héros de *L'Aventure ambiguë*, écartelé entre l'Afrique et l'Occident et finalement détruit, Jacques Diouf s'est construit en s'enrichissant de ses expériences et de ses différences.

C'est cet «oiseau rare» qui va se lancer, en 1993, dans la bataille de succession à la tête de la FAO. Agronome, gestionnaire, banquier

Agronome de formation, puis banquier et diplomate, ce Sénégalais a été élu directeur général de la FAO en 1993. Pour compenser la baisse des aides étatiques, il a choisi de multiplier les initiatives avec le secteur privé pour lutter contre la famine dans le monde

et diplomate, il a les qualités requises. Il possède de nombreuses amitiés nouées au fil de sa carrière. Enfin, face aux Anglo-Saxons, qui soutiennent l'Australien Geoff Miller, l'appui de la France et des Français va faire la différence. Son élection est une victoire pour l'Afrique, comme celles de Boutros Boutros-Ghali, en 1992, et de Kofi Annan, en 1996, au secrétariat général de l'ONU.

Jacques Diouf est élu, mais il n'est pas au bout de ses peines. Certes, les Anglo-Saxons ne tardent pas à apprécier cet homme que ses collaborateurs admirent et redoutent à la fois pour sa puissance de travail. Mais ils attendent de lui des réformes et des économies alors que la guerre contre la faim est loin d'être gagnée. Au cours des vingt dernières années, des progrès énormes ont été faits. La production alimentaire a augmenté plus vite que celle de la population et la proportion des affamés est tombée de 35 % à 21 % dans les pays en développement.

NÉANMOINS, un quart de siècle après la Conférence sur l'alimentation, à Rome, en 1974, qui avait solennellement affirmé «le droit inaliénable à être libéré de la faim», 800 millions d'êtres humains - un sur sept - continuent à se coucher le ventre creux.

Prudent, le sommet tenu à Rome en 1996 s'est engagé à réduire de moitié le nombre des affamés d'ici à 2015. Ce qui n'est pas

une mince affaire, compte tenu des contraintes budgétaires, de l'augmentation de la population et des difficultés particulières de l'Afrique. Le Continent noir est, en effet, la seule région où la production alimentaire par habitant a baissé, et la sous-alimentation augmente, alors que d'autres faisaient de gros progrès. Dans les années 70, l'Inde, avec plus de 400 millions d'habitants, consommait la moitié de l'aide alimentaire mondiale. Aujourd'hui, sa population a doublé, mais elle n'en consomme plus un grain. Il lui arrive même d'en fournir ! Quant à la Chine, avec 7 % des terres arables, elle nourrit 22 % de la population mondiale.

«La problématique de l'agriculture africaine reste axée sur la question de l'eau», explique Jacques Diouf. Pour lui, qui cite souvent les prouesses des Saint-Louisiens dans leurs jardins de sable, «le préalable à tout développement rural est dans l'accès à l'eau». Or, dans la grande majorité des pays africains, seulement 4 % des terres arables bénéficient d'un tel accès, contre 30 % en Inde et 54 % en Chine.

Pour gagner la bataille planétaire contre la faim et sauvegarder les ressources naturelles dont dépend l'humanité pour sa survie, Jacques Diouf dispose d'une formidable machine : la FAO et ses 4 200 fonctionnaires. Mais il travaille sous une double contrainte : réformer l'Organisation et réduire les coûts. Après avoir «ouvert»

une maison que le long règne (dix-huit ans) de son prédécesseur, le Libanais Edouard Saouma, avait «réformée sur elle-même comme une citadelle», selon l'expression d'un fonctionnaire, le nouveau directeur général a tracé les grandes lignes d'une FAO mieux adaptée aux exigences du moment et aux défis du XXI^e siècle. Depuis trois ans, il rationalise, décentralise, informatise. Il recrée l'Organisation sur l'action, le terrain et les tâches prioritaires. C'est ainsi qu'il a mis en place, dès son arrivée, un programme spécial pour la sécurité alimentaire des 86 pays les plus démunis (la moitié des Etats de la planète), dont 43 pays africains.

PRAGMATIQUE, à l'heure où le libéralisme triomphant écorne l'aide bilatérale, Jacques Diouf démarque lui-même le secteur privé pour convaincre les chefs d'entreprise et les banquiers de participer aux programmes de la FAO. «Quand on manque de crédits, il faut faire preuve d'imagination», remarque-t-il, philosophe. Téléfood, qui sera rétransmis dans plus de soixante pays, est un exemple parmi tant d'autres. «Il prend les problèmes à bras-le-corps, il a des idées, il fait au mieux compte tenu des circonstances», résume un de ses proches.

Il y a un an, à l'occasion du 90^e anniversaire de Léopold Sédar Senghor, Jacques Diouf déclarait, lyrique : «Si j'étais de ces preux chevaliers, opère des exilés et pros-crits du village planétaire, capables de faire renaitre l'espoir dans le cœur des démunis et des déshérités, mais aussi d'éveiller la conscience des puissants et des possesseurs, je bénirais le chefferie [Senghor] des causes douloureuses de la tragédie des peuples souffrants.»

L'envoie était belle, mais le conditionnel était de trop. Car, aujourd'hui, c'est lui, Jacques Diouf, qui a, plus que quiconque au monde, la lourde charge de faire renaitre l'espoir et de réduire la cohorte des affamés. Il le sait. Il en rêve. Mais de même que le Capitole, qu'il peut apercevoir de sa fenêtre, est proche de la roche Tar-péenne, le rêve ici n'est jamais loin du cauchemar. Les promesses des Etats ne suffisent pas à nourrir leur homme.

Roland-Pierre Paringaux

Un quart de siècle après la Conférence sur l'alimentation, qui avait solennellement affirmé «le droit inaliénable à être libéré de la faim», 800 millions d'êtres humains continuent à se coucher le ventre creux

ocire avec leurs jardins et leurs cours ombragées où le petit Jacques a vécu une enfance «heureuse et protégée», malgré la mort de son père, quand il avait quatre ans.

L'homme parle avec passion de sa ville natale, «creuset unique d'une société harmonisée par le mélange biologique, religieux et linguistique» et «véritable microcosme du Sénégal». Une ville où «trois siècles de vie commune avec les Français ont estompé les barrières raciales». On sa mère a donné le sein au bébé d'un couple français dont la femme n'avait pas

terrain prolonge celui des études. A l'époque, l'excellence scolaire débouchait inévitablement sur la France, à la fois terre d'adoption et d'exil. Boursier, Jacques Diouf va y passer dix ans. A Fontainebleau, à Grignon, à Paris, il accumule les diplômes : ingénieur agronome, maîtrise d'agronomie tropicale, doctorat en sciences sociales (économie rurale) à la Sorbonne, etc. Il fréquente le Quartier latin, sans y perdre son temps. Plus tard, à New York, il ajoute un diplôme supérieur de gestion à sa collection de parchemins.

Il continuerait bien ainsi. Mais

Les deux dange

Les deux dangers

par Michel Wieviorka

NOTRE pays n'est pas en crise. Il est au cœur d'une mutation, au milieu d'un grand. D'une part, il a cessé d'être une société industrielle, structurée par un conflit de classes opposant le mouvement ouvrier aux maîtres du travail. Les institutions peinent à y assurer leurs fonctions classiques de socialisation, de maintien de l'ordre républicain ou de service public. Elles semblent plutôt affaiblies, soumises à de fortes tendances à la désagrégation. La nation, si fortement identifiée dans le passé à des projets de développement et de modernisation, apparaît de plus en plus difficilement comme le cadre symbolique d'une vie économique, culturelle et politique capable de se projeter avec confiance vers l'avenir.

D'autre part, sur fond d'individualisme croissant, et de fragmentation culturelle et sociale, de nouveaux rapports sociaux s'ébauchent, une réinstitutionnalisation s'esquisse, pour redonner sens aux valeurs républicaines, par exemple en centrant l'école ou l'université sur l'enfant ou l'étudiant, et non sur des principes abstraits. Des acteurs s'affirment, contestent et revendiquent, en témoignant le plus souvent d'une subjectivité à fleur de peau, individuelle comme collective.

Le désir est constamment exprimé, dans la société française, de se construire de manière autonome pour mieux dialoguer avec d'autres, de s'inscrire dans des identités culturelles qui peuvent elles-mêmes être multiples. Ces identités, si conflictuelles qu'elles soient, ne sont pas nécessairement, loin de là, une menace pour la nation, et pas d'avantage elles ne véhiculent une mise en cause de la construction européenne.

Le premier danger consiste à refuser le changement, à se raidir dans des représentations passées et de plus en plus artificielles de la société et de la culture. Le second est de procéder à l'apologie du changement sans la moindre distance critique

Dans cette conjoncture historique de transformation accélérée et massive, deux dangers opposés menacent la démocratie en même temps qu'ils minent la vie intellectuelle.

Le premier danger est de l'ordre de la réaction. Il consiste à refuser le changement, à se raidir dans des représentations passées et de plus en plus artificielles de la société et de la culture. Admettons, pour simplifier, que ce qui se défait est un modèle d'intégration des trois sous-systèmes qu'ont constitués la société industrielle, les institutions républicaines et la nation moderne.

Dès lors, il apparaît que les attitudes réactives, voire réactionnaires, relèvent de deux logiques distinctes, selon qu'elles impliquent un de ces sous-systèmes

ou qu'elles essaient d'en agréger deux, voire trois. La réaction, en effet, peut revenir à s'arc-bouter sur une conception périmée des rapports sociaux, des institutions ou de l'identité nationale, ce qui donne ou bien de l'ouvriérisme ou des références archaïques à la lutte des classes, ou bien des dérivés « républicanistes » qui pervertissent l'idée de République, ou bien encore des dérapages nationalistes, racistes et xénophobes, qui maltraitent l'idée de nation.

La réaction peut aussi être un effort incantatoire pour contenir non seulement à se référer à ces trois registres, mais aussi à affirmer leur force unitaire ou celle au moins de deux d'entre eux, alors qu'ils se dissolvent dans les faits. Elle consiste alors à les fusionner en un discours mythique, de type populiste ou national-populiste, ou en une pratique violente, s'il s'agit d'acteurs contestataires, et répressive, s'il s'agit de l'État et des institutions.

Le second danger qui nous guette est, à l'inverse, de procéder à l'apologie du changement, sans la moindre distance critique, de nous en faire les apôtres inconditionnels, ce qui aboutit, pour l'essentiel, à des positions favorables au néolibéralisme en matière économique et sociale, au retrait de l'État en matière institutionnelle et au tribalisme en matière culturelle. Ces trois orientations de la pensée et de l'action apparaissent généralement en ordre dispersé, mais peuvent fort bien être associées.

Dans l'expérience française contemporaine, le premier danger est plus menaçant que le second. L'un et l'autre ont pour effet de s'alimenter mutuellement, dans une dynamique de diabolisation où chacun des points de vue constitue en ennemi satanique tout ce qui ne lui est pas conforme. Intellectuels, journalistes et acteurs politiques, qui procédaient de manière réactive, n'ont cessé de traquer le communautarisme et le néolibéralisme, y compris là où ils n'existent pas. Ceux qui s'identifient à une formule hyperlibérale, plus nombreux que ceux qui relèvent d'une communauté fermée sur elle-même, ne voient qu'archaïsme étatisse et inefficacité économique dans toute autre position que les leurs, même éventuellement ouverte à l'économie de marché.

Il n'est pas acceptable que le débat intellectuel et politique soit ainsi réduit à des oppositions idéologiques souvent lourdes de fantasmes, de peur et de défense plus ou moins inconsciente d'intérêts particuliers, avec pour principale conséquence d'interdire ou de paralyser la réflexion. Il est temps, par exemple, d'écouter davantage ceux qui, dans notre pays ou ailleurs, montrent qu'il est possible d'articuler les valeurs universelles d'égalité individuelle et de solidarité collective avec des demandes culturelles de provenance de populations particulières, même très minoritaires.

Il est urgent, tout aussi bien, d'en finir avec les fatwas qui démontrent qu'aucun effort de contribution à réinventer des formules politico-économiques redonnant vigueur et pertinence à la notion de service public, vidée de son sens par les radicaux des deux bords. Qui peut affirmer que nous n'avons d'autre choix que de le liquider purement et simplement, ou de le maintenir, inchangé, comme si nous étions condamnés à l'accroissement indéfectible des inégalités, au profit des salariés du seul secteur protégé dans le deuxième cas, de ceux du seul secteur concurrentiel dans le premier ?

La pensée réactive, comme les

idéologies néolibérales et communautaristes, sont ténérables en elles-mêmes, mais aussi parce qu'au lieu de le baliser à ses deux extrémités elles détruisent l'espace des débats sur la modernisation de l'État, sur la démocratie, la place de la différence culturelle ou les conditions d'un agglomérat de l'idée républicaine. C'est pourquoi il faut se dégager du cadre raidi où elles paralyseraient la réflexion et interdirent de penser le changement autrement qu'à reculons, ou avec brutalité.

La tâche commune des intellectuels, des journalistes et des acteurs politiques qui se réclament de la démocratie, est de refuser le laminage auquel se livrent ceux qui, aux deux pôles opposés de la vie des idées, co-inventent une scène dichotomique et manichéenne où quiconque n'est pas d'un côté ne peut être qu'un ennemi. Leur tâche est aussi de rapprocher les débats des pratiques concrètes du pays, au lieu de les installer dans un ethnocentrisme parisiens agressif et en fio de compte particulièrement provincial.

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess).

L'impunité des affameurs

par Sylvie Brunel

COMMENT le nouveau chef d'État du Congo-Kinshasa, Laurent-Désiré Kabila, peut-il si aisément bénéficier de l'impunité internationale, et même être couronné par les grandes puissances, après avoir consciencieusement affirmé et massacré des milliers de personnes dans la forêt équatoriale ? Comment peut-il aujourd'hui refuser les unes après les autres toutes les commissions d'enquête de l'ONU, se bâtant de faire disparaître les monstrueuses traces de son crime, alors qu'un tel comportement devrait le mettre au ban des nations ?

Même question pour les Serbes qui ont affirmé et massacré, eux aussi en toute impunité, les habitants des enclaves, il y a deux ans, en Bosnie. Pour le Soudan, qui dit depuis plus de dix ans certaines de ses populations. Pour l'Irak, qui entretient délibérément les souffrances de son peuple en vue d'obtenir la levée de l'embargo et reprendre ainsi de fructueuses relations commerciales avec des grandes puissances qui s'aventurent volontairement par opportunisme. Pour la Corée du Nord, qui sera bientôt la Corée du Mort, au rythme où s'étend la famine, et qui peut continuer de négocier tandis que les cadavres s'amoncellent derrière la barrière de silence.

Pourquoi se priver, quand affamer délibérément certains peuples, soit pour les éliminer, soit pour cap-

ter l'aide internationale, fait l'objet de tant d'indulgence dès lors qu'il s'agit de nations commercialement prometteuses ou stratégiquement essentielles ? Tandis que les opinions publiques s'indignent et que les humanitaires s'activent, les arrangements vont bon train en coulisse avec certains régimes criminels.

La faim n'est plus la conséquence des conflits modernes mais leur arme de prédilection

Voici un an, plus de cent cinquante pays se réunissaient à Rome sous l'égide de la FAO pour réfléchir ensemble aux moyens d'éradiquer la faim dans le monde. L'institution internationale compte de nouveau mobiliser les consciences cette année, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre. Mais l'abondance des moyens techniques, si performants soient-ils, ne suffira pas : comment espérer faire reculer la faim lorsqu'un consensus implicite laisse disparaître certains peuples comme s'ils n'avaient pas leur place sur terre, comme s'ils faisaient partie de ces

« peuples en trop » dont le sacrifice, somme toute, permet le règlement de certains conflits, la pacification par la technique la plus radicale d'inquiétants foyers de tension ? Au Soudan, en Somalie, au Burundi, au Liberia ou en Sierra Leone, les famines ne sont plus la conséquence des conflits mais leur argument : affamer délibérément, dans le plus parfait cynisme, permet de recueillir le bénéfice de l'élan humanitaire, suscité par la vision d'horreur des affamés. La faim n'est plus la conséquence des conflits modernes mais leur arme de prédilection.

Face à ce chantage, quelle est la marge de manœuvre des organisations humanitaires ? Éternel dilemme entre dénoncer et se faire expulser (voire pire), ou se taire pour pouvoir soigner et, alors, cautionner implicitement les bourreaux. Faut-il renoncer ? Non. Nous maîtrisons aujourd'hui les techniques les plus efficaces pour endiguer les famines, sauver des milliers d'enfants injustement frappés. Voilà pourquoi nous continuerons, inébranlablement, à dénoncer et à mobiliser. Parce que chaque vie mérite d'être sauvée. Parce qu'un monde où les bourreaux auraient le dernier mot ne serait plus un monde humain.

Sylvie Brunel est directrice scientifique d'Action contre la faim.

et moyens

... mation, diplomate, té élu l de la FAO n penser is éatiques, tiplier le secteur contre monde

P

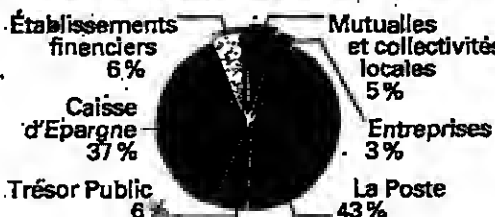
CNP, Résultats du 1^{er} semestre 1997

Le chiffre d'affaires du marché de l'assurance de personnes en France est estimé pour le premier semestre 1997 à 274 milliards de francs, en légère baisse par rapport au premier semestre 1996 (- 1,4 %). Dans cette conjoncture, la CNP poursuit sa progression et renforce ainsi sa position de premier assureur de personnes en France.

Progression du chiffre d'affaires : + 2,8 %

Le chiffre d'affaires de la CNP atteint près de 55 milliards de francs au 30 juin 1997, en hausse de 2,8 % par rapport au premier semestre 1996.

Activité par centre de partenariat au 30 juin 1997



Les Caisses d'Épargne, La Poste et le Trésor Public distribuent principalement des produits d'épargne tandis que les autres centres de partenariat proposent essentiellement des produits de prévoyance.

Résultat net part du groupe : 768 millions de francs*

Le résultat net part du groupe au 30 juin 1997 s'élève à 768 millions de francs*, en hausse de près de 4 % par rapport au 30 juin 1996.

*Les mesures fiscales exceptionnelles relatives à l'impôt sur les sociétés se traduisent - sous réserve qu'elles soient votées - par une charge supplémentaire de 47 millions de francs qui ramène le résultat net part du groupe au 30 juin 1997 de 768 millions de francs à 721 millions de francs.

Progression des placements gérés : + 22 %

L'apport d'affaires nouvelles et la fidélisation des assurés ont permis une croissance des placements gérés qui atteignent 484 milliards de francs au 30 juin 1997, en hausse de plus de 22 % par rapport au 30 juin 1996. Avec plus de 56 milliards de plus-values latentes au 30 juin 1997, la CNP renforce sa solvabilité.

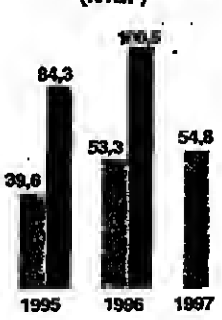
Perspectives

Forte de partenariats solides et efficaces avec de grands établissements, la CNP propose une gamme complète de produits d'assurance de personnes qui lui permet de s'adapter aux évolutions du marché. L'introduction en bourse marquera, le moment venu, une nouvelle étape du développement de l'entreprise par l'accroissement de ses fonds propres et l'élargissement de son actionariat.

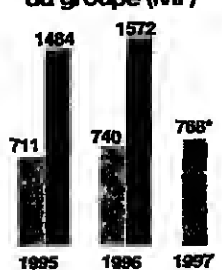


CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

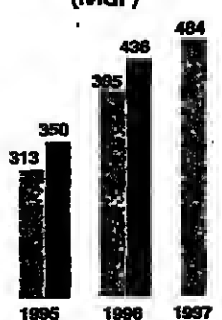
Chiffre d'affaires (MdF)



Résultat net part du groupe (MF)



Placements gérés (MdF)



■ 1^{er} semestre
■ Total de l'année

OU COURRIER DU « MONDE »

LE COMBAT PERDU DE MAURICE PAPON

Libéré par un arrêt qui portera son triste nom, Papon, retranché derrière la froideur de l'obéissance aveugle et lâche, a-t-il perçu, dans ses provocations à quatre étoiles, qu'il avait perdu son constant combat pour l'humanité et le recours à la mort ? D'autant : à Bordeaux pendant l'Occupation, puis à Paris, dans la Seine, en octobre 1961, puis au métro Charonne. Sagesse ou faiblesse, justice

ou privilège. État de droit ou droit d'État, la cour de Bordeaux ne lui applique pas ses propres leçons. Mieux : espérons qu'Élisabeth Guigou, ministre de la Justice, va s'appuyer sur cet événement pour en finir avec la détention provisoire des voleurs de pommes. Nos voisins d'Italie affichent dans leurs tribunaux que « la legge è uguale per tutti ». Par ces réflexions, j'ai un peu calmé la naseuse qui m'a saisi quand j'ai appris l'arrêt Papon.

Olivier Revault d'Allonnes
Paris

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Un homme d'Etat nommé Prodi

IL Y A quelques jours, on le disait reparti pour Bologne et l'enseignement de l'économie. Homme de principes, Romano Prodi n'entendait pas négocier ce qui ne lui paraissait pas négociable : un projet de budget pro-européen, de nature à faire entrer l'Italie dans le premier groupe de la monnaie unique et qui venait couronner dix-sept mois de redressement du pays à la tête de la coalition de centre-gauche, dite de l'Olivier. Si les communistes de Rifondazione comunista ne voulaient pas le suivre sur ce chemin-là, et bien il n'y avait plus de majorité et plus de gouvernement Prodi. « Il professore » a tenu bon et Rifondazione a cédé, mesurant sa solitude dans un pays, syndicats compris, qui savait le travail de Romano Prodi.

Le gouvernement de centre-gauche sort renforcé de cette épreuve de force avec son allié communiste. Cette alliance est même consolidée par l'engagement pris, à la suite du récent exemple français, en faveur d'un passage à la semaine de trente-cinq heures en 2001. M. Prodi est ainsi assuré de compter sur une majorité stable jusqu'à la fin de l'an prochain et peut-être au-delà. Il est, par-dessus tout, persuadé que l'opinion publique est toujours à ses côtés.

Romano Prodi a aussi renforcé sa position à l'échelle internationale. La plupart des chefs de gouvernement européens se sont empressés de féliciter le phénix italien. Comme un bonheur n'arrive jamais seul, Bruxelles vient de confirmer que Rome a toutes les chances de se qualifier pour

faire partie de la monnaie unique. Le mérite revient essentiellement au président du conseil et à son « super-ministre » de l'économie, Carlo Azeglin Ciampi, qui, depuis la formation du gouvernement en mai 1996, ont mis en œuvre le redressement et le nécessaire assainissement des finances publiques, en réinscrivant à convulser les Italiens du bien-fondé des sacrifices à consentir. Il y a seulement un an, tonte l'Europe, et l'Allemagne en premier lieu, doutait des capacités de l'Italie de figurer dans la première vague des pays qui adopteront l'euro. En novembre, la lire a réintégré le système monétaire européen et Bonn ne craint plus aujourd'hui que la lire affaiblisse l'euro.

À ce tour de force, il faut ajouter la détermination avec laquelle les autorités de ce pays se sont engagées en faveur d'un règlement de la crise qui a secoué au printemps dernier l'Albanie voisine et la réussite de l'opération internationale de maintien de l'ordre qu'elles y ont dirigée. Cet interventionnisme de bon aloi sur un terrain étranger était aussi pour l'Italie une première.

D'autres divergences, moins sérieuses, peuvent encore s'exprimer entre les deux familles de la gauche anciennement communiste. Toutefois, dans cette alliance, Romano Prodi vient de montrer qu'il était le vrai patron. Il a fait de surcroît avec élégance, en se gardant de crier victoire. « Il professore » sait préserver l'avenir et se montrer grand seigneur. C'est la marque d'un homme d'Etat.

Le Monde en 1997 par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Merges, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Luminet, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Luminet, Pierre Georges
Laurent Girel, Jean-Louis Le Goff, Michel Kieffer, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azas
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferec
Directeur exécutif : Eric Planchet ; directeur adjoint : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Kofif ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Berner-Midy (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)

Le Monde en 1997 par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Berner-Midy, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Du bon usage de la peur

PASCAL nous conviait au bon usage des malades. Peut-on suivre ce conseil à l'égard de cette maladie collective qu'est aujourd'hui la peur de la guerre et cette obscure sensation de l'humanité qu'elle court à sa perte sans y pouvoir grand-chose ? Trois attitudes sont possibles.

Il y a d'abord le pur désespoir, générateur de lâches abandons - le geste d'un Gribouille conduit au suicide par la peur d'être tué... A l'autre bout, un stoïcisme de surface, recouvrant la crainte de regarder le fond des choses et courant au « divertissement » pour se changer les idées : ou encore, si vous voulez l'appeler ainsi, la danse sur le volcan, exercez chorégraphique ou excellent les Français.

Reste une position plus subtile, la meilleure sans doute sinon la plus aisée à prendre. Elle consiste-

rait à continuer d'agir, comme si de rien n'était, mais tout en gardant à l'arrière-plan conscience de la relativité de toutes choses à une époque de catastrophe.

On y gagnerait une précieuse liberté spirituelle. Que de soucis mineurs, de mesquineries préoccupations nous paraîtraient inutiles si nous les confrontions avec les lendemains apocalyptiques dont nous sommes menacés ! Ce qui est difficile, c'est de ne pas conduire ainsi au découragement. Aussi bien faut-il se sentir un peu de la race de ceux qui n'ont pas besoin d'espérer pour entreprendre.

Le fin mot de la morale n'est-il pas de vivre comme si on devait mourir demain - et tout à la fois de vivre comme si on devait ne mourir jamais ?

Gabriel Dheure
(16 octobre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-63-03-78

L'historien dans le nouveau monde

À L'HEURE où le procès Papon conduit une nouvelle fois à demander aux historiens de « témoigner », d'attester une vérité qu'ils établissent en professionnels, en marge des expériences vécues qu'on attend d'ordinaire des « témoins », la spécificité du métier d'historien est peut-être menacée. Menace insidieuse, mais sérieuse.

Depuis près d'un demi-siècle, les historiens ne cessent de remettre en cause les savoirs qu'ils cautionnent comme les méthodes qui fondent leur « science ». Pour n'être pas absolument nouveau, ce réflexe s'est fait si fréquent depuis les années 60, qu'on ne compte plus les états des lieux successifs, les évaluations des champs et chantiers en cours, ni les révisions méthodologiques d'envergure.

L'historien « chargé de la vengeance des peuples », sorte de héros tel que le rêvait Chateaubriand, pouvait difficilement ne pas tenir compte, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, d'une expansion sans précédent de la science historique, pas plus qu'il ne pouvait négliger le devoir d'auto-analyse qu'imposaient les bouleversements intellectuels accompagnant le mouvement de la décolonisation, mais plus encore les fissures de l'idéologie marxiste, longtemps impénétrable à toute révision. Guides méthodologiques et réflexions épistémologiques - signés Marc Bloch, Lucien Febvre, Raymond Aron, avant Fernand Braudel, Paul Ricoeur, Karl

Popper ou Paul Veyne - furent bientôt doublés de corpus collectifs qui se proposaient de faire le point sur les nouveaux objets et les territoires vierges qu'annexait alors la science historique, tandis que s'opérait une révolution de l'outil avec le recours à l'informatique.

MUTATIONS TECHNOLOGIQUES

Pour compléter l'établissement d'une grammaire critique indispensable, l'historien a dans le même temps appris à témoigner de son expérience, inventant par un regard sur son propre parcours une « égo-histoire » qui disqualifie la sagesse trop anecdotique des mémoires classiques. Plus ou moins tributaire de l'archive, l'historien d'aujourd'hui semble tout occupé à rendre compte de l'évolution des sociétés dans leur ensemble. Ce qui nous a valu, après la vague sérielle et quantitative, la multiplication de synthèses énormes, plus ou moins bien conduites, ou les relectures, plus captivantes par leur disparité même, des histoires « nationales ». A moins que, changeant de focale et d'échelle, le chercheur ne s'efforce d'exhumer la vérité des marges, silencieuses, microscopiques à l'italienne ou échos fragmentés de cette « vie fragile » attachée à l'anonymat des vestiges - paroles ou objets - des parcours ordinaires.

Pourtant ces révisions scrupuleuses semblent ignorer un péril majeur qui risque de ruiner cette

grammaire repensée. Tandis que l'historiographie scrute toujours plus finement les mémoires successives de l'événement comme du personnage historique, dévoilant les falsifications, altérations et recompositions qui modifient sans cesse les valeurs des panthéons nationaux et internationaux, le futur matériau de l'historien connaît une évolution préoccupante. La numérisation du son comme de l'image fait des réalisations virtuelles, aujourd'hui courantes, de véritables leurreux qui permettent, mieux que Staline ne l'a jamais rêvé, d'annuler telle réalité historique pour lui en substituer une autre, plus conforme à un projet partisan ou simplement plus distrayant quand il s'agit de réaliser des rencontres improbables mais piquantes en les déplaçant dans l'espace ou le temps. Pour l'heure, on ne s'inquiète guère de ce vertigineux virage qui permet de ravalier la source, indispensable, au rang de simple possibilité parmi d'autres - non attestées mais désormais également observables.

BROUILLAGE

Sans garantie sur l'état premier d'un document, l'historien pourra-t-il encore exercer à l'avenir son ministère critique ? Ne sera-t-il pas condamné à produire un discours fondamentalement suspect, ce qu'amorce aux yeux de certains déjà le rôle de « témoin » dans les débats contemporains auquel on l'assigne souvent. Si l'historien « expert » a toute légitimité à restituer l'épaisseur signifiante d'une histoire qu'il sert avec rigueur - alors sa prise de parole, respectant scrupuleusement les règles de son métier, doit impérativement ne pas être mise en balance avec les témoignages des acteurs au risque de brouiller la perception des origines du discours - il ne peut s'engager dans les débats de la cité en confondant sa légitimité scientifique et son implication civique. Le débat du printemps autour des époux Aubrac comme aujourd'hui la tenue du procès intenté à Maurice Papon ont révélé l'ambiguïté de certaines sollicitations auxquelles les historiens n'ont pas toujours su répondre avec rigueur.

Sommé par les impératifs économiques ou politiques de se prononcer au plus vite sur telle source nouvelle - ne citons, dans deux perspectives tout à fait différentes, que l'enjeu des manuscrits de la mer Morte ou l'ouverture des archives des anciens pays communistes (la trouvaille est censée dire le vrai, ce qu'un historien scrupuleux ne peut s'attendre à établir à si bon compte) -, le chercheur doit résister à la tentation du fléchissement d'une rigueur méthodologique et d'une exigence critique qui justifient seules sa discipline, au risque de frustrer les amateurs de révision fulgurante et de « coup » médiatique.

Si la vocation de l'historien, comme la spécificité de sa démarche, l'inscrit pleinement dans le lieu social, où son expertise est requise, toute faiblesse de sa part - hâte excessive, paresse ou crainte d'une expression publique du fruit de ses travaux, pis l'inspiration personnelle pour la reconnaissance des médias - fragiliserait son ministère, d'ores et déjà menacé par les mutations technologiques. Bien sûr, ni le rapport de l'homme au temps comme à la mémoire ne s'abîmera dans ces pièges mortels, mais l'Histoire, telle qu'on prétend l'avoir héritée de Thucydide, ne sera peut-être plus guère possible, faute de sources sûres et de champions conscients de la singularité propre de sa légitimité.

Philippe-Jean Catrinchi



L'Europe face à la loi commerciale américaine

Suite de la première page

L'administration américaine, réticente aussi bien à l'égard de cette législation que de la loi D'Amato-Kennedy, l'a mise en œuvre avec une extrême modération. Le président Clinton a suspendu pour six mois son titre 3, qui prévoit la possibilité de sanctions contre les entreprises étrangères et n'a pas sérieusement appliqué l'article 4 au terme duquel l'administration peut priver de visas les dirigeants des entreprises coupables et leurs familles.

Nonobstant l'installation du panel, la Commission européenne a engagé des consultations avec Washington, qui ont abouti à un arrangement (MOU ou memorandum of understanding) en avril. La Commission acceptait de suspendre l'instruction de l'affaire par le panel (l'OMC le permet pour une durée d'un an) ; Washington promettait de s'efforcer d'obtenir du Congrès des dérogations en faveur des entreprises européennes visées tant par Helms-Burton que par D'Amato-Kennedy ; les deux parties recherchaient un accord sur les disciplines à respecter en matière d'investissements à l'étranger et de biens expropriés ; elles s'efforceraient également de

régler leurs différends concernant les « embargos secondaires », c'est-à-dire la faculté autoconsentie par les Etats-Unis d'imposer à des partenaires commerciaux un boycottage voulu par le Congrès.

Le conseil des ministres des Quinze a pris acte de l'arrangement ainsi conclu par Sir Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale. Le MOU fixait une première échéance au 15 octobre. Les « consultations » engagées devaient déboucher soit sur la reprise de l'affrontement, soit, plus vraisemblablement, sur la poursuite des tractations. Celles-ci n'ont jusqu'à présent rien donné.

D'AUTRES PROJETS À L'ÉTUDE

L'accord sur les investissements et les expropriations est négocié à la fois bilatéralement et dans le cadre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Les Américains voudraient que leurs partenaires « interdisent » les investissements portant sur des biens expropriés ; les Européens voudraient s'en tenir à une formulation plus souple, où les entreprises seraient « encouragées » à éviter de tels investissements douteux. Washington plaide pour que le futur accord agisse rétroactivement (c'est-à-dire, dans le cas de Cuba, concerne les biens nationalisés par Fidel Castro dans les années 60) ; l'Union s'y oppose catégoriquement. S'agissant du refus de l'Union européenne d'accepter de se plier à des « embargos secondaires », il est difficile, vu l'état d'esprit du Congrès, d'envisager, au moins à court terme, une modification des deux lois améri-

caines. Les Américains ne bougent guère par rapport à leur position initiale, que peut faire l'Union ? Dans l'hypothèse où Washington décréterait finalement des sanctions contre Total, les Européens reprendraient l'offensive, autrement dit réactiveraient le panel de l'OMC. C'est une hypothèse qu'on ne peut écarter, même si l'administration a réagi jusqu'ici avec modération. Les sanctions sont populaires au Congrès et dans l'opinion. Le sénateur D'Amato, considéré comme un homme hostile au président Clinton, doit être réélu en 1998... On peut penser cependant que la crainte de perdre le panel incitera l'administration à ne pas sanctionner le pétrolier français.

Dans ce cas, M. Brittan peut être tenté de poursuivre les consultations, avec l'idée de parvenir à un résultat soit pour le 5 décembre, date du prochain sommet transatlantique, soit, au plus tard, avant le 26 avril 1998, la date limite pour réactiver le panel. La situation actuelle, peu satisfaisante au niveau des principes, est confortable pour les Européens : le MOU d'avril, s'il continue d'être appliqué par Washington, dispense l'Union des rigueurs à la fois de la loi Helms-Burton et de la loi D'Amato, la seconde étant économiquement la plus lourde de conséquence pour l'Europe. Reprendre le panel signifierait annuler le MOU, et donc ne plus être protégé contre la loi D'Amato, ce qui présenterait un danger pour Total ou pour les autres groupes qui s'appuient à suivre son exemple.

Il reste qu'à terme un tel modus vivendi n'est pas sans inconvé-

nients pour les entreprises de l'Union. Les lois demeurent, et, à tout moment, un événement fortuit peut contraindre l'administration à mettre fin à sa gestion modérée du dossier. Par ailleurs, laisser les choses inchangées encourage d'autres lobbies à se mobiliser et à imposer, notamment au niveau des Etats, de nouvelles législations à portée extraterritoriale. Le Massachusetts vient d'adopter une loi qui frappe les entreprises américaines ou étrangères commerçant avec la Biélorussie... D'autres projets sont à l'étude.

L'Europe, qui a payé d'un prix certain, lors de l'Uruguay Round, le renforcement du multilatéralisme (et par là même le renoncement par les Etats-Unis à l'usage de leurs pratiques unilatérales, type « section 301 »), devrait continuer à faire preuve de fermeté pour qu'il ne soit pas remis en question. Ce ne pourra être qu'une œuvre de longue haleine. L'Union peut trouver des alliés au sein de l'administration américaine, mais surtout dans les milieux d'affaires que cette nouvelle vague de contraintes politico-électorales gêne au premier chef.

Philippe Lemaître

RECTIFICATIF

L'ÉMANCIPATION DES JUIFS
Le décret d'émancipation des juifs a été voté le 27 septembre 1791, donc par la Constituante et non pas par la Convention, comme nous l'avons écrit dans Le Monde du 2 octobre.

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

FINANCE L'offensive, lundi 13 octobre, de l'italien Generali sur le deuxième assureur français, AGF, provoque une accélération de la restructuration du secteur français des assurances.

● CETTE RECOMPOSITION dépasse désormais les frontières. En Europe, les rapprochements se sont réalisés entre compagnies nationales.

● LES TROIS COMPAGNIES issues du secteur public vont se fondre dans des groupes plus larges. AXA a absorbé l'UAP, le GAN est sur le point d'être vendu, les AGF devraient perdre leur indépendance.

● LE CONSEIL D'ADMINISTRATION des AGF devrait décider de sa riposte avant la fin de la semaine.

● FACE AUX 55 MILLIARDS de francs que s'est prêt à payer Generali, un ch-

Les assureurs français vont se fondre dans des groupes plus larges

Le mouvement de concentration qui a débuté entre les compagnies de l'Hexagone s'élargit de façon brutale à des opérations internationales. Cible d'une OPA hostile de l'italien Generali, AGF prépare sa riposte

NY AURA-T-IL plus demain qu'une compagnie d'assurances traditionnelle en France ? Au train où vont les choses, ce n'est pas improbable.

Des trois « vieilles » compagnies issues du secteur public, l'UAP, le GAN et les AGF, l'une a déjà disparu, englobée par AXA. La deuxième est sur le point d'être vendue par le gouvernement. La troisième fait l'objet d'un raid inusité de la part de l'italien Generali et perdra, d'une façon ou d'une autre, son indépendance. Quant à Athina, la filiale de Worms et C^o qui devait être absorbée par les AGF, elle tombera dans l'escarcelle de celui qui gagnera la bataille boursière sur les AGF. La restructuration de l'industrie de l'assurance en France s'est accélérée en quelques semaines. Elle était programmée, mais son déroulement s'est singulièrement modifié.

La fusion entre l'UAP et AXA en novembre 1996, qui a donné nais-

sance au deuxième groupe d'assurances mondial, avait créé un choc. Choc parce que, sous couvert d'une « fusion entre égaux », comme l'avaient alors présentée les patrons des deux compagnies, Jacques Friedmann et Claude Bédar, l'opération avait été imposée au premier par le second. Faute d'accord amiable entre les deux hommes, AXA aurait probablement dû le tuer. Choc également parce que l'émergence d'un géant de 313 milliards de francs de chiffre d'affaires a soudain fait apparaître les autres assureurs, européens en général et français en particulier, comme des nains. Détrôné, l'italien Generali, plaqué au sol, les AGF et le GAN.

A partir de cette date, chacun, à sa manière, a tenté de combler le fossé. Le rapprochement AXA-UAP sonnait le début de la concentration du marché français des assurances. Ce premier mouvement

s'opérait via un rapprochement entre compagnies nationales. Comme dans le reste de l'Europe au cours des deux dernières années. Au Royaume-Uni, on a vu fusionner Prudential et Scottish Amicable Life, Sun Alliance et Royal Insurance, Abbey National et National & Provincial. En Allemagne, le regroupement de quatre assureurs sous l'entité Ergo a vu le jour en 1997. En Suisse, Crédit suisse et Winterthur ont noué des alliances. En Italie, INA s'est rapprochée du Banco di Napoli.

La stratégie d'Antoine Jeancourt-Galliani s'inscrivait dans ce schéma. Au lendemain de sa privatisation mi-1996, le patron des AGF s'était attaché à renforcer ses deux niches privilégiées : l'assurance-crédit, avec la Coface et la Sfac, et les activités d'assurance transport avec la Camat. Début 1997, l'ambition prénée à Allianz de préparer une opération hostile contre sa compagnie, avait conduit le pré-

sident des AGF à s'intéresser à Athina. Sur une idée simple : plus on est gros, plus on est difficile à avaler. Après l'échec des négociations avec la maison mère d'Athina, Worms et C^o, l'annonce par le gouvernement de la privatisation du GAN avait convaincu le

président du directoire d'Allianz à toutefois déclarer, lundi 13 octobre, à La Tribune, qu'il n'est « pas prêt à payer n'importe quel prix ».

En lançant, le 19 septembre, une offensive contre Worms et C^o et en justifiant cette décision par la volonté de constituer un grand

viser de la COB mais également l'agrément de Bercy comme à chaque fois qu'il s'agit d'une compagnie d'assurances. Celle-ci détient de surcroît 49,6 % de l'assureur-crédit Coface qui gère les garanties de l'Etat à l'exportation.

Ces feux verts obtenus, le groupe de Trieste est prêt à payer 55 milliards de francs pour emporter la totalité des titres AGF. Ce sont donc quelque 60 milliards de francs qu'un, ou des chevaliers blancs devront mettre sur la table pour s'opposer à l'assureur italien. Compte tenu de la rapidité avec laquelle Generali s'est décidé à lancer son offensive (son conseil d'administration a adopté le projet dimanche 12 octobre), les AGF n'ont pas eu le temps de boucler sa défense. Elles disposent d'un mois pour riposter. Un conseil d'administration est prévu avant la fin de la semaine.

L'allemand Allianz, l'américain AIG, le britannique Commercial Union, le suisse Suisse de Ré, les néerlandais Fortis et ING et l'italien Generali sont tous susceptibles de prendre une position importante sur le marché français de l'assurance. Les groupes qui émergeront de ces alliances, imposées ou non, seront plus gros, plus internationaux et mieux capitalisés. AXA risque d'être à court terme, aux côtés du secteur mutualiste, la seule compagnie française qui résistera à cette poussée. Elle aura alors pour concurrent direct de sérieux poids lourds.

Babette Stern

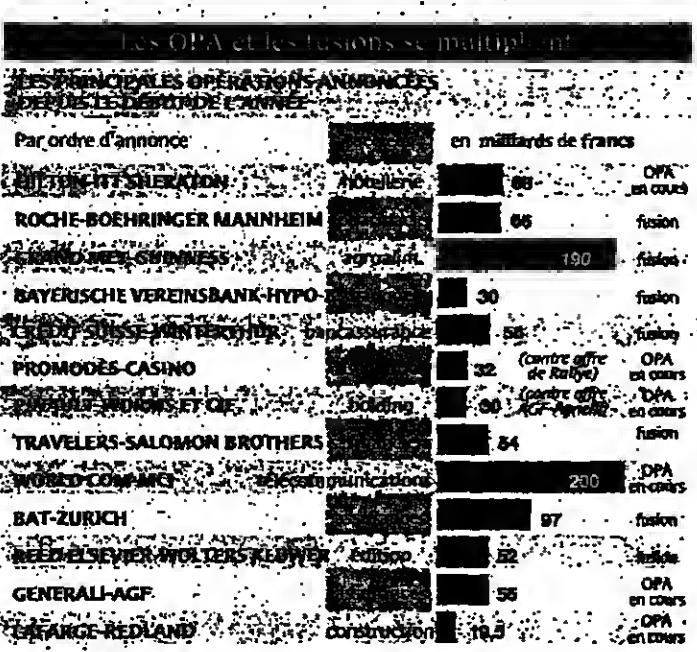
Le niveau élevé des marchés boursiers stimule les OPA

OFFRE publique d'achat (OPA) de Generali sur les AGF, rapprochement des éditeurs anglo-saxons Reed Elsevier et Wolters Kluwer, concentration bancaire en Scandinavie pour former Merita-Norbanken, attaque hostile du cimentier Lafarge sur le groupe britannique Redland, rapprochement de Thomson-CSF avec Alcatel-Alsthom et Dassault... En moins d'une semaine, le mouvement de consolidation industrielle européenne a pris un rythme impressionnant. Les opérations annoncées au cours du seul lundi 13 octobre portaient sur un total de 230 milliards de francs !

Cette « ébullition » que l'on constate également outre-Atlantique avec le rachat de Salomon Brothers par le groupe Travelers, de la banque Barnett par Nationsbank ou, dans les télécommunications, l'OPA de Worldcom sur MCI - va permettre au marché des fusions et acquisitions de battre un nouveau record en 1997, après une année 1996 déjà considérée comme exceptionnelle. Selon la publication anglaise *Acquisitions Monthly*, les opérations annoncées depuis le début de l'année auraient déjà atteint en Europe 245 milliards de dollars (1 445 milliards de francs) contre 253 milliards pour l'ensemble de 1996. La société Securities Data relève, elle, que, sur les neuf premiers mois de 1997, les transactions dans le monde entier ont progressé de 42 % par rapport à la même période de 1996, dépassant mille milliards de dollars !

PRESSION UNIVERSELLE

Plusieurs facteurs expliquent cette frénésie. Sur le plan industriel, tout d'abord, une double pression déclenche les initiatives. D'une part, le mouvement de concentration des entreprises sur leur marché domestique se poursuit ; c'est flagrant dans les services financiers, la



chimie-pharmacie ou la distribution. D'autre part, « les grands groupes veulent aussi avoir une présence globale, ou sens américain du terme, c'est-à-dire universelle. Ils ne se contentent plus de rechercher une dimension internationale ; mais veulent être des acteurs importants dans chaque pays, avec des parts de marché significatives », explique Bernard Gauzy, associé-gérant chez Morgan Stanley.

Un niveau européen, la perspective de l'euro et d'un grand marché, désormais bien intégrés par les industriels, tend à accélérer le mouvement. « Cela ne va pas aussi vite qu'aux Etats-Unis car l'Europe manque encore d'homogénéité juridique. Mais tous les groupes, y compris ceux qui sont attaqués, savent que c'est le sens de l'histoire », poursuit-il. Les groupes n'hésitent plus à prendre le risque de changer

de dimension : si Lafarge réussit son OPA sur le britannique Redland, il augmentera ainsi sa taille de 50 % en termes de capitalisation boursière. La tendance est si nette que les investisseurs misent sur les actions de sociétés qui, selon eux, ne résisteront pas au mouvement de concentration. Il n'est pas anodin que le financier américain Georges Soros investisse aujourd'hui en France chez l'équipementier automobile Bertrand Faure ou dans le groupe Faubas dont il a pris 71 %.

En outre, les dirigeants sont mieux préparés aux rapprochements d'entreprises. « Les grandes entreprises ont introduit de nouvelles notions de management, qui facilitent la gestion de grands ensembles. Elles mesurent par exemple la rentabilité des capitaux engagés dans chaque activité et à tous les niveaux

de l'entreprise », estime Pascal Riéga, responsable de l'analyse financière au sein de la société de Bourse Oddo. A l'exception de quelques entreprises-phares, comme l'Oréal, l'Air Liquide ou AXA, les groupes français ne sont toutefois pas les plus en pointe dans ce domaine. « Ce qui explique qu'ils sont plus souvent perçus comme des cibles que comme des prédateurs », estime un banquier d'affaires.

« ÉBULLITION DE HAUT DE CYCLE »

Mais tous ces rapprochements ne se feraient pas sans l'effet dopant d'une Bourse enthousiaste sur les dirigeants de grands groupes. « Nous sommes typiquement dans une ébullition de haut de cycle, explique M. Gauzy. Quand les marchés sont très élevés, cela a toujours un effet euphorisant sur l'activité de fusions et acquisitions. » Les groupes prédateurs savent d'ailleurs utiliser cette tendance, en payant leurs acquisitions en actions plutôt qu'en liquidités ou en mélangeant les deux.

Pour l'heure, cet effet euphorisant s'auto-entretient. « Les opérations en cours (les offres sur Casino, sur Worms et Cie, l'OPA de Rhone-Poulenc sur sa filiale Rorer ou de Suez sur Degremont par exemple) représentent l'équivalent de 50 milliards de francs de liquidités pour les octennaires minoritaires, qui peuvent être réinvesties. L'OPA de Generali sur les AGF vient y ajouter 55 milliards », explique Patrick Le-gall, responsable de l'analyse chez Transbourse. Pascal Riéga souligne, lui aussi : « Les groupes se financent par augmentation de capital mais aussi en s'endettant. Ce faisant, ils ponctionnent les marchés de taux au profit des marchés d'actions. » Une réallocation des ressources financières qui soutient la Bourse.

Sophie Fay

COMMENTAIRE

TABOU BRISÉ

Generali a osé. En lançant un raid sur un des premiers groupes institutionnels français, les AGF, l'assureur italien a brisé un tabou. Aucun étranger ne s'y était jusqu'à présent risqué. Le veto d'Edouard Balladur à l'offre d'achat hostile de Carlo De Benedetti sur Valeo en 1986 est encore dans les mémoires. Et il n'y a pas si longtemps Allianz, géant allemand de l'assurance, venait à l'Elysée demander l'autorisation de s'intéresser aux AGF. Avant de se voir opposer une fin de non-recevoir.

Les entreprises françaises étaient intouchables ; protégées par l'ombre d'un Etat interventionniste, quand il n'était pas lui-même au capital des grands groupes ; verrouillées par un système de noyaux durs et de participations croisées, hérité des privatisations.

La situation et les esprits ont bien changé. Piètre gestionnaire, l'Etat - les changements de majorité n'y font rien - rend au privé les nationalisées. Après d'ultimes et coûteuses recapitalisations pour solde des erreurs

passées. Sous l'influence anglo-saxonne, les états-majors des grands groupes, tous privatisés depuis une dizaine d'années, soudain soucieux de l'intérêt de leurs actionnaires, dénoient des liens capitalistiques de circonstance.

Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, les sociétés françaises se retrouvent aujourd'hui sans substitut à la protection d'hier. Face à des groupes étrangers disposant d'une force de frappe financière introuvable en France.

Mais les mythes ont la vie dure : on pensait que les entreprises françaises demeureraient intouchables parce que personne n'y toucherait. Ce dernier rempart, fantasme plus que réalité, contre les convoitises étrangères, Generali - présidé, ce n'est pas fortuit, par un banquier d'affaires français - l'a fait tomber. Le roi est nu et désormais cela se sait. Qui pourra dès lors s'opposer à un déferlement des OPA étrangères ? Novartis sur Rhône-Poulenc, Volkswagen sur PSA, Unilever sur Danone, Hilton sur Accor, la Deutsche Bank sur la BNP... La chasse est ouverte.

Claire Blandin

Deux théoriciens des marchés financiers reçoivent le prix Nobel d'économie

EN 1990, la finance moderne recevait le prix Nobel d'économie en la personne des professeurs Markowitz, Miller et Sharpe pour leurs travaux sur la théorie de la firme et la gestion de portefeuilles. En 1997, la finance des instruments dérivés reçoit le prix Nobel d'économie en la personne des professeurs Robert Merton et Myron Scholes et du défunt Fisher Black, pour la célèbre formule de valorisation d'options sur actions démontrée en 1973 et qui a entraîné un formidable développement des marchés dérivés (près de 794 millions d'options et de contrats à terme négociés en 1996 sur les seules Bourses américaines).

C'est non seulement une contribution majeure aux sciences économiques et financières qui a

ainsi été récompensée, mais aussi l'applicabilité de cette formule, utilisée quotidiennement, comme le souligne l'Académie royale de Suède dans ses statuts, par des milliers d'acteurs sur les marchés financiers.

Fisher Black fut d'ailleurs un partner chez Goldman Sachs dans les dix dernières années de sa vie, et Robert Merton et Myron Scholes, respectivement professeurs à Harvard et à Stanford (tous deux docteurs honoris causa de l'université Paris-IX-Dauphine et invités d'honneur à plusieurs reprises lors de Journées annuelles de l'Association française de finance), sont en même temps fondateurs et associés de la firme Long Term Capital Management spécialisée dans la gestion de

fonds. Référence fondamentale depuis vingt-cinq ans dans la valorisation d'instruments dérivés ou structurés, la formule de Black-Scholes-Merton fut établie dans des conditions remarquables.

Remontons à la fin des années 60, au MIT. Robert Merton, sorti du California Institute of Technology avec un master en mathématiques appliquées, rédige son doctorat en sciences économiques sous la direction de Paul Samuelson, prix Nobel, et travaille en particulier avec lui sur la valorisation des warrants, forme particulière d'options. Le jeune Robert Merton est fasciné par l'utilisation des méthodes probabilistes en finance pour modéliser l'évolution fondamentale des cours des actifs financiers et par la

thèse du mathématicien (et visionnaire) français Louis Bachelier, soutenue en 1900 et ayant pour titre *Théorie de la spéculation*.

LE CHOC DU RISQUE

Au même moment, M. Scholes, jeune professeur au MIT, travaille aussi sur la valorisation des options avec Fisher Black, aujourd'hui décédé et l'un des esprits les plus brillants de la finance moderne. Black et Scholes ont l'intuition fondamentale de la démonstration - l'introduction d'un portefeuille constitué de l'action sous-jacente et de l'option -, mais un chaînon de la preuve leur fait défaut - lequel est fourni par le calcul probabiliste cher à Merton. De cette recherche effervescente, dans la même institution presti-

gieuse au même moment, résulteront deux articles, publiés en 1973 et contenant non seulement la fameuse formule mais aussi quantité d'autres résultats précurseurs, en particulier sur la représentation du risque de défaut - problème majeur aujourd'hui.

Au-delà des autres contributions des lauréats (travaux de Scholes sur la fiscalité et les dividendes, travaux de Merton sur les décisions d'investissement et de consommation, sur l'organisation et la réglementation des marchés, travaux de Black sur les contrats à terme et les matières premières), leur fameuse formule a été justement récompensée par l'Académie de Suède à cause de son formidable impact économique en termes de partage et de redistribu-

tion du risque entre agents économiques, qui peuvent désormais choisir un niveau de risque (risque de taux d'intérêt, risque de change, etc.) optimal dans une situation donnée.

Deux absents manquent à ce prix Nobel : Fisher Black, décédé deux ans avant de recevoir une distinction grandement méritée ; Louis Bachelier, véritable précurseur, mort sans être aperçu de la portée de ses travaux.

Hélène Geman, professeur de finance à l'université Paris-IX-Dauphine et à l'Essec.

Yves Simon, professeur de finance à l'université Paris-IX-Dauphine

هكذا من الأصل

16 / LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

PRADA

Prada - Tel. 39 2 546701

هكذا من الإصم

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997 / 17



France Télécom devrait avoir 3,5 millions de petits porteurs

LA VENTE DES ACTIONS DE FRANCE TÉLÉCOM aux particuliers s'est terminée mardi 14 octobre à minuit. De source interne à l'opérateur, on indiquait, mardi après-midi, qu'environ 3,5 millions de Français se sont portés acquéreurs de titres, dont le prix a été fixé à 182 francs. En 1986, Paribas avait attiré 3,8 millions de petits porteurs. Le gouvernement annoncera le 17 octobre leur nombre exact et les quantités qui leur seront allouées. Il devrait prélever 10 % des actions réservées aux institutionnels et porter de 94 millions à 105,5 millions le nombre d'actions destinées au grand public. Les particuliers ne devraient pas pouvoir acheter pour plus de 5 700 francs, alors que leurs demandes sont en moyenne de 12 000 à 13 000 francs, selon le président de France Télécom, Michel Bon.

M. Naouri doit préciser ses intentions dans l'OPA sur Casino

LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE (COB) a estimé, mercredi 15 octobre, que la société Rallye de Jean-Claude Naouri était en droit de convertir ses bons de souscription d'actions (BSA) Casino, rejetant la demande de blocage déposée par le groupe Promodès, au motif que l'existence de ces BSA était connue de longue date. Le Conseil des marchés financiers (CMF), en revanche, donne acte à Promodès de sa demande d'éclaircissement des intentions de M. Naouri. Il demande à Rallye de dire, au plus tard le vendredi 24 octobre, s'il a l'intention de convertir ou non ses BSA. Le Conseil examinera ensuite en bloc les conséquences, sur les OPA en cours, de la décision de Rallye.

DÉPÊCHES

- **GUINNESS-GRANDMET**: Bruxelles devait donner son feu vert conditionnel, mercredi 15 octobre, à la fusion des groupes britanniques de vins et spiritueux. Le futur groupe GMC Brands serait contraint de céder certaines marques pour éviter les positions dominantes.
- **REDLAND**: le groupe britannique étudie la possibilité d'une scission de son activité granulats pour contrer l'OPA lancée par Lafarge lundi 13 octobre.
- **AXA**: le groupe français d'assurances a annoncé, le 14 octobre, son intention de céder à Bank of Ireland sa participation de 83 % dans la société irlandaise New Ireland Holdings (assurance-vie). Cette opération lui rapportera 1,83 milliard de francs.
- **WORLD.COM**: l'opérateur américain a envoyé mardi 14 octobre sa proposition d'offre d'achat aux actionnaires de MCI. WorldCom estime que ceux-ci « ont mis leur veto » à l'offre de rachat concurrente de BT.
- **IBM**: le groupe américain a annoncé, mardi 14 octobre, qu'il va réorganiser sa division ordinateurs personnels grand public, qui est déficitaire. L'opération devrait se traduire par des licenciements.
- **SNCF**: la fédération maîtrise et cadre (FMC) des cheminots a réclamé, mardi 14 octobre, « l'ouverture à la SNCF de négociations sur l'application des décisions gouvernementales en termes de réduction du temps de travail ». La FMC rappelle « son intention de parvenir à un accord ne se limitant pas aux 35 heures, mais atteignant 32 heures en quatre jours sans réduction de salaire ».

Le constructeur d'automobiles Daewoo attaque le marché européen par l'est et le sud

Le groupe sud-coréen augmente sa production en Pologne et investit en Algérie

Crée il y a trente ans, Daewoo a d'abord mené son offensive dans l'électronique, les chantiers navals et l'électroménager. Ses ambitions se

portent maintenant sur le marché de l'automobile. Le groupe sud-coréen, qui était entré dans ce secteur en s'alliant à General Motors, vole de

ses propres ailes depuis 1992. Il s'apprête à attaquer le marché américain et complète son dispositif industriel en Europe.

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale
Daewoo, en coréen, signifie « grand univers ». Lorsqu'il a été créé son groupe, il y a trente ans, Kim Woo-choong affichait déjà ses ambitions. Après s'être fait une place dans l'électronique, les chantiers navals et l'électroménager, le voici maintenant qui veut devenir un des dix premiers constructeurs mondiaux d'automobiles. Et talonner ou dépasser Renault et PSA. Le groupe a produit 770 000 véhicules en 1996. Il veut en construire 2,5 millions, dont 1,5 million à l'étranger, et porter son chiffre d'affaires dans l'automobile à 40 milliards de dollars en l'an 2000, contre 5,4 milliards en 1996.

Nombreux sont ceux qui ont longtemps souri aux ambitions démesurées de Kim Woo-choong. Aujourd'hui, ils commencent à le prendre au sérieux. Depuis 1992, date à laquelle il a mis fin à son alliance avec General Motors, le constructeur de Séoul a développé seul une nouvelle gamme de véhicules. En moins d'un an, trois nouveaux modèles de moyenne gamme sont sortis : la Lanos, la Nubira et la Leganza. Suivront la D'Arts, une sorte de Twingo coréenne, et une voiture haut de gamme. Pour concevoir ces modèles, le constructeur s'est attaché les services d'un ancien de Porsche et BMW, l'Allemand Ulrich Bez. Il a ouvert deux centres de recherche, en Allemagne et au Royaume-Uni, et recruté des ingénieurs partout dans le monde. Ils sont aujourd'hui 3 000, trois fois plus qu'en 1992.

Daewoo a multiplié ses implantations dans les pays émergents. Le constructeur dispose aujourd'hui de quatorze usines dans treize pays, qui lui permettent de faire passer sa capacité de production de

1,6 à 2,5 millions d'unités par an. Il possède des sites industriels en Pologne, Roumanie, République tchèque, Ouzbékistan, Ukraine, Vietnam, Indonésie, Iran et Chine. Contrairement aux autres constructeurs, Daewoo n'a jamais hésité à reprendre des usines obsolescentes, dotées de suréquipements importants, et à les moderniser. Chez FSO, en Pologne, le coréen s'est engagé à reprendre les 26 766 employés et à investir 1,12 milliard de dollars d'ici à l'an 2000. General Motors, qui avait signé un accord plus restreint avec FSO et commencé à y assembler des Opel Astra, a dû s'incliner.

Mais, pour Daewoo, ces pays sont stratégiques. Dans un premier temps, le président-fondateur de Daewoo a souhaité faire du volume sur des marchés en pleine croissance. Tout en faisant travailler ses ingénieurs à l'amélioration de la qualité des voitures Daewoo, qui souffrent d'une mauvaise image, pour préparer son entrée sur les marchés développés.

Aujourd'hui, Kim Woo-choong se sent prêt à les affronter. En mars 1998, le groupe retournera aux États-Unis, où il avait promis à GM

de ne pas aller pendant les cinq ans suivant leur rupture. « 150 000 unités peuvent être vendues dans un premier temps. On pourra ensuite atteindre les 500 000 unités », annonce Kim Woo-choong. Depuis 1995, Daewoo vend ses voitures en Europe de l'Ouest. En 1996, il y a séduit 91 000 nouveaux conducteurs et compte porter ce chiffre à 120 000 cette année et à 150 000 en 1998.

DÉLOYAL MAIS IMPRESSIONNANT

Ses ambitions font peur Jacques Calvet, l'ancien président du directoire de PSA, n'a pas cessé ces dernières années de fustiger les constructeurs du pays du Matin Calme. L'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles) juge déloyales leurs pratiques commerciales.

Le dispositif mis en place par Daewoo pour attaquer l'Europe occidentale est impressionnant. Le Vieux Continent est encadré. En Europe centrale et orientale, Daewoo prévoit des capacités de production de 1,4 million d'unités au début du siècle prochain. Pour la seule Pologne, où le marché reste inférieur à 400 000 unités, l'usine

FSO sera en mesure de construire 550 000 voitures par an, contre 165 500 aujourd'hui. Et même si, depuis deux ans, Daewoo s'y est octroyé une part de marché de 30 %, talonnant Fiat, le numéro un en Pologne, il est peu probable que le constructeur coréen en détienne un jour la totalité. « Evidemment, l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne - et la disparition des taxes douanières - nous rendra nettement plus compétitifs, puisque, en moyenne, elle abaissera le coût de nos véhicules de 2 000 dollars (par rapport aux véhicules exportés de Corée vers l'Europe) », explique Kim Woo-choong. Et, maintenant, Daewoo se prépare à attaquer par le sud. Le constructeur va investir, dans les dix prochaines années, 1 milliard de dollars en Algérie pour y produire, avec un partenaire local (SNVI), 50 000 voitures par an. Au moins 20 000 d'entre elles seront à terme exportées vers l'Europe. Kim Woo-choong a par ailleurs engagé des négociations avec le gouvernement marocain. Autant de menaces pour la concurrence.

Virginie Malingre

Suez-Lyonnaise engrange 2 milliards de francs de profits pour ses six premiers mois d'existence

APPROUVÉE en juin par les actionnaires des deux groupes, mais rétroactivement effective au 1^{er} janvier, la fusion entre Suez et Lyonnaise des eaux est déjà une réalité. Les équipes sont en place, leurs missions, définies. Certains sont venus au siège du nouveau groupe, rue d'Astorg, d'autres ont démenagé dans des filiales. Aujourd'hui, le nouveau groupe Suez-Lyonnaise, qui est devenu comme axes de développement les services collectifs (eau, énergie, déchets, communication), se dit « en avance sur toutes ses prévisions ».

Gérard Mestrallet, président du directoire, et Jérôme Monod, président du conseil de surveillance, étaient décidés à presser le pas, pour éviter la multiplication de situations déstabilisantes nées de la fusion. Pour démontrer aussi très vite à l'extérieur, aux actionnaires, que ce rapprochement est bien un accélérateur de croissance.

Cette volonté d'aller vite a été facilitée par la faible redondance entre les deux groupes avant la fusion. À l'exception des services généraux et d'activités dans les déchets en Belgique, représentant à peine 0,2 % du chiffre d'affaires, ils n'avaient rien en commun. Aucun salarié n'est parti, sauf Guy de Pinafeul. Dans l'ombre de Jérôme Monod pendant plus de dix ans, longtemps présenté comme son successeur, il a préféré, en septembre, prendre la présidence de

Bull plutôt que de rester cantonné au rôle de l'éternel second.

Cette nouvelle organisation n'a pas eu le temps de porter ses fruits. Suez-Lyonnaise, toutefois, profite de l'assainissement réalisé dans les deux groupes. Au terme du premier semestre, le groupe affiche un chiffre d'affaires de 91,1 milliards de francs, en hausse de 8 %, et un bénéfice net de 2,1 milliards de francs, contre 2 milliards pour l'ensemble de l'exercice 1997. L'immobilier, qui avait plombé les comptes de Suez pendant des années, ne sera bientôt plus un souci. Le nouveau groupe a ramené la valeur de ses engagements immobiliers de 6 à 4,1 milliards de francs. « Nous serons sortis de ce secteur à la fin de 1999 », assure François Jacot, membre du directoire.

PROJETS DANS TOUS LES SECTEURS

Suez-Lyonnaise a aussi commencé à se recentrer et à simplifier ses structures. Entre la vente de 25 % de sa participation dans l'Union minière, FactoFrance Heller, Accor, Lyonnaise santé, les résidences Orion, plus de 10 milliards de francs d'actifs ont été cédés. D'autres cessions semblent programmées. « Mais tout n'est pas à vendre. Nous n'avons pas besoin du fruit des cessions pour financer notre développement », soutient M. Jacot. Le groupe se dit très attaché à la valorisation de ses très profi-

tables services financiers (Sofinco, Générale de banque, Fortis) ou du BTP même s'ils sont désormais périphériques.

La coexistence entre des métiers dits « d'appui » et les activités de services, qui sont au cœur du nouveau groupe, risque cependant, à terme, de devenir problématique. Suez-Lyonnaise s'est fixé pour objectif de doubler le chiffre d'affaires de ses principales activités en cinq ans pour atteindre les 100 milliards de francs. Se sachant riches, tous les secteurs ont de vastes projets d'investissement ou d'acquisition, surtout sur les marchés étrangers. Seul le développement des télécommunications reste en suspens : le groupe ne devrait arrêter l'étendue de ses engagements dans cette branche qu'à la fin de l'année.

Pour soutenir la croissance dans ses métiers de service, le groupe prévoit qu'il lui faudra investir au moins 60 milliards de francs sur cinq ans, en dehors des dépenses habituelles. Même si Suez-Lyonnaise dispose d'une capacité d'autofinancement confortable (environ 20 milliards de francs) et de possibilités d'endettement estimées à 15 milliards, l'essentiel de ses ressources va être monopolisé par ses métiers centraux, au risque de pénaliser ses activités périphériques.

Martine Orange

Plongeon de la Bourse de Hongkong

L'ANNONCE, mardi 14 octobre, par le gouvernement thaïlandais, d'un plan de restructuration du secteur financier n'a pas réussi à ramener le calme sur les places asiatiques. La Bourse de Hongkong plongeait de 4,65 %, mercredi, et s'inscrivait à son plus bas niveau depuis le mois de mai. La Bourse de Kuala Lumpur reculait de 2,35 %, Séoul perdait 2,57 % et Manille 1,64 %.

Le plan présenté par Bangkok a pourtant été salué par le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Michel Camdessus, qui l'a qualifié d'« annonce significative ». Ce programme « comprend les éléments clés d'un processus de restructuration des 58 institutions financières dans les activités ont été suspendues ». M. Camdessus s'est notamment réjoui du fait que les investisseurs étrangers seront désormais autorisés à prendre le contrôle majoritaire des établissements financiers thaïlandais. « Cette libéralisation bienvenue sera cruciale pour recapitaliser les institutions financières », a-t-il noté.

Mais les marchés financiers ne partagent pas l'optimisme du directeur général du FMI. Ils estiment, comme Rudiger Dornbusch, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT), que « la crise en Asie n'est pas terminée en partie parce que la réponse politique est incomplète ».

« LE JAPON EST À MOITIÉ MORT »

M. Dornbusch, qui s'exprimait en marge d'un sommet organisé par le World Economic Forum, s'est montré très inquiet sur les perspectives de croissance dans la région. Selon lui, les dévaluations vont déboucher sur une poussée inflationniste qui devra être contenue par des taux d'intérêts élevés. Dans l'hypothèse la plus favorable, la croissance annuelle moyenne en Asie du Sud-Est tombera de 7 % à 4 %, ce qui affectera l'économie japonaise.

« Le Japon est au fond à moitié mort et le résultat, c'est que le yen va plonger », estime M. Dornbusch. Il prévoit que le dollar montera jusqu'à 140 yens (contre 120 yens aujourd'hui), en raison de la fuite des

capitaux hors de l'archipel. La leçon à tirer de l'expérience japonaise pour les pays d'Asie du Sud-Est est qu'une « très mauvaise politique conduit à une récession récurrente avec quelques rares moments d'enthousiasme » et que « reconstruire un système bancaire demande du temps, surtout quand vous n'essayez pas de le faire ».

Les investisseurs sont aussi pessimistes que M. Dornbusch sur l'économie japonaise. La Bourse de Tokyo est tombée, mardi 14 octobre, à son plus bas niveau depuis plus de deux ans tandis que le rendement des obligations japonaises descendait jusqu'à 1,70 %, un record historique dans le monde (les taux réels sont désormais négatifs au Japon, où l'inflation a atteint 2,1 % en août). « Il y a une bulle sur le marché obligataire japonais », a confirmé, mardi, Eisuke Sakakibara, vice-ministre des finances, une bulle dont l'éclatement pourrait déstabiliser le système financier mondial.

Pierre-Antoine Delhommais

7H22 - FRANÇOIS-HENRI DE VIRIEU

«AUTREMENT DIT» CHRONIQUE POLITIQUE

7H51 - PHILIPPE LAPOUSTERLE

«LA POLITIQUE AUTREMENT»

8H15 - IVAN LEVAI

LA REVUE DE PRESSE



OUVREZ LES OREILLES AVEC L'INFO SUR RMC.

RMC C'EST AUSSI TOUTE L'INFORMATION RÉGIONALE, NATIONALE ET INTERNATIONALE. DES JOURNAUX DE 10' TOUTES LES DEMI-HEURES, DES REPORTAGES, L'ACTUALITÉ SPORTIVE. TROIS HEURES D'INFO PERMANENTE CHAQUE MATIN... ET TOUJOURS DU SOLEIL. FRÉQUENCES : 361 S RMC (2F23 la minute.)



la valeur sud!

LAU DESIGN

SAN
LES

PLUS
PUIS
A

2ème Sen

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

Des radios contestent les mesures d'audience de Médiamétrie

A la demande de Voltage FM, un expert a été désigné par le tribunal de commerce de Paris pour vérifier les résultats jugés « incohérents » de la dernière enquête de l'institut. C'est le système de calcul d'audience des petites radios musicales qui est en jeu

CERTAINES stations FM contestent la validité des résultats de Médiamétrie, cet institut qui règne en maître sur les sondages radio. Une accusation d'autant plus grave pour les radios que le nombre d'auditeurs conditionne directement les recettes publicitaires, donc la santé financière, de ces stations. Le conflit qui oppose Voltage FM, détenue majoritairement par le producteur Gérard Louvin, à l'institut de sondage Médiamétrie, présidé par Jacqueline Aglietta, est monté d'un ton. Il se règle désormais devant le tribunal de commerce de Paris.

Voltage FM finance une enquête entre chaque vague de résultats de l'enquête 75 000 de Médiamétrie afin de mieux « piloter » sa grille de programmes. Or, selon un actionnaire minoritaire de la radio, « certains résultats étaient incohérents en avril-juin, et nous avons demandé à Médiamétrie des explications. Mais l'institut de sondage a refusé la nomination d'un expert du centre d'études des supports publicitaires (CESP), qui doit avoir un rôle d'observateur dans ce type de

conflit ». Gérard Louvin confirme : « J'ai demandé à Médiamétrie de comprendre pourquoi l'audience de Voltage FM a baissé de 46 %. On ne m'a pas répondu. »

Dans une ordonnance du mardi 14 octobre, le tribunal de commerce de Paris a donné raison à Voltage FM en condamnant un expert, Francis Mercury, qui devra « prendre avis auprès du CESP » et « fournir tous les éléments de nature à évaluer les préjudices » encourus par Voltage FM. Son rapport est attendu dans un délai de trois mois. La direction de Médiamétrie a voulu minimiser l'affaire : elle souhaite que « la mission de l'expert aboutisse au plus vite », tout en regrettant « le précédent que risque de créer cette décision ».

« Dans un univers des audiences où inévitablement les évolutions en hausse des uns s'effectuent au détriment des autres, il serait dommageable pour le média radio et pour tous les acteurs du marché que, chaque fois que les responsables d'une station seront mécontents de leurs résultats d'audience, ils exigent une expertise,

procédure lourde dont la multiplicité pourrait bloquer le système », explique Médiamétrie dans un communiqué. C'est pourquoi Médiamétrie a décidé, pour le principe, de faire appel. Jacqueline Aglietta a ajouté que le CESP « n'a jamais émis de réserves sur la méthodologie employée ».

MONOPOLE DE FAIT

Ce n'est pas la première fois que Médiamétrie est mis en cause par un de ses clients. Toujours pour la même vague d'audience, Nova a également demandé des éclaircissements, d'autant plus légitimes que l'institut de sondages la crédite d'un plus grand nombre d'auditeurs sur Paris que sur l'ensemble de l'Île-de-France. Selon Danièle Granet, directrice générale de Nova Presse, « ces incohérences nous empêchent d'avoir une stratégie commerciale classique. Nous avons été reçus par le comité des radios de Médiamétrie, le 23 septembre, afin d'explorer plusieurs pistes, comme la publication des résultats des radios musicales tous les six mois, la redéfini-

tion des périmètres géographiques en fonction d'aires urbaines calculées selon le découpage de l'INSEE, le changement des calculs qui permettraient de lisser davantage les résultats ». Pour elle, « l'idée, c'est de sortir de la crise, d'améliorer les choses, de les faire évoluer ».

D'une manière plus générale, ce conflit pose le problème de l'adaptation de la mesure d'audience à des médias thématiques, comme les petites radios musicales. Jacqueline Aglietta reconnaît que Médiamétrie « pêche par égalité de traitement entre les grandes et les petites stations, ce qui génère des résultats difficiles à utiliser pour les radios locales thématiques. Mais, pour obtenir la même fiabilité que pour RTL, il faudrait interroger huit fois plus de sondés, ce qui est financièrement impossible ». D'où sa volonté d'« adapter les résultats Médiamétrie aux différentes catégories de stations ».

Jusqu'à présent, Médiamétrie bénéficie d'un monopole de fait dans la mesure d'audience radio. Mais l'institut Ipsos rêve de se lancer dans la bataille et a déjà,

comme l'explique son coprésident Didier Truchot, effectué des tests sur l'Île-de-France, entre le 1^{er} septembre et le 27 octobre 1996 en se fondant sur la technique du « carnet d'écoute ».

Ce ballon d'essai a été réalisé avec l'appui financier du groupe Europe 1 et de plusieurs centrales d'achat d'espace (Carat, TMP, MédiaPolis).

« Il ne peut pas y avoir en France deux systèmes de mesure d'audience radio, concède Didier Truchot. A un moment ou à un autre, il faudra se mettre d'accord. » En attendant, par exemple, qu'un système de logiciel miniaturisé permette d'entendre et d'identifier les stations écoutées. « Une telle technologie, qui fonctionnera sans intervieweur et sans interviewé, devrait voir le jour d'ici deux à trois ans », précise Didier Truchot. Mais cela ne résoudra pas pour autant tous les problèmes de la mesure d'audience, notamment la représentativité des échantillons ou des zones géographiques étudiées.

Nicole Vulser

« Le Grand Jury RTL-Le Monde » en direct sur LCI

CRÉÉ en septembre 1980 par Michèle Cotta, alors chef du service politique de RTL, et André Laurens, alors adjoint au chef du service politique du Monde, « Le grand jury RTL-Le Monde » connaît un nouveau développement : à partir du dimanche 19 octobre, l'émission, diffusée sur RTL, sera en même temps sur LCI. A l'origine, « Le grand jury » — qui n'a d'ailleurs reçu cette appellation qu'un an après sa création — était une émission bi-mensuelle, diffusée le jeudi, et qui associait les lecteurs du Monde et les auditeurs de RTL, par courrier, à la préparation des questions posées à la personnalité invitée.

Par la suite, l'émission avait pris un rythme hebdomadaire. André Laurens étant devenu directeur du Monde, c'est André Passeron, journaliste au service politique, qui avait été chargé du « Grand Jury », en liaison avec les responsables du service politique et de la rédaction de RTL, jusqu'à son départ à la retraite en 1993.

Diffusé chaque dimanche sur l'antenne de RTL et, jusqu'à maintenant, sur celle de RTL 9 (câble), « Le grand jury » fait partie des grandes émissions politiques de référence. Il continuera à être présenté, à tour de rôle, par les animateurs de la rédaction de RTL — Olivier Mazerolle, Jean-Pierre Defrain, Richard Arzt —, avec la participation des journalistes du Monde et, désormais, celle de journalistes de LCI, parmi lesquels Anita Hauser, Pierre-Luc Séguinot et Luc Eyraud.

L'émission sera transmise en direct sur LCI de 18 h 30 à 19 h 30. Les lecteurs du Monde trouveront, comme chaque semaine, dans l'édition du lundi (datée mardi), les principales déclarations de l'invité, selon l'intérêt des propos tenus.

Le premier invité de la nouvelle formule sera, le 19 octobre, Nicolas Sarkozy. Le porte-parole du RPR sera interrogé par Patrick Jarreau, chef du service France du Monde, Paul Joly, de RTL, et Anita Hauser, de LCI.

France-Culture fait sa mue avec trente émissions nouvelles

TRENTÉ nouvelles émissions, une grille plus lisible et plus proche des auditeurs et une plus grande place faite à l'information : telles sont les principales innovations de la nouvelle grille de France-Culture, qui a été présentée mardi 14 octobre. Celle-ci débutera à l'antenne samedi 25 octobre, à 7 heures, par un nouveau générique musical fabriqué par de jeunes compositeurs et qui évoluera suivant les heures de la journée et les moments de l'année.

Après les émois suscités au printemps par le départ de Jean-Marie Horzels et la nomination de Patrice Gélinet à la tête de France-Culture (le Monde du 28 mars), la nouvelle grille était attendue avec curiosité. D'emblée, Michel Boyon, PDG de Radio-France, a dessiné le cadre : « La chaîne restera fidèle à elle-même. Elle a vocation à s'adresser à tous les publics et doit intégrer prendre en compte la modification des comportements d'écoute du public. » Plus

radical, car sans doute plus soucieux de marquer son passage, Patrice Gélinet a affirmé : « France-Culture change de peau. C'est la réforme la plus importante depuis 1963, date de la création. L'exercice consistait à casser l'image trop élitiste de la chaîne tout en préservant celle de sa qualité. »

DES RENDEZ-VOUS PLUS RÉGULIERS

Les principales modifications tiennent à l'architecture de la grille, qui repose désormais sur des rendez-vous plus réguliers, hebdomadaires ou mensuels. Elle prétend aussi avoir mieux pris en compte les rythmes de vie, et donc d'écoute, de l'auditeur selon les moments de la journée.

Aux deux magazines traditionnels que sont « Culture Matin » et « Panorama », va s'en ajouter un nouveau, « Staccato », qui « se fixe pour ambition de rendre accessible à un large public le monde d'aujourd'hui ». Chaque soir, entre 18 heures et 19 h 45, An-

toine Spire animera cette émission, qui abordera avec des « témoins » des sujets aussi divers que le cinéma, la sociologie, la gastrologie, l'urbanisme, etc.

Chaque vendredi, les journalistes de France-Culture traiteront de l'actualité pendant une heure dans « Conférence de rédaction ». Par ailleurs, « Le Grand Débat », qu'animait auparavant Patrice Gélinet, devient une émission mensuelle réalisée en collaboration avec Le Monde et où seront traités les questions de société et les sujets politiques.

DIVERSITÉ DES GOÛTS

Pour répondre à « la diversité des goûts de l'auditeur », cinq magazines consacrés à la ville, aux sciences, aux métiers, à la santé et à l'économie parsèmeront la semaine, chaque jour en fin de matinée. De nouveaux sujets seront traités comme le sport, l'islam ou l'archéologie. La philosophie et la poésie bénéficieront d'un meilleur traite-

ment. Parmi les nouveautés, Patrice Gélinet a annoncé le retour sur France-Culture de Laure Adler, qui animera « Les Lundis de l'Histoire ».

Même si la mise au point définitive de ces programmes semble avoir été faite dans une certaine « fébrilité », ils semblent plutôt bien accueillis par les collaborateurs, qui en ont eu communication seulement lundi. Quelques producteurs cependant s'inquiètent du risque qu'ils ont de perdre quelques heures de travail.

Pour être dans l'air du temps, M. Boyon a annoncé que France-Culture sera diffusée à partir du mercredi 15 octobre sur CanalSatellite.

Elle rejoint ainsi les autres chaînes de Radio-France, dont France-Musique, FIP, France-Inter, France-Info, que les décodeurs d'un décodeur numérique pouvaient déjà capter.

Françoise Chirot

2^{ème} Semaine de la Publicité.

Du 13 au 19 octobre 1997.

LES PUBLICITE
LES JOURNAUX
SERAIENT
PLUS SIMPLES A LIRE
PUSQU'IL N'Y EN
AURAIT PAS.

سكدا من لايصل

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance en hausse mercredi. Le Nikkei a gagné 24,98 points à 17 331,37 points, soit une avance de 0,14 % sur son niveau de la veille.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 15 octobre, à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 327,50-327,80 dollars contre 328,30-328,60 dollars la veille en clôture.

■ LE PRIX du baril de brut de référence light sweet crude a perdu 62 cents à 20,70 dollars mardi 14 octobre à New York. Lundi, il avait déjà perdu 78 cents.

■ LE RENDEMENT moyen sur les émissions du Trésor américain à 30 ans, qui évoluait à l'inverse du prix, a reculé à 6,35 %, contre 6,43 % vendredi en clôture.

■ LA BOURSE de Milan s'est reprise mardi grâce à la solution de la crise entre le gouvernement de Romano Prodi et les communistes. Le Mibtel a gagné 2,28 % à 16 039 points.

LES PLACES BOURSIÈRES

Prises de bénéfice à Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la baisse, mercredi 15 octobre, à l'image des autres places européennes et consolidait ainsi ses récents mouvements. La baisse d'Intel dans la foulée de ses résultats mardi soir fait en outre craindre un repli de Wall Street dans la journée, relevant un opérateur.

Vers 12 h 30, l'indice CAC 40, qui avait ouvert en baisse de 0,96 %, perdait 0,81 %, à 2 981,33 points. Les transactions portaient sur 3,1 milliards de francs, dont 2,2 milliards de francs sur les 40 valeurs de l'indice vedette. Le marché subissait des prises de bénéfice après ses hausses de 1,55 % lundi et de 0,15 % mardi à la faveur des multiples opérations annoncées.

La fermeté du franc, qui est revenue à son cours pivot au sein du SME et qui a conduit la Banque de France à intervenir mercredi matin pour freiner son expansion, préoccupait paradoxalement les investisseurs. Ces derniers mois, le marché des actions était stimulé par la

Indice CAC 40 sur 1 an



CAC 40 5 JOURS



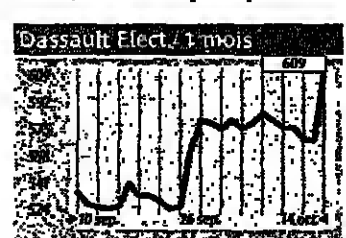
hausse du dollar vis-à-vis du franc, qui dopait les exportations françaises. Par ailleurs, des opérateurs n'excluent pas que la Bundesbank relève prochainement ses deux

taux directeurs, l'escompte et le lombard. La semaine précédente la Bundesbank avait relevé son troisième taux directeur, celui des prises de pension.

Dassault Electronique, valeur du jour

LE SECTEUR de l'armement a tenu la vedette, mardi 14 octobre, à la Bourse de Paris, après l'annonce lundi soir du schéma retenu par le gouvernement pour la restructuration de l'industrie de la défense. Dassault Electronique a gagné 7,41 % à 609 francs, avec des échanges portant sur 79 000 titres. BNP Equities est passé sur la valeur de « sous-performance » à « surperformance ». BNP Equities estime que Dassault Industrie, qui détient 57 % de Dassault Electronique, cher-

chera à valoriser au mieux son actif et table sur un maintien de cours à au moins 700 francs pour le rachat des 35,5 % détenus par le public.



Nouvelle et légère hausse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en légère hausse, mercredi 15 octobre, mais les inquiétudes que suscite l'économie japonaise ont sensiblement freiné ce mouvement de reprise. L'indice Nikkei a finalement gagné 24,98 points (0,14 %), à 17 331,37 points, après avoir atteint au plus haut 17 426,97 points.

La veille, Wall Street avait progressé, son principal indicateur affichant un gain de 24,07 points (0,3 %), à 8 096,29 points, à l'issue d'une séance irrégulière. Les échanges ont été dominés par la publication des résultats trimestriels des sociétés et par des ventes bénéficiaires.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en très légère baisse après avoir résisté à une vague de prises de bénéfice suscitée par la forte poussée des cours la veille.

L'indice Footsie a perdu 1,2 point (0,02 %), à 5 298,90 points. La Bourse de Francfort a terminé en baisse de 0,69 %, l'indice DAX régressant malgré tout à rester au-dessus de 4 200 points, à 4 202,37 points, eo dépit des craintes recouvrées d'une hausse des taux allemands. Le baisse du dollar a également contribué au mouvement de repli.

INDICES MONDIAUX

Cours au 14/10	Cours au 15/10	en %
Paris CAC 40	3004,41	+0,11
New York DJ index	8096,29	+0,36
Tokyo Nikkei	17331,37	+0,14
Londres FTSE 100	5298,90	-0,02
Francfort DAX 30	4202,37	-0,69
Frankfurt Commer.	1395,35	-0,79
Boursenote/Bel 20	2999,44	+0,04
Boursenote/Général	2450,76	+0,14
Milano MIB 30	1201	-0,12
Amsterdam AEX	639,90	-0,44
Madrid IBEX 35	601,15	-0,34
Stockholm OMX	2582,26	-0,04
Londres FTSE 100	5298,90	-0,02
Hong Kong Hang Seng	13836,60	+1,71
Singapore Straits	1878,25	+0,03

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Cours au 14/10	Cours au 15/10	en %
Alcoa	81	-0,55
Allied Signal	41,37	-0,18
American Express	83,43	-0,29
AT & T	46	-0,22
Boeing Co	54,87	-0,18
Caterpillar Inc.	60,75	-0,18
Chevron Corp.	65,30	-0,15
Coca-Cola Co	60,93	-0,15
Disney Corp.	86,43	-0,15
Du Pont Nemours & Co	56,12	-0,15
Eastman Kodak Co	64,37	-0,15
Exxon Corp.	64,68	-0,15
Gen. Motors Corp.	70,37	-0,15
Gen. Electric Co	69,50	-0,15
Goodyear T & Rubber	70,25	-0,15
Hewlett-Packard	68	-0,15
IBM	109,37	-0,15
Intl Paper	57,12	-0,15
J.P. Morgan & Co	120,68	-0,15
Johnson & Johnson	60,62	-0,15
McDonalds Corp.	46,18	-0,15
Merck & Co Inc.	101,50	-0,15
Minnesota Mining & Mfg	96,62	-0,15
Philip Morris	41,40	-0,15
Procter & Gamble Co	72,56	-0,15
Sears Roebuck & Co	54,37	-0,15
Travelers	75,43	-0,15
Union Carb.	47,25	-0,15
Wal Tech Inc.	79,68	-0,15
Wal-Mart Stores	36	-0,15

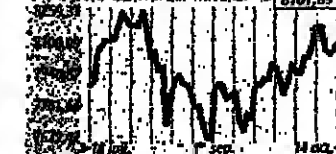
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 14/10	Cours au 15/10	en %
Allied Lyons	5,15	-0,09
Barclays Bank	16,25	-0,19
B.A.T. Industries	6,06	-0,09
British Aerospace	17,09	-0,19
British Airways	6,53	-0,19
British Petroleum	9,27	-0,19
British Telecom	4,46	-0,19
B.T.E.	2,42	-0,19
Cadbury Schweppes	6,21	-0,19
Eurotunnel	0,65	-0,19
Fortis	1	-0,19
Glaxo Wellcome	13,65	-0,19
Grain Processing PLC	9,07	-0,19
Grand Metropolitan	6,06	-0,19
Guinness	6,07	-0,19
Hanson PLC	0,87	-0,19
Great PLC	7,15	-0,19
H.S.B.C.	18,80	-0,19
Imperial Chemical	9,43	-0,19
Legal & Gen. Corp	5,14	-0,19
Lloyds TSB	8,01	-0,19
Marks & Spencer	6,42	-0,19
National Westminster	9,37	-0,19
Peninsular Oriental	7,46	-0,19
Reuteurs	7,42	-0,19
Sainsbury & Sainsbury	1,30	-0,19
Shell Transport	4,75	-0,19
Tate and Lyle	4,68	-0,19
Zeneca	20,91	-0,19

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Cours au 14/10	Cours au 15/10	en %
Allianz Holding AG	452	-0,19
Bayer AG	62,70	-0,19
Bayer AG	67,75	-0,19
Bay Hypo/Wertheim	81,60	-0,19
Bayer Vertriebsbank	107,10	-0,19
BHW	1433	-0,19
Commerzbank	65,20	-0,19
Daimler-Benz AG	134,75	-0,19
Deutsche Bank AG	89,70	-0,19
Deutsche Telekom	129,15	-0,19
Dresdner Bank AG	81,50	-0,19
Hochtief AG	107,40	-0,19
Hoechst AG	78,35	-0,19
Karstadt AG	610	-0,19
Linde AG	1200	-0,19
MTI, Luftkurort AG	37,85	-0,19
Man AG	58	-0,19
Merck & Co	825	-0,19
Metro	83,50	-0,19
Muenchener R. N.	597	-0,19
Preussag AG	514,50	-0,19
Rohr	89,75	-0,19
Sap VZ	509	-0,19
Scherling AG	168	-0,19
Siemens AG	123,60	-0,19
Thyssen	419,60	-0,19
Veba AG	102,10	-0,19
Viel	841	-0,19
Volkswagen VZ	904	-0,19

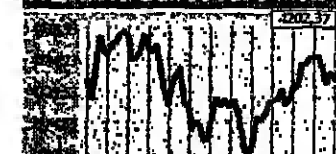
New York: Dow Jones sur 3 mois



Londres: FT 100 sur 3 mois



Francfort: DAX 30 sur 3 mois



LES TAUX

Recul du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert eo légère baisse, mercredi 15 octobre. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 4 centimes, à 99,06 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,60 %, soit 0,02 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

La hausse du taux des prises en pension de la Bundesbank, décidée jeudi dernier, est destinée à « garantir la stabilité du mark », a estimé mardi le vice-président de la banque centrale allemande, Johann Wilhelm Gaddum. Les obligations américaines avaient terminé en forte hausse, mardi, soutenues par les bons résultats des adjudications de titres : le taux de l'emprunt d'Etat à trente ans était revenu de 6,43 % à 6,36 %.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	137,50	137,50	137,50	137,50
1 mois	3,89	3,47	3,25	3,40
3 mois	3,89	3,39	3,30	3,40
6 mois	3,66	3,76	3,64	3,74
1 an	3,67	4,09	3,35	4,07
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,5000	3,5117	—	—
Pibor Francs 3 mois	3,4500	3,4600	—	—
Pibor Francs 6 mois	3,3800	3,3900	—	—
Pibor Francs 9 mois	3,3000	3,3100	—	—
Pibor Francs 12 mois	3,2500	3,2600	—	—
PIBOR EURO				
Pibor Ecu 3 mois	4,8150	4,8250	—	—
Pibor Ecu 6 mois	4,6150	4,6250	—	—
Pibor Ecu 12 mois	4,2350	4,2450	—	—

MATIF

échéances 14/10	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 5,5 %					
Dec 97	79345	99,14	99,14	99,06	99,10
Mars 98	402	98,82	98,82	98,50	98,58
Juin 98	2	98,14	98,14	98,14	98,14

PIBOR 3 MOIS

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec 97	11057	98,25	98,27	98,25	98,26
Mars 98	10899	98,02	98,06	98,02	98,04
Juin 98	462	97,66	97,69	97,66	97,67
Sept 98	296	96,49	96,51	96,49	96,48

ECU LONG TERME

échéances 14/10	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec 97	407	98,14	98,14	98,06	98,08

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéances 14/10	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Oct 97	10108	3024	3030	3021	3014
Nov 97	597	3022	3033	3005	3018
Dec 97	141	3041	3041	3038	3038
Mars 98	80	3067	3067	3063	3063

LES MONNAIES

Vigueur du franc

LE DOLLAR était stable, mercredi matin 15 octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,7502 mark et 5,87 francs.

Sur le marché des devises européennes, le franc s'inscrivait en hausse face à la monnaie allemande, à 3,3549 francs pour 1 deutschemark. La devise française est désormais très proche de son cours pivot au sein du

Système monétaire européen (SME), fixé à 3,3338 francs pour 1 mark. Ce mouvement reflète la confiance des investisseurs dans la réalisation de l'Union monétaire.

Cet optimisme a été renforcé par la fin de la crise politique en Italie, par la publication des prévisions économiques encourageantes de la Commission européenne et par l'accord conclu entre la France et l'Allemagne sur le Conseil de l'Europe.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours 14/10	cours 15/10	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	335,5000	+0,03	324	348
Autriche (100 sch)	4,8800	+0,01	5,9300	6,1300
Belgique (100 F)	16,2400	+0,02	15,7000	16,4000
Pay-Bas (100 fl)	297,9100	+0,03	—	—
Italie (100 li)	9,2255	+0,03	9,1500	9,2900
Danemark (100 kr)	88,1100	+0,03	87	88
Irlande (100 Ir)	6,8885	+0,03	6,1600	6,9000
Grèce (100 dr)	9,5170	+0,03	9,0800	9,9800
Suède (100 kr)	2,1310	+0,03	1,8700	2,3700
Suisse (100 fr)	77,7900	+0,03	72	82
Norvège (100 N)	402	+0,03	388	416
Autriche (100 sch)	47,6750	+0,03	46,1000	49,2000
Espagne (100 pes.)	3,9765	+0,03	3,6700	4,2700
Portugal (100 esc)	3,3000	+0,03	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,2628	+0,03	3,9500	4,5900
Japon (100 yens)	4,8937	+0,03	4,6500	5,1400
Finlande (mark)	111,8500	+0,03	105,5000	116,6000

PARITES DU DOLLAR

	15/10	14/10	en %
FRANCFORT: USD/DM	1,7524	1,7500	+0,14
TOKYO: USD/Yen	121,6200	120,8000	+0,76

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

DEVICES	compromis	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,8799	5,8799	5,8997	5,8997	5,8997
Yen (100)	4,8482	4,8482	4,8911	4,8911	4,8911
Deutschemark	3,3550	3,3550	3,3578	3,3578	3,3578
Franc Suisse	4,0229	4,0229	4,0283	4,0283	4,0283
Lire Ital. (1000)	3,4322	3,4322	3,4149	3,4149	3,4149
Livre sterling	9,5240	9,5240	9,5788	9,5788	9,5788
Peseta (100)	3,9812	3,9812	3,9882	3,9882	3,9882
Franc Belge (100)	16,268	16,268	16,290	16,290	16,290

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

DEVICES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,48	5,36	5,39
Eurodollar	5,36	5,36	5,30
Eurolivre	7,13	7,13	7,36
Eurodeutschemark	3,45	3,38	3,70

L'OR

	cours 14/10	cours 15/10
Or fin (le barre)	61900	61800
Or fin (en lingot)	62750	62800
Once d'Or Londres	328,90	—
Pièce française(20F)	359	355
Pièce suisse (20F)	360	357
Pièce Union lat(20F)	359	355
Pièce 20 dollars us	2400	2460
Pièce 10 dollars us	1327,50	1327,50
Pièce 50 pesos mex.	2330	2310

SPORTS Du 16 au 18 octobre, le Palais omnisports de Paris-Bercy accueille la huitième édition du McDonald's Championship, créé en 1987 par la National Basketball Association

(NBA) et dont la finalité est, depuis 1991, d'opposer tous les deux ans un club américain à des adversaires du reste du monde. ● **VICTORIEUX** de cinq titres de champion des États-Unis

en sept ans, les Chicago Bulls font partie des plus grands clubs de l'histoire du basket-ball américain. Il s'agit de leur premier déplacement hors de l'Amérique du Nord. ● **LES AUTRES**

ÉQUIPES présentes à Bercy sont le PSG-Racing (France), l'Olympiakos Le Pirée (Grèce), l'Atenas Cordoba (Argentine), le FC Barcelone (Espagne) et le Benetton Trévise (Italie).

● **MICHAEL JORDAN** n'est pas seulement le joueur vedette de Chicago : il incarne le rayonnement d'un basket-ball américain extrêmement populaire en Europe.

La NBA vient faire la démonstration de sa puissance à Paris

Les Chicago Bulls, champions des États-Unis, et leur superstar Michael Jordan sont au Palais omnisports de Bercy du 16 au 18 octobre pour une manifestation organisée par la ligue américaine de basket-ball professionnel, qui s'intéresse de très près au développement de ce sport en France

QUAND l'Amérique part en voyage, c'est toute l'Amérique qui débarque. Et le McDonald's Championship installé à Paris, pour trois jours (16-18 octobre), non seulement une équipe de basket-ball mythique - les Chicago Bulls - et sa vedette planétaire - Michael Jordan -, mais aussi une troupe hétéroclite d'une centaine de personnes où se côtoient des pom-pom girls, des agents de sécurité, des arbitres, des hommes-mascottes, des statisticiens et des VIP. Même le parquet posé pour l'occasion au Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) a traversé l'Atlantique.

La National Basketball Association (NBA) prend des habitudes. En 1991, déjà, la célèbre ligue américaine avait dressé son chapiteau sur les bords de la Seine (avec les Los Angeles Lakers et « Magic » Johnson).

A l'époque, la Fédération française de basket-ball (FFBB) avait accueilli comme il se doit ces puissants cousins d'Amérique, pensant alors que la notoriété de la NBA inciterait quelques jeunes à s'inscrire dans ses clubs. Six ans plus tard, le climat n'est plus le même. Au siège de la FFBB, on se plaint d'avoir dû se satisfaire de tâches de seconde main dans le montage de la manifestation.

Cette contrariété pourrait paraître anecdotique s'il ne s'agissait d'un avatar supplémentaire dans les relations qu'entretient le basket français avec le géant mondial.

Tout s'est compliqué depuis qu'en juin, le bureau européen de la NBA a quitté Genève pour s'installer non loin des Champs-Élysées. Une trentaine de personnes y travaillent aujourd'hui ; dans six mois, le nombre d'employés aura doublé, et dépassera alors celui de la FFBB (quarante salariés).

Cette NBA-Europe est dirigée par Paul Zilk qui est également le vice-président de NBA-Properties, une sous-division chargée d'inonder la surface du globe en produits dérivés. Mootant des profits 1996 : 3,6 milliards de dollars (un peu plus de 23 milliards de francs).

Philanthropique ou basement commerciale, la stratégie expansionniste du basket américain sera difficile à entraver

« Notre activité internationale, expose Paul Zilk, répond à deux missions : améliorer le niveau du basket dans le monde et développer notre marque. Je vous assure que nous travaillons dans le plus grand respect des structures locales, comme la Fédération française de basket. Avec elle, comme avec les autres, nous souhaitons une coexistence pacifique et coopérative. »

Ce discours, Yvan Mainini ne l'entend plus. Le président de la FFBB a plutôt l'impression qu'on lui mange la laine sur le dos. Face à « cette exploitation de l'image du basket à des fins uniquement commerciales », l'ancien arbitre veut « organiser la résistance ».

Si guerre il y a, les belligérants sont plus nombreux qu'on ne le croit. La NBA n'est pas la seule à lorgner sur le marché français. Les fabricants d'articles de sport font



de même. Au lendemain des Jeux olympiques de Barcelone en 1992, où fut présentée pour la première fois une sélection de joueurs NBA - la Dream Team première version -, Adidas, Converse, Nike, Reebok et la FFBB organisèrent, simultanément, leur tournoi itinérant de « basket de rue ».

La formule - des matches à trois à contre trois sur un terrain en plein air - a connu de beaux moments. Elle est désormais dépassée. Pour Franck Denglos, responsable de l'animation basket-ball chez Adidas, « il faut maintenant proposer davantage aux adolescents : non seulement du basket, mais aussi de la musique et des stars NBA ».

Cet été, la France a vu défiler un étonnant cortège promotionnel : Tim Hardaway (Miami Heat) et Charlie Ward (New York Knicks) à l'occasion d'un « camp d'entraînement » pour adolescents organisé par Nike ; puis Joe Dumars (Detroit Pistons) pour un autre « camp », coordonné par Adidas ; Dennis Rodman (Chicago Bulls) pour un miniparc d'attractions monté par Converse. Point d'orgue : le 14 septembre, quand Nike loua le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) pour un spectacle proposant des chanteuses soul music, un DJ français et deux

Michael Jordan sous le maillot de la « Dream Team » des États-Unis lors des Jeux olympiques d'Atlanta : le basket-ball professionnel américain compte sur ses stars planétaires pour ouvrir le marché français aux produits NBA.

équipes maison. La première rassemblait Charles Barkley (Houston Rockets), Reggie Miller (Indiana Pacers), Jason Kidd (Phoenix Suns). La seconde était une « sélection française des futurs joueurs NBA » conduite par Mustapha Sonko (Pau-Orthez) et Alain Digbeu (Villeneuve).

Question posée par la FFBB : Nike avait-il le droit d'organiser une telle rencontre, sachant que seule la fédération possède la délégation ministérielle permettant d'organiser des compétitions sur le sol français ? Le président Yvan Mainini bésitera à dépecher un huissier, avant de renoncer. Une recrudescence qui démontre combien il est difficile d'opposer une riposte franche aux offensives de ces opérateurs qui sont aussi - ou peuvent devenir - des partenaires économiques. Quelle soit philanthropique ou basement commerciale, la stratégie expansionniste du basket américain reste donc difficile à entraver.

Elle le sera même d'autant plus que la NBA ouvre grand ses portes, désormais, à des joueurs non américains. Comme, par exemple, Olivier Saint-Jean, récemment recruté par le club NBA des Sacramento Kings. Une ruine est née : la nationalité française du joueur en faisait un excellent « produit d'identification » pour la jeune clientèle hexagonale. Son embauche était tactique.

Quoi qu'il en soit, Olivier Saint-Jean fera bel et bien ses grands débuts en NBA le 1^{er} novembre, jour de la reprise de la saison. Deux semaines auront passé depuis le McDonald's Championship. Le basket-ball américain sera encore sur le devant de la scène.

F. P.

David Stern, président exécutif de la National Basketball Association

« Nous sommes de bons partenaires pour faire des affaires »

« Le siège européen de la National Basketball Association (NBA) s'est installé à Paris, le McDonald's Championship a lieu pour la deuxième fois à Bercy, et à Paris, toujours, viennent de se succéder plusieurs opérations promotionnelles organisées par des marques de chaussures. Pourquoi cet intérêt pour la France ? »

- Depuis 1991, date du premier McDonald's Championship de Paris, nous assistons à une énorme progression de l'intérêt porté au basket-ball en France, grâce à tous les événements que vous mentionnez, mais également à la croissance de la Fédération française. Je pense qu'actuelle-

ment le marché français est celui qui se développe le plus vite en Europe. Il progresse plus rapidement que le marché américain, arrivé à maturité. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'installer notre siège européen ici.

- Vous comparez souvent la stratégie de la NBA à celle de Disney...

- Disney focalise tout sur sa marque : émissions de télévision, produits sous licence, édition... Nous aussi, nous proposons des émissions de télévision dans le monde entier et vendons des produits à notre nom, des revues, des cassettes vidéo... Mais il existe trois différences. D'abord, Disney concentre son activité sur

quatre sites. La NBA, elle, en possède vingt-neuf, puisqu'il y a vingt-neuf équipes se produisant dans vingt-neuf stades différents. Ensuite, Disney ne met pas en scène des personnes réelles. Dans la NBA, il y a des êtres humains. Enfin, Disney s'emploie à attirer le plus grand nombre de personnes vers ses parcs alors que notre objectif est d'accroître la place du basket-ball dans le monde.

- Les villes canadiennes de Vancouver et de Toronto ont rejoint la NBA il y a deux ans. Mexico pourrait également la rejoindre dans un avenir proche. Y aura-t-il un jour une équipe NBA en Europe ?

- L'idée est séduisante, mais cela ne fait

pas partie de nos prévisions. Notre politique est de travailler avec les infrastructures locales qui existent déjà, de les compléter, pas de les remplacer. Nous préférons voir un championnat français ou anglais d'un niveau élevé.

- Il semble que la Fédération française de basket-ball n'apprécie pas que vous fassiez des affaires sur son terrain...

- Il faut que nous nous rapprochions et que nous fassions converger nos efforts dans l'intérêt du basket-ball. Avec le temps, je suis certain que toutes les ligues nationales comprendront que nous les soutenons. Nous avons toujours tenu nos

promesses. Nous sommes de bons partenaires pour faire des affaires.

- La popularité de Michael Jordan a beaucoup aidé au rayonnement du basket américain. Pourriez-vous compter sur des stars de son envergure quand il aura pris sa retraite ?

- Je ne crois pas que Michael Jordan puisse être un jour remplacé. De nouveaux joueurs - Shaquille O'Neal, Grant Hill ou Kevin Garnett - tenteront de combler le vide. Ils y parviendront peut-être, et le business se portera toujours bien.

Propos recueillis par Frédéric Potet

Le PSG-Racing à l'épreuve des géants

LE PSG-RACING, vainqueur surprise du dernier championnat de France, a le privilège de représenter le basket-ball français dans le McDonald's Championship : s'ils battent, jeudi 16 octobre, leurs premiers adversaires - les vice-champions d'Europe du FC Barcelone -, les Parisiens affronteront le lendemain les Chicago Bulls. Une perspective qui, selon l'entraîneur adjoint du club, Didier Dobbels, « perturbe nerveusement » les joueurs. « C'est un bel événement qu'il va falloir vite oublier, poursuit-il. Car cela va être très difficile de passer du championnat de France aux Chicago Bulls, puis des Bulls à l'Euroleague. »

Ce tournoi est le quatrième du genre pour Bozidar Maljkovic, le nouvel entraîneur de PSG-Racing. Le coach serbe, vainqueur de quatre titres de champion d'Europe en neuf ans, avec trois équipes différentes, avait déjà conduit Split, Barcelone et Limoges dans ce qu'il appelle « la grande vitrine du basket mondial ». « C'est une occasion de rencontrer les meilleures équipes et d'élever

notre jeu au niveau mondial », explique-t-il.

Après une douzaine de matches, championnat de France et Euroleague confondus, « Boja » Maljkovic se refuse à tirer un premier bilan. Son équipe a mal commencé le championnat, avec une défaite inattendue à Montpellier, et encore plus mal négocié ses premiers pas européens, avec quatre défaites en quatre rencontres - dont trois à l'extérieur. « Il y a six nouveaux joueurs dans l'effectif », avance-t-il en guise d'excuse. « L'équipe a pourtant été bâtie pour être plus forte que celle de l'année dernière, assure Didier Dobbels. Nous avons plus de moyens pour faire mieux. Nous avons un banc de remplaçants plus consistant. »

PARENTS PAUVRES

Frédéric Forte a rejoint à Paris son ancien coéquipier du CSP Limoges, Richard Dacoury, Thierry Zig (Levallois), l'Américain Troy Truvillion (Le Mans), les Yugo-slaves Nikola Loncar (Varèse) et Dejan Koturovic, et l'Espagnol Alfonso Reyes (Madrid) ont été re-

crutés pour servir les ambitions du club de Canal Plus. En dépit de ces renforts, le PSG-Racing ne parvient pas, pour le moment, à se surpasser au niveau européen.

« Nous ne pourrions pas faire grand-chose en Euroleague cette année, prévient Boja Maljkovic. Nous n'avons pas l'équipe pour cela, il nous manque de la qualité. » Pourtant, selon ce coach aguerri, « le basket français a progressé ces dernières années, en attaque et en défense ». Un compliment rare de la part de celui qui est considéré comme le maître du jeu défensif : « Les jeunes coaches français comme Jacques Monclar ou Greg Beugnot ont très bien compris mon message, ils suivent mon travail, dit-il. Je préférerais toujours gagner un match 51-50 grâce à une grande force physique et mentale, et à un bon jeu de vitesse plutôt que de gagner 125-124 : dans ce cas, un match c'est quarante minutes de folie, mais pas du basket. »

« En revanche, continue-t-il, l'organisation générale du basket français, les structures fédérales ou les salles, n'ont pas suivi la progres-

sion du jeu. Les clubs sont souvent sous la coupe d'hommes qui ne connaissent pas le basket, qu'il s'agisse des présidents de clubs ou des maires. » Côté finances, les clubs français font figure de parents pauvres de l'Europe du basket-ball, un sous-continent confiné aux pays de l'ex-Yougoslavie, à la Grèce, la Turquie, l'Italie et l'Espagne.

Une équipe comme TeamSystem Bologne (Italie), qui affronte PSG-Racing en Euroleague, bénéficie d'un budget presque deux fois supérieur à celui de son rival (près de 40 millions de francs), l'un des clubs les plus huppés de France. Des stars américaines comme Dominique Wilkins, ancien joueur de San Antonio et de Boston, ou David Rivers, élu meilleur joueur du dernier Final Four, se tournent naturellement vers l'Italie. J. R. Reid, l'Américain qui avait mené le PSG-Racing vers son premier titre de champion de France, en 1996-1997, est lui, aussitôt retourné en NBA.

Eric Collier

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS littéraires

Insaisissable Giraudoux

Ses détracteurs sont aussi passionnés que ses admirateurs. Un dossier pour mieux connaître cet écrivain si controversé.

Les mythes d'Œdipe à Deep Blue

Un dossier de regards des historiens qui tentent à tout le monde. Un dossier pour répondre à la question : qu'est-ce qu'un mythe ?

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Val-d'Aoste, éden animal

Le Grand-Paradis est le plus ancien parc national italien. Faune et flore sont tellement protégées que les hommes s'y sentent indésirables

RIGOLARD, le guide, de langue maternelle française comme plus de la moitié des 116 000 Valdôtains, nous avait répété plusieurs fois de plus notre départ d'Aoste, avant l'aube: « Quand vous apercevrez votre premier bouquetin, songez que, du haut de ses grandes cornes, 13 millions d'années vous contempleront ! »

Et c'est vrai qu'elle est impressionnante cette bête à la fois massive et courante, à l'épais pelage brun-gris, qui apparaît soudain quelques instants à plusieurs dizaines de mètres du sentier, dans la partie la plus reculée du parc national de Grand-Paradis. C'est un mâle, qui avant de disparaître par une cotailie de la montagne conduisant vers un sommet inaccessible au pas humain, tourne vers nous son épais museau préhistorique; bobines baveuses, petits yeux, courtes oreilles sont surmontés d'une licoine, longs sans doute de plus de 1 mètre. Le guide conclut docilement: « Le bouquetin est plus vieux que l'homme. » Pause et méditation obligatoires.

Parvenus à 2 500 mètres d'altitude, il faut redescendre. Défense de passer outre l'Alpe aux bêtes! Sur le chemin du retour, pour se consoler, on croise une forêt marquée par ailleurs l'un des plats de résistance de la gastronomie locale, quantité d'oiseaux minuscules type rouge-gorge, un couple d'hermines, mais point la bande de chamois promise. Mettez-vous dans le crâne que le Val-d'Aoste n'est pas Thoiry! C'est « un monument naturel », selon l'expression du naturaliste allemand Alexandre de Humboldt.

« C'est un jardin alpin », disent modérato nos contemporains valdôtains. Un jardin parfois unique en son genre sur le Vieux Continent avec par exemple la thalpi de Thomas, *Aethlonema thomasi*, fleur rose des hauteurs, introuvable ailleurs de par le monde sauf dans l'Atlas algérien, ou encore l'astragale à queue de cerf, *Astragalus alpestris*, épiphyte habitant des plateaux d'Asie centrale. Un jardin appelé sans doute à un afflux croissant de visi-

teurs, par ses vertus propres certes, mais aussi parce qu'il est niché au cœur du massif alpin, lequel, selon les chiffres diffusés par la Junte - c'est le nom officiel du gouvernement autonome valdôtain -, a reçu, en 1996, cent vingt millions des cinq cent soixante-dix millions de touristes ayant, cette année-là, parcouru la planète.

SURVEILLANCE HARCELANTE
La genèse du parc national de Grand-Paradis, le plus ancien d'Italie (1922), commence avec la furie chasseresse du roi Victor-Emmanuel II, qui avait loué à ses sujets montagnards du Val-d'Aoste une partie de leurs hautes terres, les *regi stat*. Vers 1860, au nom tant de la science que de la passion royale, la traque au bouquetin fut interdite, sauf à Sa Majesté italienne. Les successeurs de Victor-Emmanuel II, moins portés sur la gâchette, cédèrent leur réserve cynégétique et, au moment de sa transformation en parc, les bouquetins dépassaient le millier de têtes pour la première fois depuis un siècle.

Dès lors, ils ont encore prospéré sur les 560 km² du Grand-Paradis où soixante gardes armés patrouillent en permanence sur les pistes mulotières, car les ennies

Carnet de route

● Visites. A voir, dans le centre de la ville d'Aoste, le « Beaubourg valdôtain », nouveau centre culturel national où la francophonie est à l'honneur.

● Lectures. En vente dans les librairies d'Aoste, trois ouvrages en français édités sur place: *Le Pays de la Doire et son peuple* d'Angusta-Vittoria Cerutti (Musumeci); *Espace, temps, culture en Vallée d'Aoste*, ouvrage collectif sous la direction d'Odilon Bongiovanni (Imprimerie valdôtaine); *Le Général de Gaulle, la Vallée d'Aoste et la frontière italienne des Alpes* de Marc Langereau (Musumeci).

● Renseignements. A Paris: Office italien du Tourisme. Tél.: 01-42-66-66-68. A Aoste, tél.: 00-39-165-23-26-27.

modernes du roi-chasseur sont légion, non tant peut-être pour tirer un bouquetin ou un chamois qu'un lièvre des Alpes, une perdrix des neiges ou un renard ordinaire.

Les gardes, à la longue, ont acquis une connaissance du milieu naturel enrichie par certains scientifiques, trop rivaux à leurs ordres pour avoir pu constater par eux-mêmes que les cervidés aveugles se voient affecter par le chef de harde un ou deux de leurs jeunes congénères pour les conduire; que la batarville surprise avec sa nichée mime la fuite traquante de l'oiseau blessé afin de donner le temps aux oisillons de se cacher sous la ramure, etc.

La faune et la flore se déploient dans un panorama alpin intact, entre 1 500 et 4 000 mètres d'altitude, où cascades et lacs ont pour cadre les restes d'une gigantesque glaciation de l'ère quaternaire. Les seuls à se plaindre sont les montagnards, éleveurs ou agriculteurs, vivant dans les limites du parc: « Le Grand-Paradis est pour nous le Grand-Enfer. » Ils gémissent à propos de la surveillance « harcelante », que ce soit en cas de la moindre répartition d'un muret ou pour fixer la date de la récolte du foie.

Seulement 8 % de la superficie du parc appartient à l'Administration, le reste est privé, mais grevé de diverses servitudes. Ainsi bouquetins et chevreuils ont le pas sur les vaches pour brouter les pâturages et les propriétaires n'ont le droit de cueillir leurs baies qu'après le festin des animaux. Devant la menace, brandie au nom de l'éco-tourisme, de devoir retirer du paysage jusqu'à leurs antennes de télévision ou leurs paravallanches, certains résidents, excédés, ont déguerpi.

Aussi, tandis que la population des bouquetins triplait, le nombre des habitants de la région de Grand-Paradis est passé en cent ans de trois mille cinq cents à moins de deux mille âmes. Au royaume des bêtes, les hommes ont fait le loi, mais ne sont plus chez eux.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



PARTIR

Contes et saveurs de Haute Provence

A L'OCCASION DE LA SEMAINE DU GOÛT, les jardins de Salagoo (Alpes-de-Haute-Provence) proposent de découvrir la cuisine provençale du Moyen Âge avec, jusqu'au 18 octobre, des visites commentées du jardin potager médiéval (renseignements au 04-92-75-19-93). Le 18 octobre, une journée sera consacrée aux traditions culinaires de l'époque avec, notamment, des ateliers de cuisine (enfants et adultes) et un buffet animé par des troubadours et des groupes de musique médiévale. Dans un autre registre, les Orales auront pour thèmes, cette année, la sorcellerie, les croyances et les superstitions. Du 17 au 30 octobre, des conteurs silloneront la région. Ils embarqueront également à bord du train des Pignes et animeront les gares de la ligne.

* Renseignements à la Maison des Alpes-de-Haute-Provence, 04000 Digne-les-Bains, tél.: 04-92-31-57-29.

Vienne, les dernières Schubertiades

LE BARYTON HERMANN PREY organise avec le Musikverein, depuis quatorze ans et pour la dernière fois cette année, des Schubertiades qui auront permis d'entendre chronologiquement toute l'œuvre du maître. Pétri de culture musicale, Denis Falque, patron de Koré Voyages, emmène un groupe de mélomanes à cette dernière édition. Au programme, une découverte de Vienne, une matinée libre et deux concerts Schubert au Musikverein (lieder, *Fantaisie en ut majeur pour violon et piano*, *Messe en mi bémol majeur*). Du jeudi 20 au dimanche 23 novembre, 6 800 francs tout compris (places de première catégorie).

* Koré Voyages, 86, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél.: 01-53-42-12-24.

Femmes à Thessalonique

PAROULA PAPAVALASSILOU, diplômée d'archéologie et d'histoire de l'art de l'université d'Athènes, accompagnera un voyage à Thessalonique couronné par la visite, au Musée de la culture byzantine, de l'exposition « Les trésors du mont Athos ». Voyage exceptionnel car, à la fin de 1997, ces trésors retrouveront leur place immuable dans les monastères inaccessibles à plus de la moitié de l'humanité puisque interdits aux femmes.

Icones byzantines, manuscrits, reliquaires, objets en or et en argent, bijoux, pierres précieuses: plus de 1 500 objets d'art, rassemblés depuis le X^e siècle, peuvent, pour un peu de temps encore, être contemplés. Excursion également à Dion et à Vergina. Du 13 au 17 novembre, 8 400 francs, tout compris.

* Traditions & Civilisations, tél.: 01-43-36-98-10.

La montagne sur grand écran

LE 14^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM d'Autrans, Montagne et aventure, se tiendra, du 3 au 7 décembre, dans cette station de l'Isère qui fête cette année le 30^e anniversaire des Jeux olympiques de Grenoble. Pour la première fois, la soirée d'ouverture sera organisée, le 2 décembre, à Grenoble avec 4 h 30 de projections de courts et longs métrages en présence de nombreux invités du monde du cinéma et de la montagne. Seul rendez-vous cinématographique du genre en France, Autrans, voit chaque année s'affronter plus de 140 films ainsi qu'une centaine de films publicitaires. Les œuvres, internationales, seront soumises à un jury de spécialistes. Parallèlement aux projections sont proposées des expositions, conférences et rencontres littéraires.

* Renseignements à Autrans, tél.: 04-76-95-30-70.

Vacances lointaines: la famille a un prix

On embarque plus volontiers aujourd'hui les jeunes sur un périple au long cours, et les tour-opérateurs français multiplient les formules attrayantes pour convaincre les indécis. Mais le tarif consenti aux explorateurs en herbe suppose généralement l'habitation dans la chambre des parents. Contrainte recevable si l'espace vital est calculé en conséquence. Chez Jet Tours, qui affiche, aux Antilles, un prix unique pour les 2-12 ans à 1 950 francs la semaine (avion-hôtel), c'est le cas en Martinique, au domaine de Belfond, établissement au style créole proche d'une longue plage sauvage, qui offre des chambres de 33 m² avec balcon et kitchenette conçues pour trois personnes. Formule similaire en Guadeloupe, à

Saint-Barthélemy et à Saint-Martin. Ces remises s'appliquent ponctuellement lorsque le père ou la mère, voire un grand-parent, décide l'escapade en solitaire avec 1 ou 2 enfants. Chez Accor Tour, nouvelle enseigne du géant de l'hôtellerie associant séjour et transport (tél.: 01-44-11-11-50), cette réduction « monoparentale » est de 15 % en Asie et aux Antilles sur les forfaits « tout compris ». Fram joue la même carte, à Toxer, dans le Sud tunisien: le tarif adulte de 3 470 francs y est ramené à 2 990 francs pour l'enfant (tél.: 01-40-26-30-31); ou sur le Nil, à l'occasion des croisières en Haute-Egypte de Louxor à Assouan. Chez Sofitel, la plupart des établissements vont jusqu'à consentir la

gratuité à deux enfants de moins de 18 ans, tout en mettant une chambre à leur disposition le week-end (jusqu'au 4 janvier 1998, tél.: 01-60-77-87-65). Novotel les loge gratis jusqu'à 16 ans ou donne une deuxième chambre à moitié prix. Tandis que les compagnies aériennes accordent des réductions substantielles aux « moins de 12 ans ». Ainsi, Air France applique 33 % de remise sur la plupart de ses tarifs Tempo (nombre de places limitées). Jet Tours Week-Ends, filiale de la compagnie, affiche des forfaits en conséquence: Rome est à moitié prix (1 100 francs de Paris, au lieu

de 2 200 francs pour les parents avec 2 nuits à l'hôtel Center), comme Naples, Barcelone ou Lisbonne. Aux Etats-Unis, la chambre standard (2 grands lits doubles) permet de se loger à 4 pour un budget modeste. D'où les forfaits attractifs. Parmi les « Promos Sioux » de Vacances Fabuleuses (tél.: 01-53-67-60-60), le « Miami Basic » comprend billet d'avion sur US Airways (via Philadelphie), 3 nuits d'hôtel et une semaine de location de voiture pour 3 330 francs par adulte et 1 810 francs par enfant. L'histoire tient la vedette chez les spécialistes du voyage culturel. Clio (tél.: 01-53-68-82-82) aménage ses circuits guidés « En Famille » pour un

jeune auditoire. De « Rome, Naples et Pompéi » à « Florence et la Toscane », le budget tourne autour de 6 000 francs. Arts et Vie, administrée par des enseignants (tél.: 01-40-43-20-21), annonce un programme étoffé en Italie et Sicile, Grèce et Egypte. Durant les croisières sur le Nil, une cabine séparée est attribuée aux enfants. L'aventure douce, à pied avec chameaux de bât, reste l'affaire d'Explorator (tél.: 01-53-45-85-85). Celui-ci multiplie les départs en famille dans le Sud tunisien, le Sinaï ou le Maroc (une semaine de Paris, de 5 000 à 6 000 francs). L'automne est la période idéale pour parcourir les vallées ponctées de villages qui courent autour de l'Atlas. Chaque soir, on s'endort sous un feuilles d'étoiles en écoutant les bruits du désert.

Florence Evim

EVASION

Directours
SAN FRANCISCO 6 jours 2 990 F
Vol régulier A/R + hôtel centre ville
chambre quadruple double
Hôtel 4* 2 890 F 3 825 F
Hôtel 4* 3 495 F 3 875 F
Hôtel 5* Luxe 4 125 F
Départs quotidiens du 01/11 au 20/12
(dernier départ sauf autre le 19/12 et le 20/12)
Départs privés + 775 F en option
Réductions enfants: 550 F
Brochures gratuites sur demande.
Nos vols secs et nos promotions sur le 3615 Directours (1-20 000) et sur le Web: www.directours.fr
33 avenue des Champs-Élysées, PARIS 8
Tél.: 01-45-62-62-62
à Lyon: 04-72-40-80-40

3615 TRAVELTOUR
Tél. 03 36 69 66 99
PROMOS DE LA SEMAINE
EGYPTE (18/25 oct.) 1 760 F
Croisière 8 jours/7 nuits
Vol + Transfers + Bateau 4* Port. Compl.
PRAGUE (vol sec) 490 F
Aller le 18/10 - Retour le 20/10
PRAGUE (18/25 oct.) 950 F
3 jours/2 nuits - Paris/Paris. Vol + Transfers
+ Tour de ville + Hôtel en petit-déjeuner
Dates réserve de disponibilité: 11 oct. 075 55 0400

Réservez
votre hôtel à Londres
à prix discount
(5 à 1 jours avant votre départ)
3615
Dormez Bien
2,23 F la nuit LCC 075 960 210
Forfaits spéciaux avec
le train EUROSTAR

PARC DU QUEYRAS
(300 jours de soleil/an)
placine, tennis, bain, jeux d'enfant
hébergement: Hôtels 2 ou 3*
résidence hôtel ou studios
St-Véran: plus haute commune
2040 m, site classé, chalets du Village
Arvieux: 1800 m au pied du fameux
col de l'Isard
1/2 pension de 286 à 315 F/jour
pension de 317 à 375 F/jour
résidence à partir de 800 F/semaine
Tél. 04.92.45.82.62
Se recommander du « Monde »

SUD HORIZON
VOYAGES
L'AIRRIQUE DU SUD EN LIBERTÉ
Visitez le Parc KRUGER, l'un des
plus célèbres réserves animales du
monde, mais aussi les paysages
magnifiques de ce pays aux multiples
facettes, à votre rythme, en camping-car.
Vol au départ de Paris + Location
camping-car, 7 nuits/8 jours
(base 4 adultes) 5 550 F HT.
Et bien sûr, d'autres destinations
144, rue de Rennes - 75006 PARIS
01.53.63.24.24 - (L. n° 07870064)

SPECIAL ROME
Du 07 au 11/11/1997 2 810 F
Du 05 au 08/12/1997 1 860 F
Le transport par vol spécial Paris/Rome/Paris
Les transferts de l'aéroport hôtel et vice-versa
Le logement en chambre double, petit-déjeuner
L'assurance assistance rapatriement
cit

PROFESSIONNELS DU TOURISME
lecteurs au voyage: RUSSIE
01 42 17 83 40 - 01 42 17 83 40

Un nouveau record européen en fusion thermonucléaire

En produisant 12 mégawatts de puissance dans leur réacteur expérimental, les physiciens du Joint European Torus (JET) reprennent l'avantage sur leurs concurrents américains

La fusion thermonucléaire qui anime le cœur des étoiles pourrait constituer, pour l'humanité, une source d'énergie presque sans limites, sûre et moins polluante que la fission nucléaire. Les physiciens du Jet Eu-

ropean Torus (JET) viennent d'effectuer un nouveau pas vers son contrôle en utilisant pour combustible un mélange de deutérium et de tritium. Les chercheurs sont pourtant loin d'avoir touché au but. La ma-

îtrise de la réaction de fusion, qui s'effectue à des températures de l'ordre de 200 millions de degrés Celsius, pose d'énormes difficultés. Les États-Unis, la Russie, l'Europe, le Japon et le Canada projettent de

construire, ensemble, un réacteur expérimental géant, baptisé ITER. Mais ce coûteux projet (environ 60 milliards de francs) devrait être différé - s'il n'est pas abandonné - jusqu'au prochain millénaire.

RECORD battu ! En produisant 12 mégawatts de puissance, dans son réacteur expérimental de fusion nucléaire d'Abingdon, près d'Oxford, l'équipe du Joint European Torus (JET) vient de réaliser une jolte performance. Ce succès, obtenu fin septembre et présenté lors du 17^e Symposium on Fusion Engineering, ayant eu lieu à San Diego (Californie), marque une nouvelle avancée vers la maîtrise de l'énergie quasi inépuisable qui, dans la nature, embrase le cœur des étoiles.

Les physiciens européens avaient été les premiers, voilà six ans, à obtenir « une quantité significative d'énergie » par fusion nucléaire. Ils avaient alors produit 1,7 mégawatt (*Le Monde* du 12 novembre 1991). Deux ans plus tard, une équipe de l'université de Princeton (New Jersey) avait pulvérisé ce « score », en atteignant 5,6 mégawatts, dans le Tokamak Fusion Test Reactor (TFTR). Par la suite, les Américains avaient frôlé la barre des 10 mégawatts, avant que leur machine ne soit mise à l'arrêt, au printemps 1997.

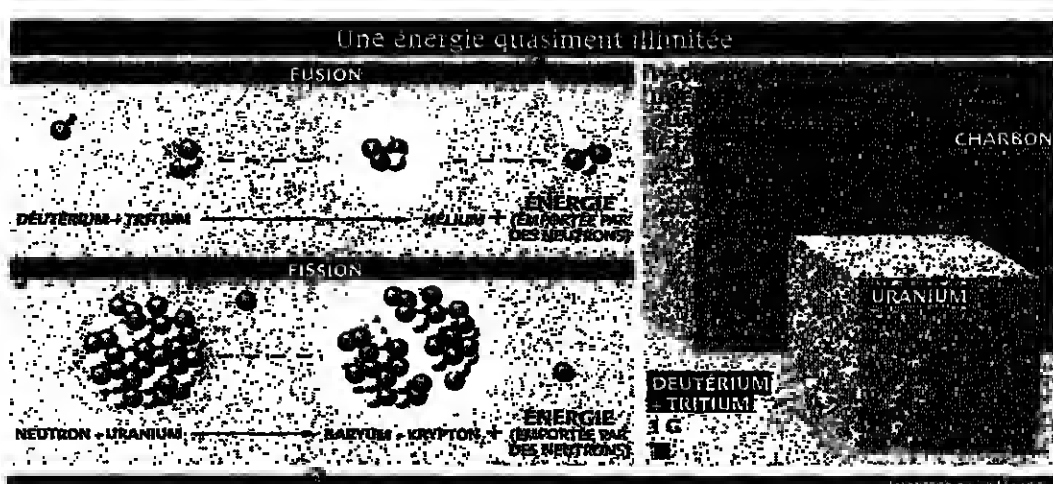
La prouesse des chercheurs du JET ne tient pas tellement aux deux petits mégawatts qu'ils ont gagnés sur l'équipe américaine. Ces chiffres paraissent du reste dérisoires, si on les compare aux quelque 3 000 mégawatts thermiques délivrés par les centrales nucléaires d'EDF, ou si l'on songe que les scientifiques ne savent encore maintenir la réaction de fusion que pendant seulement une ou deux secondes.

Le tour de force réside surtout

dans l'amélioration du bilan énergétique de la réaction. Celle-ci consiste - sur le modèle de la bombe H, mais de façon contrôlée - à faire fusionner des noyaux de deutérium et de tritium, deux isotopes de l'hydrogène. Leur combinaison, en hélium, libère une énorme quantité d'énergie. Mais ces deux éléments n'acceptent de s'unir que si on les chauffe à 200 millions de degrés Celsius, en les bombardant de flux de particules ou en les excitant par des ondes électromagnétiques. Cette alchimie torride est réalisée à l'intérieur d'énormes « chaudrons » en forme de chambres à air - des tores, appelés tokamaks -, dans lesquels le plasma brûlant est confiné par de puissants champs magnétiques.

« UN NOUVEAU PAS EN AVANT »

Or, pour obtenir leurs précieux mégawatts, les Américains avaient dû consommer, en « chauffage », une puissance quatre fois supérieure à celle dégagée par les réactions. Leurs rivaux européens ont diminué ce ratio de moitié. « Nous n'avons pas décroché la lune, mais c'est un nouveau pas en avant », commente un porte-parole du programme d'études sur la fusion de l'Union européenne. Pour parvenir à ce résultat, les chercheurs du JET ont utilisé, pour la première fois, un combustible formé d'un mélange à parts égales de deutérium et de tritium, alors que ce dernier élément n'entrait que pour 10 % dans l'expérience réalisée en 1991. Ce dosage, déjà testé par l'équipe américaine,



Une réaction nucléaire s'accompagne toujours d'un important dégagement d'énergie. Dans le cas de la fission, celle-ci résulte de l'éclatement, sous l'impact d'un neutron, d'atomes d'uranium ou de plutonium en noyaux plus légers. Dans le cas de la fusion, au contraire, l'énergie est produite par l'assemblage de deux noyaux légers en un noyau plus lourd. Pour produire la même quantité d'énergie qu'avec 1 gramme de mélange deutérium-tritium, il faut 4 grammes d'uranium 235 (soit un peu plus d'une livre d'uranium naturel) ou 10 tonnes de charbon.

est le plus « énergétique » - d'où la dizaine de mégawatts gagnés en six ans -, mais aussi le plus difficile à maîtriser.

Les physiciens font pourtant preuve de modestie. Ils sont encore loin d'avoir atteint le seuil d'équilibre énergétique (le *break even*), et plus éloignés encore du stade ultime vers lequel tendent tous leurs efforts : l'ignition, c'est-à-dire la combustion auto-entretenue de la réaction. Alors, seulement - mais les difficultés techniques à surmonter sont colossales -, la fusion nucléaire trouverait un intérêt. Elle constitue-

rait une source d'énergie presque illimitée (le deutérium est présent en abondance dans l'eau et le tritium, isotope radioactif artificiel, et peut être produit dans des réacteurs spécialisés), plus sûre que la fission qui anime les centrales nucléaires actuelles (le processus de fusion peut être stoppé à tout moment), mais cependant non exempt de production de déchets radioactifs.

Le JET, exploité depuis 1982 par les Européens auxquels s'est associée la Suisse, devrait rester en activité jusqu'à fin 1999. Il constitue un banc d'essais pour le tokamak géant

ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), vingt fois plus grand, que les États-Unis, la Russie, l'Europe, le Canada et le Japon envisagent de construire, pour 10 milliards de dollars. Mais ce très ambitieux projet est aujourd'hui en panne, pour des raisons budgétaires et techniques (*Le Monde* du 20 août). Ses promoteurs ont décidé de repousser à après l'an 2000 la décision d'explorer plus avant la voie de la fusion, ou de mettre ces recherches en veilleuse.

Pierre Le Hir

Les restes du temple de Vénus gisent peut-être dans la rade de Port-Vendres

QU'Y A-T-IL au fond de la rade de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) ? La rumeur y voit le mytique temple de Vénus, élevé par Jules César et qui marquait la frontière entre la Gaule et l'Ibérie. Un édifice que les diplomates du XVII^e siècle, chargés de délimiter la frontière entre la France et l'Espagne, après l'annexion du Roussillon par le cardinal Mazarin, ont cherché en vain. Le compte-rendu fourni récemment à Port-Vendres par les archéologues responsables des fouilles, a, à la fois, déçu et ravivé les espoirs des amateurs de merveilleux.

La campagne de fouilles sous-marines a eu lieu en juillet 1997. Trois blocs de marbre sculptés et brisés ont été remontés. Le premier est une architrave (élément de construction entre deux colonnes) sur lequel on peut voir la moulure d'un double talon droit. Le deuxième est un chapiteau de pilastre d'ordre corinthien. Le dernier, une corniche avec frise. L'ensemble est « finement ouvragé en pierre noble », indique Cyr Des-camps (université de Perpignan), président de l'Aresmar (Association pour les recherches sous-marines en Roussillon). Plusieurs dizaines de blocs ont, en outre, été repérés dans la rade du port catalan, au milieu d'un mobilier céramique du V^e siècle de notre ère. Georges Castellvi, docteur en archéologie, date ces marbres du Haut-Empire. Il observe qu'ils étaient scellés par des agrafes métalliques sur un - ou plusieurs - moulements dont ils ont été arrachés sans ménagement « comme le montre des négatifs d'éclatements autour des trous d'agrafes ».

La ville de Port-Vendres doit son nom (Portus Veneris, le port de Vénus) à un temple dédié à la déesse de l'Amour. L'édifice a même été décrit par le géographe Strabon dans les premières années de notre ère. Mais on ignore son emplacement exact et la date de sa disparition. « Est-il légitime de croire que nous avons trouvé le temple ? », se demandent les archéologues.

Il est certainement trop tôt pour le savoir : les blocs de marbre sont loin d'avoir livré leurs secrets. D'où la déception de certains qui se raccrochent à un espoir : si l'on ne peut localiser le temple, ses débris sont au fond de la rade, où ils auraient été précipités après la christianisation de la région. Les fouilles vont reprendre l'année prochaine.

Catherine Vincent

Emmanuel de Roux

Les feuilles de luzerne, un espoir contre la malnutrition

TRENTE FRANCS par an et par enfant : tel serait le prix à payer pour aider les quelque deux cents millions d'enfants qui souffrent aujourd'hui de malnutrition dans le monde. C'est du moins ce qu'affirment une poignée de bénévoles français, qui, depuis des années, luttent pour développer leur projet : fournir aux pays en développement une nouvelle ressource alimentaire à base de feuilles vertes, plus riches en éléments nutritifs que grains et racines, et équivalentes, quant à leur valeur protéique, à la plupart des produits animaux.

Seul impératif, cette richesse végétale doit être ingérée sous forme concentrée. Ce qui implique de disposer d'un procédé de déshydratation, si possible simple et peu coûteux. Une fois cette étape franchie, ~ 10 grammes d'extraits foliaires administrés chaque jour à un enfant de 10 kilos lui apportent 300 % de ses besoins en vitamine A, 100 % de ses besoins en fer, 50 % de ses besoins en acide folique (vitamine B9), 40 % de ses besoins en vitamine E et 20 % de ses be-

soins en protéines », affirme Jean-Claude Dillon, ancien professeur de nutrition humaine à l'Institut national agronomique (Paris-Grignon).

Pour qu'un tel projet devienne réalité, il faut, avant tout, des hommes pour y croire et le faire exister. Exploitant agricole en Champagne, Jacques Subtil est de ceux-là. S'inspirant des travaux menés par l'association caritative anglaise Leaf for Life, il se bat depuis des années pour promouvoir cette forme de lutte contre la malnutrition. Avec un succès timide mais certain, puisque l'Association pour la promotion des extraits foliaires en nutrition qu'il préside est déjà parvenue à intéresser les autorités roumaines, nicaraguayennes et chinoises.

NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

Son ingrédient de base ? La luzerne, plante dont regorge la région Champagne-Ardenne et à laquelle ce projet pourrait offrir de nouveaux débouchés. Quant au principe de fabrication, mis en œuvre à l'échelle

industrielle par la coopérative France Luzerne (dont Jacques Subtil fut longtemps président), il consiste à éliminer la partie fibreuse de la plante, à en extraire les composants nutritifs, puis à les compacter sous forme de concentré sec. Une fois récoltée, la luzerne est broyée et pressée, et le jus issu de ce traitement chauffé à 90 °C. Sous l'effet de la chaleur, les protéines coagulent, entraînant avec elles vitamines et oligo-éléments.

Destinées pour l'essentiel à compléter l'alimentation animale, 12 000 tonnes de luzerne déshydratée sont ainsi produites, chaque année, par France Luzerne. Avec l'appui du CHU de Reims et du professeur Henri Lestrade - ancien président de la Société française de nutrition, récemment décédé -, Jacques Subtil est parvenu à ce qu'une partie de cette manne verte soit désormais détournée au profit de personnes souffrant de malnutrition. Depuis 1994, plusieurs essais ont été menés dans des orphelinats et des hôpitaux roumains, tandis que

20 tonnes d'extraits foliaires étaient envoyées au Nicaragua. Et une délégation chinoise, conduite par des chercheurs de l'université de Pékin, est récemment venue rencontrer les responsables de France Luzerne. Avec pour objectif la mise en culture de 30 000 hectares de rumex, plante susceptible d'être soumise, en Chine, au même procédé d'extraction que la luzerne.

Reste que l'Association manque cruellement de crédits pour développer son projet à grande échelle, et plus encore pour adapter la fabrication de ces extraits foliaires aux moyens de fortune dont disposent les pays qui pourraient en bénéficier. L'association Leaf for Life, qui propose aux pays en développement un procédé artisanal d'extraction de protéines végétales, se heurte au même problème. Les nutritionnistes sont pourtant nombreux à l'affirmer : ces voies de recherche sont réellement prometteuses...

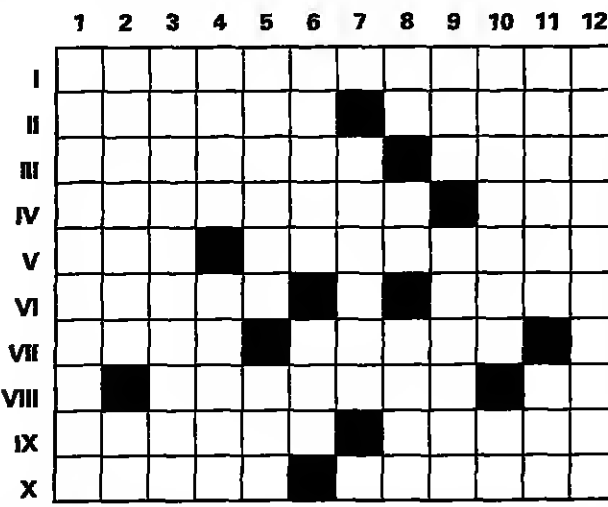
Catherine Vincent

Emmanuel de Roux

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97227

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, types SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Pour celui qui aime se faire voir. - II. Liquide coûte que coûte. Bloque la sortie. - III. Plutôt distingué. De fil en aiguille, il a bâti une grande maison. - IV. Inspecte fosses et pavillons. Manière de lancer. - V.

Au cœur du silence. Point de départ et d'arrivée. - VI. Vidées pour livrer leurs secrets. Sans importance. - VII. Cheville. Fait la course en cas de pépins. - VIII. Pleines comme des vieilles. Vidé. - IX. Ruminants coussins de la girafe. Dans un porte-

VERTICALEMENT

I. Donnée à celui qui a vidé son sac. - 2. Petit passage vers la sortie. Presque mille fois supérieur à l'électron. - 3. Pousseras la monture. - 4. Frontière naturelle entre la Pologne et l'Allemagne. Pompé par la Fontaine. - 5. Attendu au bout du fil. Restes étendu. - 6. Ses poils assure sa défense. Mis en mouvement. - 7. Pris dans les cordes. - 8. Un raccourci pour un tube. Lac pyrénéen. Porte atteinte. - 9. Mesure d'angle. Glace tombée du ciel. - 10. Mettait en page. Métal malléable et ductile. - 11. Défendu pour protéger les gros porteurs. Plus populaire que la boîte. - 12. Gardien et sauveur au poil noir.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97226

HORIZONTALEMENT
1. Absinthe. - 2. Croupe. ADN. - 3. Circé. At. - 4. Ont. Calife. - 5. Ig. Parloir. - 6. Népe. Tuner. - 7. Tulipes. Ré. - 8. Ara. Omnes. - 9. Négatives. - 10. Trisès. - 11. Evadé. Tag. - 12. Saturnisme.

VERTICALEMENT

1. Abstinence. - 2. Croupe. ADN. - 3. Circé. At. - 4. Ont. Calife. - 5. Ig. Parloir. - 6. Népe. Tuner. - 7. Tulipes. Ré. - 8. Ara. Omnes. - 9. Négatives. - 10. Trisès. - 11. Evadé. Tag. - 12. Saturnisme.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1758

BONNE DÉFENSE DE PERRON

L'équipe française de bridge (Chemla, Perron, Lévy, Mari, Moulet et Multon) qui a joué cette année aux championnats d'Europe, à Montecatini, a eu beaucoup de chance : terminant cinquième, elle a pu se qualifier pour aller en octobre à Hammamet, en Tunisie, disputer la Bermuda Bowl.

Voici une donne jouée par Paul Chemla et Michel Perron dans le match France-Ukraine, où les Français ont remporté la rencontre par 70 à 46.

♦ RD 1094
♥ 65
♦ 9
♦ DV 1052
♦ 752
♥ V 1043
♦ RV 6
♦ 863
♦ A3
♥ A D 982
♦ A 7432
♦ R
♦ V 86
♦ R 7
♦ D 1085
♦ A 974

Ann. : N. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Chemla Volov Perron Nemley
- 2 ♥ 1 passe 1 2 SA
passe 3 ♦ contre 4 ♦
passe passe 4 ♥ 4
passe passe centre passe...
Chemla, en Ouest, ayant enta-

mé le Valet de Cœur, comment Perron o-t-il joué pour faire chuter le contrat de QUATRE PIQUES qu'il avait contre ?

Réponse

Si la défense avait fait un faux pas, le déclarant ukrainien aurait réussi cette manche de quatre Piques. Mais Perron était attentif et veillait au grain. Il prit l'entame du Valet de Cœur avec l'As et contre-attaqua le Roi de Trèfle pour l'As de Trèfle de Sud. Ensuite, le déclarant a joué atout. Est a pris de l'As et il a rejoué le 2 de Carreau sous son As pour donner la main à son partenaire. Ouest prit avec son Roi de Carreau, puis il rejoua Trèfle pour faire couper Est.

La décision des Ukrainiens de jouer quatre Piques pour une chute était cependant celle qu'il fallait prendre, car le contrat de quatre Cœurs, en Est-Ouest, était imbattable.

MESURE D'URGENCE

Au cours d'une partie fixe jouée à Marbella, il y a plus de vingt ans, Mimmo D'Alelio, un des joueurs du Blue Team italien, était associé à José Le Dentu. Cachez les mains d'Ouest et de Sud pour vous mettre en Est à la place de D'Alelio.

♦ RV 74
♥ AR 7
♦ 6
♦ R 552
♦ 6
♥ D 432
♦ DV 75
♦ DV 64
♦ 9532
♥ -
♦ A 10942
♦ A 973
♦ AD 108
♥ 109865
♦ R 83
♦ 10

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
J.L.D. X... D'Alelio Y...
passe 1 ♦ passe 1 ♥
passe 3 ♥ passe 4 ♥...

Ouest ayant entamé le 6 de Pique pour le 4 du mort et le 9 d'Est, Sud a pris avec le 10 de Pique et il a joué le 10 de Cœur pour le 2 d'Ouest, le Roi de Cœur et le... 2 de Carreau d'Est. Le déclarant a alors rejoué le 6 de Carreau du mort. Quelle carte D'Alelio, en Est, o-t-il fournie, et comment la défense a-t-elle fait chuter le contrat de QUATRE CŒURS ?

Note sur les enchères
Avec le fit à Cœur, la main de Nord revalorisée était bien suffisante pour le snout à saut à « 3 Cœurs ».

Philippe Brugnau

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 97 437.

ISSN 0098-2007

Imprimerie du Monde
12, rue M. Cornabaud
94829 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Auby
Vice-président : Gérard Warré
Directeur général : Stéphane Corne
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

UNE VASTE DÉPRESSION s'approche lentement de l'Irlande. Elle génère un flux de sud-ouest et chasse progressivement l'air frais. Cette douceur d'origine océanique s'accompagnera, jeudi, d'un temps généralement gris et humide. Grâce à un vent de nord modéré, le soleil sera plus présent autour de la Méditerranée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. — Le temps restera gris et humide. De petites pluies ou bruines se déclencheront de temps à autre. Quelques éclaircies sont cependant possibles sur les pays de Loire et l'est de la Normandie. Il fera entre 16 et 18 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. — La grisaille et l'humidité recouvriront le Nord et les Ardennes. Plus à l'ouest, des éclaircies parviendront à se développer dès le matin dans le ciel nuageux. L'après-midi, il fera de 13 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. — Le

PRÉVISIONS POUR LE 16 OCTOBRE
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; n : neige.

FRANCE métropole	NANCY
AIACIO	10/20 S
BIARRITZ	14/18 N
BORD-DE-MER	11/18 N
BOURGES	7/15 N
BREST	11/18 N
CASN	11/16 N
CHERBOURG	8/17 N
CLERMONT-F.	5/15 S
COCOT	7/14 N
GRENOBLE	8/14 P
LILLE	4/11 N
LIMOGES	8/15 N
LYON	8/15 P
MARSEILLE	13/20 P

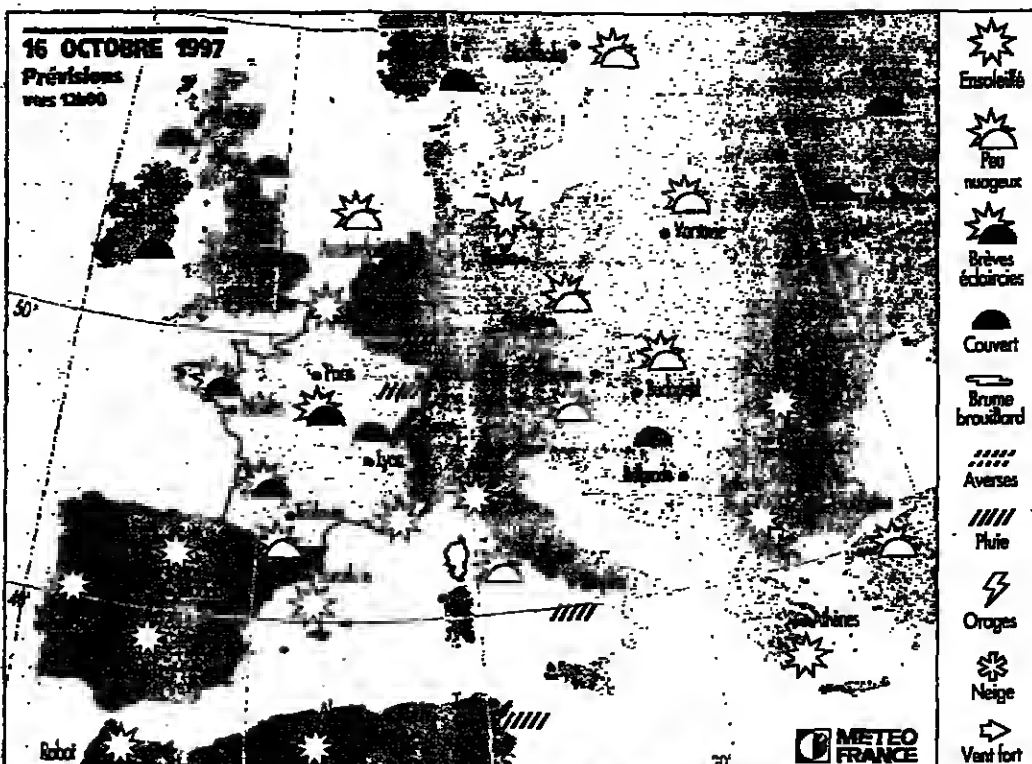
FRANCE outre-mer	NANCY
PARIS	14/18 N
PAU	11/18 N
PERPIGNAN	11/18 N
RENNES	11/16 N
ST-ETIENNE	8/17 N
STRASBOURG	11/18 N
TOULOUSE	11/18 N
TOURS	11/18 N
VALENCIENNES	11/18 N
YVERDON	11/18 N

temps restera frais et mauveade. De petits pluies ou bruines risquent de se déclencher à tout moment de la journée. Il fera de 11 à 13 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. — En Midi-Pyrénées, quelques très nuageux domineront. Quelques gouttes seront possibles. Ailleurs, il y aura encore plus facilement, malgré des passages nuageux, parfois assez denses. Il fera de 19 à 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. — En Rhône-Alpes, la journée débutera dans la grisaille et l'humidité. Des éclaircies sont attendues l'après-midi. Plus à l'est, du Limousin à l'Auvergne, le soleil percera plus rapidement mais sera parfois contrarié par des passages nuageux. Il fera de 14 à 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. — Une brève transpiration persistera près du golfe du Lion. Elle dégradera le ciel sur l'ensemble du littoral méditerranéen. Il fera de 20 à 22 degrés.



■ **PAYS-BAS.** La compagnie aérienne KLM ajoutera un troisième vol quotidien à sa liaison Toulouse-Amsterdam dès le 24 novembre.

■ **IRLANDE.** La compagnie aérienne Ryanair, spécialiste des prix bas, propose, jusqu'au mercredi 17 décembre et pendant le mois de janvier 1998, des vols Beauvais-Dublin à 700 F/Air pour deux personnes. Un bus partant de la Porte Maillot, à Paris, assure la liaison (40 F par trajet) avec les trois vols quotidiens (deux les samedis et dimanches) de l'aéroport de Beauvais, où le parking est gratuit. Renseignements au 02-44-11-41-7.

■ **MONDE.** Le loueur de voitures Budget s'associe aux hôtels Choice pour offrir à leurs clients respectifs des tarifs privilégiés jusqu'au 31 décembre et intègre le programme de fidélisation de la compagnie aérienne AOM, dont il était déjà le partenaire.

PRÉVISIONS POUR LE 16 OCTOBRE
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; n : neige.

FRANCE métropole	NANCY
AIACIO	10/20 S
BIARRITZ	14/18 N
BORD-DE-MER	11/18 N
BOURGES	7/15 N
BREST	11/18 N
CASN	11/16 N
CHERBOURG	8/17 N
CLERMONT-F.	5/15 S
COCOT	7/14 N
GRENOBLE	8/14 P
LILLE	4/11 N
LIMOGES	8/15 N
LYON	8/15 P
MARSEILLE	13/20 P

FRANCE outre-mer	NANCY
PARIS	14/18 N
PAU	11/18 N
PERPIGNAN	11/18 N
RENNES	11/16 N
ST-ETIENNE	8/17 N
STRASBOURG	11/18 N
TOULOUSE	11/18 N
TOURS	11/18 N
VALENCIENNES	11/18 N
YVERDON	11/18 N

1997	PAPETE	25/23	KIEV
1996	POINTE-A-PIT.	26/30	LISSON
	ST-DENIS-RE	19/26	LOVRE
	AMSTERDAM	5/11	LNKX
4/11	ATHENES	14/19	MADRID
9/19	BARCELONE	14/23	MILANO
3/15	SELFAST	14/16	MOSCOW
18/23	BELGRADE	4/15	MUNICH
5/22	BELGRADE	2/15	NAPLES
15/22	BERNE	4/12	OSLO
9/19	BRUXELLES	6/13	PALMA
8/14	BUCAREST	4/14	PRAGUE
7/15	BUDAPEST	1/11	ROMBERG
4/22	COPENHAGEN	3/15	SARAJEVO
4/22	OURLIN	13/16	SOFA
19/23	FRANCFORT	6/13	ST-PET
24/32	GENEVE	7/14	STOCKH
19/23	HELSINKI	4/1	TENERIFE
25/31	ISTANBUL	13/16	VARSOW

NE	4/8	C	VENISE	10/17
COL	15/23	C	VENISE	5/9
	12/17	C	AMERIQUE	
	12/17	C	BRASIA	21/51
HOUMG	10/23	C	VENEZUELA	17/01
	10/23	C	CARACAS	21/50
	11/20	C	CHICAGO	5/12
LU	1/7	C	LIMA	17/24
	2/9	C	LOS ANGELES	19/28
	12/17	C	MEDIO	17/01
	4/4	C	MONTREAL	5/13
DEM.	11/23	C	NEW YORK	15/18
	1/6	N	SAN FRANCISCO	15/23
	12/19	N	SANTIAGO	7/18
	15/27	S	TORONTO	3/12
	0/12	S	WASHINGTON	12/18
	0/3	C	AFRIQUE	
OSLM	3/5	N	ALGER	13/23
QRB	15/21	S	OKAKA	26/20
TE	1/6	N	KINSHASA	23/31

LE CAIRE	24/36 S
MARRAKECH	20/29 S
NAIROBI	15/24 C
PRETORIA	12/18 C
RIYADH	13/12 P
TUNIS	15/23 P
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	27/33 P
BOMBAY	24/33 S
DELHI	25/34 N
DURAI	27/35 S
HANOI	25/28 P
HONGKONG	25/29 S
JERUSALEM	24/36 S
NEW DELHI	30/31 S
PEKIN	12/20 S
SEOUL	20/21 C
SINGAPOUR	27/32 C
SYDNEY	13/24 S
TOKYO	12/20 S

5 octobre à 0 heure TU

Prévis



La mode entre l'asile et le boudoir

IL EST 22 HEURES lorsqu'une foule silencieuse, et comme vidée, sort de la Congrégation où se sont succédées les présentations de *Mamoussi*, *Mamoussi* et de *Constance* des garçons (Kil Kawakubo). Attente, bruit, piétements, on achève bien les redécouvertes.

Au lieu de mannequins, l'Anversois Martia Margela a fait défiler des hommes en blanc, infirmiers à la Deschamps, et présenté ses vêtements sur des cintres de fer, avec une vidéo rythmée de formules brutes, d'atelier, du genre : « Un système de zips permet aux pantalons d'être totalement à plat ». Comme une séance de télé-achat conceptuel.

A cette couture pour silhouette en deux dimensions, Kil Kawakubo opposait, quelques instants plus tard, les bouillonnements assilars d'une fin de siècle coagestionnée, des nappes d'ouate plissée, une pâte feuilletée de toiles qui avait, exposée à la lumière, l'aspect d'un papier effiloché, prêt en accordéon, le tissu se tord, pris de baches convulsions.

Robes cache-poches égratignées, jupons à boursoufflements, les études cliniques du docteur Clérambault défilent live, dans cette ancienne prison parisienne, comme si toutes les viscères de la mode allaient se répandre sur le sol.



Le défilé de Junya Watanabe à l'Ecole des beaux-arts

LE CHIFFRE D'AFFAIRES hors taxe du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode français représente aujourd'hui 4,2 milliards de francs, dont plus de 70 % sont réalisés à l'exportation. Presque l'équivalent de la haute couture, de la mode masculine et des accessoires. Mais les performances des entreprises parisiennes ne doivent pas faire oublier la situation des jeunes créateurs, qui, face aux difficultés financières, sont confinés dans des rôles d'éternels jeunes premiers. La plupart d'entre eux s'autofinancent et multiplient les contrats en free-ance. C'est le cas par exemple d'Eric Bergère, trente-sept ans, qui a créé sa société en 1988, mais a dû attendre 1995 pour présenter sa première collection. Celle du printemps-été 1998 lui a coûté près de 1 million de francs.

Un défilé de créateur se chiffre environ à 300 000 francs. Quand on sait que la location d'une salle au Carrousel du Louvre se négocie entre 150 000 et 250 000 francs, on comprend que les outsiders de la mode se dispersent aux quatre coins de la capitale dans des lo-

caux disponibles pour 10 000 ou 20 000 francs. Signe d'un marché timoré, les nouveaux talents ont du mal à intégrer dans les circuits classiques de distribution. Alors qu'au dernier défilé d'Eric Bergère acheteurs japonais et grands magasins américains (Bloomingdale's, Saks...) se pressaient sur les bancs, une seule enseignes française avait répondu présent.

Le créateur Jérôme L'Huillier, lui, est distribué dans six points de vente en France contre soixante au Japon. « En France, le vivier créatif est là, mais, à la différence de l'Italie ou des États-Unis, les industriels ne suivent pas », lâche par ses financiers, Véronique Leroy, dont la marque existe depuis mars 1991, a dû repartir à zéro l'été dernier, en recréant une société. « Chaque saison, je me dis que c'est la dernière collection, mais les choses finissent toujours par s'arranger. »

Anne-Laure Quillier

★ La chaîne câblée Paris Première diffuse les défilés à partir de mercredi 15 octobre à 20 heures.

aux disponibles pour 10 000 ou 20 000 francs. Signe d'un marché timoré, les nouveaux talents ont du mal à s'intégrer dans les circuits classiques de distribution. Alors qu'au dernier défilé d'Eric Bergère, les magasins japonais et grands magasins américains (Bloomingdale's, Saks...) se pressaient sur les bancs, une seule enseignne française avait répondu présent.

Le créateur Jérôme L'Huillier, lui, est distribué dans six points de vente en France contre soixante au Japon. « En France, le vivier créatif est lui, mais, à la différence de l'Italie ou des États-Unis, les industriels ne suivent pas » lâche-t-il par ses financiers, Véronique Leclercq, dont la marque existe depuis mars 1991, a dû le répartir à zéro l'été dernier, en créant une société.

« Chaque saison, je me dis que c'est la dernière collection, mais les choses finissent toujours par s'arranger. »

Anne-Laure Quilleriet



La magie Galliano chez Dior

« Défiler pour John, c'est entrer dans un personnage », dit Caroline Murphy, dans un Carrousel du Louvre tapissé de gris Trianel, de décor très « Louis Dior », mardi 14 octobre. Dentelle, écail très, soies sirènes, lamés argent gaufrés de fleurs, soies froissées, les quarante modèles ont habillé un de ces moments chers, galantes, fœdus, retroussés, qui font de Paris un rêve de romance.

Rousses à la Van Dongen, belles de Cadix, fiancées d'Arsène Lupin, étoiles de la Paramount, et marquises poudrées, comme alimantées par le regard d'un homme. La ligne de John Galliano se fait pluie, les robes glissent, couleur de macaron et de rose

**Photographies
de
Stephen
Dupont**

parme. Le nouveau Travis Banton de l'avenue Montaigne a abandonné corsets et prothèses pour revenir au plus intime des spectacles, caprices frangés de désir, jambes interminables que ponctuent comme deux bijoux les fins souliers de soie de Manolo Blahnik.

Laurence Benaim

CINÉMA Ça commence comme une comédie policière, avec valises bourrées de billets de banque et couple d'algèbres. Jusqu'à ce que *Rien ne va plus*, le dernier film de

Claude Chabrol, dévoile une facticité, de prime abord cachée. ● L'ENJEU est ailleurs, dans une élogie de la modestie, où les décors pour publicité et l'histoire d'arnaque ne

sont là que pour servir une réflexion sur la mise en scène, sur l'art du faux. ● LE DUO de tête d'affiche, Isabelle Huppert et Michel Serrault, s'adonne à ce double jeu avec per-

fection, œuvrant en demi-teintes et en amertumes. ● MICHEL SERRAULT, dans un entretien au *Monde*, revient sur son personnage dans le film, qui « va peut-être un bon jour

confondre ses mensonges avec la vérité ». A propos de son travail d'acteur, il avoue qu'« il est comédien parce qu'il aime faire croire à l'in vraisemblable ».

Eloge tragi-comique de la modestie à la manière de Claude Chabrol

Rien ne va plus. Entre humour et film noirs, le réalisateur livre une réflexion sur la juste place du cinéma, servie par deux comédiens à l'engagement exceptionnel

Film français de Claude Chabrol. Avec Isabelle Huppert, Michel Serrault, François Cluzet, Jackie Berroyer, Jean-François Balmer, Jean Benguigui. 11 h 45.

Est-ce du lard ou du cochon, ce plus ou moins cinquantenaire opus de maître Chabrol ? Le doute y est d'emblée distillé, dans l'ambivalence d'une arnaque ni grandiose ni géniale, dont sera victime le brave Berroyer. Et pourquoi Isabelle Huppert est-elle brune ? Et quels liens l'unissent à Michel Serrault ?

On en est à peu près là, barbotant dans une perplexité amusée, lorsque se termine le prologue de *Rien ne va plus*. Avec, pour seul repère, l'assurance qu'il tout est dans la manière : manière de faire de l'étrange couple d'algèbres, sans brutalité, avec une ruse qui est aussi une élégance (à moins que ce ne soit l'inverse) ; manière de faire du cinéma, vérifiée par la façon dont il parvient à ne pas se moquer de la victime de l'escroquerie, que tout désigne pour être le dindon de la farce.

Après ? Après se met en place une « comédie policière », plus ou moins, encore que de policier on ne voit même, donc plutôt une comédie voleuse, comme la pie du même nom, où le couple de voleurs rencontre plus gros voleurs que lui. Cela se fait dans un trafic incertain de sentiments, d'apparences et de répliques à double

fond, égrené avec un aplomb impavide, le même qui permettra de passer, après un détour par un appartement parisien (donc nécessairement face à la tour Eiffel) et pour aucune autre raison que les loies simples du contraste, d'une station de ski luxueuse et ennoblie à une île des Antilles aussi ensoleillée qu'une carte postale. Bref, ce sont des décors (« naturels », comme on dit, mais on dit aussi « sois naturel » au moment de la pose la plus forcée). Des décors pour publicité, c'est-à-dire des clichés. Ils sont l'indice le plus avéré de la facticité de toute cette affaire.

Indice nécessaire, car cette facticité est de prime abord masquée. Masquée par les comédiens. Ils sont, à commencer par le duo de têtes d'affiche, exceptionnels. La belle affaire, dira-t-on, il est bien temps de découvrir des acteurs de la trempe de Serrault et Huppert. Justement. L'un et l'autre, chacun à sa façon - lui surtout, mais elle aussi -, ont derrière eux plutôt trop de munitions que pas assez. Et la situation se prête incroyablement à jouer en roue libre, numéros de duettistes à qui on ne le fait pas, astuces et clin d'œil, passez muscade et retour de séné. Le cher Serrault est expert en ce genre de tours, bien rares sont les cinéastes (Chabrol déjà dans *Les Fantômes du chapelier*, Sautet dans *Nelly et M. Arnaud*, Miller dans *Mortelle randonnée*, Blier le temps d'une scène de *Buffet froid*, Dery, Moc-



Michel Serrault et Isabelle Huppert.

ky et Tchermia aussi) qui, au cours de sa prolifique carrière, ont su l'accompagner ailleurs que dans ce qu'il sait trop bien faire.

Ici, où son rôle réclame l'artifice et le double jeu, où tout l'invite à en rajouter, il cède des demi-teintes, joue en amertumes et en feintes de passe plutôt que de chercher à marquer des points en cognant. Il donne la sensation de s'amuser énormément (comme souvent à l'écran), mais dans le seos du film (comme rarement à l'écran).

Isabelle Huppert, c'est différent. Chez Chabrol, elle a déjà été si absolument parfaite aux quatre coins de *Violette Nozères*, *Une affaire de femmes*, *Madame Bovary* et *La Cérémonie*, qu'ils n'avaient, semble-t-il, plus rien à gagner à une nouvelle expédition ensemble. C'était

vrai. C'est nous, les spectateurs, qui avons à gagner au bonheur manifeste qu'ont le cinéaste et l'actrice à se retrouver.

ENJEU CACHÉ

Ce bonheur explique qu'on mette quelque temps à s'apercevoir que Chabrol se soucie comme de colin-tampon de ces histoires de valises vraiment pleines de coupures de journaux se substituant sans fin à celles faussement bourrées de billets de banque. Jusqu'à ce que, fini de rire, tout son petit monde se retrouve expédié de plein fouet dans un vrai mur de mécanicité cupide et organisée, cynique et avisé, dont l'humour n'est qu'une arme parmi d'autres pour maintenir la seule chose qui compte : le pouvoir. Plus d'entourloupe en « loucedé », de séduction

mi-sincère mi-intéressée, ni de formules à l'emporte-pièce. La mort.

Et, du même mouvement, le fin mot de cette affaire de film qui laissait depuis le début sur un léger doute. Délicieux, certes, précis et judicieux incontestablement, mais tout de même un peu en retrait. Un bon Chabrol mais pas un grand Chabrol, se disait-on à par soi, surtout après l'exceptionnel *Cérémonie*. Sauf que ce retrait, ce pas de côté, est précisément l'enjeu mis par *Rien ne va plus*, éloge matois de la modestie et de la petite forme. Les héros-escrocs se retrouvent dans de très gros ennuis lorsqu'ils tentent de jouer hors de leur catégorie, sortant de leur monde romanesque pour se mouiller là où ça se passe en millions de francs suisses, et pour de

vrai - avec de l'acier à travers la figure si besoin. Chabrol, modeste ? Chabrol chante des vertus d'humilité ? Et puis quoi encore ! C'est que la modestie n'est pas ici affaire de morale, mais tout son contraire : question d'éthique, et de stratégie. Question de cinéma, à double titre. *Rien ne va plus* lorsqu'est transgressée une certaine idée de la mise en scène. Que font donc Serrault et Huppert, dans le film, sinon inventer des personnages, des costumes, des dialogues, sinon « mettre en scène » ? La mise en scène est une arnaque, mais elle se doit de rechercher le ton juste, la bonne distance, le volume sonore approprié. Son efficacité autant que le plaisir qu'on en retire dépendent de ce refus des surechères, des effets. Eloge de son art bien compris par l'artiste.

Et *Rien ne va plus* lorsque le mood du cinéma, roublard, un peu tordu, mais à échelle humaine se retrouve au contact de la grande industrie. « Fuyons l'univers impitoyable de l'audiovisuel et du programme », murmure Chabrol, brisons les liens d'acier qu'impose l'univers mortel où il n'y a plus de barrière entre la fiction et la réalité. Là où les méchants de mélodrame règnent réellement, la règle du jeu n'a plus cours et le danger est absolu. C'est donc par sa modestie fièrement revendiquée que *Rien ne va plus* est, finalement, un grand film. Ce paradoxe, bien dans la manière de son auteur, n'est pas son moindre charme.

Jean-Michel Frodon

* Rétrospective de trente-quatre films de Claude Chabrol, Le Champ, 5, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-54-51-60.
* Hors-série des Cahiers du cinéma consacré au réalisateur, 40 francs.

Fin de siècle !

Johannesburg et l'Afrique du Sud sont invitées à Nantes du 17 au 25 octobre.

"Fin de siècle" c'est : 33 lieux (arts plastiques, cinéma, théâtre, danse), des écrivains, des intellectuels, des personnalités de tous milieux (politique, économique, social, scientifique) pour 9 nuits, 116 concerts, 20 débats et conférences, 18 représentations de théâtre et de danse, 8 expositions d'arts plastiques...

Renseignements CRIC : tél. 02 40 12 14 34
BP 21304 - 44013 Nantes cedex 1 - 3615 SONTIN
Vente de billets dans toutes les FNAC de France.



Michel Serrault, acteur

« Je suis comédien parce que j'aime faire croire à l'in vraisemblable »

« Dans *Rien ne va plus*, vous interprétez un arnaqueur qui met soigneusement en scène ses entourloupes. S'agirait-il à votre avis d'une métaphore du travail du comédien ?

« On parle toujours des comédiens, mais je crois que tout le monde joue. On a tous des moments de vérité où on est nous-mêmes. Mon personnage va peut-être un bon jour confondre ses mensonges avec la vérité.

« Ce couple, interprété par Isabelle Huppert et moi, a peut-être trouvé d'une certaine manière la vérité qui serait d'être ensemble, car on ne connaît pas leur rapports exacts durant le film. Ils ont en tout cas sûrement trouvé un moyen de passer le temps. Leur but est de ne pas se casser le cul, comme le chanteur Gainsbourg et Michel Simon. Ce couple ne cherche pas la richesse mais le désir de tromper. Au début du film, on voit mon personnage dans son bel appartement, en train de manger du caviar, mais il se fait un peu chier et, pour ne pas s'ennuyer, il décide d'arnaque les autres. Puisque tout est faux, puis-je qu'on est tous arnaqués dans la vie - par l'Etat entre autres - prenons notre part, dit-il en substance.

« Ne vous trompez-vous pas, dans votre position d'acteur, confronté au même dilemme que les personnages du film, qui n'arrivent pas à faire la différence entre la part de comédie et leurs vrais visages ?

« Il y a toujours des moments de grâce dans certaines scènes. Il m'est parfois arrivé de faire coïncider le jeu avec ce que j'étais. Quand j'ai joué le film de Claude Sautet,

Nelly et M. Arnaud, il y a cette scène de fin où je dis au revoir à Emmanuelle Béart. J'ai dépassé à cet instant le mur du son de la comédie et de la convention. Le scénario voulait qu'on se mente un peu, le rapport entre les personnages reposait sur le non-dit, et là a surgi un moment de vérité où j'avais fait le parcours avec le personnage. De plus, le film s'était tourné dans l'ordre chronologique du scénario, la distance disparaissait puisque je découvrais la comédienne pour la première fois dans la vie et dans le film, et je me suis servi de cela dans l'histoire. Puisque je ne savais rien d'elle, pourquoi essayer de savoir autre chose ? J'ai donc préféré prendre les choses au premier degré. Lorsque je vois sur l'écran ces moments de surprise qui m'ont échappé, j'en suis toujours très ému, car je laisse partir quelque chose de moi, malgré moi. Ces moments de grâce existent dans l'émotion mais aussi dans le comique. L'acteur qui prétend tout gouverner ou manipuler n'est évidemment pas un imbécile - certains se sentent visés - mais on ne doit pas savoir comment ça va se passer.

« Devenir comédien a-t-il toujours été une évidence pour vous ?

« Je suis comédien parce que j'aime faire croire à l'in vraisemblable. Faire croire que je suis plombier dans un film ou que ma femme me quitte. Mais il me paraît essentiel de toujours partir de la réalité pour ensuite transformer les choses. J'ai horreur des films comiques qui commencent au troisième acte ; en général, les réalisateurs prennent des postulats qui ne correspondent à rien, il n'y a pas de vérité, pas d'humanité, on ne comprend rien et il ne reste que des bêtises. Les grands comiques ap-

puyaient toujours leurs films sur des choses vraies.

« C'est votre deuxième film avec Claude Chabrol, quinze ans après *Les Fantômes du chapelier*. Qu'est-ce qui vous a poussé à retravailler avec lui ?

« *Les Fantômes du chapelier* est l'un de mes meilleurs films. Il m'a fait pleurer. Je suis toujours très touché quand je vois des personnages moyens qui sont dépassés par les événements. Il y avait un côté baroque qui visait à rendre mon personnage plus déséquilibré, ce que j'ai beaucoup apprécié. Il y avait aussi une scène où je rendais hommage à Charlie Chaplin dans *Monsieur Verdoux*. Comme Chaplin, j'avais une veste croisée et une moustache.

« Oo rit, Chabrol et moi, aux mêmes choses, il n'y a pas besoin d'explication. Il y a un plaisir d'être là et de servir l'autre. Je ne joue évidemment pas de la même manière avec Micky, Sautet ou Chabrol. Mais c'est à moi de trouver la partition. Il ne s'agit pas de jouer à contrario. La plus grande difficulté pour moi est de savoir dans quel film je suis, de savoir jusqu'où je peux aller. Il y a un hiatus si l'enlève mon pantalon dans un film de Sautet, mais il n'y en a pas chez Micky. Parfois, on peut tous se tromper.

« Au théâtre, on peut s'apercevoir qu'une pièce demande à être poussée à l'extrême. Jusqu'à la caricature. Je répétais une pièce à La Michodière où Pierre Fresnay assistait aux répétitions. Quelques jours avant la première, le metteur en scène a dû nous abandonner. J'ai dit aux comédiens : « On est entre nous, ce soir amusons-nous, allons-y carrément. » A la fin de la scène, on a entendu une voix grave qui nous a dit : « Messieurs, c'est comme ça qu'il fallait jouer la pièce. » C'était Fresnay.

« Quel a été votre apport personnel dans *Rien ne va plus* ?

« Pratiquement rien. Il y a des films où j'écris, mais je ne le fais que lorsque c'est nécessaire. Quand vous le lisez bien, *Rien ne va plus* est naturel, bien carré. On n'est pas dans un film réaliste mais plutôt de facture littéraire.

« Mais je ne m'interdis pas de changer. J'ai inventé des répliques lorsque je jouais *L'Avare* avec Planchon. Qu'est-ce qui peut m'en empêcher ? Pas Planchon en tout cas. Quand je jouais *Knock*, je trouvais la pièce un peu systématique, sans fioritures, trop corsetée. C'est l'époque qui voulait ça. J'ai donc rajouté des répliques, car il me semblait qu'on pouvait aller plus loin. Un jour, la veuve de Jules Romains est venue me voir. J'avais peur qu'elle m'engueule. Elle s'est assise et elle m'a dit : « On va publier une nouvelle édition du théâtre de Jules Romains. Est-ce que vous me permettez de prendre les quelques modifications que vous avez effectuées ? »

« Un mauvais film est-il aussi intéressant à jouer qu'un bon ?

« Absolument. Il y a des films moyens où je sais que j'ai joué deux scènes que j'aime. Dans *Carabogues* [de Marcel Bluwal, en 1963], je joue un personnage de gestapiste que m'avait écrit Audard ; c'est l'un de mes rôles préférés. Quand je vois un jeune comédien qui refuse du travail depuis un an et demi, je suis effaré. Il faut tout jouer, jusqu'au jour où on est en position de choisir. Je n'ai jamais passé d'auditions de ma vie ; mes auditions, je les ai passées à l'écran. S'il y a dix ans à côté de vous, ça ne vous empêchera jamais d'être bien.

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld



هكذا من لامل

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997 / 27

Les meilleures entrées en France

Rang	Titre	Entrées	Nombre d'entrées	% de baisse	TOTAL depuis la sortie
1	Le Mariage de mon meilleur ami 2	434 033	412	- 4 %	982 804
2	Air Force One	231 887	445	- 31 %	628 884
3	L.A. Confidential	150 313	216		150 313
4	Breakdown	138 254	180		138 254
5	Volte-face	118 507	327	- 11 %	1 324 941
6	West in Black	90 038	315	- 15 %	5 488 138
7	Contact	82 559	343	- 24 %	825 570
8	Nettoyage à sec	60 172	120	- 13 %	284 253
9	De beaux lendemains	57 000	95		57 000
10	Wesley	45 000	241	- 2 %	622 744

* période du mercredi 8/10 au dimanche 12/10 inclus

La fréquentation globale enregistre encore une baisse de 28 % par rapport à celle de la semaine correspondante en 1996. Cette chute est due à la faiblesse des grosses locomotives, françaises ou américaines, qui, depuis la rentrée, se sont toutes essouffées dès leur deuxième semaine d'exploitation. Le Mariage de mon meilleur ami attire toujours autant de nouveaux invités, avec une baisse de seulement 4 % par rapport à la semaine dernière, gagnant aussi, il est vrai, plus d'une centaine d'entrées. Il affiche un taux de fréquentation remarquable de 1053 spectateurs par salle. Air Force One voit ses entrées s'écrouler de 31 %.

Parmi les nouveautés de la semaine, Breakdown, avec Kurt Russell, démarre très modestement, avec seulement 138 254 spectateurs, ainsi que L.A. Confidential, avec 150 313 entrées. Les scores de De beaux lendemains d'Atom Egoyan (57 000 entrées et une moyenne de 600 spectateurs par salle), de Simon Oul (1954 spectateurs sur Paris dans trois salles) sont décevants, surtout en regard de la critique très favorable dont ils ont bénéficié. En revanche, Amsterdam Global Village réalise un score honorable de 508 entrées dans sa seule salle parisienne, sachant que le film dure quatre heures. Le succès de Nettoyage à sec ne se démentit toujours pas, qui réalise encore 60 000 entrées en troisième semaine, enregistrant une baisse de seulement 13 % par rapport à la semaine précédente. L'Anguille a trouvé son public et a déjà dépassé les 100 000 entrées en France.

Le livre de cinéma tient salon à l'Ecole des beaux-arts

PLUS DE 4 000 visiteurs, 90 éditeurs, 80 nouveaux titres présentés, et 3 200 livres vendus (contre 2 400 en 1995), tel était, en 1996, le bilan du Salon du livre de cinéma, créé à l'initiative de la Cinémathèque française en 1992.

La sixième édition, accueillie cette fois par l'Ecole des beaux-arts, devrait se situer dans les mêmes eaux statistiques, la situation, très paradoxale, du livre de cinéma n'ayant en rien changé (« Le Monde des livres » du 18 octobre 1996) : prolifération des titres et atomisation des maisons d'édition démentent les caractéristiques d'une crise qui affecte durablement le secteur depuis le début des années 90, marquée par la chute des ventes, l'abandon des collections, et le désintérêt des grands éditeurs, eux-mêmes fragilisés (« Le Monde des livres » du 10 octobre).

Les nouveaux titres présentés cette année témoignent plus que jamais de ce phénomène. Entre-temps, d'Ingmar Bergman (Gallimard), Les Enfants de la liberté de Claude-Marie Trépois (Le Seuil), Je me souviens de souvenirs de Marcello Mastroianni (Calmann-Lévy), Aimer rire, aimer chanter, d'Odette Laure (Gallimard), fixent ainsi la ligne générale des grands éditeurs. Elle

tient en trois idées-forces : rarefaction de la production ; repli sur les valeurs sûres ; nécrophilie de bon aloi.

Il faut mentionner les petits et les sans-grade, explorateurs des chemins de traverse éditoriaux.

Plus d'actualité et d'esprit d'initiative se trouvent chez Actes Sud, qui publie, en collaboration avec l'Institut Lumière, la prometteuse autobiographie de Michael Powell, Une vie dans le cinéma, ainsi qu'un recueil de textes, Vues de cinéma, signé de ce cinéaste et critique averti que fut Roger Tallier.

Les éditions des Cahiers du cinéma proposent, elles, un feu d'artifice de rééditions (dont celle, augmentée, du numéro spé-

cial consacré en 1995 à Abbas Kiarostami, qui devient ainsi le premier ouvrage de référence sur ce cinéaste majeur), de scénarios (dont Western, de Manuel Poirier) et de nouveautés (dont le très attendu Du monde et du mouvement des images, de Jean-Louis Schefer).

Il faut aussi mentionner les petits et les sans-grade, explorateurs des chemins de traverse éditoriaux et cinématographiques : Ciné fils, qui publie un excellent florilège de la revue Limelight ; Dis voir, qui consacre le premier ensemble de textes en français au grand cinéaste de Hongkong Wong Kar-wai ; Paris expérimental et Light Cone Vidéo, qui s'associent pour la sortie d'un coffret comprenant un ouvrage collectif consacré au pape de l'underground Jonas Mekas, ainsi qu'une vidéo de son magnifique journal filmé, Wolden (1969).

Jonas Mekas sera d'ailleurs l'un des invités de ce salon et participera à la table ronde consacrée à son œuvre (samedi 18, à 16 heures), tout comme Youssef Chahine (dimanche 19, à 14 h 30), à l'occasion de la sortie de son film Le Destin et de la publication de son scénario (Cahiers du cinéma). Autre rencontre, et qui promet d'être animée, celle organi-

sée par Christian-Marc Bosséno (responsable de la revue Vertigo, dont la dix-septième édition sera prochainement consacrée au rapport entre cinéma et écriture) et Jean-Luc Manach (responsable du mensuel gratuit 107) : ils proposent un état des lieux des revues de cinéma (samedi 18, de 11 h 30 à 15 h 30).

Comme l'atteste la présence d'une quarantaine d'entre elles dans le cadre du salon, il s'agit d'un secteur en pleine effervescence, d'où fusent de furieuses imprécations (« Il n'y a plus de Cahiers », des doutes violents (« Doberman est-il un film ? »), et où se fait jour une nette volonté de verser du poil à gratter sous les jaquettes de l'orthodoxie cinématographique.

Jacques Mandelbaum

* Sixième Salon du livre de cinéma, Ecole nationale des beaux-arts, 14, rue Bonaparte, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. Samedi 18 et dimanche 19 octobre, de 11 heures à 19 heures.

LES NOUVEAUX FILMS

ROSELAND

Réalisé il y a déjà vingt ans par l'auteur de Surviving Picasso, James Ivory, Roseland a pour décor principal un célèbre dancing new-yorkais, théâtre de trois récits différents. Le Roseland est un lieu désuet et anachronique, point de rendez-vous de femmes mûres et argentées, de gigolos, couples du troisième âge à la recherche de sensations disparues. Des trois histoires contées par le film d'Ivory, il faut oublier la première et la troisième. Dans ces récits pathétiques de femmes âgées qui ne se résignent pas à vieillir, l'apitoiement forcé et la poésie frêlée forment un cocktail particulièrement pénible.

La deuxième histoire est en revanche plus intéressante. Un gigolo, incarné par un Christopher Walken débutant mais déjà remarquable, est partagé entre des femmes mûres qui assurent sa subsistance et une jeune divorcée amoureuse de lui qui lui propose d'abandonner son existence d'homme entretenu. La qualité des acteurs et une mise en scène privilégiant les plans longs permettent au film d'atteindre une certaine authenticité.

Le réalisateur décrit un univers où la cupidité, mais aussi la passion, la lâcheté, mais aussi la générosité, sont inextricablement mêlées.

Jean-François Rauger

Film américain de James Ivory. Avec Theresa Wright, Christopher Walken et Géraldine Chaplin. (1 h 43.)

GEORGE DE LA JUNGLE

Unique rescapé d'un accident d'avion, George a été sauvé et élevé par une tribu de gorilles dans la jungle africaine. Vingt-sept ans plus tard, George vit toujours avec ses compagnons, un éléphant, un toucan et un singe savant. L'arrivée d'une jeune fille dans une mission d'explorateurs va changer la vie de George. Précédé d'un succès colossal aux Etats-Unis, George de la jungle s'adresse en priorité au public adolescent.

Cela n'excuse pas pour autant son humour gras, inspiré du dessin animé, sa lenteur désespérante, sa

mièvrerie et ses clichés sur le bon sauvage africain, qui nous font réaliser que, depuis les films de Tarzan des années 30, rien n'a changé dans un certain cinéma hollywoodien, si ce n'est un style de réalisation qui s'est singulièrement appauvri.

S. Bd
Film américain de Sam Weisman. Avec Brendan Fraser, Leslie Mann, Thomas Haden, Richard Roundtree. (1 h 32.)

FAMILLES JE VOUS HAIS

Qui a vu Vacances à Brétil, le très bon court métrage réalisé par Bruno Bontzolakis en 1996, reconnaît dans Familles je vous hais l'univers d'un cinéaste marqué par les ambiances et les paysages du nord de la France, où des garçons et des filles tristes, suffoquant dans la tiédeur claquemurée des secrets de famille, ne semblent rien pouvoir faire d'autre que s'en aller, loin d'ici et loin d'eux-mêmes. Ainsi que le suggère son titre, André Gide n'est pas très loin de ce premier long métrage, dont la trajectoire implacable fait se rencontrer deux jeunes gens sur une plage déserte, chacun partant à la fin vers d'autres horizons. Mais ce qui se passe entre ces deux points prend parfois l'allure d'une démonstration.

C'est d'un côté la famille d'extrême droite de Jessica l'étudiante, aux discours et aux comportements attendus, de l'autre la mère de Thierry le barman, et sa dépression qui colle presque trop bien au tableau. C'est une description pseudo-naturaliste, assez maniérée, de ce monde, avec ces silences et ces plans qui, semble-t-il, durent davantage que nécessaire, donnant l'impression de vouloir dire plus qu'ils ne peuvent en réalité donner. La tentative de dire l'état d'une société par le biais des alcôves familiales est intéressante, équivoque, à l'état d'esquisse, le récent Nettoyage à sec d'Anne Fontaine. Bruno Bontzolakis a visiblement les moyens d'aller plus loin.

J. M.
Film français de Bruno Bontzolakis. Avec Caroline Troussard, Yvan Kolnik, Denis Cocheux, Olivier Brabant. (1 h 18.)

La Fnac vous invite dans ses forums...

Marseille - 1977-1997, la Fnac Marseille à 20 ans.
- 21 octobre à 17 h 30 : Le Net à l'école. L'écrit sur le Net : G. Butterati, D. Deleau-Jagerschnidt, P. Lafitte, J. Michel, G. Puimatto, M. Sousse.

- 31 octobre à 14 h : D. Tarquin, O. Ledroit, S. Arleston, P. Glaudel, G. Ramaïoli, J.L. Mourier, et S. Fino, scénaristes et dessinateurs B.D.

Metz - 23 octobre à 17 h 30 : Pascal Lainé, écrivain.

Parly 2 - 25 octobre à 14 h 30 : Agnès Obadia, réalisatrice de Romaine - Projection du film.

Dijon - 30 octobre à 17 h 30 : Alexandre Jardin, écrivain.

CAHIERS DU CINEMA

Je suis un cinéaste béat...

CLAUDE CHABROL, 50^e, MOTEUR !

N° HORS-SÉRIE - 40F
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEBATS
CONCERTS
DEDICACES
RENCONTRES
PROJECTIONS
DECOUVERTES
EXPOSITION

Youssef Chahine en habits de lumière

Le Destin. Le cinéaste égyptien livre sa bataille contre les intégrismes avec une allégresse réjouissante

Film franco-égyptien de Youssef Chahine avec Laila Eloui, Mahmoud Hameida, Safia El Emari, Mohamed Mounir, Khaled El Nabaoui, (2 h 15.)

On ressent toujours une grande satisfaction lorsqu'un film à clé livre aussi facilement toutes les pièces de son puzzle, sans prendre nécessairement le spectateur par la main, mais en lui désignant de manière ostensible sa cible : l'intégrisme. Ce plaisir n'est rien d'autre que celui d'un film qui se moque de toutes les conventions, à commencer par celle de la vraisemblance.

L'intrigue est donc de mise, dès la première scène du film. Il s'ouvre sur un bûcher, quelque part dans le Languedoc, préparé pour l'exécution d'un savant reconnu coupable d'avoir trahi en France l'œuvre du philosophe Averroès ; il s'achève par une ponctuation hallucinante et incroyable que n'aurait pas reniée John Boorman au moment de *Delirance* : un jeune messager, après avoir bravé les éléments et traversé plusieurs milliers de kilomètres, arrive de Cordoue en Égypte pour y faire parvenir des copies des livres du même Averroès.

Entre ces deux pôles, le noeud du Destin se joue à Cordoue, au XII^e siècle, où se retrouvent trois personnages : le calife Mansour qui règne sur l'Andalousie, au-delà de sa victoire contre les infidèles ; le philosophe Averroès, entouré de ses disciples ; le très puissant cheikh Râd à la tête de sa secte de « fous de dieu » militant pour une lecture stricte et rigoriste du Coran, quitte à brûler les livres et exécuter toute personne qui viendrait contredire cette lecture. « Ils répètent des mots comme un perroquet, sans comprendre... rien de l'inté-

rieur... », constate, épouvanté, Averroès.

Il ne faut pas aller très loin pour voir où nous mène ce « sur-péplum », au sens où André Bazin parlait de « sur-western », c'est-à-dire un western qui aurait honte de n'être que lui-même et chercherait à justifier son existence par un intérêt supplémentaire, d'ordre sociologique ou politique. Faux film d'époque, péplum en trompe-l'œil, *Le Destin* peut être rapproché en priorité de *Farenheit 451*. Les hommes-livres du roman de Bradbury réfugiés dans une forêt après avoir appris par cœur un classique de la littérature que leur société a fait brûler - sont les descendants en droite ligne des disciples d'Averroès. Persuadé qu'un traité de philosophie de son maître a été irrémédiablement brûlé, un de ses étudiants se propose de le réécrire après l'avoir appris par cœur.

Le kitsch et le dénuement du Destin, ses costumes hétéroclites et approximatifs, ses perruques qui apparaissent pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des postiches maladroitement posés sur le crâne des acteurs, ses centaines de figurants qui ne sont en fait qu'une dizaine, n'ont pas d'autre signification, si ce n'est l'expression d'une volonté de pointer ostensiblement le présent, puisque c'est bien l'intégrisme, tous les intégrismes, et surtout l'islam intolérant, qui sont dépeints. Ce principe de voiler la face de l'Histoire et de donner une signification métaphorique à un film en costumes était déjà au cœur de *Saladin* (1963), un des films de Chahine tournés durant sa période nassérienne, dont le dispositif ressemble beaucoup au Destin.

Dans *Saladin*, chaque apparition du souverain faisait penser à une apparition du président égyptien ; la ressemblance du

personnage était frappante : même front haut, même regard, même profil. Tout chevalier croisé s'aventurant sur l'écran pouvait représenter un juif, à l'époque où le voisin israélien était considéré comme un envahisseur qu'il fallait déloger, ou un Français, réminiscence de la colonisation.

On chante « off » et on danse bien, avec un aplomb et une insolence qui semblent venus de nulle part, arrivant dans le corps du film comme un monolithe tombé du ciel

La scène où, après la bataille de Ramle, Saladin contemple depuis la montagne la plaine côtière palestinienne, était une allusion directe à la « Palestine occupée ». Durant le film, les mots de « croisades » et de « croisade » revenaient plusieurs fois, de manière anachronique, puisque ces expressions sont évidemment antérieures au Moyen Âge musulman.

Mélange des genres, confusion entre le passé et le présent, familiarité étonnante avec une période de l'histoire très ancienne, sont le cocktail commun de *Saladin* et du Destin. Le plus étonnant reste que cet assemblage hétérogène puisse être à ce

point réussi. Si l'on y regarde bien, le film de Chahine fait songer à un western - l'enlèvement à cheval du fils du calife devant son fort par les disciples d'Averroès est un pur moment westernien - ; un film d'espionnage, avec ses intrigues de palais ; un film gore aussi : la scène de porche où des soldats intégristes plantent un poignard dans la gorge d'un chanteur avant que le fils du calife ne le retire est antologique.

Mais *Le Destin* est aussi, et surtout, une comédie musicale. On y chante « off » et on y danse bien, avec un aplomb et une insolence qui semblent venus de nulle part, arrivant dans le corps du film comme un monolithe tombé du ciel. « Tu as bâti ton enfer sur terre », répondent les quelques femmes du groupe d'Averroès au fils du calife, choqué de voir des femmes se débancher et exprimer leur joie dans une exaltation qui n'a rien de coranique.

Le paradis de Youssef Chahine serait plutôt hollywoodien (c'est après tout là qu'il a fait ses débuts), et l'on y verrait bien se profiler en palimpseste le *Brigadoon* de Minelli. Il résiderait dans cette façon naïve, presque surannée, d'inscrire les décors et les personnages dans le même monde, comme s'ils pesaient du même poids et s'influaient mutuellement. Ce qui pourrait passer pour une forme avancée de méliérisme n'est rien d'autre qu'une poussée brutale de jeunesse chez ce cinéaste de soixante-huit ans toujours adolescent. Chanter, danser, faire bouger la caméra, créer le mouvement autour de soi, sont pour Youssef Chahine les meilleurs moyens de faire toute sa place à la lumière et de renvoyer l'intégrisme à la sienne : l'obscurité.

Samuel Blumenfeld

Le feu sacré d'un humaniste rageur

JOSEPH fut, dans la Bible, un fils trop longtemps et trop intensément attendu pour ne pas vivre un destin exceptionnel. Trahi puis vendu par ses frères en Égypte, il y prospéra en interprétant les rêves de la cour pharaonique, avant de rentrer en Égypte en fils prodigue au bercail. L'onomastique est sans doute une science très incertaine pour évoquer la carrière d'un cinéaste, mais force est de constater une certaine parenté de destin entre le Joseph biblique et son homonyme Youssef Chahine, « Jo » pour les intimes, lequel ne lui a sûrement pas par hasard consacré un de ses films (*L'Emigré*, 1994). Né en 1926 à Alexandrie, Chahine, tout comme son illustre prédécesseur, a connu la malveillance et l'exil, s'est illustré dans cette science des rêves qu'on nomme le cinéma, avant de rentrer chez lui, voici quelques mois, auréolé d'un Prix spécial pour l'ensemble de son œuvre décerné par le festival de Cannes.

On n'avait heureusement pas attendu cet événement pour savoir que Youssef Chahine est un très grand cinéaste : la reconnaissance internationale est venue au début des années 70. Ce fou de Hollywood et de cinéma populaire égyptien a fomenté en un demi-siècle de carrière et trente-trois longs métrages une œuvre brassant en un torrent de sensualité et de kitsch, de féerie et de tragédie, d'authenticité et de parodie, les genres les plus divers, du mélo oriental au film politique, en passant par l'essai intimiste et la fresque historique.

Commencé en 1950 avec *Papa Amine*, le parcours comprend quelques films : *Gare centrale* (1958), éclatante synthèse de néoréalisme et de baroque égyptien ; *La Terre* (1969), libelle exalté et lyrique dénonçant l'exploitation des paysans ; la trilogie autobiographique composée par *Alexandrie pourquoi* (1979), *La Mémoire* (1982) et *Alexandrie encore et toujours* (1990), où le cœur défaille du cinéaste, devenu personnage à part entière, bat en vingt-quatre coups par seconde la chamade de la vie, de la mort et du cinéma.

UN INCONTOURNABLE

A l'image de cette jouissance qu'il met en scène avec une souveraine liberté, Chahine est un cinéaste intolérable aux tenants des académismes et des orthodoxies. Les choses ne vont pas en s'arrangeant depuis qu'il a pris pour cible l'intégrisme. *L'Emigré* lui a valu ré-

centement un procès intenté par la plus hantée autorité de l'islam sunnite, al-Azhar, au terme duquel le film a été temporairement interdit par la justice égyptienne. Et que trouve de mieux à faire ce diable d'homme ? Il en rajoute une bonne rasade avec *Le Destin*, en chantant et en dansant de surcroît. S'il fallait désigner par une formule l'esthétique, et donc la vision du monde, de cet incontrôlable, on opterait volontiers pour l'improvisation stylistique et la perpétuelle mise en jeu de soi-même. D'où cette propension à convoquer des héros hétérodoxes, en butte à l'exclusion et à l'hostilité, qui sont autant de doubles, historiques ou fictionnels.

Comme tous les grands artistes, Chahine n'a jamais cessé de se raconter, et de jeter dans le creuset de ses films son goût du romanesque et son humanisme rageur. Qu'on se souvienne du personnage qu'il incarne dans *Gare centrale*, Kenaoui le bolchevick contrefait amoureux jusqu'à la folie de Hanouma, beauté incendiaire qui lui préfère l'Apollon syndicaliste du quartier. Tel Kenaoui pour Hanouma, Chahine brûle pour le cinéma, à cette différence près qu'il l'a conquis de longue date et que leur étreinte fait toujours des étincelles.

Jacques Mandelbaum

Ibn Rushd, cadî de Cordoue

LA FIGURE du philosophe Ibn Rushd (1126-1198) - Averroès pour les dictionnaires européens - avait tout pour séduire Youssef Chahine, qui, après l'interdiction de son film *L'Emigré*, a eu à cœur de rappeler d'autres censures et d'autres combats contre l'intolérance, d'antiques débats sur l'emprise des sectes. Le développement culturel d'Al-Andalus, où une faible minorité musulmane, au pouvoir depuis la réalisation de la conquête de la

péninsule ibérique au début du VIII^e siècle, sait s'imposer aux Muwallads (autochtones convertis) comme aux Mozarabes (restés chrétiens), aux importantes communautés juives comme aux esclaves venus d'Orient au terme d'un trafic souterrain, est à l'image de cette mosaïque binaire bigarrée et féconde.

D'une autorité sans faiblesse, les califes de Cordoue s'entourent dès les X^e-XI^e siècles de savants et d'artistes, et accueillent le savoir scientifique et philosophique le plus syncretique du temps, grâce à une politique de traduction sans exemple, qui fait de l'arabe la langue de transmission des savoirs de l'Antiquité - et pas seulement européenne.

Un âge d'or vite compromis par les sempiternelles querelles de succession qui suscitent bientôt troubles et guerres civiles, ère des rois de *taïfas* (rois des clans), et ruinent une harmonie improbable. Petit-fils et fils de cadis (magistrats dont la triple compétence civile, judiciaire et religieuse assait l'autorité), Ibn Rushd sera lui-même cadî

de Séville, puis de Cordoue (1171) grâce à la protection des califes almohades. Mais c'est à ses connaissances prodigieuses (sciences, astronomie et médecine, philosophie et études coraniques), servies par une mémoire exceptionnelle, qu'il doit ces faveurs enviables - l'homme qui commenta l'œuvre d'Aristote à la demande du sultan de Marrakech devient premier médecin de la Cour en 1182.

RETOUR EN GRÂCE

Sa soudaine disgrâce en 1195 tient avant tout au contexte politique du moment : le nouveau calife Ya'qûb al-Mansûr, face à la menace d'une reprise de l'affrontement avec les chrétiens, fit des concessions au parti des justes qui exerçaient, au nom d'un légalisme rigide et d'une théologie « littéraliste », une forte influence sur le peuple. L'anathème jeté sur les doctrines d'Averroès, l'exil qui le frappe et l'envoie à Lucena, anti-que cité juive d'Al-Andalus, les cadis qu'on allume pour consumer ses œuvres, disent la fragilité de l'exceptionnelle situation dont bé-

néficia le philosophe. La victoire sur les chrétiens permit un rapide retour en grâce. C'est à Marrakech qu'Ibn Rushd meurt en 1198, avant que sa dépouille mortelle ne soit de retour à Cordoue.

C'est la violente charge contre les théologues, qu'il accusa de ruiner l'exégèse littéraire sans lui substituer la certitude de la science, qui valut à sa mémoire une sulfureuse réputation d'irréligion, parfois caricaturée en athéisme. Désignant les docteurs de l'islam comme responsables de tous les maux du temps (le sectarisme, l'intolérance et le fanatisme qui provoquent les exclusions comme les guerres), Ibn Rushd séduisit son quasi-homonyme Salman Rushdie - « N'est-il pas temps de relever la bannière d'Ibn Rushd pour la porter en avant ? », qui refuse juste son éditisme, historiquement daté - « N'est-il pas temps de dire que, de nos jours, de telles idées conviennent à tout le monde, au mendiant aussi bien qu'au prince ? »

Philippe-Jean Catinchi

SORTIR

RÉGION PARISIENNE

Histoire(s) de France. Une « saga en pointillés » de la France de l'après-deuxième guerre mondiale jusqu'à nos jours, cosignée par Michel Deutsch et Georges Lavaudant. Cette pièce évoque la période qui s'étend de l'après-guerre jusqu'à nos jours et fait apparaître quelques figures de ce demi-siècle : de Gaëlle, Staline, Marshall, mais aussi Sartre, Beauvoir et Mitterrand. Douze comédiens, dont sept font partie de la troupe de l'Odéon, en sont les interprètes.

Odéon Théâtre de l'Europe, place de l'Odéon, Paris 6^e. M^e Odéon. RER Luxembourg. 20 heures, mardi au samedi. 15 heures dimanche. Tél. : 01-44-41-36-36. 30 F à 170 F. La Quan Nih. Percussionniste, inventeur de sons aussi bien acoustiques qu'électroniques, La Quan Nih est aux Instants chavirés. Le 15 avec Martine Altenburger (violoncelle) et Carole Rieussec (dispositif électroacoustique) ; le 16 en solo puis avec Pascal Battus et Kamal Hamadache, deux bidouilleurs inventifs ; le 17 en solo avant le duo Urs Leimgruber et Fritz Hauser, l'un des projets

européens de rencontre entre le saxophone et la batterie les plus passionnants.

Montréal 931. Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. M^e Robespierre. 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.

Gérard Berlioz. Le succès fulgurant de Louise, au début des années 80 (un million et demi de disques vendus), n'avait pas débouché sur une consécration durable. Son nouvel album, *Heureux*, (« Une musique », produit par Catherine Lara, sera-t-il le sésame d'une gloire moins éphémère, pour ce chanteur sentimental qui possède entre autres atouts un joli timbre de voix.

Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier. 20 heures, jusqu'au 18 octobre. Tél. : 01-42-36-37-27. 60 F et 80 F.

BORDEAUX

Les Frères Guissé, Ismaël Lô. Un concert avec les Frères Guissé, de jeunes pousses sénégalaises dont on parle avec raison de plus en plus, puis Ismaël Lô, de retour de la Réunion, où il a galvanisé le public du festival Kabareunion. Salle du Vigean, rue Serge-Mallet, 33320 Eysines. 21 heures, le 16. Tél. : 05-56-28-57-14. 80 F et 100 F.



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Le Destin. de Youssef Chahine (France-Egypte, 2 h 15), avec Laila Eloui, Mahmoud Hameida, Safia El-Emari, Mohamed Mounir, Khaled El-Nabaoui.

Femmes. de Bruno Bontzolakis (France, 1 h 18), avec Caroline Troussellard, Yvan Kolnik, Denis Cacheux, Olivier Brabant, Marie Boitel, Nadine Pouilly. George de la jungle. de Sam Weisman (Etats-Unis, 1 h 32), avec Brendan Fraser, Leslie Mann, Thomas Haden Church, Richard Roundtree, Greg Kinnear, Abraham Benrubi.

Le Pari. de Didier Bourdon et Bernard Campan (France, 1 h 40), avec Didier Bourdon, Bernard Campan, Isabelle Ferron, Isabel Grano, Hélène Surgère, Roger Ibanez. Rien ne va plus. de Claude Chabrol (France, 1 h 45), avec Isabelle Huppert, Michel Serrault, François Cluzet, Jean-François Balmer, Jackie Berroyer, Jean Benguigui.

Rosseland. de James Ivory (Etats-Unis, 1 h 43), avec Tom Hanks, Lou Jacobi, Christopher Walken, Helen Gallagher, Geraldine Chaplin.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

VERNISSAGES

Les livres. Grand Palais, avenue du Général Eisenhower, Paris 8^e. M^e Champs-Élysées-Clémenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Du 15 octobre au 5 janvier. 45 F. L'Inde, quand les dieux se donnent en spectacle. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, 92 Boulogne-Billancourt. Tél. : 01-55-18-45-65. De 9 heures à 21 heures. Fermé dimanche. Du 15 octobre au 31 janvier. Entrée libre. Modes et jardins. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, Paris 10^e. M^e Léna. Tél. : 01-47-20-85-23. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Du 15 octobre au 26 avril. 45 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Dans la compagnie des hommes d'Edvard Bond, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnaffé, Carlo Brandt, Jean-Paul Rouillon. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Simon, Paris 20^e. M^e Gambetta. A 19 h 30. Le 14. Tél. : 01-44-62-52-52. 110 F à 160 F.

Carte Blanche à Daniel Toscani du Mianier. Neuf films ont retenu l'attention du président d'Unifrance, parmi lesquels : Voyage en Italie (1994) de Roberto Rossellini, Ma nuit chez Maud (1969) d'Éric Rohmer, Sauter qui peut la vie (1979) de Jean-Luc Godard, Don Giovanni (1979) de Joseph Losey, Fanny et Alexandre (1982) d'Ingmar Bergman...

L'Alequin, 76, rue de Rennes, Paris 6^e. M^e Saint-Sulpice. Du 15 au 21 octobre. Tél. : 01-45-44-28-80. 35 F et 45 F. Festival du film écossais. Un hommage à la nouvelle génération de réalisateurs et de comédiens écossais. Les films seront présentés pour la plupart en leur présence.

Cinéma des Cinéastes, 7, avenue de Cléry, Paris 17^e. M^e Place de Cléry. Du 15 au 21 octobre. Tél. : 01-53-42-40-20. 40 F.

Yuri Buenaventura. Le salero colombien Yuri Buenaventura invite le jeune rappeur de Nantes-Joliel Faudel à un duo original pour ses deux concerts à Paris.

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Pigalle. 19 heures, les 15 et 16. Tél. : 01-42-31-31-31. 148 F.

Alfred Brendel (saxo). Œuvres de Liszt, Busoni, Schumann et Haydn.

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Terminus. 20 h 30, le 15. Tél. : 01-45-61-53-00. 130 F à 400 F.

Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg. Chostakovitch : Symphonie n° 7 « Leningrad ». Yuri Simonov (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Morveau. 20 h 30, le 15. Tél. : 01-49-52-50-50. 50 F à 450 F.

Michel Delbecq (piano). Œuvres de Schubert. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 15. Tél. : 01-49-33-05-07. 75 F à 240 F.

OPB, Zaza Negro. Les Étoiles, 61, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. 19 heures, le 15. Tél. : 01-47-70-60-56.

RÉSERVATIONS

Measure for measure de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig (Festival d'Automne). Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo Picasso, 92 Nanterre. Du 4 au 16 novembre. Tél. : 01-46-14-70-00. 80 F à 140 F.

Eclipse. par le théâtre équestre Zingaro, conception et mise en scène de Bertabas. Fort d'Aubervilliers, 176, avenue Jean-Jaures. 93 Aubervilliers. A partir du 4 novembre. Tél. : 01-49-87-59-59. 130 F et 220 F.

DERNIERS JOURS

26 octobre : César. Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^e Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.



L'émotion au service de la légalisation du cannabis

Le quotidien britannique « The Independent » et son édition dominicale « The Independent on Sunday » lancent une vaste campagne pour la dépénalisation de la marijuana

LE GOUVERNEMENT britannique a annoncé, mardi 14 octobre, la nomination d'un « *tsar de la lutte antidrogue* », Keith Hellawell, Chief Constable (chef de la police) du West Yorkshire. Il sera assisté du directeur de l'organisme chargé de la réhabilitation des détenus drogués. La tâche de ce coordinateur de la lutte antistupéfiants sera, selon Tony Blair, « *de réduire l'usage de la drogue, surtout chez les jeunes* ». M. Hellawell est fermement opposé à la dépénalisation de la drogue, y compris du cannabis (ou marijuana).

Cette nomination intervient alors que *The Independent* et son édition dominicale, *The Independent on Sunday*, ont lancé une vaste campagne pour la dépénalisation du cannabis. L'ancien rédacteur en chef du quotidien, Andreas Whitman Smith, vient d'enfoncer le clou. Se référant à l'exemple néerlandais, il a proposé que « *la légalisation de la fourniture et de la consommation de cannabis ne soit pas considérée comme un "big bang"* ». Plutôt que de débattre sans fin sur les grands problèmes sans parvenir à les résoudre, il serait préférable de procéder par des initiatives limitées, d'en mesurer le résultat, d'être prêts à faire marche arrière si les conséquences sont négatives ; et, sinon, de continuer à aller de l'avant. Cela prendra peut-être cinq ans. (...) Mois l'orientation compte plus que la rapidité ».

Rosie Boycott, rédactrice en chef de *The Independent on Sunday*, a été plus loin dans un style plus émotionnel. « *J'ai roulé mon premier joint un jour de juin 1968 à Hyde*

Park, désespérément désireuse de devenir adulte. (...) Cela ne m'a pas changé, mais m'a transformé - littéralement - en un délinquant ».

LES DANGERS DE L'ALCOOL

Depuis, elle a cessé de fumer mais poursuit son combat : « *Il n'y a aucune preuve matérielle que fumer du cannabis pousse vers des drogues dures. Il est ironique que l'une des plus dangereuses drogues, responsable de bien plus de crimes d'heures de travail perdues, de familles brisées, de violence, d'immenses chagrins, soit en vente libre*



dans tous les supermarchés et boutiques de quartier. Si l'alcool est un tigre, le cannabis n'est qu'une souris. En tant qu'alcoolique guérie, j'ai vécu la terrible expérience de la bou-

teille. Tout le monde a connu quelqu'un dont la vie - ou la famille - a été détruite par l'alcool, l'héroïne ou la cocaïne, mais surtout par l'alcool. Alors que ce dernier est actif, le cannabis est passif. Personne n'a jamais été défiguré par un joint. La plupart de mes connaissances ont fumé un joint à un moment de leur vie. Ils ont un emploi, élèvent une famille, dirigent des grosses sociétés, gouvernent notre pays. Pourtant, trente ans après ma baignade à Hyde Park, le cannabis est toujours officiellement considéré comme une drogue dangereuse. J'en suis aussi soufflée qu'en

voyant les Rolling Stones - dont l'âge total dépasse facilement 200 ans - prenant du bon temps à Chicago comme si le temps n'avait pas passé ! », a-t-elle raconté dans *The Independent on Sunday*.

Le débat est donc rouvert, à la grande satisfaction des défenseurs du cannabis, à gauche comme au sein d'une certaine droite ultralibérale. Elle ne peut que déplaire à un Tony Blair qui entend lutter sans faiblesse contre « *le crime et ses causes* ».

Patrice De Beer

DANS LA PRESSE

LA REPUBBLICA

Enio Mauro

La résolution de la crise (italienne) ne signifie pas que tout est comme avant. Dans le parcours d'un gouvernement qui n'aurait pas amené au seuil de l'Europe, avec une forte action d'assainissement économique et une forte image de stabilité politique et programmatique, la crise et la démission du chef de l'exécutif apparaissent comme une blessure qui jette une ombre d'incertitude sur le maintien et la cohérence de la ligne générale du cabinet. De la part du parti de la Refondation, ce nouveau coup brutal porté à l'Europe et à l'Occident apparaît comme une confirmation d'une évidence : l'Italie est communiste n'est pas mort, et en conséquence, à l'aune des critères de Maastricht, l'anomalie

que constitue notre pays demeure comme un opprobre éternel. A bien les considérer, ces deux conséquences de la crise sont négatives pour le pays et sa crédibilité, mais sont parfaites, positives, vitales même pour Bertinotti. La pérennité d'une gauche qu'on ne puisse réduire à ce que la Refondation définit comme une « *homologation réformatrice* » a été pendant toute la crise l'objectif majeur de la « *Refondation* ».

THE NEW YORK TIMES

Le prix Nobel de la paix décerné à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (...) arrive opportunément au terme de quelques années peinant lesquelles cette cause a obtenu un large soutien. (...) Cependant l'Amérique reste récalcitrante. La Maison-Blanche, se pliant aux arguments du Pentagone selon lesquels les mines sont

nécessaires pour protéger les soldats américains en Corée, a fait savoir que l'opposition de Bill Clinton au traité était « *solide comme le roc* ». Des décennies après la fin d'une guerre, les mines terrestres continuent à tuer. Elles sont l'arme de choix des pays pauvres, ne présentant aucun avantage pour les forces armées sophistiquées des Etats-Unis. Les mines terrestres de production américaine ont été la principale cause de pertes américaines au Vietnam. Une interdiction des mines terrestres a été approuvée par beaucoup de généraux à la retraite et par soixante sénateurs américains, et parmi eux tous les membres du Sénat qui ont participé à des combats au Vietnam. M. Clinton devrait changer d'avis et signer le traité en décembre. Il épargnera des vies, y compris celles de soldats américains.

NEWSWEEK

Une idée reçue à Washington veut que toute administration américaine qui pousse trop fermement Israël à faire la paix en paiera le prix en s'aliénant le vote juif. Il serait peut-être temps de changer d'avis. Un sondage commandé par le Israel Policy Forum, un institut de recherche juif libéral, indique que 84 % des juifs américains interrogés estiment que Washington devrait exercer une pression accrue sur le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour faire en sorte que le processus de paix continue. (...) Cela signifie-t-il que les Etats-Unis vont se mettre à mettre la pression sur Israël ? Sans doute pas. Mais au moins l'administration sait-elle que, si elle choisissait de le faire, elle pourrait adopter une attitude plus ferme avec Israël sans se mettre à dos une importante partie de l'électorat.

EN VUE

■ La préparation des conserves, activité traditionnelle des Bulgares à l'automne, prend des proportions démesurées en prévision d'un hiver qui, à cause de la crise économique, s'annonce très rude. Les citadins des grandes villes stockent tout ce qu'il peuvent, faisant bouillir viandes, fruits et légumes sur des réchauds de fortune à la porte des immeubles. L'an dernier, les Bulgares avaient engrangé 400 millions de bœufs et de pots de yaourt.

■ La reine Elizabeth se recueillait en silence, mardi 14 octobre, devant le mémorial de Jallianwala Bagh à Amritsar, en Inde, où, le 13 avril 1919, l'armée britannique a tiré sur la foule, quand le duc d'Edimbourg, qui s'attendait sur l'inscription : « *Ce lieu est abréuvé du sang de deux mille martyrs* », n'a pu retenir sa perplexité. « *Deux mille ? C'est faux. Je le tiens du fils de Dyer avec lequel j'ai servi dans la marine* », a assuré le prince Philip. La tuerie a bien été ordonnée par le général Reginald Dyer.

■ Vladimir Medvedev, 44 ans, et son fils Maxim, 14 ans, des Russes qui avaient survécu sur leur voilier endommagé dans l'océan Indien, sans nourriture, recueillant de l'eau de pluie, une antenne de radio leur servant de harpon, ont touché terre le 9 octobre, affamés, balluchés, après six mois de dérive, sur l'île idyllique de Phuket en Thaïlande. C'était le jour du festival végétarien taoïste où « *le paradis des touristes* » a été assailli par des centaines de dévots grands jeûneurs qui défilent sous les yeux horrifiés des chiens en se mutilant et se perçant les chairs à l'aide de rasoirs, de sabres, voire de parapluies ou d'antennes.

■ Des policiers du 4^e arrondissement de Paris ont pu assister, mardi 14 octobre, assis à leur bureau, au spectacle d'un exhibitionniste qui, dans la rue, sans se douter de rien, mettait au point son numéro devant les glaces sans tain de leur commissariat. Peu après, le septuagénaire, suivi discrètement, a été interpellé en pleine représentation devant deux jeunes femmes qui ont déposé plainte.

■ A l'automne les Américains accourent pour contempler les splendeurs de leurs forêts, le sacre flamboyant de la nature. Mais pour Peter Davies de l'université de Cornell, non loin de New York, qui a voulu transposer leurs couleurs en sons, le triomphe des frondaisons n'est qu'un long gémissement. Quand l'été est trop sec, l'automne trop humide - c'est le cas cette année -, les arbres signalent leur détresse en prenant des teintes criardes, de l'orange violent au rouge sang. Le chercheur, qui écoute le feuillage de hêtres et de chênes de la Nouvelle-Angleterre, trouve ces cris de couleurs insoutenables.

Anne-Laure Quilleriet

Christian Colombani

www.wmlive.com/fashion

Les photographies des collections de prêt-à-porter du printemps-été 1998 sont déjà sur le Web

LE WEBMAGAZINE Fashion Live, conçu et réalisé à Paris par une équipe internationale, vit, depuis mardi 14 octobre, au rythme des collections parisiennes de prêt-à-porter. Pendant dix jours, les internautes vont pouvoir découvrir chaque matin les modèles dévoilés lors des défilés de la veille, grâce notamment à des photographies de l'agence Java. Sur quatre-vingts « *shows* », vingt-cinq ont été sélectionnés par l'équipe éditoriale de Fashion Live. Priorité est donnée aux nouveaux talents : ainsi, pour le premier jour, Isabel Marant, Dirk Bikkembergs et Eric Berghère. Seuls sept modèles sont présentés pour chaque créateur, une contrainte imposée par la Fédération française de la haute couture et du prêt-à-porter, qui craint l'exploitation abusive des photographies et la copie des modèles par des fabricants-pirates. Seule exception : Yves Saint Laurent, qui estime qu'être imité, est une preuve de succès a décidé d'y montrer l'ensemble de ses collections. Porte-drapeau discipliné de la



création française, Fashion Live n'a jamais transgressé les règles officielles. Il tient à se démarquer des sites franc-tireurs comme First View, installé à New York, qui oserait pas à proposer sur le Web l'intégralité des collections de toutes les

grandes capitales de la mode, soit près de 17 000 photographies en un an, moyennant un abonnement de 1 000 dollars par an (environ 6 000 francs).

La Fédération française a d'ailleurs tenté un procès à First View, pour

encouragement à la contrefaçon. Fashion Live, qui jusqu'à présent n'existait qu'en anglais, inaugure pour cette saison des versions en français et en japonais, pour renforcer son audience hors des pays anglo-saxons, jusque-là largement majoritaires.

Si les modèles présentés sont peu nombreux, la force de Fashion Live réside dans l'accompagnement rédactionnel. En outre, une rubrique « *Backstage* » invite l'internaute dans les coulisses des défilés pour suivre la vie quotidienne d'un top-modèle. A l'issue des collections, des « *pages de synthèse* » présenteront les détails et accessoires les plus marquants de la saison. Tous les reportages resteront affichés sur le site, afin de constituer une base d'archives consultable à volonté. Enfin, pour profiter de l'afflux de visiteurs en période de collection, Fashion Live va ouvrir prochainement sa cyberboutique, destinée à diffuser des jeunes marques qui n'ont pas encore d'aura internationale.

Le commencement de la fin par Alain Rollat

ENVIE DE FUIR. Mais il n'y a pas d'issue. Nous sommes cernés. La fin de notre espèce est programmée. Le compte à rebours a commencé. A une mauvaise série de science-fiction, au vu de la surpopulation ambiante, cela semble incroyable. Et pourtant c'est vrai : l'humanité va disparaître. Elle va disparaître faute d'humains. Et tout le monde s'en fuit. Sans « *Odyssée* », la vaillante chaîne documentaire du bouquet TPS, qui rediffuse en boucle, cette semaine, le magazine britannique qui vient de révéler les dégâts sous un titre anodin passé inaperçu lors de sa programmation sur France 3, mardi 7 octobre à 23 h 35 (« *La fécondité en question* »), nous n'aurions jamais su nous-mêmes la triste fin qui attend nos arrière-petits-enfants potentiels.

Envie d'arrêter les rotatives pour publier ce faire-part d'extinction. Il tient en deux images prises

au microscope. Comparez ces deux gouttes de sperme. Comptez les spermatozoïdes qui s'agitent à l'écran dans ce sperme d'un homme de quarante ans : il y en a une cinquantaine. Voyez combien s'agitent encore dans ce sperme d'un homme de vingt ans : à peine une dizaine. Tel est le constat établi par la communauté scientifique : le corps du mâle humain produit de moins en moins de semence, et la qualité de celle-ci ne cesse de diminuer. Personne ne sait exactement comment enrayer ce phénomène, mais, s'il continue, dans quelques générations, l'espèce humaine disparaîtra de nos contrées parce que, devenue infertile, elle ne se reproduira plus.

Envie de citer en première page ce que disent, effarés, les chercheurs d'Angleterre, du Danemark, des Etats-Unis, apparemment en avance, sur ce terrain, sur les chercheurs français : « *Imaginez qu'on ait répandu sur la Terre,*

pendant cinquante ans, en permanence, un gaz affectant le système nerveux. Dans quel état serions-nous ? Eh bien ! nous l'avons fait : nous avons lâché à travers le monde des destructeurs qui ravagent notre système endocrinien. Nous devrions hurler dans les rues. » Car, en vérité, c'est tout le système reproducteur de l'être humain qui dégénère en devenant hermaphrodite.

Fuir au désert. Loins des hormones malignes qui nous tuent en douceur. A l'abri, surtout, des oestrogènes synthétiques, ces gloutons d'hormones mâles qui entrent dans la composition de tous les produits chimiques. « *Nous vivons dans un océan d'oestrogènes* ». Ils sont partout : dans les sols, à cause des engrais ; dans les eaux, à cause des détergents ; dans nos aliments, à cause des emballages. Et c'est notre propre corps qui les stocke à défaut de pouvoir les évacuer. Sauve qui peut !

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450 F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F 6 MOIS - 1 038 F 1 AN - 1 890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

M. Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 086 F	2 880 F	3 892 F
6 mois	1 123 F	1 560 F	2 046 F
3 mois	572 F	780 F	1 023 F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex.

FILMS DE LA SOIRÉE

- | | | |
|--|--|--|
| 19.00 The Big Street ■
De Jean Delannoy (France, 1942, N, v.o., 90 min.)
Ciné Cinéma | 22.20 La Symphonie pastorale ■
De Jean Delannoy (France, 1946, N, v.o., 105 min.)
Ciné Cinéma | 0.05 The Bad Lord Byron ■
De David MacDonald (Grande-Bretagne, 1949, N, v.o., 85 min.)
Ciné Cinéma |
| 20.30 Cinquième colonne ■
De Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1942, N, v.o., 110 min.)
Ciné Cinéma | 22.40 Complot de famille ■
De Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1976, v.o., 120 min.)
Ciné Cinéma | 0.25 Boniface semmable ■
De Maurice Labro (France, 1950, N, v.o., 90 min.)
RTL 9 |
| 20.30 Brubaker ■
De Stuart Rosenberg (Etats-Unis, 1980, 130 min.)
Ciné Cinéma | 22.40 La Pièce d'aimer ■
De Luis Mandoki (Etats-Unis, 1990, 105 min.)
RTL 9 | 0.55 Le Souper ■
De Édouard Molinaro (France, 1992, 90 min.)
Canal+ |
| 21.00 Les Amants du Nouveau Monde ■
De Roland Joffé (Etats-Unis, 1995, 120 min.)
Canal+ | 23.20 Caméléone ■
De Benoit Cohen (France, 1996, 92 min.)
Canal+ | 1.30 Traité de nuit pour Munich ■
De Carol Reed (Grande-Bretagne, 1940, N, v.o., 95 min.)
Ciné Cinéma |

GUIDE TÉLÉVISION

- | | | |
|--|---|---|
| MAGAZINES
18.30 et 19.10 Neuf par ailleurs . Invités : Isabelle Marant, Pascal Bourdon, Bernard Campan, Michael Jordan.
Canal+ | DOCUMENTAIRES
19.00 Un peuple pris en otage . Planète
19.40 Paul Eluard à Grenade . Planète
20.00 Le Palais de la cité perdue . Histoire
20.35 Mécanique vivante . Planète
20.55 La Double Vie de Dona Ermelinda . Téma
21.00 Monsieur Dior . Paris Première
21.00 Kata et Volodia . Muzik
21.10 La Royal Air Force (28) . Muzik
21.50 La Course aux étoiles . Planète
22.10 Histoire de l'aviation (177) . Planète
23.10 Profil . Un drapeau républicain : Julien Green (1942). Journal d'un siècle (1900-1970). Arte
23.10 Norodom Sihanouk, roi d'Indochine . TSR
23.35 Cyprien Katsaris . Muzik
23.40 La Classification des éléments . Planète | MUSIQUE
21.50 Musica . Un requiem allemand. Arte
21.50 Ben Harper . Paris Première
21.50 Chopin : Piano Works n° 1 et 2 . France Suprême
22.55 Edinburgh Jazz Festival . Hot Cats. France Suprême
0.10 La Bohème . Téma
20.30 Appels au secours . RTL 9
20.45 et 22.30 Le Complot de la haine . M 6
20.55 Rideau de feu . France 2
22.05 Le Cri du corbeau . Festival
18.15 Friends . France 2
20.05 Les oiseaux se cachent pour mourir . Les Amnésiques. TSR
20.30 Les Cinquante Minutes . Festival
21.15 Congo . RTL 9
22.15 Une fille à scandales . Canal Jimmy
22.30 Schizmas . Série Club
22.40 Spin City . Canal Jimmy
23.05 The Rules . Canal Jimmy
23.05 Batman . Canal Jimmy
0.15 New York Police Blues . Canal Jimmy
0.50 New York District . France 3 |
| DANSE
20.00 Basket-ball . Championnat de Pro A : Le Mans - Besançon. Eurosport
20.06 Le Croupier amoureux . Muzik | SPORTS EN DIRECT
20.00 Basket-ball . Championnat de Pro A : Le Mans - Besançon. Eurosport | LES FILMS DU JOUR
13.35 Tout feu tout flamme ■
De Jean-Paul Rappeneau (France, 1991, 105 min.)
Canal+ |

NOTRE CHOIX

● 20.55 **Téva**
Femmes dans le monde : La double vie de Dona Ermelinda
Le destin d'une femme et de sa famille - notables de Lourenço Marques, « la petite Lisbonne d'Afrique » devenue Maputo en 1975 - subitement confrontés aux bouleversements politiques et sociaux induits par les revendications nationalistes mozambicaines. Derniers jours du colonialisme portugais, lutte pour l'indépendance, tragédie de la guerre civile... Un passionnant documentaire « autobiographique » (Dona Ermelinda fut la grand-mère de l'auteur) réalisé par Aldo Lee en 1995.

● 23.15 **France 3**
Un siècle d'écrivains
Charles Ferdinand Ramuz (1878-1947) appartient à cette catégorie d'écrivains que l'on s'obstine à enfermer dans leur terroir d'origine. Pour s'éviter la peine de les lire, il n'est pourtant pas si éloigné de Paris, ce canton de Val d'Aoste, plus haut que large, où des hommes taciturnes avancent en montant. Ramuz, de fait, avait ses racines là, dans ce haut pays suisse où l'on parle français avec peut-être plus d'attention qu'ailleurs. Mais c'est à Paris, au temps de sa formation, que de son propre aveu, il « se connaît ». C'est là aussi qu'il fut salué par Claudel, Valéry ou Paulhan, qui le portait en épervier des montagnes et qui nota ce trait central, bien plus qu'une considération morale : « Il n'a jamais prétendu ».
Le beau film de Pierre-André Thibaud - avec, notamment, Jean Starobinski - contribuera à sortir Ramuz de cette triste obscurité. A noter, des manifestations, jusqu'en décembre, au Centre culturel suisse à Paris (tél. : 01-42-71-44-50). - P.K.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- | | | |
|---|---|--|
| TF1
19.00 Tous en jeu.
19.50 et 20.40 Météo .
20.00 Journal .
20.45 Combien ça coûte ?
22.50 Opération Okavango . Les meilleurs moments.
0.35 Minuit sport . Spécial Transat. | FRANCE 2
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 C'est toujours Fleuret.
19.50 et 20.45 Thème du Loto .
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal . A cheval, Météo.
20.55 Rideau de feu .
22.45 La Vie à l'endroit . Sous les pavés, le néo.
23.35 En fin de compte.
0.00 Journal .
0.15 Le Cercle des métiers . Les métiers du livre. | FRANCE 3
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.02 et 22.45 Météo .
20.05 Pa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consom'ag .
20.50 La Marche du siècle . Femmes : le prix de la paix.
22.50 Soir 3 .
23.15 Un siècle d'écrivains . Charles Ferdinand Ramuz.
0.05 Chénas étoilés .
0.30 Vivre avec...
0.50 New York District . |
| CANAL +
En clair jusqu'à 21.00
18.30 et 19.10 Neuf par ailleurs . Invités : Isabelle Marant, Bernard Campan, Michael Jordan.
20.30 Le Journal du cinéma .
21.00 Les Amants du Nouveau Monde . Film de Roland Joffé.
23.10 Flash infos .
23.20 Caméléone . Film de Benoit Cohen.
0.55 Le Souper . Film d'Édouard Molinaro. | ARTE
19.00 The Monkees .
19.30 7 1/2. Les États et la mémoire.
20.00 Animaparc en péril .
20.30 8 1/2 Journal .
20.45 Les Mercredis de l'Histoire . Entre paradis perdu et terre promise.
21.50 Musica . Un requiem allemand.
23.10 Profil . Un drapeau républicain : Julien Green. [1942] Journal d'un siècle : 1900-1970.
0.05 La Lucarne . La Quatrième Génération.
1.25 Chopin, une vie . | M 6
19.00 Los Angeles Heat .
19.50 Voile .
19.54 6 minutes, Météo.
20.00 Mode 6 .
20.05 Notre belle famille .
20.35 Décrochages Info . Éléments Terre.
20.45 Le Complot de la haine . Téléfilm de Paul Verhoeven (1 et 2).
0.05 Secrets de femme . |

FILMS DU JOUR

- | | | |
|--|--|---|
| 13.35 Tout feu tout flamme ■
De Jean-Paul Rappeneau (France, 1991, 105 min.)
Canal+ | 20.30 La Symphonie pastorale ■
De Jean Delannoy (France, 1946, N, v.o., 105 min.)
Ciné Cinéma | 22.00 Hôtel des Amériques ■
De André Techiné (France, 1981, 95 min.)
Ciné Cinéma |
| 13.40 The Bad Lord Byron ■
De David MacDonald (Grande-Bretagne, 1949, N, v.o., 85 min.)
Ciné Cinéma | 20.30 Les Hors-la-loi ■
De James B. Clark (Etats-Unis, 1960, N, v.o., 90 min.)
Ciné Cinéma | 22.05 Un matin rouge ■
De Jean-Jacques Aubanc (France, 1961, 90 min.)
Festival |
| 13.55 Alexandrie, encore et toujours ■
De Youssef Chahine (France - Egypte, 1990, 115 min.)
Ciné Cinéma | 20.30 Un bon fil ■
De Heywood Gould (Etats-Unis, 1991, 110 min.)
RTL 9 | 22.10 Lisbonne Story ■
De Wim Wenders (Allemagne, 1995, v.o., 105 min.)
RTL 9 |
| 15.00 Mata-Hari ■
De George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N, 120 min.)
Histoire | 20.35 Peggy Sue ■
De Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1969, 105 min.)
TMC | 22.15 A l'est d'Eden ■
De Elia Kazan (Etats-Unis, 1955, v.o., 115 min.)
Canal Jimmy |
| 15.00 Le Comédien ■
De Sacha Guitry (France, 1947, N, 95 min.)
Festival | 20.40 Sale réveur ■
De Jean-Marie Périer (France, 1978, 90 min.)
Canal Jimmy | 22.20 Rocky 2 ■
De Sylvester Stallone (Etats-Unis, 1979, 130 min.)
RTL 9 |
| 15.05 Le Tador ■
De Pierre Colombari (France, 1991, N, 40 min.)
Ciné Cinéma | 20.45 Jeune the Gun ■
De Les Blair (Angleterre - Afrique du Sud, 1996, v.o., 110 min.)
Arte | 22.25 Waterworld ■
De Kevin Reynolds (Etats-Unis, 1995, v.o., 129 min.)
Canal+ |
| 15.40 Le Jeune Marié ■
De Bernard Stora (France, 1982, 100 min.)
Ciné Cinéma | 20.50 Tommeur de feu ■
De John Badham (Etats-Unis, 1982, 110 min.)
France 3 | 22.40 Rosemary's Baby ■
De Roman Polanski (Etats-Unis, 1968, 145 min.)
M 6 |
| 15.45 The Big Street ■
De Jean Delannoy (France, 1942, N, v.o., 90 min.)
Ciné Cinéma | 20.55 Nashville Lady ■
De Michael Apted (Etats-Unis, 1980, 120 min.)
Téma | 23.35 Pas de printemps pour Marlene ■
De Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1944, 125 min.)
Ciné Cinéma |
| 17.20 Suez ■
De Alain Ouan (Etats-Unis, 1938, N, v.o., 95 min.)
Ciné Cinéma | 21.00 La Reine Christine ■
De Rouben Mamoulian (Etats-Unis, 1933, N, 120 min.)
Histoire | 0.20 Copie conforme ■
De Jean Delannoy (France, 1946, N, 100 min.)
RTL 9 |
| 18.40 Le Fantôme de Milburn ■
De John Irvin (Etats-Unis, 1982, 110 min.)
Ciné Cinéma | 21.00 Falbalas ■
De Jacques Becker (France, 1944, N, 120 min.)
Paris Première | 0.50 La Reine de la nuit ■
De Arturo Ripstein (France - Mexique, 1993, v.o., 115 min.)
Arte |
| 18.55 Traité de nuit pour Munich ■
De Carol Reed (Grande-Bretagne, 1940, N, v.o., 95 min.)
Ciné Cinéma | 21.30 To Be or Not to Be ■
De Alan Johnson (Etats-Unis, 1983, 105 min.)
Disney Channel | 0.50 Pierres ■
De Robert Siodmak (France, 1993, N, 110 min.)
Ciné Cinéma |

GUIDE TÉLÉVISION

- | | | |
|---|--|---|
| MAGAZINES
11.55 C'est pas normal . La Cinquième
13.00 Une heure pour l'emploi . La Cinquième
13.40 Parole d'Expert . France 3
14.30 Arrêt sur images . La Cinquième
17.00 De l'actualité à l'histoire . Les hauts fonctionnaires. Les grands rendez-vous sociaux. Histoire
18.30 et 19.10 Neuf par ailleurs . Invités : Isabelle Marant, Bernard Campan, Michael Jordan.
Canal+ | DOCUMENTAIRES
18.00 Jazz Collection . Gerry Mulligan. Muzik
18.10 Femmes, une histoire inédite (26) . Planète
18.30 La Marche des animaux . La Cinquième
18.55 L'Opéra, un luxe ? . Muzik
20.00 La Lumière au bout du tunnel . Arte
20.35 Un peuple pris en otage . Tadijkan. Planète
21.15 Paul Eluard à Grenade . Planète
21.35 Hippolyte et Aricie . La naissance d'un opéra. France Suprême
22.10 Mécanique vivante . Planète
22.35 Johannesburg, ma ville . Arte
0.00 Le Musée d'Orsay . [1961] Après l'impressionnisme. Histoire
0.25 Femmes, elles font bouger le monde . Téma | MUSIQUE
19.00 Vondelpark Concert 1997 . France Suprême
19.30 Barbara Hendricks à Leningrad . Muzik
22.30 Europa Concert 1995 . Concert enregistré lors du Mal musical florentin, au Palazzo Vecchio, à Florence en 1995. France Suprême
23.00 Soldi, Barenboim et Schiff jouent Mozart . Paris Première
THÉÂTRE
20.45 Mentons bleus . De Dominique Bonnard et Georges Courteline. Mise en scène d'André Delacour. France Suprême
TELEFILMS
18.25 Le Prix de l'espérance . De José Yarné. Festival
20.30 Fausse alerte et assassins . De Peter Kassowitz. Festival
22.25 Poches mortels . De Bradford May. TF1
SÉRIES
18.15 Friends . France 2
18.00 Sliders, les mondes parallèles . M 6
18.00 Nos meilleures années . Téma
19.00 FX, effets spéciaux à La Série . M 6
20.35 Les Envahisseurs . Disney Channel
20.35 Jule Lescaut . RTL 9
20.45 Navarro . TF1
21.30 Urgences . En attendant la suite. TSR
21.35 Code Quantum . Nuit magique. Série Club
23.15 Au cœur du temps . A la veille du six juin. Disney Channel |
|---|--|---|

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
■ Signalé dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Le Monde puise chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 16.30 **Planète**
Fin de règne au Vatican
Le pape en questions
LA VIE au Vatican ne se réduit pas aux rumeurs et aux chuchotements d'une « fin de règne », mais le décalage entre l'ampleur des ambitions affichées par l'Eglise catholique avant l'an 2000 et la fragilité de l'homme qui la gouverne tourne au pathétique. Jean Paul II puise précisément ses ultimes ressources contre la maladie (Parkinson) dans l'approche du troisième millénaire du christianisme et du Jubilé qui devrait attirer à Rome quarante millions de pèlerins.
S'il est trop tôt pour faire le bilan d'un pontificat qui entre, jeudi 16 octobre, dans sa vingtième année, le film s'appassant sur le mode de gouvernement trop centralisé de l'Eglise. Le vaticaniste Giancarlo Zizola n'a pas tort de souligner le « piège » dans lequel elle s'est enfoncée : Jean Paul II, né Karol Wojtyla, a pris une part active à la lutte contre le communisme, mais le nouvel environnement démocratique fait ressortir les lacunes de son fonctionnement monarchique.
Le documentaire de Daniel Pasche et Jean-Alain Cornioley n'écoupe pas aux stéréotypes sur l'« Opa » Del ou les positions du pape sur la pilule ou le sida. Ni aux spéculations sur l'éventuelle démission de Jean Paul II ou l'élection de son successeur ; autant de choix plus complexes que ne le laisse entendre un film trop ambitieux et donc incomplet. A vue humaine, rien ne devrait par exemple empêcher la « renonciation » du pape, sauf à bousculer une tradition qui a plus de sept siècles, le dernier pape démissionnaire ayant été Célestin V, en 1294 ! De même, le choix du successeur ne se résume pas à une bataille entre « conservateurs » (comme le cardinal Angelo Sodano, actuel secrétaire d'Etat) et « rénovateurs » (le cardinal Carlo Maria Martini, archevêque de Milan). Les auteurs n'écarteront pas les chances d'un candidat du centre ou du tiers-monde, mais le pontificat de Jean Paul II aura été si inclassable et les défis attendant le prochain pape apparemment déjà si considérables que ses électeurs auront bien besoin du Saint-Esprit pour dessiner à l'Eglise un nouvel avenir.

Henri Tincq

★ Autres diffusions : vendredi, 20.35 ; samedi, 22.45 ; dimanche, 18.55.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- | | |
|---|--|
| TF1
13.50 Les Foux de l'amour .
14.05 Arabesque .
15.00 Côte Ouest .
16.35 TF 1 Jeunesse .
17.05 21, Jump Street .
17.55 Pour être libre .
18.25 Météo .
19.00 Tous en jeu .
19.50 et 20.40 Météo .
20.00 Journal . Résultats des courses.
20.45 Navarro . O Le Parfum du danger.
22.25 Made in America . O Pénis mortel.
0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise .
0.35 TF 1 nuit . Météo.
0.50 Trits chasse . | FRANCE 2
13.50 Derrick .
14.05 Dans la chaleur de la nuit .
15.35 Tic-tac à Longchamp .
15.50 La Chance aux chansons .
16.30 Des chiffres et des lettres .
17.00 Un livre, des livres .
17.05 Sauvés par le gong .
17.35 Qui est-ce ? .
18.15 Friends .
18.45 C'est l'heure .
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.40 C'est toujours l'heure .
19.55 Au nom du sport .
20.00 Journal . A cheval, Météo.
20.55 Rideau de feu .
21.00 La Marche du siècle . Femmes : le prix de la paix.
22.50 Soir 3 .
23.15 Un siècle d'écrivains . Charles Ferdinand Ramuz.
0.05 Chénas étoilés .
0.30 Vivre avec...
0.50 New York District . |
| FRANCE 3
13.40 Parole d'Expert .
14.30 Mozart à Bayreuth . Téléfilm de Jack Gold.
16.10 Erastov .
16.40 Minikrems .
17.45 Le passe à la télé .
18.20 Questions pour un champion .
18.50 Un livre, un jour .
18.55 Le 19-20 de l'information .
20.00 et 22.40 Météo .
20.05 Pa si la chanter .
20.35 Tout le sport .
20.50 Thématique de feu . Film de Jean Badham.
22.50 Soir 3 .
23.15 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? .
0.10 Saga-Cités .
0.45 Espace francophonie .
0.50 New York District . | CANAL +
13.35 Tout feu tout flamme ■
Film de Jean-Paul Rappeneau.
15.20 Le Vrai Journal .
16.05 L'Enfant perdu . Téléfilm de Christian Faure.
17.35 Pas si vite .
17.40 Surprises .
17.50 Le Journal du cinéma .
18.30 et 19.10 Neuf par ailleurs . Invités : Isabelle Marant, Bernard Campan, Michael Jordan.
20.15 Port-Bail .
20.35 Metz .
22.30 Flash infos . |

LA CINQUIÈME/ARTE

- | | |
|---|--|
| 22.35 Waterworld ■
De Kevin Reynolds (v.o.).
0.45 Basket-ball . | 13.00 Une heure pour l'emploi .
14.00 Les Yeux de la découverte .
14.30 Arrêt sur images .
15.30 Les Hommes des forêts .
16.25 Le Cinéma des effets spéciaux .
16.50 Célimo .
17.20 Abba la terre .
17.35 Histoire personnelle de la littérature .
17.50 Le Journal du temps .
17.55 Métopole .
18.30 Le Monde des animaux .
19.00 The Monkees .
19.30 7 1/2 La Journée mondiale contre la misère . Les États et la mémoire.
20.00 La Lumière au bout du tunnel .
20.30 8 1/2 Journal .
20.40 Soirée thématique . Johannesburg : Chroniques de la nouvelle Afrique du Sud.
20.45 Jump the Gun ■
Film de Les Blair (v.o.).
22.35 Johannesburg, ma ville .
23.50 L'Etranger .
0.05 Impressions d'Afrique du Sud .
0.50 La Reine de la nuit ■
Film d'Arturo Ripstein (v.o.). |
|---|--|

M 6

- | |
|--|
| 13.30 Divorce par balles .
Téléfilm O de Charles Cornet.
15.15 Wolff, police criminelle .
16.10 et 1.05 Boulevard des ceps .
17.30 Plus vite que la musique .
18.00 Sliders, les mondes parallèles .
19.00 FX, effets spéciaux . La Série.
19.50 Voile .
19.54 6 minutes, Météo.
20.00 Mode 6 .
20.05 Les Piéguers .
20.35 Décrochages Info . Passé simple.
20.45 Killer Kid .
Film O de Gilles de Maistre.
22.40 Rosemary's Baby ■
Film O de Roman Polanski. |
|--|

RADIO

FRANCE-CULTURE

- | |
|---|
| 19.02 Agora .
19.32 Perspectives scientifiques .
20.00 Le Rythme et la Raison .
20.30 Lieux de mémoire . L'économie politique française.
21.52 Fiction . Avignon 97. Les <i>Leçons d'espérances</i> de Choderlos de Laclos.
22.40 Nuits magnétiques .
Autour de Buenos Aires 1941.
0.05 Le jour au lendemain .
0.40 Les Cinglés du music-hall . |
|---|

FRANCE-MUSIQUE

- | |
|---|
| 18.36 Scène ouverte .
Étienne Baillat, orgue.
19.30 Prélude .
20.00 Concert .
Finale du 6 ^e Concours Rossopovitch.
Œuvres de Balil, Montesinos.
23.07 En musique dans le texte . |
|---|

RADIO-CLASSIQUE

- | |
|---|
| 18.30 Le Magazine de Radio-Classique .
19.30 Classique affaires-soir .
Les <i>Solitudes</i> . György Sebely, piano.
Œuvres de Bach, Scarlatti, Liszt, Bartók, Liszt, Brahms, Faure, Debussy.
22.35 Les Solitudes . (suite).
Hommage à Maria Callas. |
|---|

Deux syndicats de magistrats demandent à M. Jospin de respecter ses engagements sur la justice

Dans une déclaration commune, l'USM et le SM regrettent « l'immobilisme » du gouvernement

QUATRE MOIS après la formation du gouvernement de Lionel Jospin, les deux principaux syndicats de magistrats ont décidé, fait rarissime, de faire une déclaration commune afin « d'exprimer publiquement leurs inquiétudes devant les apparentes hésitations du gouvernement en matière de réforme de la justice ». Rappelant que les engagements électoraux « doivent être tenus », l'Union syndicale des magistrats (USM) et le Syndicat de la magistrature (SM) « mettent en garde les pouvoirs publics contre la tentation de l'immobilisme, à l'heure où l'opinion publique attend une justice indépendante et impartiale ».

Aux deux, ces deux syndicats représentent plus de 85 % des magistrats : l'Union syndicale des magistrats, une organisation modérée qui se déclare « apolitique », a obtenu 53 % des voix lors des dernières élections professionnelles, et le Syndicat de la magistrature, une formation clairement ancrée à gauche, née en 1968, en a recueilli 33 %. Les deux syndicats n'ont pas l'habitude de parler d'une même voix, et encore moins de signer des déclarations communes, mais sur la question de l'indépendance de la justice et du respect des engagements de campagne de Lionel Jospin, elles semblent avoir trouvé un langage commun.

Dans leur déclaration, l'USM et le SM réaffirment ainsi « avec force l'attachement de l'immense majorité des citoyens et du corps judiciaire à une réforme ambitieuse, mettant la carrière des magistrats du parquet à l'abri des influences politiques et interdisant définitivement toute immixtion du pouvoir exécutif, sous quelque prétexte que ce soit, dans le cours individuel des procédures pénales ». Au-delà de leurs divergences, elles insistent

« ÉGALITÉ DES CITOYENS »

Le texte souhaite l'instauration d'un CSM unique, qui gère à la fois la carrière des magistrats du siège et celle des magistrats du parquet. Les procureurs et les procureurs généraux ne seraient plus nommés sur proposition du ministre mais sur proposition du CSM et toutes les autres nominations - substituts et substituts généraux - devraient recueillir l'avis conforme du CSM. Le chef de l'Etat conserverait la présidence du CSM mais il n'aurait pas de voix délibérative. Les ma-

gistrats présents dans cette instance seraient élus au scrutin de liste proportionnel, les services judiciaires seraient rattachés au CSM et son budget serait l'objet d'une présentation autonome.

Sur les liens entre la chancellerie et les procureurs, l'USM et le SM ne se prononcent pas en faveur de l'indépendance des parquets. Les deux organisations « ne contestent pas le pouvoir, pour le ministre de la Justice, de définir par voie de circulaires les grandes orientations de la politique pénale ». Ils demandent, en revanche, le respect des engagements du PS, c'est-à-dire la suppression des instructions individuelles, « qu'il s'agisse, précisent-ils, d'injonctions de poursuite ou de classement ». « Cette règle simple ne doit souffrir aucune exception, ajoutent-ils. En effet, l'expérience a amplement démontré que les interventions ne concernent

en réalité que les dossiers à connotation politique et portent gravement atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant la loi ».

Enfin, l'USM et le SM demandent le détachement des officiers de police judiciaire (OPJ) auprès du ministère de la Justice. « En pratique, le poids du ministère de l'Intérieur et de la hiérarchie policière sur les OPJ est actuellement de nature à vider l'autorité théorique des magistrats de tout contenu réel, écrivent-ils. (...) Dans l'immédiat, il faut créer, à l'instar de ce qui est en vigueur en Italie, des unités de police judiciaire composées, sur la base du volontariat, de policiers et de gendarmes en situation de détachement par rapport à leur ministère d'origine et directement placés sous l'autorité des juridictions ».

Au-delà de cette déclaration commune, les deux syndicats conservent des divergences. L'USM souhaite ainsi que les magistrats soient aussi nombreux, voire plus nombreux, que les personnalités extérieures au sein du CSM. « Il s'agit pour nous d'une question de principe, affirme son secrétaire général, Valéry Turcotte. Pourquoi nous juger indignes de prendre part, à 50 %, à la gestion du corps ? »

Le Syndicat de la magistrature, pour sa part, est plus audacieux que l'USM sur le chapitre de la responsabilité des magistrats : il souhaite que les classements sans suite soient motivés et puisse faire l'objet de recours et que le contrôle des magistrats par le CSM soit plus étroit. « L'indépendance, c'est un enjeu démocratique, pas une question réservée aux magistrats », remarque le président du SM, Jean-Pierre Bouchier.

Anne Chemin

Statut du parquet et rôle du CSM

● Le statut du parquet. Le parquet est l'autorité judiciaire qui est compétente en matière de déclenchement des poursuites. En vertu du principe de l'opportunité des poursuites, le parquet peut décider, sans le motiver et sans qu'il y ait de recours, de classer sans suite une plainte ou une dénonciation. Les magistrats du parquet sont placés, au terme de l'ordonnance du 22 décembre 1958, « sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la Justice ». Le garde des sceaux peut communiquer aux procureurs généraux ses instructions générales. Il peut aussi donner des instructions dans un dossier particulier qui doivent être

écrites et versées au dossier. ● Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Renoué en 1993, le CSM, qui « assiste » le président de la République dans sa tâche de garant de l'indépendance de la magistrature, est présidé par le chef de l'Etat, assisté du garde des sceaux, et comprend dix membres : quatre personnalités extérieures et six magistrats élus par leurs pairs. Le CSM examine les nominations de tous les magistrats, à l'exception de celles des procureurs généraux. Il fait des propositions pour les premiers présidents, les présidents et les magistrats du siège de la Cour de cassation. Il rend un avis simple pour les procureurs, qui n'engagent pas le choix des autorités.

Les scénarios du garde des sceaux pour réformer le ministère public

LA RÉFORME de l'indépendance de la justice, annoncée, dès son arrivée, place Vendôme, par Elisabeth Guigou, impose de rénover deux des institutions-clés du système judiciaire français : le parquet, ou en France au XIX^e siècle, et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), dont la fonction est d'assister le chef de l'Etat dans sa tâche de garant de l'indépendance de la magistrature.

Pour la mise en œuvre de cette réforme, le gouvernement devrait s'inspirer du programme du PS pour les élections législatives. Dans ce dernier, il était affirmé que la justice devait « être indépendante du pouvoir politique ». Le garde des sceaux conservait le droit de fixer les orientations générales de la politique pénale, mais il lui était interdit d'intervenir, « de quelque manière que ce soit », dans les affaires individuelles. Afin d'éviter que la carrière des magistrats ne soit « soumise au pouvoir politique », le PS souhaitait, en outre, que les propositions de nomination pour le parquet ne soient plus confiées au ministre, mais au CSM.

Un mois plus tard, dans le discours de politique générale prononcé devant les députés, Lionel Jospin avait en grande partie repris ces orientations. « Je réaffirme aujourd'hui que le Conseil supérieur de la magistrature doit assurer à la carrière des magistrats du parquet les mêmes garanties qu'à celles des

juges du siège », notait-il. Sur les instructions individuelles, le premier ministre se montrait toutefois plus mesuré que le programme du PS en annonçant la suppression des instructions individuelles qui seraient « de nature à dévier le cours de la justice » et non pas celle de toutes les instructions.

Depuis, la chancellerie travaille sur différents scénarios. C'est été, elle a ainsi envisagé de remettre en question le principe de l'opportunité des poursuites, qui permet actuellement aux procureurs de classer plus de 80 % des procédures. Mais le système de remplacement a paru si compliqué que l'hypothèse a été abandonnée.

TRANSPARENCE

Dans la communication qu'elle présentera, le 29 octobre, au conseil des ministres, Elisabeth Guigou ne devrait donc pas mettre à bas les traditions parquétières françaises. Le système de l'opportunité des poursuites sera maintenu, la hiérarchie actuelle du ministère public, avec ses substituts, ses procureurs et ses procureurs généraux, sera préservée, et le garde des sceaux conservera le pouvoir de définir la politique pénale. En revanche, le système des instructions individuelles sera revu, le mécanisme de nomination des magistrats du parquet, réformé, la composition du CSM, modifiée et une série de mécanismes permettront de mettre en œuvre la respon-

sabilité des magistrats.

La seule chose véritablement acquise, pour le moment, est le renforcement des prérogatives du garde des sceaux sur la définition de la politique pénale. C'était l'une des recommandations de la commission de réflexion sur la justice présidée par le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche. « C'est au ministre de la Justice, au nom du gouvernement, qu'il appartient de traduire dans des circulaires les priorités nationales qui s'imposent, compte tenu de l'évolution de la délinquance, des conditions économiques et sociales, afin que la loi soit appliquée également à tous », relevait-elle en juillet dans le rapport remis au chef de l'Etat, en regrettant que la notion de politique pénale soit « pratiquement absente des codes ».

La réforme d'Elisabeth Guigou devrait remédier à ce silence : elle devrait définir clairement ce qu'est une politique d'« action publique », selon le mt de la commission Truche, et préciser les rôles respectifs du ministre de la Justice, des procureurs généraux et des procureurs. Ce renforcement de la politique pénale devrait s'accompagner d'un gain en matière de transparence : les orientations pourraient désormais être publiées au Journal officiel, et le garde des sceaux pourrait présenter tous les ans au Parlement un rapport, nuancé par les comptes rendus annuels des parquets, afin qu'il soit débattu en séance publique.

Pour les instructions individuelles, le débat n'est pas encore tranché. Afin de mettre fin aux soupçons d'interventionnisme, certains préconisent la suppression totale des instructions, mais d'autres estiment que le garde des sceaux ne doit pas renoncer à toutes ses prérogatives. Le gouvernement d'exclut pas que le ministre puisse continuer, malgré les engagements du PS, à donner des instructions dans certains domaines - les intérêts fondamentaux de la nation, les relations internationales de la France ou la paix publique - ou à conserver certaines formes d'intervention, comme les ordres d'enga-

La bête humaine

par Pierre Georges

UN CHIFFRE saisi au vol comme il arrive parfois à une oreille distraite. L'homme moderne, l'Homo americanus, ne marcherait plus. Ou le moins possible et de mauvaise grâce. Des statisticiens des Etats-Unis seraient parvenus à cette conclusion étrange : plus le temps passe, plus l'humanité progresse, moins elle avance sur ses deux pieds.

Des jambes ? Pour quoi faire ? Un Américain des villes, ne padons pas de celui des champs, ne ferait en moyenne dans une journée que cinq cents mètres à pieds. Bien mieux, ou bien pis, selon les mêmes chercheurs, au train où va cette grève de la marche, dans une dizaine d'années la moyenne devrait tomber à trois cents mètres/jour.

En route, donc, vers de nouvelles aventures darwiniennes. Nous commençons à quatre pattes. Nous avons mis quelques millions d'années à nous faire à l'idée de crapahuter sur les deux de derrière. Et nous voici, en non-marche, vers la station assise. Avec deux appendices pendouillants et flagellants qui finiront par gêner, comme pattes molles des pechues de foie.

La société cul-de-jatte ou cul-de-plomb est avancée. Assis, couché, assis. Debout, accessoirement, pour saluer le chef ou se prosterner devant la Reine, ou pour aller, dans un splendide effort de survie, du congélateur au micro-ondes. Mais debout, le moins possible ! Une société qui ferait sienn cette forte pensée : pourquoi faire en marchant ce que l'on peut faire en roulant ?

Civilisation de la voiture, bien sûr. Mais aussi du tapis roulant, de l'escalator, de l'ascenseur et de toutes les machines à différer l'effort. Une société qui se résumerait à une réplique à la Carotte, d'op au coin des lèvres : « J'm'économise, cette bonne force ! »

Nous faisons donc l'économie

de nos jambes. A tout propos et hors de propos. Nous sommes tous des Américains ou en voie d'américanisation. Une statistique en appelant une autre, comment ne pas évoquer ici le parcours moyen quotidien d'une automobile par deux à Paris, domicile-travail et retour. Trois kilomètres-jour ! Autant dire rien, une promenade sur pneus.

Usant plus volontiers de pneus-phases que de snow-boots, dispensés, par extinction de service militaire, d'aventures robotiques dans les guillottes régiments de marche, manifestant nos indignations civiques et revendications sociales plutôt par pétition que par action, vêtus de nos écrans et volants, partisans de la moindre usance comme du moindre effort, notre compte semble désormais bon : l'apathie psychique.

Certes, parfois, la résistance s'organise. Il y a le mode du jogging. Celle du maraude. Et il y a, aujourd'hui, la vogue de la randonnée pédestre. Comme ils étaient beaux, et rares, et admirables, et pétant de santé avec leurs mollets de campeur et leurs chaussons de marche, les treize mille diplotocus qui envahissent Paris l'autre dimanche !

Il n'empêche. La race marchante est en voie d'extinction. Et tout crime contre la santé portant en lui-même son châtiment, le châtiment arrive. Ce n'est pas une loi scientifique, à peine le théorème des ingambes : plus l'on marche moins, moins l'on maigrit plus ! Les nutritionnistes américains dans leur titanique combat contre l'obésité viennent d'en arriver à une conclusion vieille comme l'humanité. Jusqu'à présent, ils châtiaient la lutte contre les graisses. Désormais, ils attaquent le mal à la racine, les calories. Et à la racine de la racine : le non-usage forcé de calories. A quoi sert le charbon, en effet, si la bête humaine ne tourne pas, cher Carotte ?

François Hollande maintient le congrès du PS à Brest

« J'AI DÉCIDÉ... » Avec un sens calculé de la mise en scène, François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, a mis fin au suspense, mardi 14 octobre, qui agita le microcosme socialiste sur le maintien ou non de son congrès national, du 21 au 23 novembre, à Brest. La violence des manifestations des ouvriers des usines et des entreprises soustraitantes, qui s'opposaient depuis plusieurs mois au plan de restructuration de la défense, occupant la mairie et mettant à sac le bureau du maire socialiste, Pierre Maille, avaient inquiété le préfet du Finistère et un bon nombre de hiérarques socialistes qui envisageaient un repli sur Paris.

Soumis aux pressions contradictoires de ceux qui craignaient que le congrès se transforme « en fort Chabrol », sous la garde de dix compagnies de CRS, et des treize députés bretons qui, avec le renfort de Bernard Poincaré, maire de Quimper, refusaient « l'humiliation » d'un repli, M. Hollande avait décidé de poser le débat au bureau national du 14 octobre. L'échange n'a eu lieu qu'après le départ de Lionel Jospin venu parler des trente-cinq heures, seule Catherine Trautmann représentant le gouvernement. Très majoritairement, les responsables socialistes ont jugé qu'il y avait plus d'inconvénients, en termes d'image, que d'avantages à abandonner Brest, les mesures sociales et industrielles, annoncées le 9 octobre, ayant apaisé le climat.

« UN SIGNE DE CONFIANCE »

Si, pour la plupart, la décision était « pléie » - en faveur de Paris -, les membres du bureau national se sont séparés dans une totale incertitude. M. Hollande s'étant borné à indiquer qu'il prendrait « sa » décision. Après s'être isolé quelques instants avec Alain Claeys, chargé de l'organisation au secrétariat national, M. Hollande - dont l'élection de premier secrétaire, le 27 novembre, aura lieu

après le congrès - rendait son verdict devant la presse : « J'ai décidé après un échange de vues de tenir, malgré tout, le congrès à Brest ».

« Tenir un congrès à Brest ne va pas de soi », a commenté M. Hollande, flanqué d'un premier fédéral du Finistère, François Caillandre, ravi. Il a mis en avant « un signe de confiance » pour les Bretons et l'apaisement des esprits, même si « le problème de Brest n'est pas réglé et ne sera pas à court terme ». M. Hollande a insisté sur le fait que c'était « sa » décision, sa première vraie décision de futur premier secrétaire.

M. Jospin, consulté encore par téléphone pendant le bureau national, a confirmé-t-on à Martine Gagnon, l'ancien secrétaire « libre de son choix ». Et de ses éventuelles conséquences.

Michel Noblecourt

RAFAL

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS ou FORTS

15, place du Havre
Paris 8^e - Tél. : 01-43-87-34-64

NICE
18, av. J.-Médéric
C.C. CAP 3000

LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 15 octobre, à 10 h 15 (Paris).

FERMETURE

DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 1751,37 +0,14 -10,48

Hong Kong Index 1384,24 -3,27 -0,30

Tokyo Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE

DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 15/10 1410 fin %

Paris CAC 40 2988,08 -0,35 +29,07

Amsterdam CBS 1992,6 -0,70 +30,66

Bruxelles 1992,6 -0,70 +30,66

Francfort Dax 30 3924,06 -0,71 +43,97

Irlande ISEQ 5249,20 -0,94 +27,45

Londres FT 100 22969 -0,71 +52,78

Madrid Iberex 35 22969 -0,71 +52,78

Milan MIB 30 22969 -0,71 +52,78

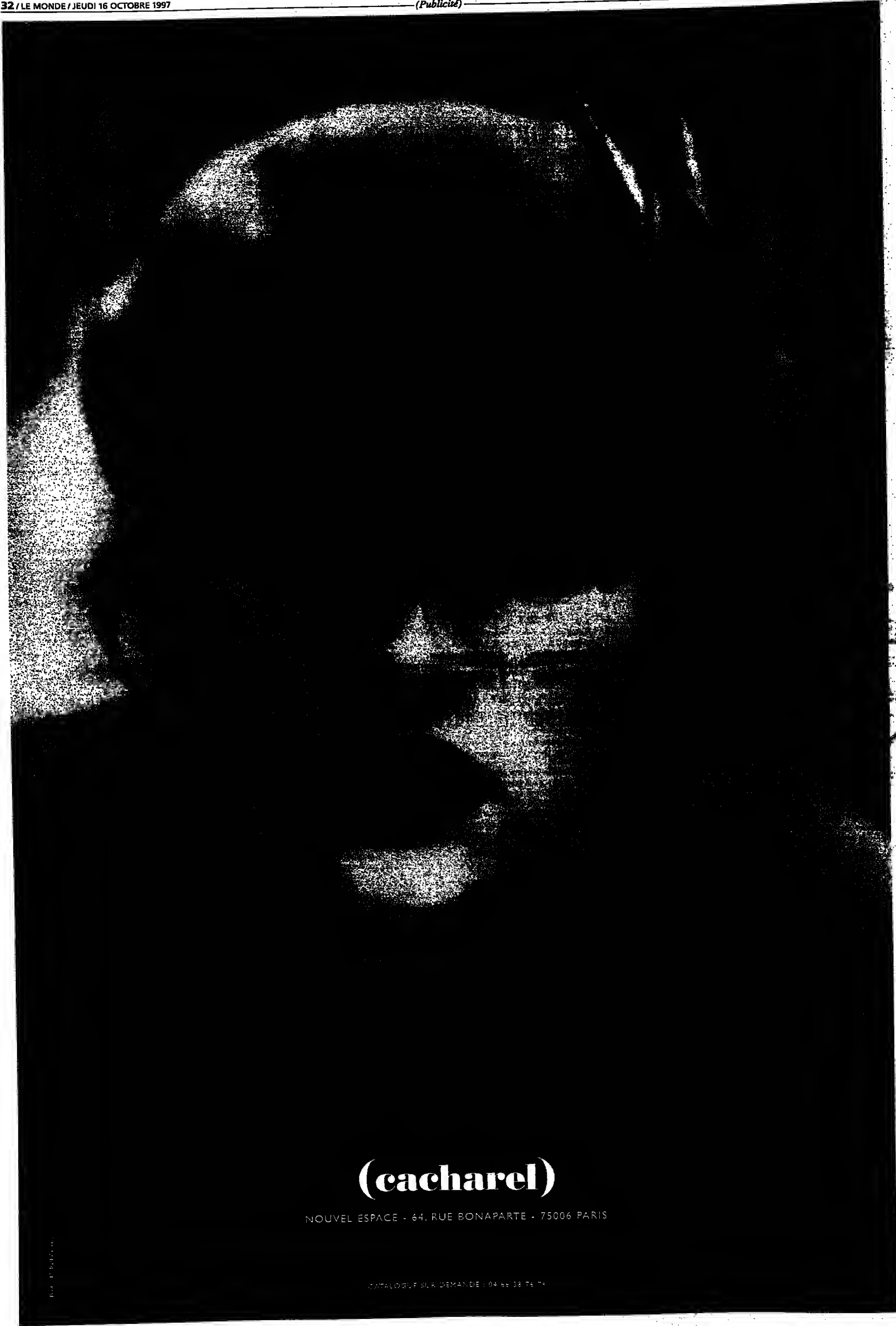
Zurich SMI 5801,30 -0,60 +47,16

Trage du Monde daté mercredi 15 octobre : 520 446 exemplaires

- 2

Trage du Monde daté mercredi 15 octobre : 520 446 exemplaires

هكذا من الإيجل



(cacharel)

NOUVEL ESPACE - 64, RUE BONAPARTE - 75006 PARIS

CATALOGUE SUR DEMANDE : 04 66 38 76 74



هكذا من الامل

S T Y L E S

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

la mode

un hiver 97 en coups de foudre

femme invisible ou top model, tels furent les rôles que réserva la mode aux années de crise. Silhouettes gommées, effilochées, bouillies ou sillonnées, il fallait disparaître ou se travestir. Des podiums à la rue, de Londres ou de New York, une nouvelle énergie se dégage, réconciliant le bien-être et la parure, le confort et la séduction, celle qui rime avec force, conquête de l'esprit, beauté, cette « arme » dont parlait Chanel. Longues, pleines, miroitantes dans leur costume de taffetas couleur scarabée, altières, les héroïnes de Jean-Paul Gaultier, vues par Eric Traoré, portent des casques de cuir fauve et des peignoirs de boxe remixés en manteaux d'infante. Le noir sort de l'ombre. Les tissus brillent, plus nerveux et plus craquants. Les talons reviennent, pour danser sur le volcan d'une fin de siècle tout en fractures. Les extrêmes se frôlent, anges noirs contre métissage, enfer des villes contre rêves d'ailleurs, vertiges et décontraction. Urbaine, féline, sophistiquée, l'humour d'une saison se révèle dans ce cahier « Styles » du *Monde* consacré à la mode, aux accessoires, à la beauté et à la décoration, dont les lignes auréolées d'espace et de lumière célèbrent un nouvel art de vivre. Au scanner des tendances, New York et Beyrouth racontent les mille et une facettes d'une saison de caractère chassant à grands coups de talons aiguilles le politiquement correct.

Laurence Benaïm

REINE DE PARIS
Sur Chrystèle Saint Louis Augustin,
un cocon en taffetas ombré argent,
signé Jean-Paul Gaultier,
Photo : Eric Traoré.
Stylisme : Lionel Bouard.
Maquillage : Topolino.
Coiffure : Clovis.
Modèle : Agence Marilyn
Gauthier.


en capitales

BEYROUTH
Capitale des grands écarts,
nouvelle Phénicie des
affaires, la cité libanaise
s'invente un futur dans un
kaléidoscope d'Orient et
d'Occident. Or, casino et
bouquets d'étoiles : voyage
au cœur des nouvelles
nuits griffées. p. X.



NEW YORK
Coups de logos, guerre
des labels, nouveaux temples
du luxe : d'Uptown à Soho,
l'horizon de la ville
se transforme,
secoué par une frénésie
de signes et d'images
en noir
et blanc. p. VI.




PRINTEMPS

Voir double page centrale

هكذا من لا يصل

II / LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

T E N D A N C E

cuivre, or, argent, mauve occulte, rouge sang, noir cosmique : les couleurs de l'hiver 97 célèbrent les noces du futur et du mysticisme

Chez Shiseido, Serge Lutens a « décapé » des morceaux de nuit » pour « les poser sur la peau blanche ». Carlos Villalon (Helena Rubinstein) annonce des lèvres « comme des éclairs d'orage ». Philipp Hunger (Guerlain), des « louches fragiles et graves ». Entre roses célestes et bruns ensorcelants, l'héroïne de la saison n'est plus la fatale des années 80, ni l'invisible du début des années 90, mais l'envoûtée. Balayant l'idéal puritain, les démons de la couleur viennent hanter le royaume des ombres. Transparence nacré, irisée, ou pâleur néo-batave, les tendances s'affrontent. Sur fond de prédication et de scènes média-moyennages où les foules pleurent leur princesse, la beauté appelle l'ivresse. De Shu Uemura, le pionnier - avec une première « beauty boutique » ouverte au Japon en 1983, et en France en 1986 -, à Kean and Lo, ouvert à Paris fin 96, en même temps que Mac, les boutiques de beauté se multiplient. C'est là qu'on vient chercher conseils, recourbe-cils, pigments, estompe mousse, bases de teint vertes, jaunes, roses, et produits cultes : quatre-vingts sortes de pinceaux chez Shu Uemura, cent trente-cinq teintes de rouge chez Mac et pas moins de trois cents eye-liners chez Kean and Lo. Pour le maquilleur Serge Alvarez, qui diffuse sa propre marque, c'est à travers cette beauté mouvante que se profilent goûts, rêves et fantasmes. « Comme un miroir renvoyant à la société une image paillette d'elle-même ».

Les mégastores de la beauté, comme le Sephora ouvert en décembre dernier sur les Champs-Élysées, ressemblent à des temples virtuels où les comptoirs transparents évoquent de petits autels de messe noire. Dans cette nef sombre de 100 mètres de long, la beauté s'achète par doses. Avec un vernis à ongles vendu dans le monde toutes les trente secondes, Chanel donne la mesure de cette extraordinaire flambée des cosmétiques : poudres d'illusion, lueurs de magie, pour se changer de tête, s'offrir le temps d'une apparition, une plongée dans l'au-delà des fées de l'enfance. Créée en 1985 par Frank Toskan, maquilleur de studio, la chaîne Mac, dans le giron d'Estée Lauder depuis 1994, ajoutera cette année à son réseau de cent quarante boutiques et corners (stands), à Zurich, Berlin, Taiwan, Milan. La rue de Passy succombera en 1998. Elles veulent toutes le crayon Spice de Naomi Campbell. L'explosion des vernis à ongles couleurs Smarties continue, suivie par les nouveaux crayons pour se tatouer le corps (Revlon), la crème or qui illumine un décolleté, un sourcil, des cheveux (Yves Saint Laurent). En un an, les ventes de vernis à ongles de L'Oréal ont augmenté en volume de 44 %.

Les virtuoses du pinceau jouent les magnétiseurs. Cet hiver, le maquilleur « sumaturel », irisé de poudre brillante (Make Up for Ever), retrouve de Londres à Tokyo en passant par Paris, les vertus que la femme américano-milanaise lui refuse : une part de magie. Les cosmétiques viennent doper la de-

mande des nouveaux marchés asiatiques, avides de nouveautés. De Harajuku à Soho, d'Apudong (Séoul) à Pékin, le bâton de rouge redevient talisman, parure, dans un défilé joyeux au conformisme social. Cyber-geishas ou punks de Tiananmen, filles ou garçons, les teenagers sacrifient au rite de la parure éphémère, tatouage, piercing, cheveux colorés. Le corps devient le support de toutes les métamorphoses. « Les vernis à ongles sont des bijoux », affirme Heidi Moravetz, créatrice des lignes de maquillage Chanel, dont le fameux rouge-noir a fait exploser les caisses des duty-free shops. « Il y a une explosion de couleurs. Ce sont les années 70, en plus pro. Les textures sont plus fines, les pigments glissent mieux, les fonds de teint s'allègent. Tout est plus tendre, plus diaphane. » Dans l'urgence, l'art du maquillage se soumet à des rythmes de plus en plus accélérés, se reconnaît dans l'infinité d'une palette, moins soumise au carcan d'un look qu'à des produits-phares lancés, en édition limitée ou pas, pour quelques mois. La folie de la rue s'empare des griffes de luxe. Nina Ricci ouvre un institut de beauté, Dior lance des mascaras pour les cheveux. Versace sort une ligne de maquillage, Trussardi en annonce une autre. L'apparence se théâtralise avec subtilité. Parmi les stars de la saison, la palette en kit de Guerlain (Mozais) permet, sous son boîtier or, vingt-quatre mille combinaisons possibles de couleurs. Chacune devient son propre artiste dans un rapport plus ludique avec la couleur, proposée en « lip-mix » à mé-

langer et s'appliquer au pinceau (Mac). Sortant de sa réserve, la marque Estée Lauder multiplie les gimmicks, comme cette saïsoo, les rouges à lèvres bicolores. Sous l'influence des « make-up artists » de défilés, Tom Pécheux, Topolino, Stéphane Marais, la beauté devient geste, touche de lumière au bout du pinceau de pro. « Avant, les femmes voulaient s'identifier à un modèle. Aujourd'hui, elles veulent se ressembler, être mises en valeur, connaître les techniques de base », affirme-t-on chez Shu Uemura. Un rouge n'est plus seulement rouge, il est givré, transparent, mar : on ne compte pas moins de deux mille teintes chez Kean and Lo. La fascination du public pour les secrets des top-models et ceux de leurs embellisseurs a élargi les coulisses aux pages des papiers glacés des magazines, où, comme l'explique Philippe Chancel, chez Mac : « On vient rechercher une atmosphère - tout âge, tout sexe, toute ethnité... »

Laurence Benaim

NÉO-PUNK

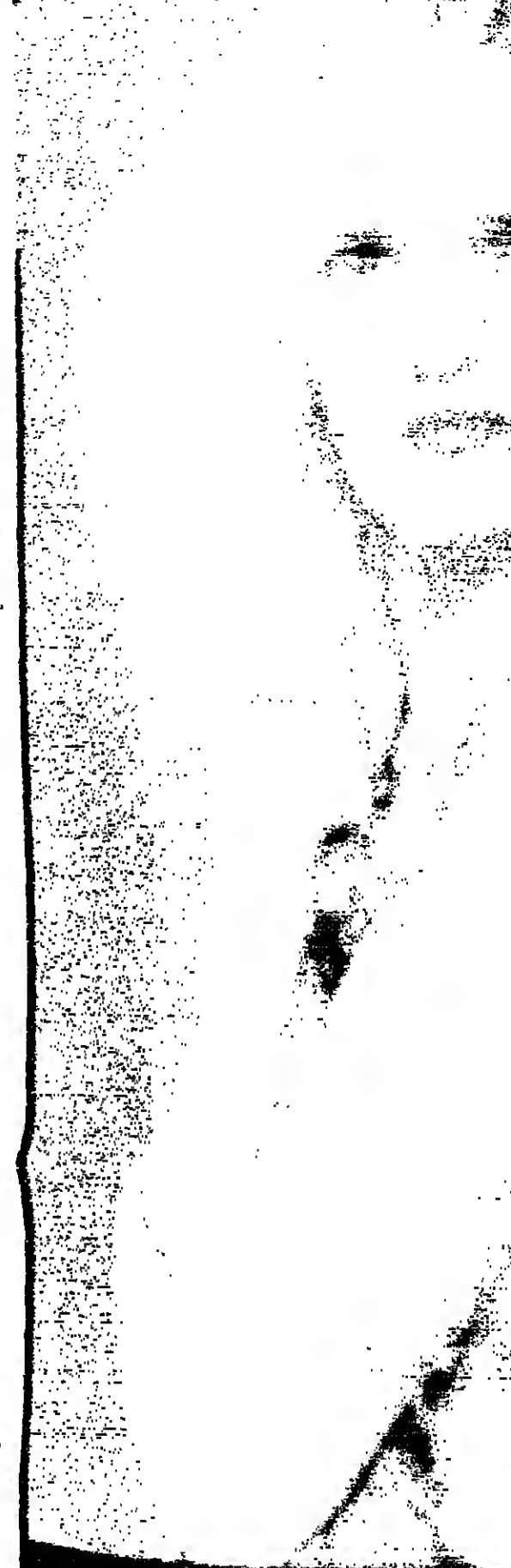
Beauté en noir et blanc avec des gants brodés en tatouage (Givenchy Haute Couture) et un collier de cuir (Hermès). Photos : Eric Traoré. Maquillage : Topolino. Coiffure : Clotis. Stylisme : Lionel Bouard. Numérique : Hélène chez Dahinden. Modèle : Cat.



visages fards

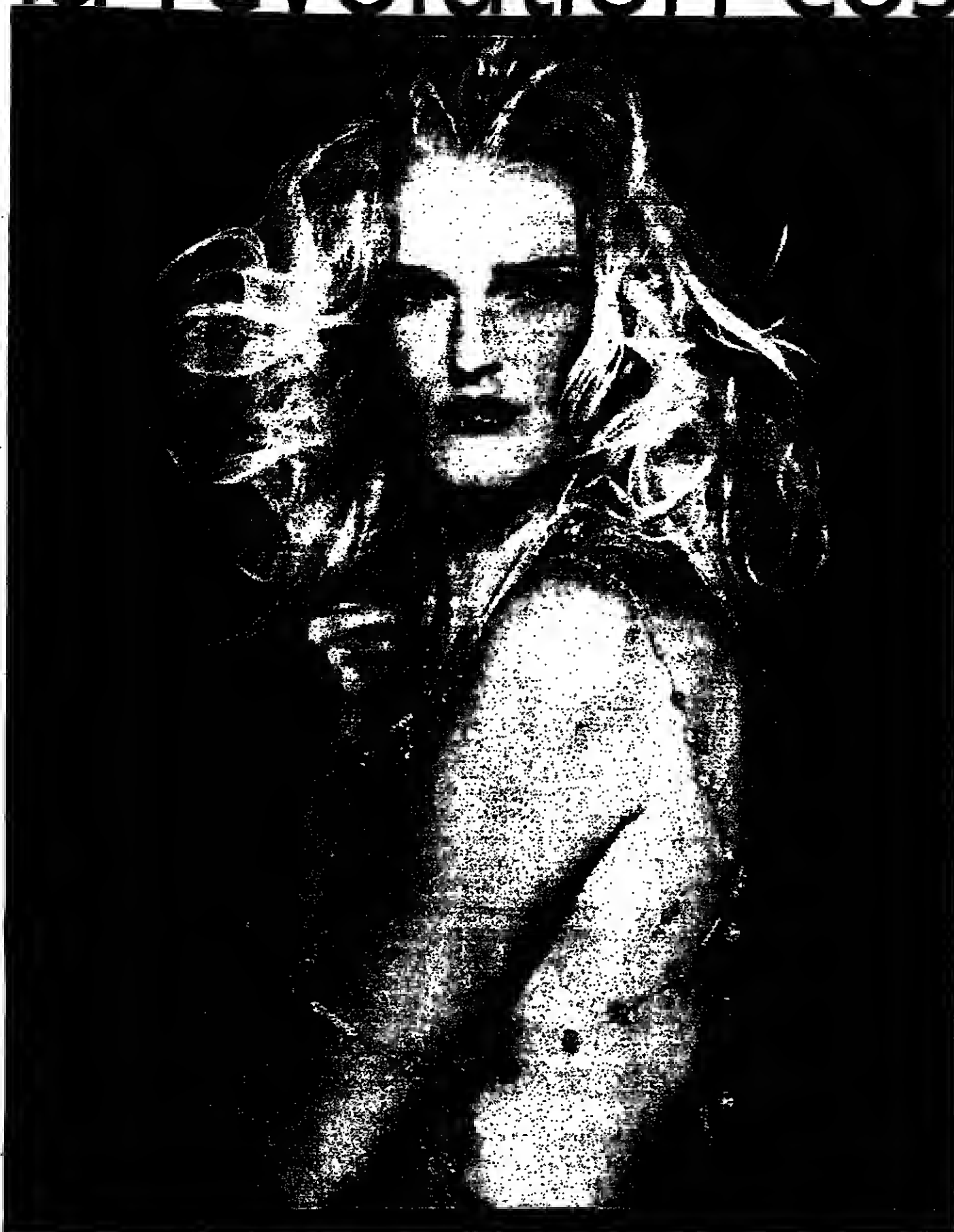
**Poudres d'illusion
lueurs de magie, fards
et vernis dessinent les
nouveaux rites de l'éphémère**

la révolution



la révolution cosmétique

miroir
beauté sur mesure



La beauté entre dans une nouvelle ère. Un système parallèle et de nouvelles règles s'imposent. L'idéologie pénètre dans les crèmes. Stratégiques et éthiques, les marques Philosophy, Aveda et Origins nous veulent le plus grand bien. La petite entreprise Philosophy se base sur le concept d'une beauté New Age et dicte une véritable règle de vie à sa consommatrice: « Soignez le peu de vos mains vous permettra de mieux embrasser vos enfants. » Aveda prône une esthétique aromathérapique, quand, dans la même veine, Origins tente de sauver la Terre tout en s'occupant des plus stressées, entre autres, sa lotion « Peace of Mind » (« L'esprit en paix »). La consommatrice ne veut plus être « leurrée » et recherche l'aspect « pro » des marques. Créée en 1985, la société Mac s'attirait « la faveur des professionnels qui ne trouvaient pas leur compte sur les textures et couleurs des cosmétiques sur le marché ». Tout un programme qui sensibilise maintenant aussi les amateurs avec l'ouverture de boutiques. Make Up For Ever, autrefois réservé aux professionnels, s'adresse aujourd'hui à la clientèle lambda. Cette nouvelle approche de la beauté entraîne une prise de conscience. « J'en ai assez des grands magasins où les vendeuses vous guident inévitablement sur la « promotion du jour », sans respecter ce que je recherche vraiment », révèle à Londres une cliente de Space NK. Sorte de micro-département store de la beauté, Space NK, a été créé il y a trois ans par l'Anglaise Nicky Kinnaird, trente-deux ans, qui a pris le parti de distribuer « les spécialités d'une cinquantaine de petites sociétés uniquement », comme François Nars, pour ses subtiles teintures de maquillage; Poppy King pour ses rouges à

pour être belle au demi-ton près, choisir son maquillage parmi une gamme infinie de couleurs et de textures, la cosmétique couture triomphe à Paris, Londres et New York

lèvres; Kiehl's pour ses crèmes... ». « Loin des grandes marques qui s'offrent une image sur papier glacé, ces sociétés se font connaître de bouche à oreille », remarque Nicky Kinnaird. Un seul Space NK en 1996, et on compte déjà, en moins d'un an, six adresses Space NK au cœur de Londres ! Ici comme à Paris ou à New York, on cherche à être belle au demi-ton près. « Les créations de l'automne ne remplacent pas celles du printemps » chez Make Up For Ever, qui propose jusqu'à 1 500 notes de blush; les vernis adoptent des teintes insolites, pastel et acides pour Hard Candy et rouille et poussière des rues de Manhattan pour Urban Decay. De plus en plus exigeantes, les femmes veulent du sur mesure. Cosmétique à la carte, caverne londonienne des alchimistes du maquillage, propose un catalogue par correspondance, des fonds de teint « sur mesure » à faire sur place... « Une formule de beauté qui s'adapte à chaque style de femmes », explique Christina, l'une des propriétaires. Quand, dans le sanctuaire de beauté Bliss new yorkais, déjà 18 000 clientes privilégiées s'offrent à toutes les « extravagances », comme le soin « Tentation », pour surmonter sa déprime et atterrir en douceur de son retour de vacances. La cosmétique « couture » promet un bel avenir.

Alexandra Senes

guide palettes de pro

Nars. Dans l'espace dépeuplé de Colette, les maquillages Nars s'offrent comme des bijoux. Les blush s'appellent « Amour », « Ma-ta Hari », les rouges « Dolce Vita » ou « Hot Vandou », les ombres à paupières « Iceland », « Katmandou ». Pour jouer les Goulue d'un soir, les fards à paupières « Can-can », « Lula » ou « Moulin Rouge » aux teintes de lavande et de cerise. Pour un naturel étudié, les vernis « Ultraviolet », « Bus stop » et « Funny girl », comme une goutte d'encre diluée dans l'eau. Best-seller de la saison, les vernis Metropolis (marron-prune) et Chinatown (rouge sang). Rouge à lèvres, 165 F, vernis 130 F, ombre à paupières, 130 F en « single », 230 F en duo. Manucure et pose de vernis sans rendez-vous, 100 F.

Shu Uemura. Ecrins transparents et mosaïque de couleurs, dans la boutique immaculée du boulevard Saint-Germain. 80 sortes de pinceaux à partir de 33 F et un grand choix d'éponges, de 18 F à 64 F. Best-seller, le crayon à lèvres rechargeable chocolat, le fard à joues pêche n° 47, le rouge à lèvres 333 couleur prune, et le fond de teint Nohara, pour peaux sèches et déshydratées (98 F). Maquillage-conseil de 20 minutes gratuit, sur rendez-vous. Rouge à lèvres de 89 F à 143 F, suivant la texture, vernis 86 F, le crayon à lèvres, 178 F, et 66 F la recharge.

Mac. Dans un décor noir fréquenté par Catherine Deneuve, Vanessa Paradis et Patricia Kaas, une palette d'indispensables. Best-seller du teint, Studio Fx, un compact décliné en 19 teintes. Automne 1997 version Vampirella avec le rouge sang « Criminal » et le vernis assorti. Cosmique avec « Blade », un rouge à lèvres aux reflets de métal doré. Éviter le rush du week-end. Rouge à lèvres en 135 teintes 80 F, vernis 50 F, fond de teint 120 F, pinceaux de 35 F à 390 F.

Kean & Lo. La caverne d'Ali Baba du maquillage avec des couleurs à donner le vertige. A découvrir, les 300 teintes d'eye-liner tutti-frutti, du camm au vert émeraude ou les 150 crayons à lèvres. Stars de la saison, les rouges à lèvres « Ajda » et « Aroussa » aux couleurs de violette glacée ou de beige givré. Accueil chaleureux pour guider les plus perplexes devant ce tourbillon de couleurs. Rouge à lèvres 80 F, vernis 55 F, crayon à lèvres 45 F, eye-liner 90 F.

Serge Louis Alvarez. Un flot de beauté dans la frénésie du Printemps Hausmann. On vient y choisir les bases de prémaquillage aux vertus hydratantes et correctrices (129 F). La verte masque la coupe-rose, l'orange illumine le teint des peaux mates et la rose révèle les teints diaphanes. Pour peaux fatiguées, la palette de correcteurs an-

NÉO-BARBE
Teint de poupée et lèvres bouillon pour un sautoir de perles multicolores et un châle écossais en laine, signés Christian Lacroix.

ticaines, 5 teintes à utiliser seules ou mélangées, 125 F. Maquillage flash et conseils personnalisés, 70 F, gratuit pour tout achat.

Make Up For Ever. De la Versailles au drag-queen, la boutique de la rue La Boétie voit passer toutes les femmes. On y trouve pas moins de 38 poudres libres (121 F). A essayer, la Pearl Cream, un fard gras qui s'applique aussi bien sur les joues, les lèvres et les yeux (95 F). Best-seller, les palettes de 5 rouges à lèvres dans des tons dégradés du sable au chocolat ou du cerise au noir irisé (125 F).

Mary Quant. Trente ans après avoir révolutionné la mode avec la première mini-jupe, l'Anglaise Mary Quant défie à nouveau sur la capitale avec ses maquillages arc-en-ciel. Dans des flacons ronds comme des bulles de chewing-gum, des vernis aux couleurs de citrouille et de chlorophylle. Stars de la saison les lèvres violettes avec le « Holy coke » et les fards coordonnés V38 (prune) et V37 (pomme). Les rouges à lèvres en quatre textures (110 F), fards à paupières 57 F, vernis 70 F.

A.-L. Q.

trousse 97

● Mascara agrandisseur. Le mascara « Cils Contraste Noir et Blanc » pour sculpter les cils et intensifier le regard, 230 F, Chanel.

● Boîtier sur mesure. 18 teintes pour les paupières et 8 pour les joues, soit 24 000 combinaisons possibles. A intégrer dans le boîtier dont aimanté, 185 F le boîtier, 80 F et 95 F les recharges, Guerlain.

● Blush bonne mine. Couleur de terre ou « rose cachée », Joues Contraste, 180 F, Chanel.

● Teint absolu. Avec le « Fond de teint traitant cellulaire naturel », qui s'adapte à toutes les lumières naturelles ou artificielles, 30 ml, 295 F, La Prairie.

● Double rouge. Du chocolat-miel au prune-ill, 5 rouges bicolores qui teintent subtilement les lèvres, 120 F, Re-Nutriv All-Day Lipstick d'Estée Lauder.

● Laque éclat. Un « glacis miroir » qui s'épanouit sur les lèvres. Quatre teintes du brun laqué au mauve ondoyant, 95 F. Laque éclat lèvres d'Yves Saint Laurent.

● Crayon parfait. Lie-de-vin, terre de Sienna ou noisette, des crayons à lèvres aux extraits de concombre pour protéger les lèvres, Lip Defining Pencil d'Estée Lauder, 70 F.

● Couleurs de l'étrange. Noir cosmique, métal glacé, les derniers vernis Chanel, 105 F. Violentement violet avec le vernis triple tenue de Lancôme, 90 F, et les lèvres « pourpre d'ombre » de Shiseido, 105 F. Entre ange et démon avec « Red Devil » et « Black Spell » et « Mystic Gold », les gloss créés par le maquilleur Carlos Villalon pour Helena Rubinstein, 100 F.

éclat les long-sellers

de la « Crème de 8 heures » (1933) d'Elizabeth Arden au mascara « Long Lash » d'Helena Rubinstein (1959), les vieilles recettes ont toujours leur succès. Mais les antiquités gonflent plus l'image que le chiffre d'affaires des marques. Chez Guerlain, si le « Baume de La Ferté » (1830) pour lèvres gercées ou la crème « Secret de bonne femme » (1904) sont toujours dans les gammes pour entretenir le patrimoine de la marque, leurs ventes sont réservées à une poignée de nostalgiques. Les produits culte de Guerlain sont aujourd'hui « Terracotta » (1984), devenu un nom générique pour les poudres de soleil et les « Météorites » (1987), de petites billes de couleur qui uniformisent le teint. Le rouge à lèvres « 19 » d'Yves Saint Laurent (1979), un fuchsia intense, électrise les ventes mais le best-seller reste aujourd'hui « Touche Eclat » (1993), un stylo-pinceau anti-teint terne. Autre rouge mythique, « Ne me quitte pas », lancé en juillet 1994 par Shiseido s'est vedou à 1,2 million d'unités dans les premiers mois. Le géant japonais écoule chaque année 12 millions de produits de soin et de maquillage dans le monde. Chanel s'affiche comme l'expert du teint, avec son « Teint exact blanc » qui renouvelle une formule lancée en 1986 et dont la courbe

à l'abri des modes, des produits mythiques, demeurent des vedettes de la beauté, stars en tubes ou en flacons d'un univers où le temps s'accélère

des ventes va toujours croissant. Les produits stars du circuit sélectif font pâle figure face aux poids lourds de la grande distribution. Les marques discount donnent le lo des ventes record. L'Oréal en tête. Elnett, la laque des grands-mères comme des baby-dolls, coiffe la planète avec 1,5 milliard de flacons vendus depuis sa création en 1960. Depuis janvier 1996, le « Rouge captif » de L'Oréal, premier rouge sans transfert en grande distribution, s'est déjà vendu à 2 millions d'exemplaires sur le marché français. La fameuse boîte ronde de fard Bourjois, se vend aujourd'hui à 2,5 millions d'exemplaires par an dans plus de 120 pays. Créée en 1863 par Alexandre Napoleo Bourjois, les fards « à rosir » étaient alors réservés au grime de théâtre. De la scène à la ville, l'extravagance sert souvent de tremplin au classicisme.

Arne-Laure Quilleriet



ERIC BERGÈRE

FRED SATHAL

GIANNI VERSACE

SONIA RYKIEL

PRADA

YOHJI YAMAMOTO

MAX MARA

MARTINE SITRON

métropolis

anges noirs

RIVE GAUCHE
Jeux de mailles et bottines
de velours pour la ligne
en mouvement
d'Yves Saint Laurent.
EAST SIDE
Epaulette, maille
transparente, sac plat,
talons vertige
et pantalon d'homme,
Gucci par
Tom-Ford.



Illustrations :
Aurore de la Morinier

a

gressive
« comme un fic en civil », la femme
de l'hiver 97, telle que la chante Doc
Gynéco, arpente la ville sous la mi-
sère électrique, ongles vernis de
laque gris banquier, silhouette noire
aiguillée comme un trait dans la
brume. Retour du *power suit* selon
les Américains, *skirt alert* selon les
Anglais, l'hiver 97 se dresse sur ses
talons aiguilles aux couleurs d'une
fin de siècle année zéro : laines feut-
rées contre mousselines irisées d'or,
cuir noir d'Hermès, araignées punk
de Martine Sitbon contre anges
noirs de Helmut Lang venus un peu
dramatiser les « basiques ».
En 1967, date de l'avènement du
style masculin, avec les premiers
costumes-pantalons d'Yves Saint

sur fond de gris béton
et de noir fax, la ville est
à la mode, parce que
la mode a envahi la ville



Laurent, Jean Shrimpton et Twiggy
symbolisaient un nouvel idéal libéré.
Il s'agissait d'aller contre les valeurs
bourgeoises de l'après-guerre.
Trente ans plus tard, l'amazone est
devenue l'étendard d'un goût inter-
national, le style est moins une af-
faire d'imagination que de codes. Le
logo a remplacé l'imprimé foulard
hier acheté négligemment dans un
vague duty-free. De l'avenue Mon-
taigne à Omotesando (Tokyo), le
désir se laisse aimer par la folie
du moment : listes d'attente (chez
Dior, Gucci), éditions éphémères
venues hystériser la demande.
Accessoirisée par Prozac et Re-
dux, hydratée de Nutritious
(Esthée Lauder), l'héroïne sur
papier glacé a fait du cos-
tume-pantalon noir son uni-
forme.
Boutiques, pantalons, cam-
brures... Qui copie qui ?
Dans un jeu de réappa-
rition et d'amnésie, la
guerre des griffes se joue
dans l'ombre. « Tout le
monde fait des belles
vestes. Le travail industriel
est de plus en plus so-
phistiqué. La différence

se joue dans l'image, le service », dit
Joseph, qui fait régner sa griffe en
noir et blanc à Londres, Paris, Tokyo,
New York. La tension est extrême.
Les Japonais, dont les achats - baisse
du yen oblige - ont diminué, sui-
vront-ils ? La flamme des marques
de sport, le retour à des matières ar-
tisanales pourraient modifier à l'ave-
nir l'approche des consommateurs
asiatiques. Calvin Klein annonce
l'ouverture de quatre-vingt-dix nou-
velles boutiques en Europe avant
2001. Ralph Lauren investit 130 mil-
lions de dollars en publicité ; 1997
marque encore l'internationalisation
d'autres *mega world brands*, de Pra-
da (bientôt sur la Cinquième Ave-
nue) à Gucci, dont l'extraordinaire
progression a été assombrie par une
baisse des actions fin septembre.
Epaulée, noire et pointue, la mode
de Tom Ford a remis à l'honneur,
chez Gucci, la femme au bord de la
crise de nerfs. Lady Pittbull de cette
jungle à la MC Solaar où gangsters
modernes et affranchis mènent « la
télé, les octeurs et les stars, les voitures
de luxe, la soie, le caviar... C'est le sens
de la vie, Baby ».

Manuela Frajder



SOHO
La nouvelle petite robe noire
signée Helmut Lang.

allure le pantalon sur tous les tons

Infroissable. Le Pleats d'Issey Miyake, poids plume et la-
vable en machine, coupe droite ou large, 990 F et 1 100 F,
Pleats Please.

Masculin-féminin. Le tailleur pantalon noir en laine et ca-
chemire, col renard, 10 300 F, Il pour elle, de Lanvin. Le panton-
lon en tweed chiné marron en laine et viscose, 1 100 F, Max
Mara. Façon tweed ou prince-de-galles, le pantalon large, en
laine et viscose, 379 F, Zara.

XXL. Roi de la saison, le pantalon boxer à taille smockée en
crêpe de laine beige ou rayé, 3 770 F, Jean-Paul Gaultier. Ample
et souple le pantalon en laine et Elastène à porter avec les in-
contournables talons aiguilles de l'automne, 3 100 F, Gucci.

Cigarette. Filiforme, le modèle « Polo » sans pinces à re-
vers, rehaussé de deux poches passepoilées sur le devant, de
800 à 1 100 F, Irène Van Ryb. Ferdu, le pantalon stretch Igor
avec découpe avant jusqu'à la cheville, 990 F, Joseph. Ventre
plat avec le modèle zippé sur le côté, 4 coloris, 395 F, Gap.

Taille basse. A porter tombant sur les hanches, le pantalon
droit en flanelle avec deux poches arrière passepoilées bou-
tonnées, has 21 cm, existe en gris, 800 F, p. 23 du catalogue
APC. Alluré, le Joker smoking en satin de coton stretch, re-
haussé d'un liseré de couleur sur le côté, existant en noir, mar-
ron et kaki, 1 090 F, Joseph.

Grand classique. Pro du pantalon, Bernard Zins privilégie
cet hiver la douceur des tissus (mélanges cachemire et laine,
flanelle et serge foulée...). Son modèle pilote, le pantalon tube
« Arte » en flanelle et cachemire, 1 050 F.

De toutes les pattes. Pantalon à pinces, trompette, jodhi-
purs, pas moins de quinze formes chez Honest et un choix tout
aussi imposant de tissus, du chevron Super 100 au crêpe ex-
tensible, de 790 F pour un cigarette en gabardine de coton à
1 390 F, pour un modèle en crêpe taille basse.

Version soir. Princesse des rues avec le pantalon boxer ex-
tralarge en taffetas de soie prune, 4 700 F, Jean-Paul Gaultier.
L'élégance hors du temps avec le pantalon smoking en grain
de poudre noir, 3 600 F, Yves Saint Laurent Rive Gauche.

Anne-Laure Quilleriet

envol les dix ans d'APC le petit Livre blanc de la mode urbaine

avec de cinquante à ceot
commandes par jour sur
l'internet au Japon
(contre une tous les
trois jours en France), le cata-
logue APC est devenu le petit
Livre blanc de la mode urbaine,
où le style Berlin-Est, comme l'ex-
tra-small, le denim brut, le duffle-
coat eo suédine de l'hiver, ou le
cardigan Starsky and Hutch, se
cultivent comme les fruits d'un
petit empire créé il y a tout juste
dix ans.
Né à Tunis eo 1951, Jean Touitou,
qui a affûté ses armes chez Kenzo
et Agnès B., a fait du hasique mix-
te, sa référence diffusée dans
douze boutiques à Paris, Anvers,
Londres, New York, Hongkong,
Tokyo. « Jusqu'à quel point peu-
on baisser une taille basse sur un
pantalon », telle est la question
posée par ce chaman en chemise,
poussant « l'understatement »
jusqu'à vendre dans son nouveau
« Magasin général » de la rue Ma-
dame huile d'olive griffée, ageo-
das quinquennaux laïques, tee-
shirts Milk Fed de Sophia Coppo-
la, musiques de films de Jean-Luc
Godard et tubes de Lili Boniche.
D'un centimètre déplacé chaque
saison, il a fait de l'or. Totalement
indépendant, APC (Atelier de pro-

duction et de création), vend un
million de pièces par an. Produc-
teur financier et artistique du
groupe APC Tracks (dont le sep-
tième CD sort ce mois-ci), il n'a
pas hésité à aménager une salle
d'enregistrement dans son show-
room. Anna Sui, Marc Jacobs ont
prêté leur voix, qu'il accompagne
à la guitare, pour un titre promet-
teur : Profitable Market.

L. B.

C

bazar de sensations, rythmes, couleurs et métissages célèbrent un hiver aux couleurs de tous les voyages

hevaochée imaginaire à travers la Chine, l'Inde, la Mongolie, le Maroc, l'hiver 1997 révèle la fracture entre deux mondes. Deux visions, auxquelles les années 80 servent de repères, s'affrontent : « no future » contre métissage, zips contre drapés, noir contre couleur, corps fermé contre corps en mouvement, ouvert à toutes les influences. La parole prend le pas sur l'image, et à travers la mode, les créateurs racontent leurs amours de toujours, comme si, sur les traces de Kenzo, le premier à colorier de folklore le Paris beige et marron de la fin des années 60, tous les voyages menaient au plaisir, à la différence. Dans ce contexte, certaines collections s'imposent comme des manifestes : avec ses « reines de tous les continents », ses robes bleues, rouges, et de toutes les couleurs, Jean-Paul Gaultier aura suscité une émotion très rare. Le monde de Xuly Bet remue, secoué de rythmes et de désirs. Loin des clichés néocoloniaux, de la dangereuse récupération du « mythe africain », il révèle dans ses collections un brassage d'influences, tour à tour funk et ancestrales, auxquelles la mode, comme la musique servent de révélatrices. Les années en 7 ont souvent été celles des grands départs qui coïncident avec des grands retours : gipsies et africaines Bambara d'Yves Salot Laurent (1967), chinoises de l'année Opium (1977), adésistes de la movida Christian Lacroix (1987). Aujourd'hui, les pays se mélangent, comme si la destination comptait moins que la visio, plus immédiate, qui n'a plus besoin de se réfugier derrière les alibis de l'ethnique. C'est la ville qui s'anime, entre bouliers et ordinateurs, épiceries de nuit et centres commerciaux. D'où ces collages, bouhou et talons aiguille, djellabah et Nike, saris et lunettes griffées, qui font des villes comme Paris, New York, Hongkong, et surtout Londres, un bazar rêvé de sensations. Dans un feu d'artifice de couleurs, roses posés comme des touches de fard, pépites d'or tissées, satins arlequins, lamés, mosaïques, Christian Lacroix, donne à ses « citadines migrantes un peu tribales », l'étoffe des héroïnes du mode. La joie de l'accumulation se fonde dans une allure, silhouette d'égérie qui mène la danse. Velours dévorés, arabesques et séquins s'imposent. Loin des visages hagards, la parure redevient le symbole d'une fin de siècle planétaire : merveilleuses en bouhou et manteau militaire d'Isabel Marant, africaines tibétaines de l'année Dries Van Noten, chinoises coréennes de Lee Young Hee, comme si une reine Tang, se réveillait au pays du matin calme. De la marée hippe au romantisme gipsy de cette fin de siècle, l'invitation au voyage a toujours marqué une réaction à une mode trop lisse, uniformisée par ses standards. Les manteaux-kinoko de Kenzo inspirés des traditionnels

« haoris », les vestes destructurées d'Issey Miyake, de Yohji Yamamoto, ou de Comme des Garçons, ont contribué dans les années 70, à libérer non seulement une emmanchure, mais une attitude. Aujourd'hui, cette libération est moins liée au corps, assoupli par la révolution extensible, qu'à l'esprit de la mode : une manière de voir, de sentir, de se laisser conduire et éblouir sur le tapis volant des rêves.

L. B.

guide bijoux, étoiles et senteurs

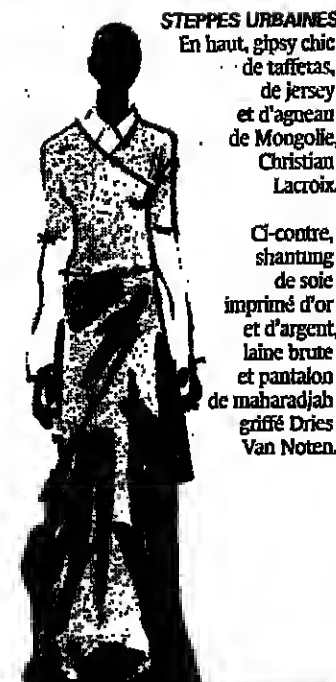
Grand Nord. Johanna Gulichsen, une nouvelle boutique consacrée à l'art de vivre à la finlandaise. Linge de table, céramiques et sacs en lin de marins, 600 F.
Cordillère des Andes. Les bijoux d'inspiration précolombienne, 380 F les colliers, Villages du monde. Exposition sur la Colombie jusqu'au 26 novembre.
Souffle du désert. Avec des bijoux en argent massif confectionnés par les nomades touaregs, de 2 290 F à 6 000 F, Hermès.
Nocturne indien. Sur la route de la soie avec des écharpes brodées en laine ou en soie, de 632 F à 3 795 F, Dries Van Noten.
Sur un air tibétain. L'étoile « Hamadan » en cuir pastels, 22 nuances, 2 000 F, Le Cache-miel. Le « Karta », une tunique de soie, 7 couleurs, 1 800 F, chez Egg à Londres. Le thé « Arya Rose d'Himalaya », 75 F les 100 g, Marigot Pères.
Mezzes libanais. La Abaya, inspirée des uniques traditionnelles libanaises. De 840 F pour un modèle court en coton à 3 600 F pour la Abaya en Najas, une laine fluide, Li Wan.

Vent d'Est. Dans l'immensité des steppes mongoles, la grande besace en cuir de vachette, 1 450 F et 1 950 F, Isabel Marant.
Impression Soleil-Levant. « Chine Impériale », une bougie d'ambiance qui diffuse des senteurs de thé, de géranium, d'orange et de girofle 310 F, Amick Goutal. La veste-chemise « Sheuyang », en satin broché de fleurs, 439 F, Bonnie Tchien Hy pour La Redoute, p. 9.
Pays du Matin-Calmé. Un petit bonnet en laine noire, doublée de soie bordeaux, 600 F, Lee Young Hee.
Mille et Une Nuits. Parfums d'Orient dans le jardin d'Eden de Serge Lutens et sa nouvelle fragrance, « Santal de Mysore », les 75 ml d'eau de parfum, 600 F, Les Salons du Palais-Royal Shiseido.
Terre d'ébène. Inspiré des Baoulés de Côte-d'Ivoire, les grands bracelets en cuivre patiné, 6 000 F, pièces uniques du sculpteur Garguin Vigna, galerie Naïla de Monbrison. Echarpes « Bogolan » du Burkina Faso teintées à la terre, 150 F, Villages du monde. A.-L. Q.

bohème le style « Voyages »

rouge et or, la carte de membre (éditée à mille exemplaires seulement), est depuis septembre presque indispensable pour franchir la porte or de Voyages, autre hippie chic de Folham Road (Londres), l'une des boutiques culte du moment. Pas de soldes, pas d'été, pas d'hiver, mais une collection d'« envies » fabriquées dans un atelier de soixante-dix personnes qui peignent, rebrodent et gisent ces mille et une merveilles de grumpy bohème vendues à prix d'or. Gilets de velours boutonnés de nacre, jersey scintillant revoilé, les modèles chantent les couleurs d'un Orient anglais que fréquenteraient Ali Baba, Blanche Dubois et Mary Poppins. « Un bazar d'idées », résume Louise et Tiziano Mazelli, couple belge-italien qui inaugura les années 80 avec une collection griffée, Misérable. « On est le contraire du minimalisme. Le noir ne nous inspire pas », disent aujourd'hui ces faconniers de la mode « antique », confectionnée à partir de tissus italiens, japonais, et souvent de fouritures anciennes, fleurs, booties, trouvés aux Puces. Aujourd'hui, leurs gilets de velours dévorés, leurs longs cardigans de tulle rebrodé (jusqu'à 40 000 F), eux-mêmes très inspirés par les puceries des années 70 (Biba, Ossie Clarke) ont engendré bien des « petits » dans les collections de prêt-à-porter internationales. Au sous-sol, dans une tente du Rajasthan, des modèles pour homme sont présentés, tendance Katmandou à Beverly Hills. Parmi les fidèles, Nicole Kidman, Allegra Versace, la nièce héritière.

L. B.



STEEPS URBAINES En haut, gipsy chic de taffetas, de jersey et d'agneau de Mongolie, Christian Lacroix.

Ci-contre, shantung de soie imprimé d'or et d'argent, laine brute et pantalon de maharadjah griffé Dries Van Noten.

ETHNO RAP Ci-contre, robe tigrée et princesse mongole, la silhouette 1997-1998 version Isabel Marant.

A droite, beauté d'ébène en long manteau double face et fausse fourrure, Xuly Bet.

métissage

cosmopolis



JEAN-PAUL GAULTIER

LEE YOUNG HEE

MARNI

ISSEY MIYAKE

CHRISTIAN DIOR

KENZO

If you don't stick to the code, you're definitely out (« si vous ne collez pas au code, vous serez définitivement hors sujet »), écrivait Bill Cunningham, en 1963, dans le *Women's Wear Daily*. Un « état d'esprit » qui résume toujours bien l'approche de la mode qu'ont les Américains aujourd'hui. C'est une histoire de look plus qu'une affaire de style. New York ne copie pas Paris, il s'en sert. Cet appétit féroce pour les Européens se traduit en une combinaison d'« hommages », parodie de références : profusion de détails à la Helmut Lang, du sexy Gucci, des classiques d'Yves Saint Laurent ou des matières de Martine Sitbo. New York, bouillonne de modes, obsédée par l'efficacité de signes, impose un style bourré de codes ciblés, face à une Europe bohème qui a toujours préféré improviser et éclater les conventions. Ici, la mode est une question d'exploit. On a tout intérêt à en connaître les règles du jeu. L'introduction en Bourse de Polo Ralph Lauren en est un exemple. L'action proposée le 12 juin dernier à 26 dollars (156 francs) culminait à 33 dollars (198 francs) le 21 juin, soit un bond de 27 %. Quand le scénario de Donna Karan tourne plutôt au cauchemar, avec des titres qui végètent

entre photographes, stylistes et rappers, Big Apple ou la frénésie de modes

depuis une année. Les investisseurs travaillent dans la précipitation. Le rythme cardiaque effréné de Manhattan, ville sous haute pression, n'est presque pas humain. « On est là pour faire du business. Frénétiques, nous manquons de patience, et les affaires s'emballent dans un sens comme dans un autre », remarque Philippe, responsable de SP (Special Promotion), un nouveau secteur plus « select » de l'agence de mannequins Metropolitan. Les agences de mannequins se montent en un clin d'œil pour disparaître six mois plus tard. « C'en est même gênant. On n'a jamais affaire au même booker », regrette l'attachée de presse de Pier 54, complexe de onze studios photo, ouvert il y a deux ans et qui affiche quotidiennement complet, grâce à l'incessant passage de photographes stars, tels que Richard Avedon, Herb Ritts ou Peter Lindbergh.

Tout ce qui est mode se vend bien ces jours-ci, alors... on n'hésite pas. Le stylistes coqueluche de Hong-kong, David Tang, ancien professeur de philosophie, qui s'est lancé dans les affaires au début des années 90 dans la ferme intention de faire fortune, tente le filon « USA » et ouvre un empire de la Chine mythique sur Madison Avenue, juste en face de l'empire zen de Calvin Klein. La télévision y trouve son compte et découvre que le créneau mode s'avère même être un jackpot. Du haut de ses talons Gucci de 12 centimètres (« Tom Ford est le seul qui puisse me faire souffrir »), Gabe Doppelt, responsable de toute l'image mode de la chaîne VH1, traite l'actualité mode comme un événement sportif, avec la même pêche que le commentateur d'un match de foot : « Je suis fier de vous annoncer qu'une performance live des Rolling Stones ouvrira le 24 octobre les Fashion Awards 97, avec un hommage rendu à Gianni Versace et de sculpturaux trophées dessinés par Gucci. »

MADISON
Costume en grain de poudre noir. Veste droite et pantalon large flottant. Double tee-shirt en maille viscose beige sur orange. Calvin Klein.
MERCER STREET
Sweat-shirt droit sans manche à capuche en maille éponge de cachemire mélangé, orange. Marc Jacobs.
FIFTH AVENUE
Longue robe droite « sac » en grain de poudre noir, décolleté asymétrique en vinyle noir. Gucci.
Photos : Pierre-Olivier Deschamps.
Réalisation : Marlene de Menthon, assistée d'Anna-Karin. Mise en beauté : Virginie Munoz.

rages et « lavomatiques » cèdent peu à peu leur place aux vitrines européennes telles que Costume National (108 Wooster St.), D & G de Dolce & Gabbana (434 West Broadway) et Aisuro Tayama (120 Wooster St.). Une invasion massive de « modeux » qui peut certes faire peur mais qui invite les consommateurs à radasser le quartier à pied et à peut-être modifier leur façon de faire du shopping. « Le client recherche de plus en plus l'identité du créateur qui se cache derrière une marque. La petite boutique en nom propre permet ainsi de visualiser l'univers d'une marque dans son intégralité. On dépendra, enfin, moins du pouvoir des géants et grands magasins », se réjouit la créatrice Anna Sui.

Soho devenu un quartier cher et des plus prisés, les agents immobiliers déplacent la foule chic vers Gramercy Park (Julia Roberts, Wynona Ryder, Fiona Apple), les Seminars Blocks de Chelsea (Michelle Pfeiffer, Debby Harry de Blondie, Kate Pearson de *852's*) ou West Village, sur Bank Street et Perry Street (Jasper Jones, Linda Evangelista, Christy Turlington, Diane Von Furstenberg). L'évolution des prix des loyers fait aussi migrer les galeries d'art entre la 19^e et 22^e rue.

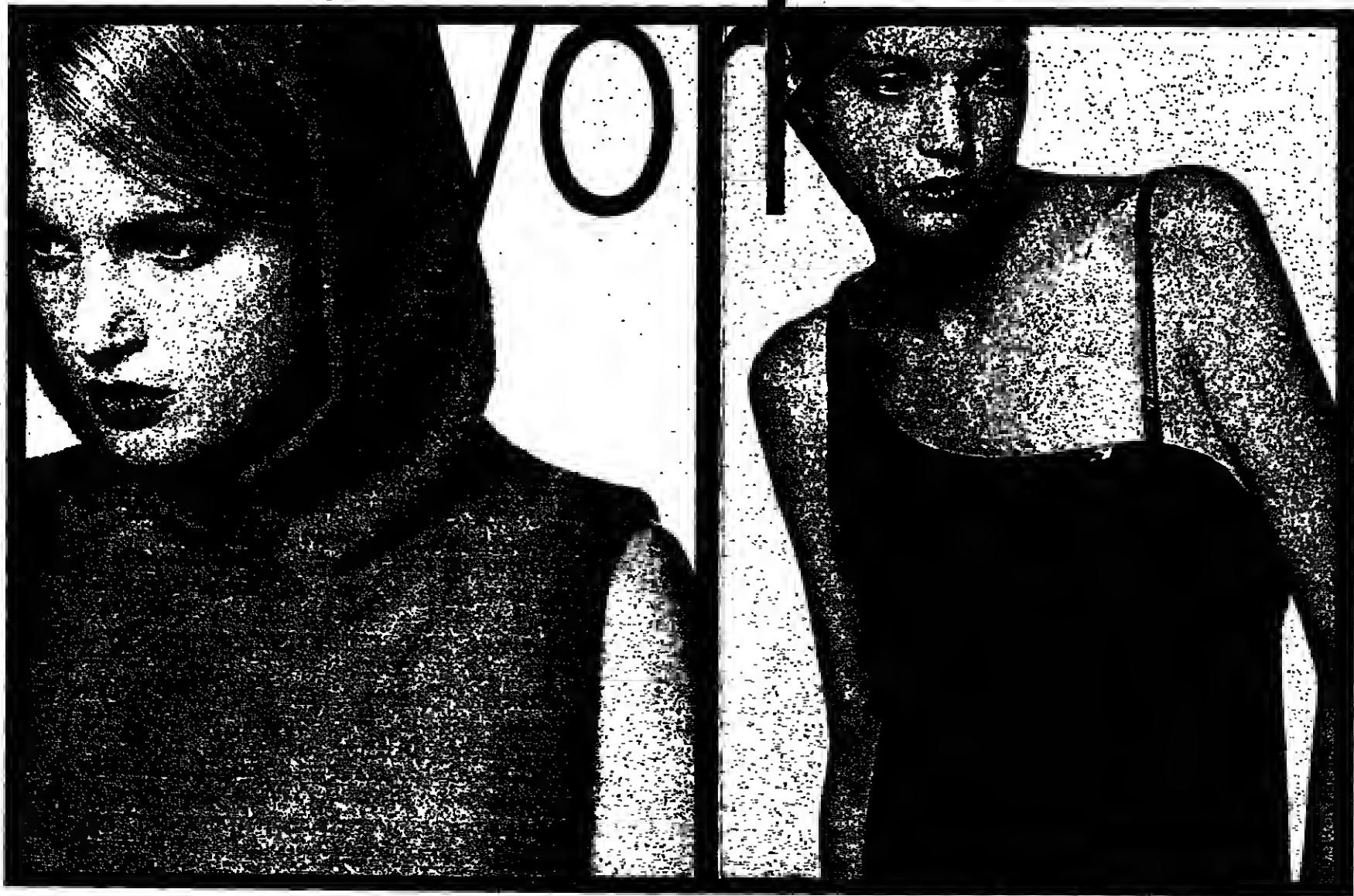
Dans *Paper*, le magazine le plus new-yorkais du moment, l'esthétique « piercing et fourrures acryliques » de l'East Village, repris par les stylistes du monde entier, se retrouve au centre d'une chronique fictive des peines du cœur des locaux, sorte de sitcom sur le Web (www.eastvillage.com). Ce ne sont plus les saisons qui font la loi mais les logos, comme l'élastique griffé des caleçons Calvin Klein, le drapeau bleu, blanc, rouge de Tommy Hilfiger ou le drapeau américain de Ralph Lauren. Demandez à un rappeur de Brooklyn, équipé de sa visière Lacoste, de sa parka Helly Hansen et de son tee-shirt Hilfiger, pourquoi il a retourné son jean jusqu'au geou et sur une seule jambe ? Signe presque tribal, il indique ainsi à son posse (groupe) qu'il a « couché » (avec une fille) hier soir. De quoi faire perdre leur latin, ou plutôt leur marketing, aux plus grands pontes de la communication des grandes marques. Connaissant maintenant l'influence qu'ont pu avoir les rappers sur leur chiffre d'affaires, les sociétés comme Ralph Lauren ou Tommy Hilfiger draguent, sans scrupule, la communauté noire. Quand Calvin Klein blaise par la petite porte. Pour s'immerger dans la faune urbaine, on voit, depuis cet été, les pubs CK s'offrir le luxe de raser l'asphalte et cribler les murs de Manhattan d'un affichage sauvage, format « affiches de concert posées à la va-vite ».

Alexandra Senes



new

haute pression à Manhattan



sorcier le K Calvin Klein

Cronique d'une success story à l'américaine... Calvin Klein, l'enfant terrible de l'Amérique, homme d'affaires de 54 ans, sorcier têtard, présent sur le marché depuis 1978, a su faire des choix et sait parfaitement où il va. La où les empires du luxe périment, il réussit. Ses initiales « CK », reconnaissables et présentes aux quatre coins de la planète, font de lui le Coca-Cola de la mode. Pas mal pour un enfant du Bronx, fils d'immigrés juifs hongrois. Ce méga empire, dont il détient 43 %, a généré dans le monde entier 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires (multiplié par cinq depuis 1991). « Respectant la stratégie d'une expansion mondiale, je conserve malgré tout la philosophie appropriée à l'image Calvin Klein. » Rien n'est laissé au hasard. L'improvisation n'a pas sa place dans un monde « ciblé ». Il n'y a qu'à pénétrer dans le siège social pour être saisi par la mesure démesurée d'une image maîtrisée dans les moindres recoins. La décoration est la même à chaque étage : parquet noir, extincteur blanc, canapé blanc, arum solitaire dans un vase, pendant que les femmes de ménage

en noir et blanc, l'irrésistible ascension d'un empereur des signes

s'affairent à repasser les pils respectables. « C'est simple », résume Calvin Klein. On comprend qu'on ait pu le surnommer Calvino « Clean ». Pureté, authenticité, liberté, images épurées, espaces dédiés à la lumière, communications à sensations... voilà tout ce que cet empereur minimaliste a su imposer à une Amérique dont il dénoce l'image « clichée ». « Les créateurs qui ne font que regarder le passé font une grande erreur. Aujourd'hui, c'est une histoire de coupe, de qualité, d'élégance contemporaine. Les femmes n'ont pas envie de se déguiser. » S'il lançait CK One, en septembre 1994, une eau unisexée à partager, c'était sur un air do temps « mixte ». Avec son nouveau parfum, lancé en janvier prochain, il prend un virage en s'adressant à « l'homme nouvelle femme ». « Schizophrène, elle est tiraillée entre deux vies, entre son boulot et sa vie de famille. » Calvin Klein, aux prémices d'un mouvement, reflète de nouvelles modes de pensée ou nouvelles attitudes, surfe sur le fil de son époque. Nom du prochain jus : Cocontradiction.

A. S.

guide

● Hôtels : Soho Grand Hotel, 310 W Broadway (965 3000) ; uptown le Royalton, 44 West Ave. 44th St (944 8844) ; Gramercy Park Hotel, 2 Lexington Ave. (475 4320), et Inn, Irving Place (533 4600).
● Restaurants : Le 147 avec son jazz live, 147 West, 15th St (929 3988) ; Indochine, 430 Lafayette St (505 5111) ; Hasaki, 210 East 9th St (473 3327) ; Balhazar, 81 Spring St (965 1414) ; De Robertis, 176 1st Ave. ; Coffee Shop, 29 Union Square (243 7969) ; Zen Palace 34 Union Square (614 9945) et Es Saada 42 E First St (777 5617).
● Nuits : Les soirées « Parrr » du lundi soir au Cheetah Club, 12 West 21 St ; les soirées « lifestyle » le vendredi soir au Life, 158 Bleecker St ; le décor du Beauty Bar et du Barnaby, 231 East et 238 East 14th St ; la musique de Lord G le vendredi soir et de Danny Tenaglia le samedi soir au Twilo Sound Factory ; la vue du bar « Top of the towers », au dernier étage du Time Café West, 87 7th Ave.
● Boutiques : Le guide « Shop NY, downtownstyle » par Meg Castaldi (B&B & Company) ; <http://www.papomag.com>, les rendez-vous « in » du magazine *Paper* sur internet ; le zen de Calvin Klein, 654 Madison Ave. ; les sacs de Kate Spade, 59 Thompson St ; la déco de Troy, 138 Greene St ; la mode de Daryl K, 21 Bond St ; les chaussettes de Vivienne Tam 99 Greene St ; les noirs d'Anna Sui, 113 Greene St ; la boutique Marc Jacobs, 163 Mercer St ; la manucure, pédicure de Soho Nails, 424 West Broadway ; le spa beauté Bliss, 568 Broadway ; les chaussures Belgian's Shoe Store, 60 East 56th St et les frips de Screaming Mimi's, 362 Lafayette St.

—(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997 / VII

C

[The rest of the page contains extremely faint and illegible text.]

9000

Manhattan

GIORGIO ARMANI

6, Place Vendôme, Paris

هكذا من الأصل

VIII / LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997

rêve de

1. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

2. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

3. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

4. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

5. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

6. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

7. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

8. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

9. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

10. James Earl Ray, Convicted for
the murder of Dr. Martin Luther King Jr.
in 1968 in Memphis Tennessee and
sentenced to 99 years in prison for
the same crime in 1969 in Mississippi

P

pr

هذ من الامل

LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997 / IX



PRINTEMPS

THIERS

a grandeur

J l'explosion de commerces n'est qu'un détail dans le séisme immobilier qui rhabille Beyrouth. Bien qu'elle s'« américanise », elle n'est pas près de rompre les amarres avec le monde arabe...

« J'ai mis tous les noms », se félicite Samir El Khayed, en inspectant les cornes de « ses » marques (CK Jeans, Diesel, Ungaro...). Invitation vivante au shopping avec son stylo Moot-Blanc, sa ceinture Iceberg et sa montre Pasha plaquée d'or et semée de brillants, l'homme rousselet de fierté : ses Galeries Concorde, dont les six étages comptent aussi des cinémas et un Hard Rock Café, sont de ces nouveaux bâtiments qui font accéder la rue de Verdun - les Champs-Élysées de Beyrouth - aux standards du Village Global. L'« objet d'art » posé sur son large bureau - une pyramide en malachite - signale que Samir vient de l'ancien Congo belge, où il exploitait ecore, il y a trois ans, des mines d'or

et des usines. « Je suis revenu, explique-t-il dans un français mâtiné d'accent africain, parce que les communautés du Liban ont décidé de vivre en paix, tout chite que je sois, j'ai septante pour cent de directeurs chrétiens ! »

Dans le Beyrouth de 1997, les Samir El Khayed sont légion. Les malheurs du continent noir ont évincé ces « demi-Blancs » vers le royaume de Rafic Hariri, milliardaire sentimental qui s'est juré d'être le résurrecteur du Liban. Ancien émigré lui-même, son accueil (impôts faibles et secret bancaire absolu) a convaincu ces voyageurs

aux valises bien pleines d'investir dans un pays arabe sans pétrole : le Liban, où les chefs de milice - à commencer par l'homme du massacre de Sabra et Chatilla - n'ont échangé la kalachnikov contre un maroquin de ministre. L'amnésie sur fond de boom économique. Cette Phénicie des affaires prend tout son relief au City Café. Un lieu où les portables convergent avec Montréal ou São Paulo, et qui ne dépareillerait pas le centre de Paris. Si ce n'est qu'« on y croise le premier ministre, ou encore l'épouse du leader druze Walid Joumblatt, belle femme longiligne en tee-shirt Gucci, juchée sur des talons carrés. A chacune sa touche : l'épouse de Nabih Berry, chef de la milice chiite Amal et président de la Chambre, collectionne, et pour cause, les plus somptueux foulards. Il fait bon vivre... »

Les Libanaises concentrent leurs achats lors des voyages à l'étranger, mais il arrive qu'elles aient des envies de Gucci. « Le boom se poursuit depuis plus d'un an », confirme-t-on au magasin Aishti, où il se vend, certains jours, une quinzaine de sacs à main au célèbre « G ». Les Libanais ont longtemps cultivé sur le mode oriental une géométrie dans la mise commune à toute la Méditerranée. Brocardés à cet égard par l'Occident et fragilisés par quinze ans de guerre, ils se gardent bien de se risquer dans les modes extrêmes (de rares intellectuelles indomptables osent Yohji Yamamoto chez If... bastion confirmé de la création) et recherchent l'abri d'une griffe ostensible : sac Chanel ou, selo ses moyens, tee-shirt CK... Quand ce n'est pas la veste à boutons siglés que porte Samir Rayes, promoteur des Dunes, cet autre nouveau centre commercial de Verdun où loge la boutique Aishti. Un temple de 7 000 mètres carrés - où brille Swarovsky, Daniel Hechter et un restaurant décoré par Jacques Garcia, l'homme de l'Hôtel Coste - qui porte un revê-



beyrouth parfum de mode au cèdre

miss
madonna
des pauvres

Quand Madonna surgit à la télévision en perruque platine, choucroutée d'une frisure de voiles et scintillante de vrais bijoux, pour déhancher sa minirupe rose, le monde arabe frise la syncope. Les mille et une transformations de cette diva du show musical (elle a joué, entre autres, la Dame aux camélias), qui règne sur « un million de robes » (« Je n'ai jamais porté deux fois la même ») et des chapeaux aussi griffés qu'extravagants, sont guettées avec gourmandise. Mais son nom de baptême est la seule chose que Madonna n'ait jamais changée. Cette Beyrouthine de Jal El-Dib chantait dès 1980. Elle connut la gloire cinq ans plus tard avec « Wala ya sakdi », une composition de l'accordéoniste d'Oum Kalthoum. Reine d'une équipe de vingt-cinq personnes qu'elle n'oublie jamais de citer en exorde, Madonna admire énoquement Dalida. Au point d'affirmer désormais : « Changer en français est à la mode. Pourquoi ? Parce qu'« au Liban c'est moi qui fais la mode ! ». Ailleurs aussi... L'avocat de son homonyme américaine ne lui enjoint-il pas, à Los Angeles, de préciser à ses concerts : « Madonna of the Arab World » ? Sacré Miss La Belle Star du monde arabe, ses prestations ont réuni 40 000 personnes à Damas. Cette chrétienne qui exige un demi-million de francs pour animer un mariage princier tient à chanter gratuitement pour les pauvres. « Je recherche avant tout, dit-elle, l'amour des gens. »



pacha
bruit et exotisme

avec l'éclosion de restaurants-théâtres, où l'aristocratie des affaires s'exhibe en représentation, Beyrouth entre un peu plus dans les standards occidentaux. La quarantaine séductrice, Béchara Namour est l'homme qui, voici quelque quatre ans, a importé la formule des États-Unis. Sans renoncer à ses affaires de Washington - dix-huit restaurants - et de Paris - l'hôtel Gabriel -, cet entrepreneur a surfé sur le boom libanais en ouvrant ici quinze établissements, tous institutionnels, et dont la fréquentation devrait approcher,

cette année, les 700 000 personnes. Le décor est aux premières loges. Si le Milana et l'Al Dente occupent des maisons anciennes, le Khan El-Mir loge dans un vrai caravansérail, tandis que le Kham Al-Hana revisite la tradition des tentes du Ramadan. Jacques Garreta termine le décor d'une Brasserie d'Orient, qui ouvrira d'ici trois mois dans le nouveau Vieux Centre. Ses recettes ? Du bruit, de l'exotisme, de l'argenterie Christofle... sans oublier un rien d'inconfort, pour que les Pachas ne s'endorment pas.

J. B.

J. B.

KASLIK

Long manteau à train en mousseline. Col en renard, sur un bustier en mousseline de soie et jupe en maille noire dentelle. Collants opaques noirs brodés de fleurs praline. Sac en satin duchesse rouge rebrodé de plumes, Dolce & Gabbana. BROUMANA. Réini-tank allongée en or, Cartier. Veste en velours noir, col en chenille, Giorgio Armani. XANADU. Robe combinaison fendue en jersey de soie parsemée d'or pur, Sabbia Rosa Note. Sandales allongées en velours, Prada. Colliers légers, aigues-marines et tourmalines, Marie-Hélène de Taillac.

Photos: Pierre-Olivier Deschamps. Réalisation: Martine de Menthon, assistée d'Anna-Karina. Mise en beauté: Virginie Munoz.

tement de marbre et se loue aux tarifs parisiens (jusqu'à 50 000 F par mois les 100 m²). Cette explosion de commerces d'est qu'un détail dans le séisme immobilier qui rhabille Beyrouth. L'exemple vient de Solidere, la société financière qui promeut la reconstruction pharaonique du vieux centre. Ce quartier qui fut le phare du Levant dresse encore des carcasses grillées, où la chanson de Majida Rumi résonnait jadis entre deux obus: « On t'a offert, ô Bey-

routh, un couteau à la place des roses/Mais après toi, le monde ne nous suffit plus. » Partout ailleurs, la ville, amnésique, ravale, creuse et bétonne, sans grand égard pour un urbanisme vieux de quarante siècles. Les nouveaux immeubles résidentiels misent sur un avenir doré sur tranche. Reste que leurs 300 m² facturés trois millions et demi de francs ont parfois du mal à trouver preneur.

Car, pour le Beyrouthien moyen, le luxe consiste d'abord à survivre. Les prix s'envolent vers les standards européens. Et le service public n'est plus ce qu'il était. L'intellectuel fréquente Internet à cause des carences de la poste. La prolifération des téléphones portables signifie que les foyers ne sont pas tous équipés en fil. Et le flot obsédant des voitures – en fin de journée, traverser Beyrouth prend deux heures – palie les transports en commun. « En 1985, explique Albert Naccache, je vivais comme un roi avec 1 800 francs par mois. Avec 8 400 francs, j'ai maintenant du mal à joindre les deux bouts. » Cet universitaire, dont le shopping mode de l'année tient dans une paire de chaussures, appartient à ces classes moyennes instruites, qui démarquaient autrefois le Liban du tiers-monde. Leur naufrage durant la guerre laisse face-à-face 5 % d'aisés (plus de 30 000 francs mensuels) et tout un peuple miséreux qui survit avec 1 500 francs. Ses journaux ont beau s'appeler *Snob* ou *Prestige*, le luxe, aujourd'hui, n'a plus « la baraka de Dieu ». Il se sait en danger d'insolence. La Libanaise, par tradition fiande de bijoux, se limite à quelques chaînes en or et une grosse bague en topaze. Elle abandonne

aux nouveaux riches les diâres tout-cavali, la Thunderbird, Christian Lacroix, le maquillage façon Terracotta, le chalet à Fakra – une station de ski de luxe –, les toiles dorées du peintre Hrer et les fausses moulures « à la séoudienne » pour se contenter du « strict nécessaire »: un tailleur Dior ou Escada, un 4 x 4, un 200 m² avec ses « domestiques » sri-lankaises, un studio à la plage et un téléphone portable façon écaille, orné – petite coquetterie – d'une boucle en diamant sur l'antenne, et d'un écouteur spécial, puisque les ondes, captées à cru, « mangent le cerveau ». Autre ruineur devenue parole d'Évangile: la princesse de Galles serait morte dans un attentat, fomenté par les cercles « anti-arabes » d'Angleterre.

« Le Libanais aime le nouveau, explique le publicitaire Mustapha Asad, mais se lasse vite. » En vogue il y a peu, les pizzerias sont vides. Le dernier chic est de s'habiller à l'italien, de piocher son jardin en « songs of India », et surtout de cultiver son corps. A l'horizon d'autres Arabes, les Libanaises ont le syndrome du ventre plat. Celles qui estiment la partie perdue s'en remettent au noir. Mais les « parfaites » aux cheveux moustard, qui tiennent à la jupe courte et au décolleté, exploitent sans fausse honte les ressources de la chirurgie esthétique locale. Si telle plage d'hôtel est surnommée « Silicon Beach », c'est que la liposuction recrute chez les tecoagers et que le retailage du nez façon Cher (la chanteuse américaine) prélude au mariage. De son côté, l'homme muscledon son entrepôt dans de nouveaux clubs de sport, aussi lumineux

qu'innombrables, mais ne dédaigne pas un jogging, le soir, sur la Corniche, parmi les effluves de maïs tiède. Les plus gracieux allant jusqu'à se faire épier le trop-plein de pilosités dorsales.

Se montrer chic relève aussi de la laideur. On se soigne en s'endettant. Il faut être vu au Casino, dans les boîtes du moment – le Xanadu et le Velvet, à Kaslik –, et pouvoir inviter trente amis au dernier restaurant à la mode. Le mariage d'un enfant exige un Haroun Al-Rachid. On perdrait la face en dépensant moins de 300 000 francs pour le salon d'hôtel, les bancs d'église festonnés d'orchidées, l'orchestre, le cocktail Lendore, le feu d'artifice, sans oublier l'équipe vidéo qui immortaliserait l'événement dans la petite histoire beyrouthine. Papou Lahoud ne s'en plaint pas. Durant la guerre, cette ancienne de l'École Camondo, à Paris, habitait les mariées de toute obédience. Elle fournit aujourd'hui le Tout-Beyrouth, seul capable de payer jusqu'à 100 000 francs une robe de mariée sur mesure qui peut épuiser 100 mètres de dentelles et de satin, d'organza et de broderies orientales, où le rose côtoie le ciliadon. Si le temps n'est plus où les dames faisaient exécuter par leur couturière les patrons expédiés de Paris, certains tailleurs de Beyrouth achètent à l'usage des échantillons de broderies et reproduisent une robe Dior – après en avoir gommé les côtés « inquiétants » – pour le quart de son prix public. Plusieurs dizaines d'entre eux vivent de l'industrie du mariage. Signe que Beyrouth l'« américaine » n'est pas près de renoncer à ses arabismes. Ce qui est la sagesse même.

Jacques Brunel

guide

● Hôtels: Vendôme, Ain Mreisseh, tél.: 01-369-208. Le dernier-né du grand luxe. Riviera, Al Manara, tél.: 01-60-22-73. Pour sa « Silicon Beach ». Bristol: rue Madame-Curie, tél.: 01-351-401. Lords, Raoucheh, Bain Militaire, tél.: 01-740-385. Calme et peu onéreux. Portemilio, Kaslik, tél.: 09-933-300. Le luxe climatisé d'un palace ultramoderne donnant sur la mer.

● Restaurants: Time Out-La Closserie: Achrafieh, rue du Liban, tél.: 01-331-938. Délicieuse maison ancienne restaurée par ses propriétaires. Le Rabelais: Achrafieh, montée Akkadul, tél.: 01-330-648. Une plausible brasserie parisienne de luxe. Khan El-Mir: Zouk, tél.: 09-213-702. Mijana: Achrafieh, rue Abdelwahab El-Igizli, tél.: 01-328-082. Le QG du Tout-Beyrouth. Le Cigalon, Jal El-Dib, tél.: 01-897-227. Clientèle de luxe et pourritures simples. Moutmir, Broumana, tél.: 04-961-616. Sur les hauteurs fraîches dominant la ville, une guinguette enfouie dans les fleurs. Casino du Liban: Jounieh, tél.: 09-933-222. Le meilleur restaurant français du Liban, avec une carte Marc Meneau. City Café, rue Sadat, tél.: 01-80-22-88. La vitrine des yuppies. Casino du Liban, Jounieh, tél.: 09-933-222.

● Nuits: Xanadu, à Kaslik, tél.: 09-910-400. Le luxe à la libanaise. Le Duplex, à Kaslik. Pour teenagers en folie. Blue Note, rue Makhouli, tél.: 01-350-426. L'autre historique du jazz.

● Location de voitures: Atlas, tél.: 01-306-252. City Car, rue Hussein, tél.: 01-803-313. Lebanon Taxi, Hamra, tél.: 01-340-717. ● Boutiques et galeries: Bijoux Nada Lezevelier, tél.: 01-300-821. L'or sur mesure. Bijoux Nsouli, Hamra, tél.: 01-350-724. L'opulence sans nuance. Bijoux Tabbarah, Zahrat Inan, tél.: 01-322-085. Comme à Paris. Nina Ricci, Givenchy chez Osiris, Sin El-Fil, tél.: 01-482-361. Chanel, Hamra, tél.: 01-342-708. Christian Dior, rue de Verdun, tél.: 01-341-861. Gucci, chez Alsthi, rue de Verdun, tél.: 01-868-343. Papou Lahoud, rue Sursock, Achrafieh, tél.: 01-201-303. Nadine Choucri, tél.: 01-338-677. If, Tabariz, tél.: 01-215-569. Fleurs, Chez Exotica (rue de Verdun, tél.: 01-817-114) et Pera Azzam (Sin El-Fil, tél.: 01-492-654). Centre Les Dunes: rue de Verdun. Centre Verdun 730: rue de Verdun. Galerie Concorde: rue de Verdun, tél.: 01-73-84-38. ABC, Jal El-Dib: les Galeries Lafayette locales.

● Décoration: Nada Chihab, tél.: 01-32-87-06. L'artisan, Achrafieh. La quintessence de l'artisanat pan-arabe: gallabieh à brocards de Damas, savons d'Alep, babaya (manteau) bédouine en poil de chameau.

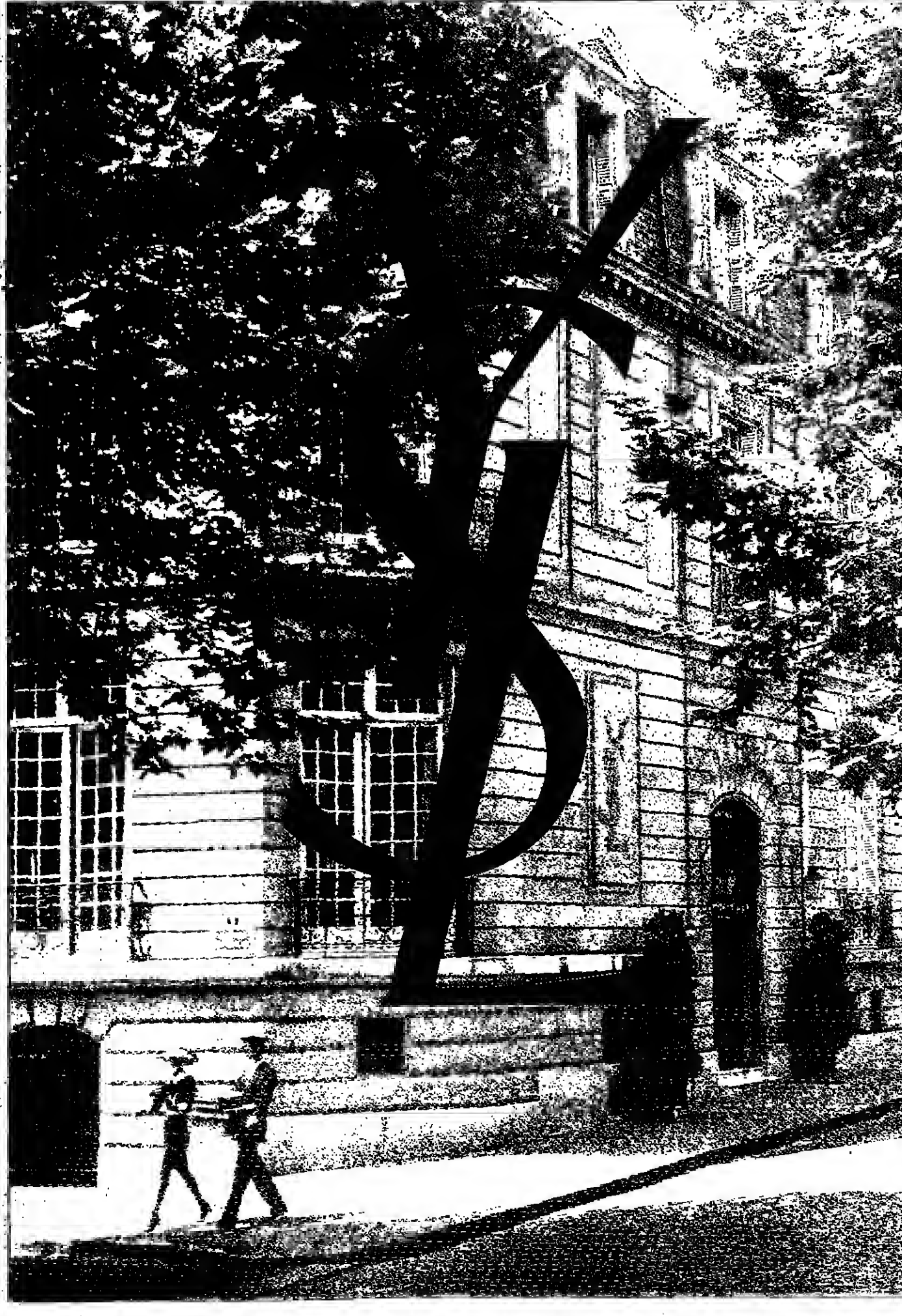
● Sur le ponce: Pâtisserie Cannelle, tél.: 01-202-169. La Cigale, Jal El-Dib, tél.: 01-897-227. Lendore, Zalka, tél.: 01-887-569.

● Livres: Librairie Antoine, Achrafieh, av. Elias-Sarkis, tél.: 01-331-811.

adresses

APC
Tél.: 01-44-39-06-60
ou Minitel 3615 APC.
Serge Louis Aharaz
Rex-de-chasse du Printemps
Haussmann, 64, bd Haussmann,
75009 Paris.
Artelano
54, rue de Bourgogne, 75007 Paris.
Tél.: 01-44-38-00-00.
Le Caehemarien
12, rue de l'Ecluse, 75006 Paris.
Tél.: 01-43-29-93-82.
Cassina
165, bd Haussmann, 75008 Paris.
Tél.: 01-43-29-91-10.
Cma
5, rue du Faubourg-Saint-Antoine,
75011 Paris.
Tél.: 01-43-44-62-14.
Compagnie française
de l'Orient
et de la Chine
167, bd Saint-Germain, 75006 Paris.
Tél.: 01-45-48-00-18.
Conran Shop
117, rue du Bac, 75007 Paris.
Tél.: 01-42-84-10-01.
Duravit
Points de vente
au 01-43-72-22-22.
Edifice
27 bis, bd Raspail, 75007 Paris.
Tél.: 01-45-48-53-60.
Egg
36 Kinnerton Street,
Londres, SW1.
Tél.: 00-44-171-235-93-15.
Electrorama
11, bd Saint-Germain,
75005 Paris.
Tél.: 01-40-46-78-10.
Espace Lumière
17, rue des Lombards, 75001 Paris.
Tél.: 01-42-77-47-71.
First Time
27, rue Mazarine, 75006 Paris.
Tél.: 01-43-25-55-00.
Forum Diffusion
55, rue Pierre Demours,
75017 Paris.
Tél.: 01-43-80-62-00.
Galerie Gladys Weiglin
30, rue de Lille, 75007 Paris.
Tél.: 01-40-20-08-33.
Gap
102, rue de Rivoli, 75001 Paris.
Tél.: 01-44-88-28-28.
Annie Goutal
16, rue de Bellechasse, 75007 Paris.
Tél.: 01-45-51-36-13.
Johanna Gullichsen
74, rue Cherche-Midi, 75006 Paris.
Tél.: 01-42-22-12-67.
Lee Young Hee
109, rue du Bac, 75007 Paris.
Tél.: 01-42-84-24-84.
Bonnie Tshien Hy
pour La Redoute, numéro vert:
08-02-02-40-24.
Honest
37, rue Marbeuf, 75008 Paris.
Tél.: 01-42-25-87-27.
Joseph
68, rue Bonaparte, 75006 Paris.
Tél.: 01-46-33-43-75.
et 115 Greenstreet, Soho,
New York.
Knoll
268, bd Saint-Germain,
75007 Paris.
Tél.: 01-44-18-19-99.
Philippe Hurel
20, rue Saint-Nicolas, 75012 Paris.
Tél.: 01-43-45-25-86.
Kean & Lo
89, rue de Seine, 75006 Paris.
01-44-07-05-71.

Calvin Klein
45, avenue Montaigne, 75008 Paris.
Tél.: 01-47-23-62-22.
Lanvin
22, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.
Tél.: 01-44-71-31-73.
Mac
76, rue des Saint-Pères, 75006 Paris.
Tél.: 01-45-48-60-24.
Make Up For Ever
5, rue de la Boétie, 75008 Paris.
Tél.: 01-42-66-01-60.
au Séphora Champ-Élysées
Max Mara
37, rue du Four, 75006 Paris.
Tél.: 01-43-29-91-10.
Marriage Frites
30, rue du Bourg-Tibourg,
75004 Paris. Tél.: 01-42-72-28-11.
Meubles et Fonctions
133, bd Raspail, 75006
Paris. Tél.: 01-45-48-55-74.
Naïla de Monbrison
6, rue de Bourgogne, 75007 Paris.
Tél.: 01-47-05-11-15.
Nars
En exclusivité chez Colette,
213, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.
Tél.: 01-55-35-33-90.
Galerie Noutou
25, rue du Renard, 75004 Paris.
Tél.: 01-42-78-96-97.
Dries Van Noten
chez l'Éclairer, 3 ter, rue des Rosiers,
75004 Paris.
Tél.: 01-48-87-10-22.
Persona
47, rue de l'Université, 75007 Paris.
Tél.: 01-45-48-58-43.
Pieris Pionne
201, bd Saint-Germain, 75007 Paris.
Tél.: 01-45-48-10-44.
Mary Quant
49, rue Bonaparte, 75006 Paris.
Tél.: 01-43-25-03-96.
Roche-Bobois
12, rue de Lyon, 75012 Paris.
Tél.: 01-55-46-10-20.
Salons du Palais-Royal Shiseido
25, rue de Valenciennes, 75001 Paris.
Tél.: 01-42-27-09-09.
Minitel: 3617 Salons Shiseido.
Shu Uemura
176, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.
Tél.: 01-45-48-02-55.
Sentou Galerie
26, bd Raspail, 75007 Paris.
Tél.: 01-45-49-00-05.
Silvera Mobilier
58, avenue Kléber, 75016 Paris.
Tél.: 01-53-63-78-78.
Irène Van Ryb
53, rue du Four, 75006 Paris.
Tél.: 01-42-33-00-66.
Villages du monde
55, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.
Tél.: 01-42-86-16-00.
Voyages
115 Fulham-Road, Londres SW3, GRI.
Tél.: (0171) 823-95-61.
Lwman
8, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.
Tél.: 01-43-26-07-40.
Yves Saint Laurent
Rive Gauche
6, place Saint-Sulpice, 75006 Paris.
Tél.: 01-43-29-43-00.
Zara
2, rue Halévy, 75009 Paris.
Tél.: 01-44-71-90-90.
Bernard Zins
Printemps Haussmann.
Tél.: 01-42-82-50-00.

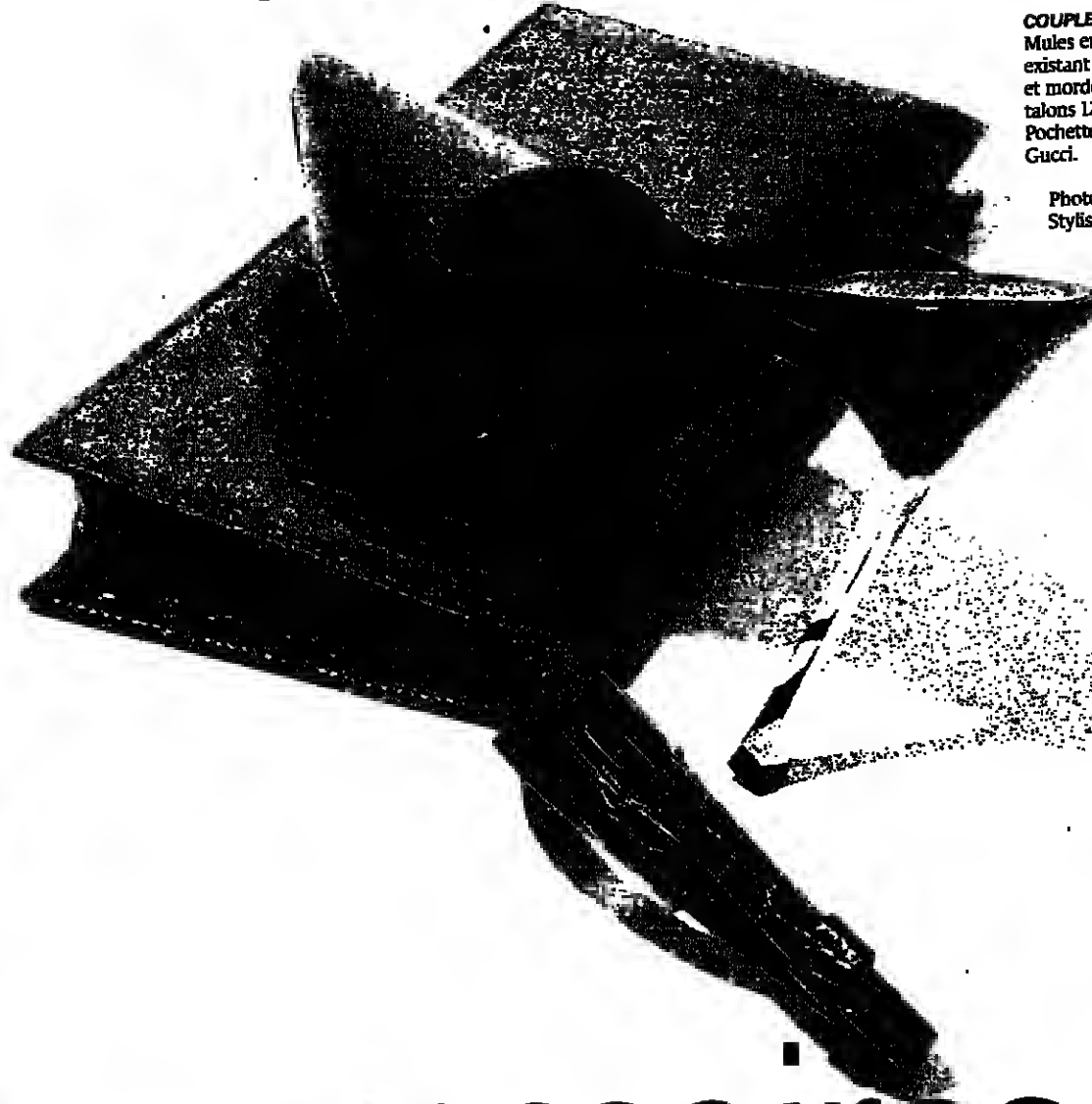


D L I A T L S

هكذا من الأجل



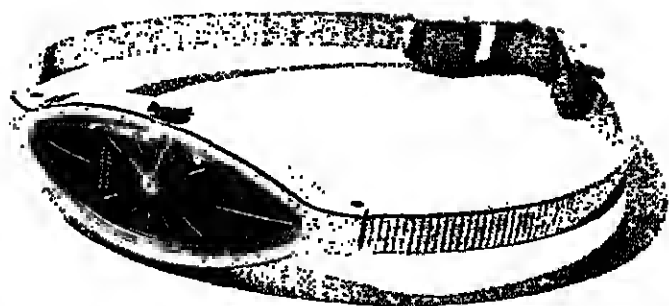
BIEN CAMBRÉE
Botte en daim avec talon recourbé, 3 515 F, Ann Demeulemester, chez l'Eclaireur.



COUPLE FÉTICHE
Mules en cuir glacé, existant en rouge, noir et mordoré, talons 12 cm, 1 950 F. Pochette en crocodile vernis, Gucci.

Photos : Joseph Benita.
Stylisme : Maxime Vibert.

A L'HEURE ANGLAISE
Montre-bracelet ultrafine, en métal argenté, 2 800 F, Katherine Hammett chez Colette.



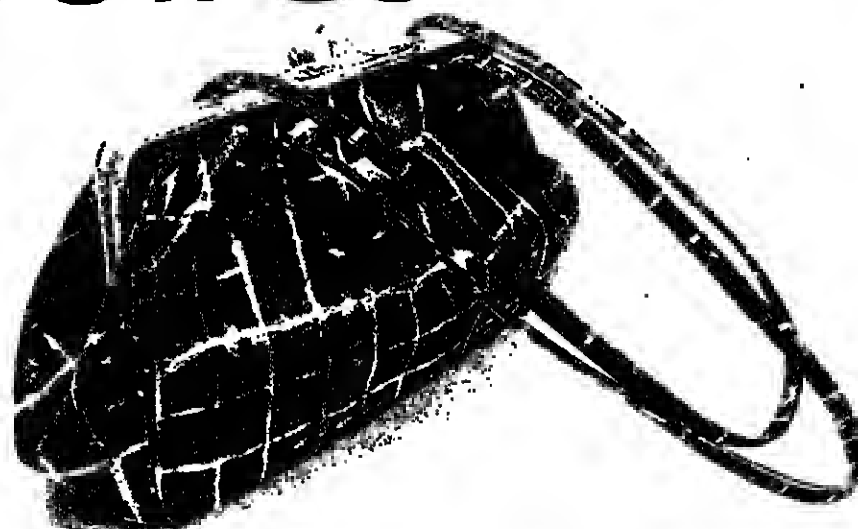
RENDEZ-VOUS ENLACÉ
Agenda en cuir marron fermé par des lacets, 840 F, Isabel Marant.



accessoires

essentiels

sous le signe des extrêmes, l'accessoire de l'hiver 1997 révèle une nouvelle allure. Entre sophistication retrouvée et influence venue du sport, le soir et le jour se confondent. Pochette graphique ou grand cabat de voyage, montre-bijou ou chrono s'imposent, témoins d'une élégance rythmée et sans apprêt. Détail de pointe, la chaussure s'affiche sous toutes ses formes, tour à tour soulier fin ou plateforme antichoc. Baskets, escarpins fétiches se talonnent, pour le plaisir retrouvé du jeu et de la parure.



UN DIMANCHE AUX PUCES
Sac-bourse en satin imprimé gris anthracite, avec fermoir en métal argenté, 2 600 F, Sonia Rykiel.



PLATE-FORME DE BAL
Sandales en daim nouées à l'arrière, 1 140 F, Trussardi. Souliers compensés à brides en soie brochée, 2 350 F, Christian Dior.

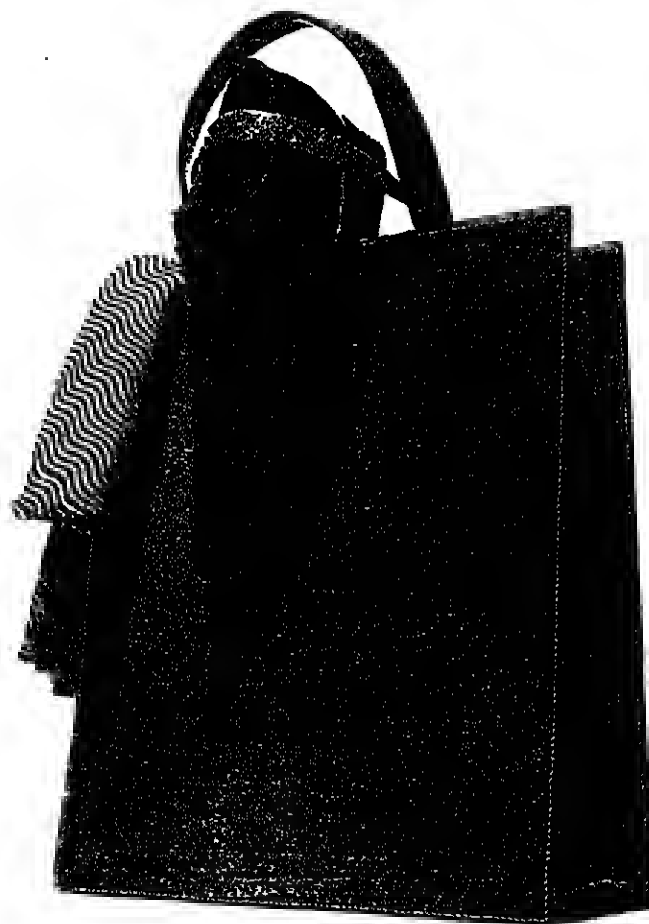


MARCHE GRIFÉ
Cabat « poireaux - pommes de terre » en cuir glacé, 3 495 F, Peggy Huynh Kim au Printemps. A l'intérieur, baskets « Converse » en poulain et cuir, 2 200 F, Jean-Paul Gaultier.



ARGENT ET CUIR
Sac en cuir mat, 5 870 F, Trussardi. Et de gauche et droite : bracelet de clous en argent, 1 750 F, Serge Thoraval ; bracelet maillon chaîne en argent, 12 000 F, Hermès ; bracelet en argent, 8 000 F, Trussardi.

DÉJEUNER SHOPPING
Sac « Lucy » en chèvre, existe en trois dimensions, 12 800 F, Hermès. A l'intérieur, derby en cuir glacé à bouts pointus, 1 250 F, Miu Miu. Echarpe en soie rayée, 695 F, Neisima Corland au Printemps.



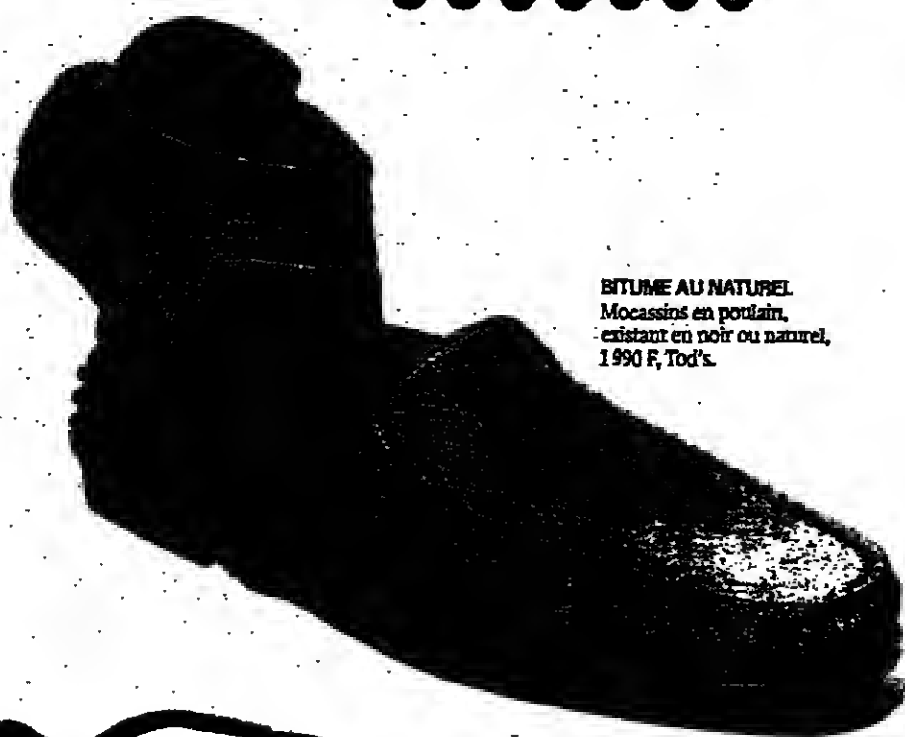
هس ذل من لامل

D E T A I L S

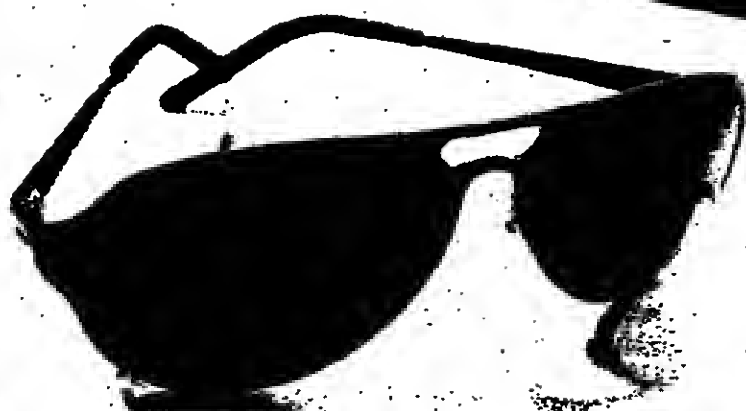
LE MONDE / JEUDI 16 OCTOBRE 1997 / XIII



A TOUTE ALLURE
Gants de conduite en cuir
et cachemire, 2 500 F, Hermès.
Montre-chrono en acier
avec bracelet en cuir verni,
une nouveauté 1997, 3 990 F, Armani.



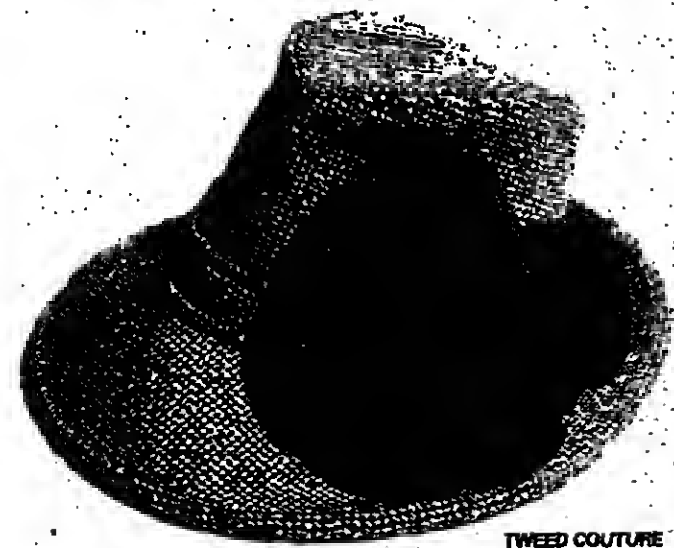
BITUME AU NATUREL
Mocassins en poulain,
existant en noir ou naturel,
1 990 F, Tod's.



MONTURES DE POINTE
Lunettes d'homme
en acier patiné, 1 350 F,
Optical Affairs chez Colette.



PLUIE DE COULEUR
Chapeau-cloche en velours écossais,
existant en deux couleurs, et
parapluie tricolore, 190 F et 490 F,
Jean-Paul Gaultier.



TWEED COUTURE
Chapeau d'homme
et rose en tweed glacé
et brillant,
3 320 F et 660 F,
Guy Laroche.



**PARIS
SÉOUL**
Sac « Bucket »
en toile
monogramme,
2 450 F, Vuitton.
Casque Midy 70,
990 F, Sony.
Choisis par
Helmut Lang
pour son défilé,
des baskets sans
lacs, marine
et noir, Nike.

Adresses

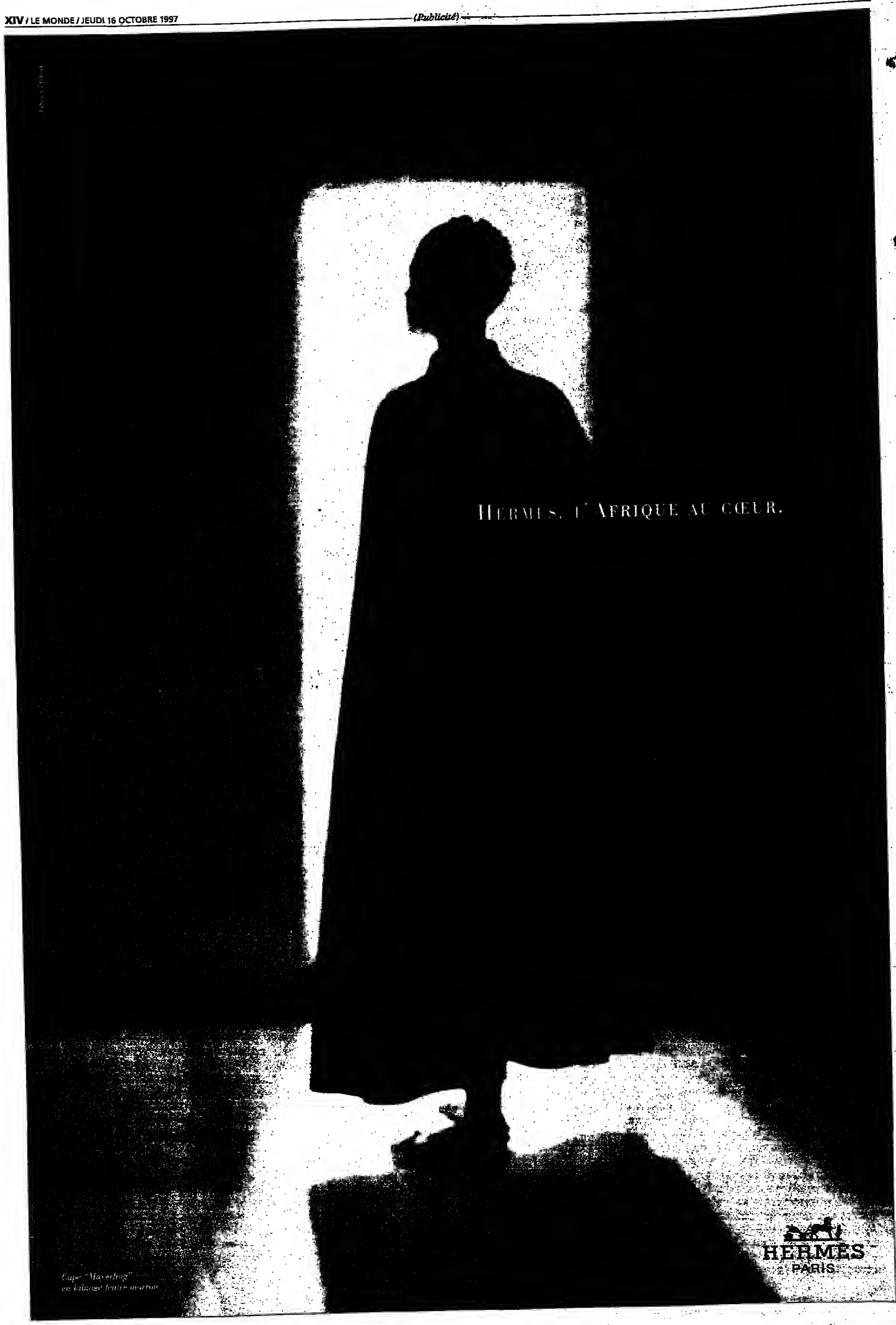
Emporio Armani
25, place Vendôme,
75001 Paris.
Tél. : 01-42-61-02-34
Colette
213, rue Saint-Honoré,
75001 Paris.
Tél. : 01-55-35-33-90.
Ann Demeulemeester
chez L'Éclaircie,
3, rue des Rosiers,
75004 Paris.
Tél. : 01-48-87-10-22.
Christian Dior
30, avenue Montaigne,
75008 Paris.
Tél. : 01-40-73-54-44.
Jean-Paul Gaultier
30, rue du Faubourg-Saint-Antoine,
75011 Paris.
Tél. : 01-44-68-84-84.
Gucci
2, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75001 Paris.
Tél. : 01-44-94-14-70
Hermès
24, du Faubourg-Saint-Honoré,
75001 Paris.
Tél. : 01-40-17-47-17.
Guy Laroche
29, avenue Montaigne,
75008 Paris.
Tél. : 01-40-69-69-50.
Isabel Marant
chez Cing, Forum des Halles,

13, Grand-Balcon,
porte Berger,
niveau -1,
75001 Paris.
Tél. : 01-42-21-41-48.
Miu-Miu
10, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.
Tél. : 01-45-48-63-33.
Printemps
64, bd Haussman,
75009 Paris.
Tél. : 01-42-52-50-00.
Sonia Rykiel
175, bd Saint-Germain,
75006 Paris.
Tél. : 01-49-54-60-60.
Serge Thoraval
chez Shinichiro Arakawa,
1, rue du Pilâtre,
75004 Paris.
Tél. : 01-42-78-48-38.
Tod's
52, rue du Faubourg-
Saint-Honoré,
75001 Paris.
Tél. : 01-42-66-66-65.
Trussardi
8, place Vendôme,
75001 Paris.
Tél. : 01-55-35-32-50.
Vuitton
54, avenue Montaigne,
75008 Paris.
Tél. : 01-45-62-47-00.

RAMOSPORT
PARIS
CHIC, IL PLEUT !

Belina PS
Liste des points de vente au 01 42 46 75 45

هكذا من لا يصل



HERMÈS. L'AFRIQUE AU CŒUR.

HERMÈS
PARIS

Cape "Mayeeling"
en kinkage haute couture

la vie gé

S

DU

FUTON OM

Dormez Z

CHAMÈRE

la vie légère

à changement de millénaire, changement de décor : entre grands volumes et flocs d'intimité, le pliable et l'empilable aèrent la maison-lumière.

Secouons les puces d'Emmaüs, éteignons une dernière fois dans les coussins en fausse fourrure vedettes des Salons parisiens de la décoration et tournons la page en feuilletant le *Dictionnaire des styles décoratifs actuels* (éd. du Chêne), en librairie le 29 octobre, de Dominique Dupulch et Roland Beaufre, qui dresse un parfait bilan des quinze dernières années.

« Il se défait maintenant ce lien au passé typiquement français qui nous piège dans un refus de l'avant-garde », dit Andrée Putman. Et Pierre Staudenmayer, de la galerie Néota, ajoute : « Les moins de quarante ans aujourd'hui échappent à l'horizon d'habitué ». Moment charnière où dans l'attente de l'« à venir » on ne veut plus s'encombrer et on fait sortir les portes de leurs gonds : « On décolonne », dit Jean-Louis Baillet, le directeur d'Ikea en France. Si Habitat vante les « pièces à vivre », à la fois cuisines et salons, dans son dernier catalogue, c'est après avoir pris soin de dégager l'espace dans son magasin Madeleine à Paris tout juste rénové. Un esprit très actuel que l'on retrouvera encore plus radical au Pont-Neuf, où l'enseigne s'installe à la fin du mois dans 3 000 mètres carrés aménagés, café compris, par l'architecte américain Richard Huettenlocher. Après avoir tenu le bonnet rouge à New York, l'aménagement d'un particulier près de Paris. Pour Alain Renk et Marcello Julia, « les séparations tendent à disparaître au profit des grands volumes, des îlots d'intimité comme des boîtes dans la boîte. Seules la lumière et la gestuelle comptent. Et aujourd'hui on se « pose » différemment. Les femmes ne veulent pas de décor mais un lieu utilisable tout de suite et sans fonction trop marquée ».

En avril dernier, à Milan, au Salon du meuble, les designers ont lancé le message : le pliable, l'empilable, le transportable sont à l'honneur. Denis Santachiaro propose un lit gonflable à ranger dans son pouf, et Vico Magistretti un lit de camp-canapé (les deux chez Campeggi). Philippe Starck un grand lit-sofa carré à roulettes (chez Driade) et Ron Arad un large fauteuil empilable (Marzotto Ronchetti). Fontana Arte a même poussé le jeu plus loin en faisant évoluer ses lampes, fauteuils et étagères sur les planches d'un théâtre. Un living-room devient une scène ouverte où les meubles apparaissent et disparaissent.

raissent. Les murs ne sont plus matière mais toiles de fond, sobres, unies, lisses. La nouvelle modernité s'affranchit du duo noir et blanc. Elle est plus chaleureuse, plus douce, plus charnelle même. Elle aime les pastels et se délecte d'un blanc laiteux, crémeux même, et d'un chocolat amer. Le retour aux matières s'effectue sur fond de vague africaine et de bois foncés comme le wengé.

Lois des froides mises en scène, le plaisir devient comme une évidence, à travers le goût retrouvé de la cuisine à la maison et du matériel de pro : une cuisinière-gazinière en métal mat et des casseroles de chef. Beau et en couleurs, l'accessoire utilitaire, robot ou balai, s'offre désormais comme un bel objet. Le catalogue AM PM La Redoute était au bord de la rupture de stock de grille-pain bleu électrique la saison dernière, et Geneviève Lethu a augmenté de 300 % son chiffre d'affaires du rayon « quincaillerie » depuis qu'elle l'a revu et corrigé.

A la grande pièce, lieu d'échange et d'ouverture, on opposera l'espace intime, l'endroit où l'on s'occupe de soi, la salle de bains. Et de constater l'engouement pour ce domaine réservé. Frais, avec ses teintes aériennes, léger avec ses meubles mobiles, l'intérieur devient fluide. Et c'est dans cette direction que travaillent les designers, comme l'italien Gaetano Pesce, attentifs à utiliser de nouveaux matériaux. Son stratifié à effet lumineux n'est plus seulement à l'état d'expérimentation puisqu'il intéresse sérieusement les industriels américains. Fil conducteur de demain, la lumière joue un rôle de plus en plus important. C'est elle qui fait respirer un espace, même si elle le caresse plus qu'elle ne le sculpte. Loin de la source bafarde pure et dure de l'halogène, elle adoucit un lieu par petites touches multiples. Ingo Maurer, ce magicien autrichien de la fée électrique, présente à Milan, son dernier lustre « Vo Bist Du Edison » est composé d'une feuille en matière plastique sur laquelle se reflète une ampoule virtuelle. Clin d'œil d'une fin d'époque en route vers l'immatériel.

Aude de la Comté



espace Putman en souplesse

Ies années 80 font un retour en douceur dans la mode. Andrée Putman, qui les aura incarnées mieux que personne, fait, cette rentrée, l'actualité tous azimuts : une exposition « A propos du luxe » au Pub Renault des Champs-Élysées (jusqu'à la fin décembre), un livre, traduction française d'un ouvrage anglais sur son travail des années 80-90 (Sophie Tasma Anagnos, Editions Norma) et un portrait

de vêtements pour le catalogue automne-hiver des 3 Suisses. Voilà le programme de rentrée. Après quelques années, chez Ecart International, c'est maintenant exclusivement sous son nom que la grande dame, à laquelle on doit l'introduction de la vaisselle blanche et les lithographies d'artistes chez Prisunic en 1968 ; l'aménagement du CAPC à Bordeaux (1984), l'hôtel Morgans à New-York (1983), office. Son nouveau bureau d'études devrait loger bientôt au fond d'une impasse verdoyante à l'ombre de l'Observatoire et accueillir, en plus de la quinzaine de collaborateurs, une poignée de jeunes designers en formation. Des projets d'hôtels, des scénographies d'exposition et des licences—des tissus, des céramiques et des verres vont voir bientôt le jour. Visionnaire, la grande prêtresse rigoriste déclare : « On porte le deuil du noir. C'est la mort de la rigidité, du coordonné et du gainé. Hier, les femmes suivaient les diktats de la

le guide du design à Paris

Artelano. Nouvel espace conçu par Didier Gomez dans un esprit sobre mais chaleureux. Une atmosphère à la milanaise avec les meubles de Mourgue, Pilet, Gagnère, Gomez, Peduzzi, Hezan, Zanuso, la Magic Table du Studio Ecos et quelques objets, vases, assiettes et verres aux lignes épurées.

First Time. Canapés bien taillés de ce fabricant signé Christian Duc, Didier Gomez et Frédéric Mechiche. A découvrir la collection de Paola Navone : grandes tables en noyer et dalles grises et chaises en parchemin tressé.

Silviera Mobilier. Un tout nouveau venu sur la place de Paris qui, entre les canapés et fauteuils chics en provenance de chez DePadova à Milan propose des luminaires gonflables finlandais des lampes de Tom Dixon et des vases signés Olivier Gagnère et Vincent Colin.

Cassina. Des signatures comme Vico Magistretti, Mario Bellini, Philippe Starck et le dernier arrivé Pascal Mourgue avec ses canapés et fauteuils Move.

Galerie Néota. De Babled à Garouste et Bonetti et Székely, un laboratoire de tendance avec des expositions de jeunes créateurs et des designers consacrés.

China-Roset. Une ligne de vases et d'éclairage vient compléter les collections-maison, de Pelhaire et Pagnon, Gomez, Mourgue, Desombre, Deo Lindo.

Conran Shop. La nouvelle « Conran Collection » débute ce mois-ci : simplicité et qualité pour les meubles et objets sur lesquels Sir Conran et son équipe cogitent depuis deux ans.

Forum Diffusion. L'espace est connu des architectes. Il est aussi ouvert au public et propose jusqu'au 15 novembre les derniers produits Cappellini en direct de Milan.

Santou Galerie. Vaisselle irrégulière des T&S Tsé et nouvelles créations de Robert Le Héros (4 stylistes textile), qui les exposent du 24 octobre au 22 novembre.

Edifice. Les signatures pointues du design italien : Driade, Kartell, Fontana Arte, Zanotta, Cassina, Cappellini ou Ycam. Et surtout Philippe Starck à qui Sarah Nathan consacre une nouvelle exposition fin novembre.

Galerie Gladys Mougén. Les pièces d'artistes très élitistes signées Dubreuil et Dixon.

Meubles et fonctions. Il y a 40 ans que Pierre Perigault promeut le mobilier ultra contemporain avec, comme partenaires, les grands industriels européens du design.

Knoll. Pour trouver la « Bertola » qui trône chez Gucci ou la chaise longue de Le Corbusier, en un mot le temple des « avant-gardistes ».

Persona. Cette boutique redessinée par Antonia Astoria en 1985 est uniquement consacrée aux Italiens.

Roche-Bobois. Version sage et confortable du contemporain et des nouveaux meubles malins pour ordonnateurs, et puis, cette saison, une réédition des chaises des grands bistrot parisiens.

Electorama. Les rideaux lumineux proviennent des Elais-Unis, les rails, d'Angleterre. On y trouve tous les grands éditeurs italiens mais aussi des belges raffinés et fantasistes.

Espace Lumière. Du verre vénitien coloré, du fer battu espagnol, sans oublier les grandes stars : Artemide, Flos, Arcluce, Lumen Center, Luxo, Eero.

A. de la C. (Voir les adresses page XI.)

ESPACE BOU TIQUES

Puissequin
L'habillement masculin
Ligne Bruno St Hilaire,
parbes Seboul, Hissus Corvati.
Mesures personnalisées à vos goûts
Sélection de tissus raffinés
de grands renom.
8, rue Chauveau-Lagarde
75008 PARIS
01.42.65.50.08 (Madeleine)

FUTONS OMOTÉ

Dormez zen.

147, 149 de Montparnasse
75006 Paris - Tél. : 01 42 26 23 28
211, 213 de Montparnasse - 75006 Paris
Tél. : 01 42 26 23 28

47, 49 de Montparnasse - 75006 Paris
Tél. : 01 42 26 23 28

45, 47 de Montparnasse - 75006 Paris
Tél. : 01 42 26 23 28

71, 73 de Montparnasse - 75006 Paris
Tél. : 01 42 26 23 28

101, 103 de Montparnasse - 75006 Paris
Tél. : 01 42 26 23 28

OMOTÉ. UN ETAT D'ESPRIT

DU MARAIS AUX TERNES
CREATEUR DE PRET-A-PORTER DE LUXE
pantalons flanelle double 199 F

- Vestes pure laine 795 F
- Vestes Cachemire et Laine - Heris - Tysed 835 F
- Costumes tissu Noblet Luigi Botta - Marzotto 1 245 F
- Laine super 100/140 1 585 F
- Smoking laine et mohair 1 585 F
- Manteaux Cachemire/Laine 1 585 F
- Rayon "Prêt-à-porter" : costumes en tissu Lendice Fit Carré - Fals - Veste Barbalet etc... - Rayon spécial grand fort jusqu'à 68 + chemises grandes longueurs.

DES PROX EXEMPLAIRES POUR CE FABRICANT DU PRET-A-PORTER DE LUXE (Collection Guy d'Amberg)
TOUS LES JOURS DE 10h à 19h SAUF DIMANCHE ET LUNDI MATIN

entrepôts du marais
3, rue du Pont-aux-Choux 75006 Paris
Métro Saint-Sébastien-Froissant
Tél. 01.42.78.14.44 - Fax 01.42.78.68.04

entrepôts des ternes
55, avenue des Ternes 75017 Paris
Métro Ternes-Porte-Majeur
Tél. 01.44.09.07.41 - Fax 01.40.68.72.91

Bijoux d'art décoratif

MICHAELA FREY

Wien

Emaux précieux décorés
à l'or 24 carats
(à partir de 1 060 F)

BOUTIQUE MICHAELA FREY
9, rue Castiglione 75001 Paris
T. 01.42.60.12.34

Le Cœur à l'Ouvrage

Abécédaires
Linge à broder
Ouvrages de la
Maison Noël
Cadeaux personnalisés
(Monogrammes - Armoiries)

Exposition de nos
créations de broderies
Salon "Savoir-Faire"
Hippodrome d'Auteuil
27/11 au 2/12/97

45, rue de la Paroisse
78000 Versailles
Tél. : 01.30.21.80.74
Fax : 01.39.20.92.77

Lafayette

Tu crois que la Mode est aux
Galeries Lafayette parce que
AGNÈS B., ANNE DEMEULEMEESTER, CALVIN KLEIN,
CHRISTIAN LACROIX, COMME DES GARÇONS, DANIEL JASIAK,
DIRK BIKKEMBERGS, DONNA KARAN, IRIÉ,
JEAN-CHARLES DE CASTELBAJAC, JEAN-PAUL GAULTIER,
JIL SANDER, JOHN GALLIANO, JUNYA WATANABE, KENZO,
LOLITA LEMPICKA, MARCEL MARONGIU, CLAUDE MONTANA,
THIERRY MUGLER, MOSCHINO, OWEN GASTER,
SONIA RYKIEL, VIVIENNE WESTWOOD, YOHJI YAMAMOTO,
YOSHIMI Koyama, y sont aussi ?
ou tu crois qu'ils sont aux GALERIES LAFAYETTE
parce que la Mode y est aussi ?
et si c'était l'INVERSE ? ou les deux ?

Les Deux ?
Quels Deux ?



LA MODE ET SES CRÉATEURS

Le

Le chef de
en critiqua

L'argent a

MICHE

